

Liste des 24 contributions reçues des CESER et Codev¹
en réponse au courrier du Président du CESE (contributions issues soit d'ateliers
citoyens, soit de travaux de prospective déjà menés)

L'ordre de présentation des contributions ne traduit aucune hiérarchisation des travaux reçus

1/ Contributions de 4 CESER :

- 1) CESER Centre Val de Loire
- 2) CESER Auvergne Rhône-Alpes
- 3) CESEC – Corse
- 4) CESC – Saint Martin

2/ Contributions de 20 CODEV :

Comptes-rendus d'ateliers citoyens :

1. Codev Dinan Agglomération
2. Codev Périgord Vert
3. Codev Cornouaille
4. Codev Sète
5. Codev Pays de Morlaix
6. Codev Pays Cœur d'Hérault
7. Codev Pays d'Arles
8. Codev Pays du Vignoble nantais
9. Codev Loire Angers
10. Codev Bordeaux Métropole
11. Codev Bugeois Vallée

Contributions issues de travaux déjà menés :

1. Codev Eurométropole Metz
2. Codev Métropole du Grand Paris
3. CODESQY – Saint Quentin en Yvelines
4. Codev du Pays Basque
5. Codev Idéo Mauges
6. Codev Grand Angoulême
7. Codev Mont de Marsan
8. Codev Rennes
9. Codev Grand Clermont

¹ Cf missions des CESER et des CODEV :

CESER :

Ajout de la mission de prospective en 2022 par l'article 230 Loi différenciation, décentralisation, déconcentration de l'action publique de 2022 : « **de conduire des études de prospective territoriale régionale** »

[CHAPITRE IV : Le conseil économique, social et environnemental régional \(Articles L4134-1 à L4134-7-2\) - Légifrance](#)

CODEV :

Instance participative créée à l'échelle d'une intercommunalité ou d'un territoire de projet qui est un organe consultatif composé de **citoyens**, d'acteurs économiques, sociaux et associatifs contribuant à la réflexion sur les politiques publiques locales.

<https://conseils-de-developpement.fr/definition/>

[Coordination nationale des Conseils de développement](#)

Dossier suivi par : [REDACTED]
Tél : [REDACTED]
Références : MD/CM/25.39

24 NOV. 2025

Monsieur Thierry BEAUDET
Président CESE
9, Place d'Iena
75775 PARIS CEDEX 16

Orléans, le 24 septembre 2025

Monsieur le Président,

Le CESER Centre-Val de Loire a eu le plaisir de recevoir votre invitation à contribuer à la saisine du CESE sur le thème : « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusif à l'horizon 2050 ».

Nous sommes particulièrement heureux de pouvoir prendre part à cet exercice de prospective, qui nous semble essentiel dans un contexte où les incertitudes sociales, territoriales et environnementales s'accroissent et appellent à une réflexion collective sur les futurs possibles.

Notre contribution s'organise autour d'une analyse des thématiques proposées par le CESE, éclairée par les travaux menés au sein de notre section prospective, et s'accompagne d'une annexe présentant plusieurs scénarios prospectifs et leurs illustrations.

L'analyse s'appuie sur deux exercices récents de prospective menés par le CESER Centre-Val de Loire :

- Métropolisation et cohésion régionale : Tours et Orléans peuvent-elles « faire métropole » ? Un défi régional en Centre-Val de Loire (octobre 2020) ;
- Les espaces ruraux à la croisée des chemins : quels avenir pour les campagnes du Centre-Val de Loire à l'horizon 2050 ? (octobre 2023).

En articulant l'analyse des métropoles et des ruralités, ces deux rapports offrent une lecture complémentaire des trajectoires possibles du Centre-Val de Loire et apportent des éléments concrets pour alimenter une réflexion nationale sur les mutations sociales, territoriales et environnementales.

À partir de nos deux démarches récentes nous avons dégagé les grandes lignes qui répondent directement à vos préoccupations.

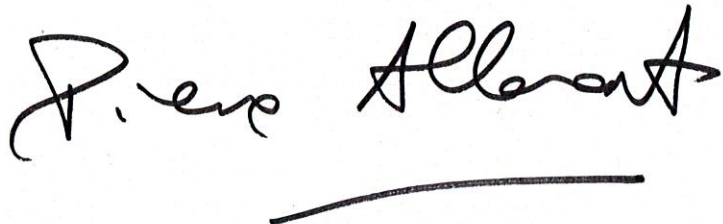
L'annexe propose, à travers de courtes synthèses d'alimenter, par des arguments concrets et contextualisés ainsi que leurs illustrations, une réflexion collective sur les choix à venir.

Nous espérons que cet apport répondra avec pertinence à votre sollicitation et qu'il viendra enrichir la dynamique de réflexion partagée que vous avez initiée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mon entière considération,

Pierre ALLORANT
Président du CESER Centre-Val de Loire



A handwritten signature in black ink that reads "Pierre Allorant". Below the signature is a horizontal line.

Analyse des thématiques proposées par le CESE au regard des travaux du Centre Val de Loire

1. Permettre à chacun de vivre dignement de son travail

- Les scénarios montrent les risques d'inégalités territoriales : dans certains futurs, l'emploi se concentre dans les métropoles, laissant les territoires ruraux en déprise.
- La prospective met aussi en lumière des opportunités : agriculture durable, bioéconomie, énergies renouvelables, tourisme patrimonial.
- Elle invite à penser l'emploi non seulement en termes de quantité, mais aussi de qualité et de lien au territoire (emplois locaux, utilité sociale, circuits courts).

Apport au CESE : l'ancrage territorial des activités peut soutenir la dignité du travail et éviter la relégation de certaines zones.

2. Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité

- Les scénarios de déclin ou de désertification illustrent le recul des services publics (santé, éducation, mobilité), aggravant les fractures sociales.
- Les scénarios positifs montrent au contraire l'importance de la coopération territoriale et du numérique pour redynamiser l'accès aux droits.
- La prospective pose donc la question d'une solidarité à géométrie territoriale, qui doit aller au-delà des métropoles.

Apport au CESE : rappeler que la protection sociale passe aussi par l'égalité d'accès aux services dans tous les territoires.

3. Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique

- Le scénario de la « ruralité consumée » illustre les effets d'un dérèglement climatique non maîtrisé : sécheresse, conflits d'usage de l'eau, exode.
- La « Catena Ligerica » et la « renaissance des campagnes » montrent que la transition écologique peut devenir moteur de développement (énergies renouvelables, agroécologie, biodiversité).
- La prospective propose des trajectoires contrastées, utiles pour anticiper les arbitrages entre développement et soutenabilité.

Apport au CESE : nourrir la réflexion sur la manière dont les transitions peuvent être ancrées localement et pensées dans la diversité des contextes.

4. Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

- Certains scénarios mettent en avant le désengagement citoyen face au sentiment d'abandon (fractures, marginalisation).
- D'autres valorisent au contraire l'innovation démocratique (conférences régionales, comités des territoires, rôle des associations).
- La prospective montre que l'avenir institutionnel dépend fortement de la capacité à associer les citoyens et acteurs locaux dans les choix de société.

Apport au CESE : renforcer l'idée que la démocratie ne se joue pas uniquement au niveau national, mais aussi dans la gouvernance territoriale et les initiatives locales.

Conclusion : En somme, cette contribution vise à éclairer, par des scénarios concrets et contextualisés, les chemins possibles vers une société plus soutenable, inclusive et résiliente, et à nourrir utilement vos travaux de prospective.

ANNEXE

A- Métropolisation et territoires : futurs possibles

Conseil Économique, Social et Environnemental Régional
9 rue Saint-Pierre Lentin - CS 94117
45041 ORLÉANS Cédex 1
Tél : 02 38 70 30 39
ceser@centrevaleloire.fr



ceser.centre-valde Loire.fr

Scénario 1- Les déséquilibres persistent !

Ce scénario décrit la poursuite des dynamiques actuelles sans véritable régulation. Tours et Orléans continuent de polariser le développement régional au détriment du sud et des territoires ruraux, qui connaissent dépeuplement, vieillissement et marginalisation. Malgré quelques initiatives, les déséquilibres sociaux, économiques et territoriaux s'aggravent et la gouvernance régionale reste incapable de promouvoir une véritable solidarité. La cohésion demeure un objectif proclamé mais jamais atteint.



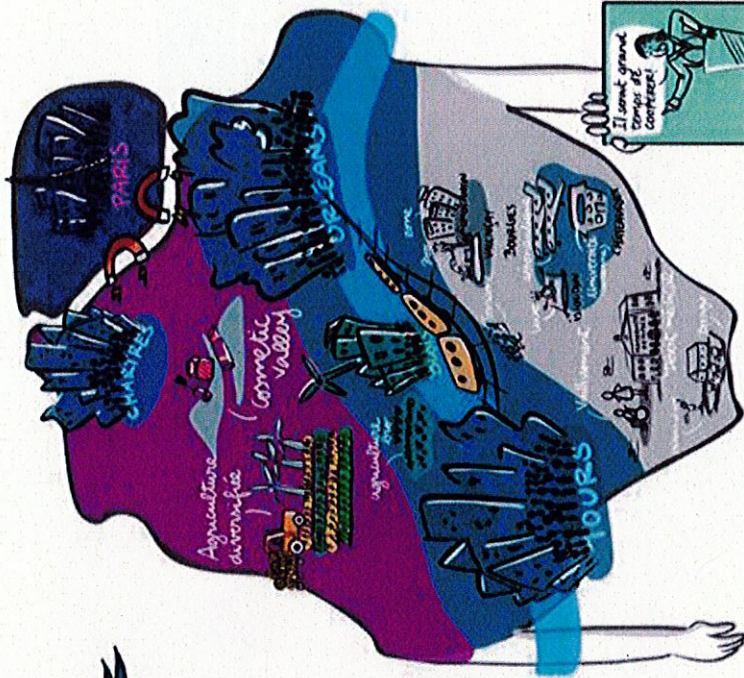
POPULATION
 Dans ce scénario la Région ne parvient pas à inverser la dynamique en cours observant une forte disparité des densités entre le Nord et le Sud.

URBANISATION
 Population concentrée dans les métropoles et le Nord. Développement et vieillissement dans le Sud.

INDUSTRIE
 Désindustrialisation Nord > Sud. Axa Logisport - Lorraine. Attraction de Chartres vers Ile-de-France.

SERVICES
 Les services continuent de se concentrer dans les villes. Services dans les zones rurales : (Chartres valley, Chartres) (Tours, Vallée de la Loire) (Montargis, Montargis) (Tours, Chartres).

SERVICES
 Performance d'accessibilité aux services publics et aux services de proximité.

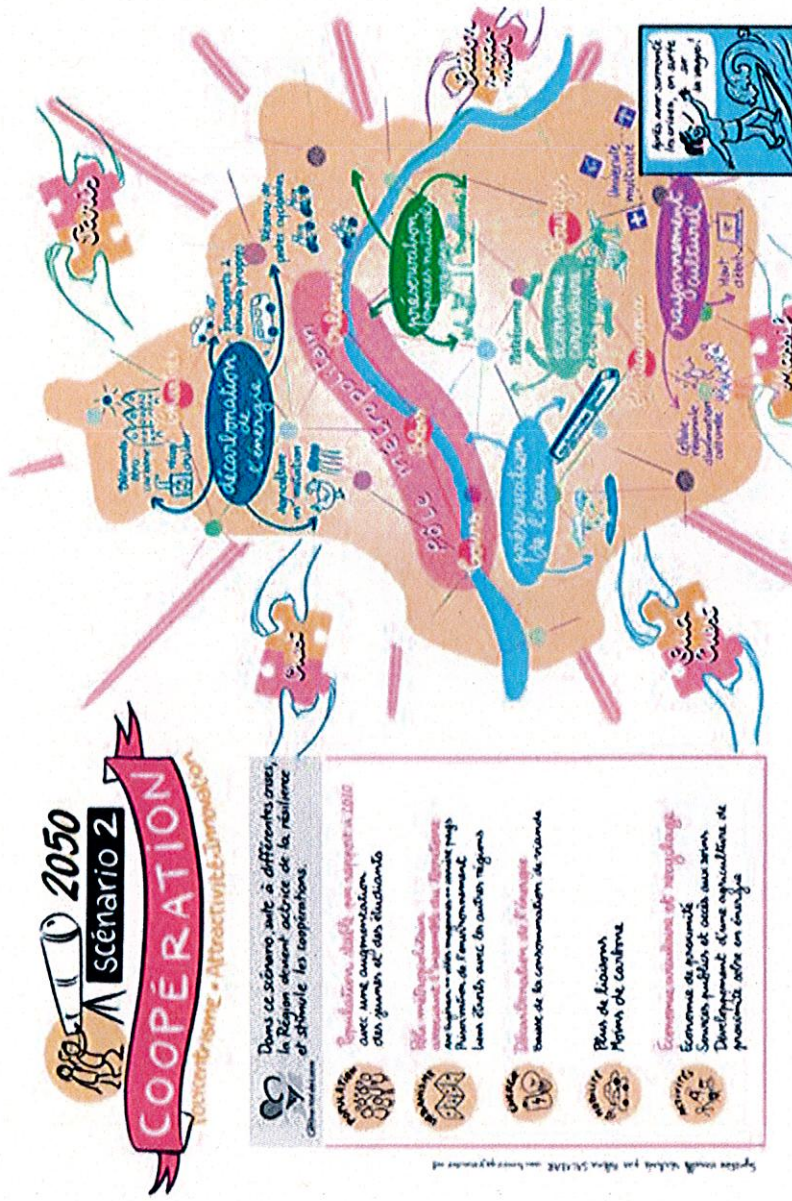


Conseil Économique, Social et Environnemental Régional
 9 rue Saint-Pierre Lentin - CS 94117
 45041 ORLÉANS Cédex 1
 Tél : 02 38 70 30 39
 ceser@centrevalde Loire.fr



Scénario 2-De la fracture à la construction d'un avenir choisi.

Ce scénario met en avant une réaction collective face aux crises, ouvrant la voie à une gouvernance partagée. À travers un Comité des territoires et un cadre stratégique décliné en plusieurs axes, la région engage une transition écologique et sociale ambitieuse. Les coopérations interterritoriales sont renforcées et les territoires ruraux et moyens retrouvent une place dans la dynamique régionale. La cohésion, fruit d'un effort collectif, transforme la région en modèle de solidarité et de durabilité.



Scénario 3-Chronique d'une mort annoncée

Ce scénario illustre la désintégration progressive de la Région, minée par les concurrences et l'absence de gouvernance efficace. Tours et Orléans s'orientent vers d'autres pôles, laissant le sud marginalisé. L'échec des coopérations et des institutions entraîne une perte irréversible de cohésion, jusqu'à la dissolution officielle de la Région en 2050. Ce récit met en lumière les dangers d'une fragmentation territoriale et institutionnelle non maîtrisée.

2050
scénario 3
ÉCLATEMENT
Désintégration, fragmentation, abandon

Dans ce scénario la Région s'efface face à la mort en passant par des intercommunalités jusqu'à son éclatement.

1. **2025** : Nord-ouest et sud-est de la région se désintègrent.

2. **2035** : Nord-ouest et sud-est de la région se désintègrent.

3. **2045** : Nord-ouest et sud-est de la région se désintègrent.

4. **2050** : La Région est dissoute.

5. **2055** : La Région est dissoute.

6. **2060** : La Région est dissoute.

7. **2065** : La Région est dissoute.

8. **2070** : La Région est dissoute.

9. **2075** : La Région est dissoute.

10. **2080** : La Région est dissoute.

11. **2085** : La Région est dissoute.

12. **2090** : La Région est dissoute.

13. **2095** : La Région est dissoute.

14. **2100** : La Région est dissoute.

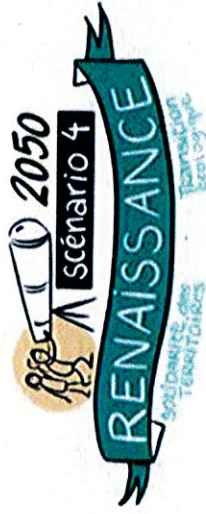
Conseil Économique, Social et Environnemental Régional
 9 rue Saint-Pierre Lentin - CS 94117
 45041 ORLÉANS Cédex 1
 Tél : 02 38 70 30 39
 ceser@centrevaleloire.fr



ceser.centrevaleloire.fr

Scénario 4- Catena Ligerica

Ce scénario propose une recomposition originale autour de la Loire, érigée en axe naturel et culturel fondateur. À travers une charte régionale et un syndicat mixte, la métropolisation est rééquilibrée au profit d'une approche écologique, patrimoniale et coopérative. La Loire devient un symbole vivant, dotée d'une personnalité juridique, permettant à la région d'incarner un modèle socio-écologique novateur conciliant développement durable, culture et attractivité.



2050
scénario 4
RENAISSANCE
 SOLIDARITÉ ENTRE TERRITOIRES
 Transition Territoriale de la Loire

2050
 Dans ce scénario, la Région est actrice des changements et prend en charge la solidarité entre les territoires.

2050
 Excellente qualité démographique
 Région comme un atout

2050
 Charte de mouvement écologique
 Héritage et connaissance vives, espaces
 culturels et 1,1% de la Loire
 Nouveaux plans et projets métropolitains
 La Loire est une première mondiale et européenne

2050
 Autonomie énergétique
 Un des meilleurs
 indicateurs de développement durable
 Région et hauts performances européennes

2050
 Économie mixte et solidaire avec en centre
 Économie de proximité, commerce local
 Agriculture, les locaux, économie
 Économie circulaire, participative
 Résilience

Scénario 2050 élaboré par Fabrice Lécuyer en collaboration avec

Conseil Économique, Social et Environnemental Régional
 9 rue Saint-Pierre Lentin - CS 94117
 45041 ORLÉANS Cédex 1
 Tél : 02 38 70 30 39
 ceser@centrevaleloire.fr



ceser.centre-valde Loire.fr

B- Ruralités en mutation : scénarios et trajectoires prospectives

Conseil Économique, Social et Environnemental Régional
9 rue Saint-Pierre Lentin - CS 94117
45041 ORLÉANS Cédex 1
Tél : 02 38 70 30 39
ceser@centrevaleloire.fr



ceser.centre-valde Loire.fr

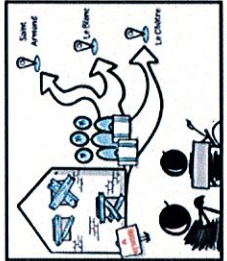
Scénario 1 - Le lent déclin rural

Ce scénario décrit la poursuite des tendances actuelles, marquées par un recul démographique et économique dans les territoires ruraux fragiles. La déprise agricole se renforce, accompagnée d'une diminution des services publics et d'une raréfaction des commerces. Les jeunes quittent massivement les campagnes, accentuant le vieillissement. La fracture numérique et la faiblesse de l'offre de mobilité renforcent l'isolement. Quelques initiatives locales innovantes existent, mais elles ne suffisent pas à inverser la spirale du déclin. Les inégalités territoriales s'accroissent, au profit des franges franciliennes et du corridor ligérien. Le sentiment d'abandon alimente le désengagement civique. En 2050, la ruralité reste synonyme de marginalisation. Ce scénario reflète une inertie politique et l'absence de stratégie volontariste.

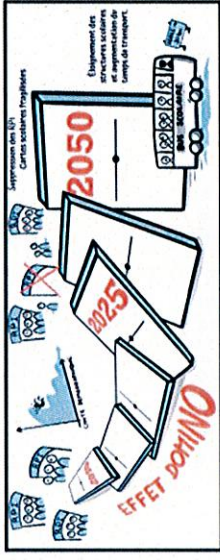
LES DISPARITÉS S'ACCROISSENT : « RURAL AS USUAL »



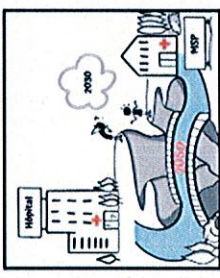
Nul ne pourrait dire ce qui avait bien pu pousser Zéa, jeune maître de Bannecq, à composer un vieux rapport de CESER Centre de 2010. Le rapport parlait de "territoires en service".



La migration massive vers de petits noyaux de population se concrétise entre un multiformisme "spectaculaire", ainsi qu'une déstructuration progressive de ces territoires.



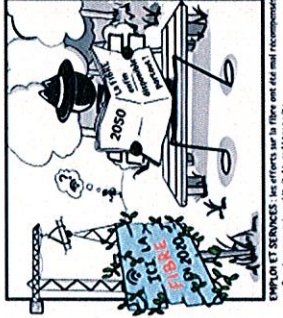
SCORARTE - Les évolutions démographiques avaient fragilisé l'existence des collèges locaux. Les formations prévues par les lycées avaient été mises en tension par les attentes d'accroissables. Les cartes scolaires avaient été modifiées, et l'organisation des transports scolaires, contrairement à ce qui s'est passé dans les zones denses, n'a pas été complétée.



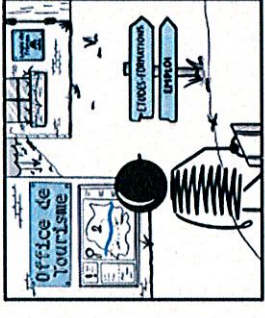
SPARTE - Les établissements scolaires étaient livrés à eux-mêmes par manque de coordination. Les services de soins de santé étaient en déclin, et les services de soins de santé étaient en déclin, et les services de soins de santé étaient en déclin.



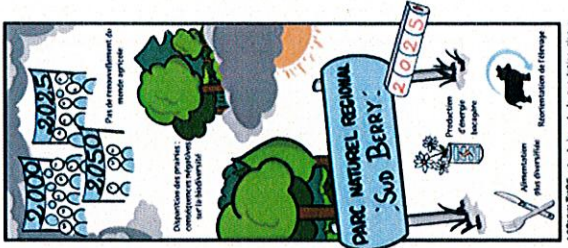
MARGINALITÉ - Il y a bien sûr des initiatives locales innovantes, mais elles ne suffisent pas à inverser (du moins temporairement) la spirale de déclin.



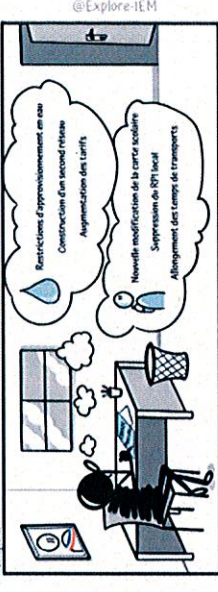
L'ÉCART ET LES SERVICES - Les efforts sur la fibre ont été mal récompensés, car l'accès aux services s'est dégradé trop vite.



Si la ruralité, à l'exception des communes en zones d'emploi et d'habitat, est déstructurée, la restructuration des communes concernées n'est pas complète.



ADICULURE - La baisse de la population risque d'entraîner une véritable désertification agricole, et par conséquent une absence d'entretien des infrastructures.



En 2050, ces disparités s'accroissent. Zéa se réveille en préparant le prochain Conseil Municipal.

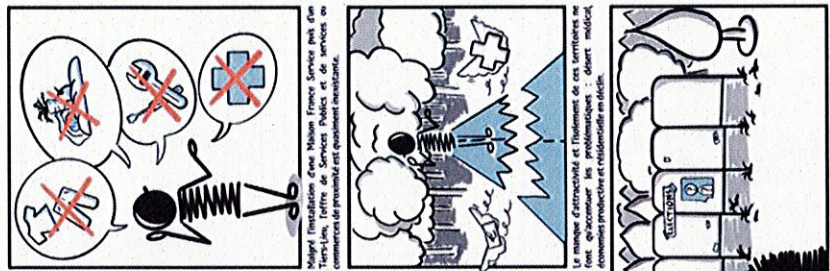
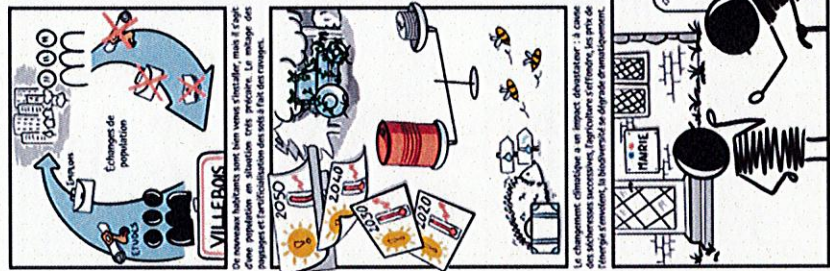
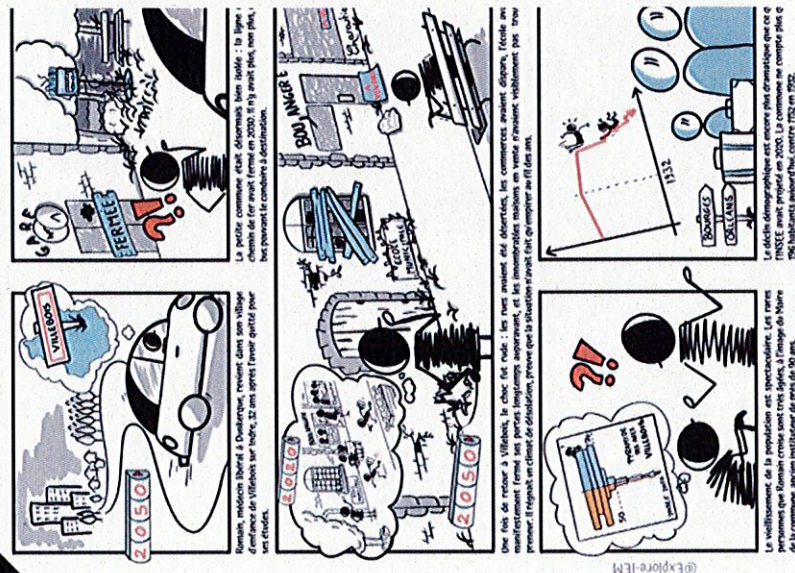


Scénario 2-La désertification irréversible

Ce scénario envisage une accentuation des dynamiques négatives, jusqu'à l'effondrement de larges pans des campagnes. Les territoires hors influence des pôles urbains connaissent une désertification démographique accélérée. L'offre de soins, d'éducation et de services disparaît dans de nombreuses communes. Les campagnes deviennent des espaces vides, hormis quelques zones patrimoniales (Sologne, Loire) ou périurbaines encore attractives. Les inégalités internes au monde rural atteignent un niveau extrême. Les mutations agricoles amplifient l'abandon des terres et la fermeture des paysages. Le patrimoine bâti se dégrade faute d'entretien. Le tourisme rural décline, faute de vitalité locale. L'absence de politiques adaptées entraîne une perte de cohésion régionale. Ce scénario dessine un avenir marqué par l'exode et l'oubli.

SCÉNARIO 2

UNE DÉVITALISATION IRREVERSIBLE : « IL N'EST PLUS TEMPS D'OSER LE DÉSERT ! »



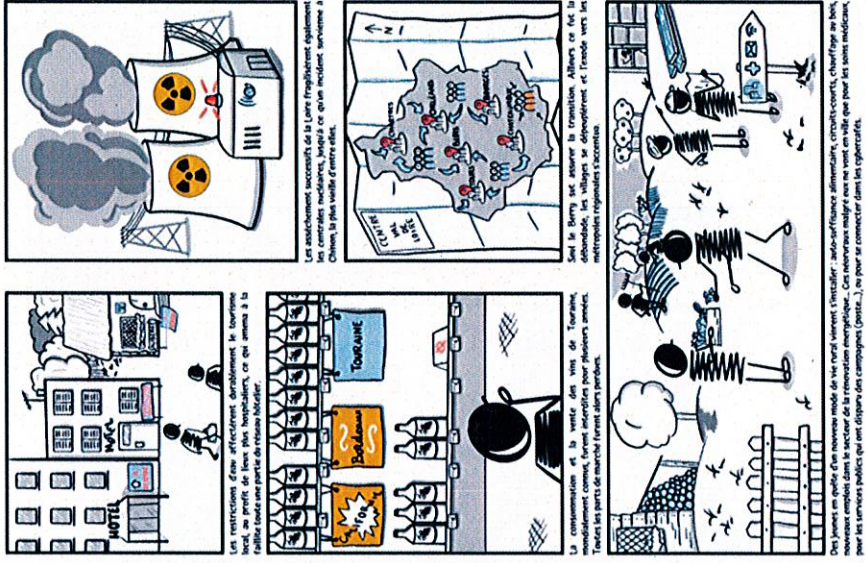
Conseil Économique, Social et Environnemental Régional
 9 rue Saint-Pierre Lentin - CS 94117
 45041 ORLÉANS Cédex 1
 Tél : 02 38 70 30 39
 ceser@centrevaleloire.fr



ceser.centre-valde Loire.fr

Scénario 3-La ruralité consommée (scénario du pire climatique)

Ce scénario imagine une crise écologique majeure frappant la région. Le changement climatique provoque une sécheresse continue et durable, entraînant des tensions sur l'eau, la biodiversité et l'agriculture. Les rendements agricoles s'effondrent, rendant l'économie rurale exsangue. La rareté des ressources attise des conflits d'usage et accélère les départs de population. Les territoires autrefois résilients deviennent vulnérables et peinent à s'adapter. Les paysages se transforment radicalement, marqués par la désertification et les incendies. Les infrastructures souffrent d'un entretien impossible face aux coûts croissants. Le tourisme, jadis ressource d'appoint, s'effondre faute d'attractivité. La cohésion sociale se délite face aux inégalités croissantes. Ce scénario alerte sur les risques d'inaction climatique et sur l'ampleur des impacts systémiques.



Avis transverse du CESE : « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

Trame de contributions des CESER / CoDev – travaux déjà menés

Dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ? Le CESE souhaite associer largement la société civile organisée à la rédaction de son avis transverse

Nom du CESER ou du CoDev :

CESER Auvergne Rhône Alpes

Nom du représentant ou de la représentante :

[REDACTED]

Adresse email de contact :

[REDACTED]

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

- Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)
- Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale
- Les deux

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

- | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">• Les villes moyennes à l'horizon 2050-décembre 2017
https://ceser.auvergnerhonealpes.fr/avis-et-contributions/les-villes-moyennes-a-l-horizon-2050• La mobilité à l'horizon 2050 -décembre 2020
https://ceser.auvergnerhonealpes.fr/avis-et-contributions/la-mobilite-a-l-horizon-2050• Modes de vie en Auvergne-Rhône-Alpes à l'horizon 2050 – Novembre 2023
https://ceser.auvergnerhonealpes.fr/avis-et-contributions/modes-de-vie-en-auvergne-rhone-alpes-a-l-horizon-2050 | <ul style="list-style-type: none">• ...• ...• ... |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|

Vos contributions sur la base de travaux thématiques

Thématiques abordées dans le cadre de vos travaux, dans une optique prospective (à échéance 2050)

:

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun ;
- Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité ;
- Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;
- Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations-Unies et du droit international.
- Autre, précisez :

Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale

1/ Rapport les villes moyennes à l'horizon 2050

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Hyper-métropolisation ou « la métropole égoïste » : les villes moyennes asséchées.

1. Poursuite du mouvement de concentration de l'emploi dans les métropoles,
2. Politique foncière et industrielle des métropoles visant à attirer des sociétés internationales,
3. Choix de densifier l'habitat urbain,
4. Les villes moyennes parviennent malgré tout à conserver des services de base et quelques grands équipements (santé, petite enfance, ...),
5. Les Régions collaborent avec leurs homologues (en France ou à l'étranger), délaissant les coopérations avec leurs propres territoires et villes moyennes,
6. Quelques villes « disruptives » misent sur le numérique pour attirer de jeunes ménages (télétravail, circuits courts).

En synthèse, les villes moyennes disparaissent des cartes géographiques, qui mettent désormais en évidence les aires métropolitaines, seules à intéresser les décideurs et les citoyens.

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. Le choix de densifier l'habitat urbain entraîne de fortes difficultés d'acceptabilité sociale,
2. Les ex-villes moyennes deviennent des villes-dortoirs,
3. La Région, dans la position de rééquilibrer le mouvement de métropolisation, est rapidement marginalisée,
4. Les inégalités s'accroissent dans toute la Région, dans les métropoles comme dans les villes moyennes,
5. Les villes moyennes sont réduites au simple rôle d'hébergement des populations,
6. La plupart meurent à petit feu (sauf les ultra touristiques).

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. Laisser se développer la dynamique de continuité du processus de métropolisation engagé depuis une vingtaine d'année,
2. Concentrer les gouvernances dans les métropoles,
3. Minorer le rôle de la Région, en diminuant le soutien aux territoires hors métropoles.

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. Attention à la colère sociale, liée à la non acceptation de la concentration de l'habitat urbain.

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

La « régio-polarisation » ou les archipels métropolitains : les villes moyennes intégrées et les autres.

1. Le territoire régional s'organise en archipels autour des métropoles. Les villes moyennes situées dans la zone d'influence des métropoles sont associées à un réseau et font « système » avec celles-ci.
2. Les villes moyennes ont leur propre stratégie et gouvernance.
3. Le modèle productif est organisé : aux métropoles le tertiaire supérieur, aux villes moyennes la production.
4. Chaque « archipel » s'occupe de ses services écologiques (circuits courts locaux).
5. Entre villes d'un même archipel, les productions culturelles sont mises en commun.
6. L'enseignement supérieur est organisé dans une logique de coopération avec les métropoles.
7. Pour les services publics et les services au public, leur organisation est coordonnée à partir des métropoles et accessibles via une forte infrastructure numérique et des plateaux spécialisés.
8. Les villes moyennes trop éloignées des métropoles meurent à petit feu.

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. La Région délaisse les villes moyennes hors des archipels, au profit d'un rôle d'architecte entre métropoles. Les archipels peuvent former une « coalition » anti-Région.

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. Laisser se développer la dynamique de continuité du processus de métropolisation engagé depuis une vingtaine d'année.
2. Veiller à équilibrer les gouvernances entre métropoles et villes moyennes.
3. Confier à la Région un rôle d'aménageur d'infrastructures entre les archipels.

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. Les espaces ruraux sont laissés à eux-mêmes. Aucune dynamique durable ne peut se développer face à de nombreux mécontents.

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Les territoires intersticiels : les villes moyennes dépeçées par les bourgs et les métropoles.

1. Dispersion de la population hors des métropoles,
2. Fort développement du télétravail et des espaces de co-working,
3. Délocalisation des emplois, y compris en production (via les fabrications additives),
4. Les aires urbaines se réduisent (pour les métropoles, mais aussi pour les villes moyennes),
5. Occupation croissante des aires « intersticielles »,
6. Diminution des temps de transport,
7. Développement de l'entraide et des mises en commun,
8. Naissance de nouveaux petits bourgs, dotés de services à la personne (santé, culture),
9. Les réseaux numériques connaissent un large développement et irriguent bourgs et campagne, vidant les villes moyennes de leurs offres culturelles,
10. Le « bourg » devient la nouvelle centralité,
11. La Région est à la manœuvre pour accompagner ces nouvelles centralités via le concept de « continuité territoriale »,
12. Les enseignements supérieurs se font largement à distance (MOOCS aidant ...).

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. De nombreuses friches urbaines apparaissent dans les villes moyennes.
2. Le nouveau concept de « centralité » s'appuie sur une modification profonde des modes de vie, à accompagner soigneusement.

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. Accélération du développement des réseaux numériques (fibre jusque dans les bourgs).

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. Gestion de la perte de population des villes moyennes, entraînant des friches industrielles et un difficile marché de l'immobilier.

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Une stratégie renouvelée d'aménagement du territoire : les villes moyennes réinventées.

1. La Région (et l'État) soutient les villes moyennes comme centralités essentielles des territoires ruraux,
2. Politique assumée : le « Middle is beautiful »,
3. Atténuation des nuisances liées à une trop forte concentration métropolitaine,
4. Diminution de la spéculation foncière,
5. Réhabilitation des friches industrielles,
6. Développement de circuits courts favorisés par la proximité population-services,
7. Réseau culturel entre les villes moyennes,
8. Chaque ville développe une spécialité et un système productif local, parfois en concurrence avec les métropoles,
9. A l'organisation hiérarchisée spatialement depuis un hyper-centre jusqu'aux couronnes éloignées, se substitue désormais une organisation polycentrique.

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. Lutte contre le départ des classes d'âge 18-25 ans vers les aires métropolitaines, notamment par une offre « enseignement supérieur » vers les villes moyennes.

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. Créer des conventions d'investissements prioritaires hors des aires métropolitaines (transports, lycées, numérique, ...),
2. Fédérer les villes moyennes au sein d'un collectif « Villes moyennes en Auvergne-Rhône-Alpes », pour mise en commun des bonnes pratiques et des expériences en commun,
3. Accentuer le plan régional de développement des réseaux numériques,
4. Labellisation des solutions innovantes tant en termes de services publics que de services privés au public.
5. Porter une politique volontariste de rééquilibrage des territoires.

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. Le développement de l'enseignement supérieur dans les territoires est une condition clé de maintien des jeunes dans ces villes moyennes.

2/Rapport les mobilités à l'horizon 2050

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

La mobilité à tout prix

1. Une croissance économique à partir des années 2030
2. Une augmentation importante de la population régionale dû aux flux migratoires essentiellement dans les zones métropolitaines
3. « Touche pas à la mobilité » est devenue la doxa de la majorité de la population refusant toute entrave sans solutions alternatives
4. Le numérique et la préférence pour l'usage plutôt que la propriété des moyens de transport a modifié la mobilité favorisant une innovation massive.
5. Un réseau dense de transport dans les centres-villes et entre métropoles. Le reste du territoire doit faire preuve d'ingéniosité.
6. L'accès à la mobilité est un indicateur de positionnement sur l'échelle sociale
7. La polarisation sociale s'accompagne d'une polarisation spatiale
8. La mobilité est un enjeu majeur des échéances électorales avec deux grandes visions : gestion privée ou bien public
9. Le développement du nombre de véhicules rend la vie des piétons très risquée et la circulation est peu fluide favorisant la préférence pour le télétravail.
10. La mobilité est devenue la règle dans tous les domaines, travail, relations amoureuses ect..Cela favorise de nouvelles précarités et la mobilité sociale reste réduite

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

Une concentration de la population dans les métropoles

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. Des régulations faibles
2. Un développement du numérique sans contraintes fortes

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. Renforcement de la polarisation sociale et spatiale

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

La mobilité encadrée

1. Une planification stricte de l'aménagement du territoire pour répondre à des crises diverses : économiques, climatiques, sociales, sanitaire et financière
2. L'encadrement de la mobilité est devenu une nécessité pour gérer les flux au sein de l'espace régional entre métropoles, villes moyennes et espaces ruraux.
3. La priorité au enjeux environnementaux ont conduit les pouvoirs publics à la mise en œuvre d'une mobilité encadrée par l'affectation d'un capital mobilité à chacun,, les droits sont échangeables et les points consommés selon le mode mobilisé : transports en commun ou transports individuels.
4. On assiste à une recentralisation au motif de rendre l'action publique plus efficace et de réduire les dépenses des administrations publiques. La gouvernance 'appuie sur les experts, corrigée à la marge par l'association des territoires pour limiter la critique de dérive technocratique.
5. Les mesures coercitives et incitatives se succèdent pour encourager les comportements vertueux contre l'étalement urbain.
6. Les modes alternatifs à la voiture individuelle sont largement encouragés, les mesures sont d'autant plus strictes que l'on s'approche des centre-villes. La mobilité est taxée.
7. Les politiques publiques intègrent la réduction des mobilités : enseignement, santé, télétravail...
8. A la mobilité géographique, est préférée la mobilité sociale, la déconnexion entre revenus et mobilité est forte, les plus favorisés bougent le moins possible.

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. La mobilité est limitée et taxée

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. Une mobilité descendante, verticale qui s'impose aux territoires
2. La mobilité sociale renforcée mobilise l'éducation, le développement des compétences et la transmission des savoir-faire à l'échelle des territoires.

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. Les espaces ruraux sont essentiellement consacrés aux activités agricoles et touristiques et entretiennent compte tenu des contraintes une relation ambivalente et durable avec les métropoles et villes moyennes.

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Haro sur les mobilités

1. La réduction de la mobilité trouve son origine dans la volonté des populations de se déplacer de moins en moins, la mobilité à travers la voiture individuelle qui était symbole de liberté est stigmatisée, les infrastructures sont abandonnées car refusées par les citoyens. Seuls les transports collectifs en milieu urbain demandant des infrastructures très modérées sont encouragés.
2. Les personnes consomment des services à distance
3. La démographie s'est considérablement ralentie
4. Pas de construction nouvelle s'il n'y a pas de transport
5. Les normes sont contestées sur certains territoires comme les territoires de montagne et donnent lieu à des mouvements sociaux
6. La production est contingentée, la sobriété est de mise
7. Le bénévolat est valorisé
8. La mobilité sociale est un enjeu mais ne se fait plus uniquement par la formation académique mais par le sport, la culture, l'économie parallèle (darkweb)

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. Une démographie ralentie
2. Un système de production contingenté organisant la frugalité
3. Des gouvernances éclatées puis une gouvernance régionale reprend la main pour une connexion avec le national et l'international.

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. L'économe est contingenté, les circuits courts et l'économie circulaire se développe.
2. La sobriété s'accompagne d'une baisse de la démographie.
3. La formation est valorisée mais pas uniquement académique, l'ensemble des acquis le sont.

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. Le ralentissement de la mobilité favorise les populations résidant dans un cadre agréable.

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Les mobilités bricolées

1. Le poids de la dette sur l'Etat et les collectivités locales pénalisent lourdement leur action et empêchent toute forme d'investissement dans la mobilité.
2. Une détérioration des infrastructures et un transport collectif à l'agonie
3. Face à la carence de la puissance publique, la société civile s'organise et bricole de nouvelles organisations et pas uniquement dans la mobilité.
4. Des sociétés d'entraides permettent d'organiser les déplacements à partir de la voiture sous un mode partagé, les communs.
5. L'intelligence artificielle et les réseaux numériques permettent d'optimiser ces organisations.
6. La mobilité gérée par ces sociétés est considérée comme un bien commun.
7. Le rapport au temps a évolué, la vitesse du déplacement est secondaire la mobilité lente est privilégiée
8. L'économie de circuits courts, l'économie circulaire et la réparabilité sont au cœur du système économique.

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. Le poids de la dette a fortement réduit la capacité d'action des pouvoirs publics.

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. Une gouvernance plus horizontale laissant l'initiative à la société civile
2. Le développement des compétences comportementales, les soft skills sont mises en avant.
3. L'innovation sociale couplée à la sobriété permet d'envisager une mobilité avec un rapport au temps différent.

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. La résilience de la société civile face à la carence des pouvoirs publics.

3/Rapport les modes de vie à l’horizon 2050

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

La dysociété « chacun son monde »

1. Une fracture ressentie et non observée ; un sentiment de défiance vis-à-vis des institutions
2. Le délitement de la démocratie
3. Le refuge dans l’intime, le désir de se retrouver et le repli sur soi
4. La proximité au risque de l’autarcie : frugalité et solidarités coopératives
5. La séparation des mondes : fracture spatiale entre jeunes et seniors, précaires et plus aisés.

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

Un vivre-ensemble très réduit

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

La relation à l’éducation est une relation individuelle, appuyée sur le numérique, l’école comme lieu de partage de connaissance disparaît.
La crainte des autres favorise l’édiction de normes sociales rigides.

Points de vigilance éventuels à souligner :

Le délitement de la démocratie est une menace pour son fonctionnement.

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

La société fertilisée « tous pour un, un pour tous »

1. La liberté, l’innovation avant tout, l’innovation au quotidien, le droit à l’expérimentation permettent de « chasser » les normes trop nombreuses, redondantes et contradictoires permettant de conjuguer baisse des dépenses publiques et efficience.
2. La dynamique régionale : la Région renforce son pouvoir dans un cadre contractuel par une délégation de l’Etat mais aussi des autres collectivités, la subsidiarité fait loi, un récit régional accompagne et se renforce de ce mode de fonctionnement.
3. La singularité dans la multitude : le collectif respecte l’intime mais celui-ci se nourrit et s’épanouit dans la rencontre avec les autres
4. Les mobilités ad hoc : mise en place de droits de tirage mobilité (DTM)

5. Pas de fracture : le dialogue, la concertation, la participation aux négociations, l'écoute mutuelle, les co-constructions ont permis de créer des récits et un destin commun au sein des territoires.

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. Une première phase du scénario qui bénéficie essentiellement aux élites

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. L'éducation devient de l'accompagnement et le travail collectif est plus important que la somme des travaux des individus.
2. La crise climatique devient le moteur principal de l'action publique et des réponses par l'innovation

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. La société civile apporte des réponses aux inégalités par la mise en place de communs.

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Le paradis artificiel « des vies parallèles »

1. L'accélération du dévoilement de l'intime, on ne vit que pour ce que l'on donne aux autres, et pour les toucher il faut leur donner ce qu'ils attendent à travers les réseaux sociaux.
2. La liberté l'innovation avant tout, le désir de liberté absolue bouleverse l'ordre social, la hantise de la norme annihile toute action collective.
3. Le pouvoir des villes se renforce, lieux de création des innovations immatérielles.
4. La séparation des mondes, le territoire régional a éclaté entre urbain et rural, le tout écran a pris le dessus.
5. Fracture non ressentie et observée, les populations délaissées n'ont pas le sentiment de déclassement, elles font preuve d'un certain fatalisme. La culture se limite aux séries et aux chaînes thématiques.

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. L'absence de collectif

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. La gouvernance se caractérise par le pouvoir des villes.

Points de vigilance éventuels à souligner :

Les inégalités sociales peuvent être masquées par une dimension virtuelle ainsi un avatar aisé et une situation réelle plus précaire.

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Un nouveau pacte social « la cohésion d'abord »

1. Pas de fracture : un solde migratoire positif, une attractivité de la région et une dynamique économique positive
2. La dynamique régionale : dans un cadre contractuel renouvelé avec l'Etat et les autres collectivités une construction originale s'est mise en place.
3. La régulation durable, les technologies sont au service de l'humain.
4. Les mobilités ad hoc, la propriété des moyens de locomotion a laissé la place à l'usage.
5. La singularité dans la multitude : le collectif respecte l'intime mais celui-ci se nourrit et s'épanouit dans la rencontre avec les autres

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

1. Les pouvoirs publics s'organisent pour une réponse coordonnée et ambitieuse d'adaptation au dérèglement climatique.

Propositions de leviers à actionner si on choisit ce scénario :

1. En matière de santé les actions de prévention sont privilégiées.

Points de vigilance éventuels à souligner :

1. La dynamique régionale nécessite un cadre contractuel avec l'Etat et les autres collectivités soit une organisation administrative entre les différents échelons basée sur la subsidiarité.

DELIBERATION CESECC 2025/11 PORTANT APPROBATION DE LA CONTRIBUTION
A L'AVIS DU CESE « POUR UN MODELE DE SOCIETE SOUTENABLE, DURABLE ET INCLUSIVE A
HORIZON 2050 »

SEANCE DU 25 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, les membres du Conseil économique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, réunis en séance plénière, salle des délibérations de la Chambre des Territoires, à Bastia, sous la présidence de madame Marie-Jeanne NICOLI, Présidente du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse

Etaient présents :

ANDREANI Christian, ANGELETTI André, BATTESTINI Antoine, BENETTI Frédéric, BIAGGI Michèle, BRASSET Pasquale, CANNAC-PADOVANI Magali, CASABIANCA Charles, CASABIANCA François, CHOURY Hyacinthe, CIANFARANI François, CLEMENCEAU-FIESCHI Patrick, CLEMENTI Jean-Pierre, DAL COLLETO Jean, DE PERETTI Nicolas, DUBREUIL-VECCHI Hélène, FEDI Marie-Jeanne, FILIPPI Bernard, GIUDICELLI Jean-Pierre, GODINAT Jean-Pierre, LIBERATORE-RUGGERI Cécile, LOTA René, LUCIANI Jean-Pierre, MARCAGGI Antoine, MARCELLINI-NICOLAI Marie-Désirée, NICOLI Marie-Jeanne, NINU Marc, NOBILI Laura, NOVELLA Christian, OGLIASTRO Fabrice, PAT O'BINE, RIUTORT Jean-Jacques, SALDUCCI Valérie, SALVATORI Marie-Josée, SUSINI Jean-Dominique, TROJANI Paul, VENTURINI Stefanu.

Etaient absents et ont donné pouvoir :

ACKER-CESARI Véronique à CLEMENTI Jean-Pierre, BARBE Michèle à NICOLI Marie-Jeanne, BARTOLI Anthony à NOBILI Laura, BOUDA Gérôme à NOVELLA Christian, BRIGNOLE Jean à CLEMENCEAU-FIESCHI Jean-Pierre, D'ORAZIO Xavier à MARCELLINI-NICOLAI Marie-Désirée, FONDACCI François à CIANFARANI Françoise, LUCIANI Denis à DAL COLLETO Jean, RUBINI Pierre-Jean à ANDREANI Christian, VITALI Jean-Pierre à BATTESTINI Antoine.

Le secrétariat était assuré par SALVATORI Marie-Josée, vice-présidente.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article R4422-14 ;

Vu la délibération CESECC 2024/05 du 25 mars 2024 relative à l'adoption du règlement intérieur ;

Vu la délibération n°25/043 AC du 28 mars 2025 relative au budget primitif 2024 de la collectivité de Corse ;

Vu le courrier de sollicitation du Président du CESE, Thierry BAUDET, du 30 avril 2025 ;

Vu la délibération CESECC 2025/04 du 20 mai 2025 portant approbation de la participation du CESE de Corse à l'élaboration de l'avis du CESE « pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive a horizon 2050 »

Vu le rapport « Cambià u campà » adopté en avril 2021

Considérant le résultat du vote suivant :

VOTANTS : 47

ABSTENTION : 0

CONTRE : 0

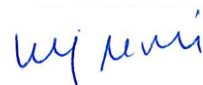
LE CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL DE CORSE

Article 1er :

ADOpte, à l'unanimité, la contribution écrite à l'avis du CESE « pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à horizon 2050 ».

Ajaccio, le 25 novembre 2025

La Présidente du CESECC,



Marie-Jeanne NICOLI

Société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050

Table des matières

Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ..	4
Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun	11
Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité	22
Préserver le régime démocratique et la place de la société civile" à l'horizon 2050	39
Préparer les générations futures à l'exercice de leur citoyenneté par l'éducation et la formation – Horizon 2050.....	43
Faire de la culture un levier d'émancipation individuelle et collective – Horizon 2050	55

Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir et mesures opérationnelles	Points de vigilance (risques, blocages)
Assurer un accès équitable à un emploi digne et durable pour tous les habitants de la Corse	<p><u>Leviers politiques et institutionnels</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Prioriser l'investissement dans les services publics et les infrastructures dans les microrégions pour y rendre l'installation des entreprises et des familles possible. <p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Soutenir les filières locales et innovantes pour une diversification résiliente (Soutenir les filières locales, l'ESS, l'artisanat, l'agriculture durable et les métiers émergents dans les énergies renouvelables, le numérique et la silver économie) : Mettre en œuvre un plan d'investissement ciblé sur les filières porteuses de l'avenir insulaire (Transition écologique, Économie Sociale et Solidaire - ESS, Artisanat de qualité, Agriculture durable); Inciter fiscalement la création d'entreprises dans les métiers émergents pour diversifier l'économie et réduire la dépendance au tourisme de masse 2. Améliorer la structuration du tissu économique et renforcer le marché intérieur: développer un véritable « Marché d'Intérêt National » insulaire pour favoriser la consommation de produits et services locaux et renforcer la résilience économique du territoire; 3. Echanges commerciaux avec le bassin méditerranéen : développer une coopération économique méditerranéenne 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Situation de monopole dans un secteurs clés de l'économie insulaire 2. La précarité structurelle et la saisonnalité des emplois. (Précarité structurelle de certains secteurs: tourisme, aide à domicile, agriculture saisonnière) 3. Le risque de "gentrification économique". L'attractivité pourrait entraîner une spéculation foncière et immobilière rendant le logement et l'installation impossibles pour les travailleurs locaux 4. La dévalorisation de certains métiers. (Faible attractivité de certains métiers peu valorisés) 5. Le risque de "centralisation" des opportunités d'emploi sur les deux pôles urbains, accentuant la désertification rurale

	<p>4. Conditionner l'aide publique à la création d'emplois durables: lier les soutiens aux entreprises à l'amélioration de la qualité de l'emploi (contrats longs, salaires décents, conditions de travail)</p> <p>5. Mettre en place une politique foncière et de logement qui sanctuarise l'accès au logement pour les actifs insulaires</p> <p><u>Levier social</u></p> <p>1. Développer des formations ciblées et valoriser les compétences locales: Réformer l'appareil de formation (initiale et continue) pour accompagner les filières insulaires durables et émergentes; Créer des labels de « Savoir-Faire Corse » pour valoriser, certifier et transmettre les compétences spécifiques (artisanat, agropastoralisme, patrimoine bâti), assurant ainsi une meilleure rémunération et reconnaissance sociale</p> <p>2. Garantir l'inclusion et l'accès universel au numérique: Mener une politique active de lutte contre la fracture numérique</p>	
<p>Favoriser l'émancipation économique et sociale par le travail</p>	<p><u>Levier social</u></p> <p>1. Revalorisation des métiers de première et deuxième lignes par les salaires et les conditions de travail: Mettre en œuvre une politique incitative forte pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail dans les métiers de première et deuxième lignes (santé, soin, éducation, services à la personne, agriculture); Lier l'aide publique versée aux entreprises à des indicateurs de progrès social (augmentation de la part des CDI,</p>	<p><u>Points de vigilance</u></p> <p>1. Résistance aux changements dans les pratiques managériales traditionnelles</p> <p>2. Échec de la co-construction et déficit de légitimité</p> <p>3. La spéculation sur le foncier, la mobilité et le logement</p>

	<p>amélioration des conditions de travail)</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Développement de modèles de travail collaboratifs et inclusifs (tiers-lieux, espaces mutualisés et d'initiatives coopératives (SCOP, SCIC)) 3. Développer des programmes de formation et d'accompagnement au management éthique et coopératif: Inciter les dirigeants à adopter des pratiques favorisant l'autonomie, le bien-être au travail et la participation des salariés (RSE insulaire) 4. Garantir l'accès au logement: Créer un fonds d'aide au logement dédié aux travailleurs précaires, saisonniers, jeunes et apprentis pour garantir leur installation et leur maintien sur le territoire; Développer des programmes de construction de logements sociaux et intermédiaires dédiés à ces catégories, notamment via le modèle de Bail Réel Solidaire (BRS) insulaire. <p><u>Leviers politique/institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Soutenir et développer un dialogue social: Garantir une participation effective des salariés aux décisions stratégiques impactant l'emploi local. 	
<p>Réduire la précarité et garantir un revenu décent à tous les travailleurs</p>	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Articulation des politiques publiques pour un aménagement intégré: Intégrer la lutte contre la précarité comme objectif prioritaire et mesurable dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse (PADDUC) révisé, en liant l'accès à l'emploi, au logement et aux services 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Persistance des inégalités territoriales et du déséquilibre littoral/intérieur 2. La complexité administrative excessive dans la mise en œuvre des aides sociales et

	<p>2. Adopter une politique de rééquilibrage territorial volontariste. Les investissements (numérique, services publics, logements aidés) doivent être priorités vers l'intérieur de l'île pour y développer l'activité économique et l'emploi</p> <p>3. Simplifier et digitaliser l'accès aux droits et aux aides pour les travailleurs et les petites entreprises.</p> <p><u>Levier économique</u></p> <p>1. Développement de l'économie de proximité créatrice d'emplois locaux non délocalisables: Mettre en place un soutien logistique et financier accru aux circuits courts dans l'agriculture, l'artisanat et l'énergie, afin de créer des emplois stables et de proximité</p> <p>2. Mise en œuvre d'une fiscalité locale incitative et adaptée aux PME insulaires: l'adaptation des normes fiscales et l'expérimentation de mesures fiscales spécifiques (TVA réduite sur les produits locaux, exonérations ciblées) pour améliorer la compétitivité des producteurs insulaires et alléger les charges des TPE/PME créatrices d'emplois de qualité</p> <p><u>Levier social</u></p> <p>1. Réflexion approfondie sur un "Bouclier Social des Droits" pour un revenu digne: Lancer une concertation sur l'expérimentation d'un revenu de base/salaire à vie à l'échelle insulaire</p>	<p>fiscales</p> <p>3. Les limites législatives et réglementaires pour accéder à l'expérimentation</p>
<p>Concilier développement économique et inclusion sociale</p>	<p><u>Levier institutionnel</u></p> <p>1. Simplifier l'accès aux droits, aides et services liés à l'emploi: Créer un réseau de "Guichets Uniques de l'Emploi et de l'Inclusion" numériques et physiques (itinérants)</p>	<p><u>Points de vigilance</u></p> <p>1. Manque de coordination et fragmentation de l'action publique</p> <p>2. Risque de recentralisation ou</p>

	<p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Structuration de filières locales créatrices de valeur et d'emplois inclusifs: Elaborer des Plans de Développement de Filières d'Excellence (PDFE) pour l'agriculture, le bois, la santé, l'économie bleue et le numérique. Plans qui doivent intégrer des clauses d'inclusion sociale (part d'emplois durables, insertion par l'activité économique) Mobilisation de la commande publique comme levier d'inclusion des produits et services locaux (Spaser; clauses sociales et environnementales) Ouverture à l'export et coopération économique ciblée en Méditerranée: Développer une diplomatie économique régionale en Méditerranée; Faciliter l'accès des PME insulaires aux marchés de proximité par des accords ciblés et des dispositifs d'accompagnement à l'export, visant la promotion d'une offre de produits et services corses <p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Développer une offre de services (petite enfance, santé, transports) subventionnée et accessible, condition <i>sine qua non</i> pour que les individus, notamment les femmes, puissent s'engager ou se maintenir dans l'emploi Mettre en place une "Plateforme de Données Sociales et Économiques Insulaires". Ces données sont essentielles pour une évaluation objective et un pilotage précis des politiques publiques 	<p>d'inefficacité réglementaire</p> <ol style="list-style-type: none"> L'absence de données précises et partagées sur l'emploi local et l'inclusion
Mettre l'agriculture au service d'une économie durable,	<p><u>Levier institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Définir une politique agricole pour la Corse ; 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Complexité de la maîtrise du foncier

<p>responsable et innovante</p>	<ol style="list-style-type: none"> 2. Maîtrise du foncier agricole pour faciliter l'installation et l'agrandissement durables pour une agriculture de production: élaborer des DOCOBAS; Mettre en œuvre une politique publique foncière pour mobiliser les terres en friche et constituer des "réserves foncières agricoles publiques" pour mise à disposition des jeunes agriculteurs et des projets durables; Mettre en place un outil foncier public régional doté de pouvoirs d'intervention et d'expropriation ciblés, pour lutter contre la spéculation et l'abandon des terres agricoles 3. Faciliter l'accès à l'information et la mise en relation (offre/demande): Développer une plateforme numérique unique de référencement et de géolocalisation des producteurs, des produits disponibles et des lieux de vente, optimisant ainsi la logistique des circuits courts pour les professionnels et les consommateurs 4. Utilisation de la fiscalité pour soutenir la consommation de produits locaux: expérimenter la "fiscalité positive" sur les produits agricoles locaux respectueux de l'environnement (ex. TVA réduite) afin de les rendre plus compétitifs face aux produits importés 5. Sécuriser les débouchés par le développement des circuits courts et la commande publique: Structurer un véritable "Marché d'Intérêt National (MIN)" insulaire pour fluidifier l'échange de produits locaux; Rendre prioritaire l'approvisionnement en produits locaux et durables dans toute la 	<p>et réticence au changement d'usage</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Manque de coordination et d'harmonisation des politiques agricoles insulaires 3. Fragilité financière des exploitations lors de la phase de conversion 4. Pression des marchés extérieurs et de la grande distribution 5. Vieillesse de la population agricole et manque d'attractivité du métier
---------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>restauration collective publique</p> <p>6. Faciliter la création de GAEC</p> <p><u>Levier économique</u></p> <p>7. Soutien à la diversification, à l'innovation et à la transition écologique de la production: Déployer un programme d'aide spécifique pour la conversion et la diversification des productions; Soutenir l'investissement dans les outils de production moins consommateurs en ressources (eau, énergie)</p> <p><u>Levier social</u></p> <p>1. Formation et accompagnement des acteurs pour la reconversion et l'innovation: Faciliter les reconversions professionnelles vers l'agriculture durable par des parcours sécurisés et financés</p> <p>2. Garantir l'accès aux produits locaux pour les populations précaires (banque alimentaire, coopératives agricoles): Soutenir les dispositifs de "Chèques Alimentaires Locaux" ou les partenariats avec les banques alimentaires et les coopératives pour assurer un accès équitable aux produits de qualité pour les ménages les plus modestes</p> <p>3. Améliorer significativement l'image et la rémunération du métier d'agriculteur</p>	
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance éventuels (risques, blocages ou conditions de réussite)
<p>Réduction significative de la précarité sur l'ensemble du territoire</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Déploiement de politiques publiques ciblées et territorialisées : Renforcer les politiques publiques ciblées sur les publics les plus vulnérables (jeunes déconnectés, familles monoparentales, personnes âgées isolées, travailleurs pauvres, saisonniers) ; Mettre en place des expérimentations locales pour adapter les aides (logement, emploi) aux spécificités territoriales (ruralité, zones touristiques) Instauration d'un Suivi Post-Aide Systématique et Personnalisé : Mettre en place un suivi post-aide durable et personnalisé des bénéficiaires, axé sur le retour à l'autonomie, suivi qui doit inclure l'accompagnement vers l'emploi et le logement <p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Création de services territoriaux d'anticipation des accidents de la vie : Développer des services 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Persistance de fortes disparités territoriales et inégalités d'accès Cloisonnement des dispositifs actuels et manque de données partagées Complexité administrative et effets de seuil trop impactant Difficulté à mesurer l'impact réel des politiques locales

	<p>d'alerte et d'anticipation des "accidents de la vie" (perte d'emploi, rupture familiale, maladie, surendettement)</p>	
<p>Accès universel à une protection sociale renforcée et adaptée aux spécificités insulaires</p>	<p><u>Levier institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Mise en place de Guichets Uniques d'Accès aux Droits Sociaux (GUADS) territoriaux, incluant une composante mobile pour les zones rurales et isolées <p><u>Levier politique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Adoption d'une stratégie régionale de simplification administrative des procédures sociales, visant à harmoniser les formulaires, réduire les pièces justificatives, et systématiser la transmission d'information entre les différentes administrations et organismes sociaux (CAF, CPAM, collectivités territoriales) Ajustement des barèmes et des critères d'éligibilité (notamment pour l'aide au logement et les allocations spécifiques) pour prendre en compte le coût de la vie insulaire plus élevé (transport, énergie, foncier) et les spécificités du marché du travail (saisonnalité, précarité) : A cadre constant, mener des études d'impact sur le coût de la vie pour 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Complexité et cloisonnement des dispositifs actuels : La résistance des structures existantes au partage d'informations Inégalité territoriale d'accès au numérique Financement variable et non pérenne Déficit de formation Difficulté à obtenir des dérogations à la réglementation nationale

justifier d'adaptions législatives ou réglementaire ; dans un cadre autonome, prévoir des mécanismes d'adaptation.

3. **Création d'un "Fonds de Solidarité Insulaire"** régional (ou national avec enveloppe dédiée) visant à financer des dispositifs sociaux spécifiques (e.g., aide au transport pour l'accès aux soins, mutuelle complémentaire santé "jeunes insulaires", soutien à l'économie sociale et solidaire)

Levier social

1. **Développement de l'intermédiation humaine** et du soutien à l'inclusion numérique, en formant et en déployant des référents sociaux ou des médiateurs insulaires pour accompagner les usagers, notamment les plus fragiles, dans leurs démarches et l'utilisation des plateformes numériques

Système de santé préventif, équitable, accessible à toutes et tous, y compris en zones isolées

Levier institutionnel

1. **Développement massif et maillé des Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) et Centres de Santé** en zones rurales et isolées, en s'appuyant sur un financement incitatif et un statut attractif pour les professionnels : Création

Points de vigilance

1. Augmentation exponentielle des besoins en soins de longue durée et en gériatrie, menaçant la capacité du système à faire face sans réforme structurelle.
2. Attractivité insuffisante des salaires et des conditions de travail
3. Désertification médicale

d'un statut "Professionnel de Santé Insulaire", et des Contrats de service public territorialisés offrant des conditions d'exercice (temps de travail, logement, salaires) nettement plus avantageuses, et soutien actif aux projets de recherche locaux

2. **Lutte contre les déserts médicaux** : Création d'un réseau de médicaux bus itinérant pour faciliter l'accès aux soins, dans les zones rurales, aux personnes isolées et démunies et développer la prévention.
3. **Intégration systématique des acteurs non-médicaux** (écoles, entreprises, associations sportives, collectivités) dans la chaîne de prévention et de promotion de la santé, pour un dépistage précoce et un suivi au long cours
4. **Développement de la formation et de la recherche médicale en Corse** pour encourager l'ancrage territorial des professionnels de santé et former aux enjeux spécifiques (gériatrie, maladies chroniques)
5. **Gouvernance unique et concertée** de la politique de santé insulaire, par exemple via un **Conseil Territorial de Santé renforcé** avec pouvoir de décision et de coordination des financements.

Levier économique

croissante

4. **Fragmentation de la gouvernance sanitaire** : Multiplicité des acteurs (ARS, Collectivité, organismes sociaux) rendant difficile la mise en œuvre d'une stratégie territoriale cohérente

	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en place de mesures incitatives (aides au logement, primes à l'installation, exonérations fiscales) et réglementaires (contrats d'engagement territorial de service public) pour lutter contre la désertification médicale et encourager l'installation de médecins généralistes et spécialistes, notamment en zones sous-dotées. 2. Développement de programmes de prévention ciblés et adaptés aux spécificités insulaires (e.g., risques liés au mode de vie méditerranéen, cancer, maladies chroniques), avec un financement dédié pour des campagnes de dépistage et des ateliers d'éducation thérapeutique de proximité. <p><u>Levier numérique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Déploiement généralisé et sécurisé de la télémédecine et de la téléconsultation dans toutes les structures de santé de proximité (MSP, pharmacies, EHPAD), pour garantir l'accès à l'expertise spécialisée sans déplacement. 	
<p>Droit au logement pour tous, y compris les actifs précaires et les saisonniers</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Régulation du marché locatif saisonnier et des résidences 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Spéculation foncière et immobilière

secondaires (Loi Littoral, fiscalité dissuasive sur les meublés de tourisme et les logements vacants)

Levier institutionnel

1. **Renforcement de l'ingénierie territoriale et du soutien financier direct (subventions, avances remboursables) de la Collectivité de Corse et de l'État aux communes, notamment rurales et de montagne, pour l'acquisition foncière et la réalisation de programmes de logements sociaux et abordables**
2. **Mobilisation et application effective des outils juridiques et fiscaux de régulation foncière et immobilière** (ex. : Droit de Préemption Urbain Renforcé, instauration et application de la Taxe sur les Logements Vacants - TLV et de la Taxe sur les surfaces commerciales inutilisées - TaSuCI)
3. **Concertation transparente et constante avec les élus locaux et la population** pour garantir l'acceptabilité des projets de logement et des contraintes de régulation

Levier économique

1. **Accélération significative de la production de Logement Social (LLS, PLUS, PLAI, PLS) et de Logement Abordable** par l'aménagement foncier maîtrisé (baux réels solidaires, organismes de foncier solidaire)

2. Réticence des propriétaires privés à louer à l'année
3. Habitat nécessitant des travaux coûteux
4. Acceptabilité sociale limitée des projets de construction ou de densification

	<p>2. Création d'une foncière publique régionale dédiée à l'acquisition et au portage de terrains pour le logement permanent</p> <p><u>Levier social</u></p> <p>1. Création de dispositifs spécifiques pour les actifs précaires (résidences sociales thématiques, baux mobilité)</p> <p>2. Affichage clair de l'utilité publique des opérations pour les travailleurs insulaires et les jeunes.</p>	
<p>Accompagnement renforcé pour l'autonomie des personnes âgées et dépendantes</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <p>1. Déploiement d'une stratégie territoriale intégrée de l'autonomie, axée sur la prévention de la dépendance, le maintien à domicile (santé à domicile renforcée, télé-médecine) et l'adaptation du parc de logements et des transports (accessibilité universelle)</p> <p>2. Equité d'accès aux infrastructures entre le rural et l'urbain : compensation territoriale (incitations spécifiques pour les professionnels de santé/aide à domicile en zones rurales) ; déploiement de solutions mobiles et numériques (télé-médecine, télé-assistance)</p> <p>3. Revaloriser les salaires et les conditions de travail des professionnels</p> <p><u>Levier économique</u></p> <p>1. Financements publics dédiés aux établissements et services</p>	<p><u>Points de vigilance</u></p> <p>1. Pression financière croissante sur les budgets de la Collectivité de Corse et des ménages, nécessitant la mise en place d'un modèle de financement pérenne de la perte d'autonomie (troisième risque)</p> <p>2. Désertification médicale et faiblesse des infrastructures dans l'intérieur et la montagne</p> <p>3. Pénurie de personnel qualifié et turn-over élevé</p>

	<p>(EHPAD, services d'aide à domicile - SAAD) pour couvrir l'intégralité des coûts, assurer la qualité des soins ;</p> <p>2. Évaluation régulière et transparente de la qualité des services d'aide et de soins, avec des indicateurs centrés sur le bien-être des personnes accompagnées</p> <p><u>Levier social</u></p> <p>1. Mise en place d'un Plan de recrutement et de fidélisation pluriannuel des métiers du grand âge (Amélioration de la formation initiale et continue, Développement de l'attractivité par le logement abordable pour les soignants, la reconnaissance sociale)</p>	
<p>Réduction des inégalités d'accès aux services sociaux et économiques</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <p>1. Expérimenter des dispositifs pour garantir l'accès à tous à une alimentation durable et de qualité, en circuit court (soutenant les producteurs et agriculteurs insulaires), et approfondir le concept et les modalités de mise en œuvre de la sécurité sociale alimentaire.</p> <p><u>Levier institutionnel</u></p> <p>1. Soutien aux structures de proximité : Déployer une stratégie de maillage territorial dense et multi-services ("Maisons de Services au Public" ou "Pôle de Proximité") pour garantir l'accès aux services sociaux, administratifs (CAF, CPAM) ; proposer des permanences régulières de travailleurs sociaux et conseillers numériques dans les zones</p>	

	<p>rurales et de montagne</p> <p><u>Levier économique</u></p> <p>1. Développement des emplois non délocalisables : Soutenir l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) (coopératives, associations, mutuelles) comme pilier de l'innovation sociale et créateur d'emplois locaux et non délocalisables (services à la personne, circuits courts, valorisation du patrimoine) ; mettre en place un fonds d'amorçage régional dédié à l'ESS en zone rurale</p> <p><u>Levier social</u></p> <p>1. Garantie de l'inclusion numérique et de la mobilité solidaire (transport à la demande, aides à l'équipement)</p>	
<p>Inclusion des jeunes dans la société par l'éducation, l'emploi et les parcours d'insertion</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <p>1. Instauration d'une Garantie d'Autonomie et d'Insertion Jeunes (inspirée de la Garantie Jeunes/RSA Jeunes), accessible dès 18 ans et adaptée au coût de la vie insulaire : combiner un soutien financier minimum avec un accompagnement intensif et obligatoire vers l'emploi ou la formation</p> <p><u>Levier institutionnel</u></p> <p>1. Accompagnement socio-éducatif personnalisé : Renforcement et territorialisation du réseau des Missions Locales et des Écoles de la 2ème Chance (E2C) ; référents uniques pour chaque jeune en difficulté, assurant un suivi individualisé et global (logement santé</p>	<p><u>Points de vigilance</u></p> <p>1. L'identification précoce du décrochage scolaire</p> <p>2. Précarité financière, résidentielle des jeunes</p> <p>3. Fracture territoriale et difficulté de déplacement entre lieu de résidence, lieu de formation/emploi et les services</p>

	<p>emploi, mobilité)</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Passage d'une logique de contrôle purement comptable à une évaluation centrée sur l'impact et l'utilité sociale des actions menées : définir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs simples, co-construits avec les associations 3. Mise en place d'un service public d'appui aux associations (SPA), fournissant une aide gratuite en ingénierie administrative, juridique et de recherche de financements (montage de dossiers européens, gestion RH) <p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Incitation des entreprises insulaires (PME/TPE) à l'embauche des jeunes locaux : proposer des aides ciblées et un soutien à l'expérimentation de parcours "Emplois Tremplins" pour les jeunes sans qualification ; promouvoir les initiatives d'entrepreneuriat jeunesse <p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Offre de logement spécifique et très abordable pour les étudiants et les jeunes actifs précaires 2. Mise en place d'une aide à la mobilité ciblée 	
<p>Reconnaissance et soutien des acteurs associatifs et citoyens de la solidarité</p>	<p><u>Levier institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement du rôle des acteurs associatifs dans l'action publique locale : Créer une Conférence territoriale de la Vie Associative, instance de dialogue avec le tissu 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Instabilité du financement associatif 2. Dépendance à des logiques de projet

associatif de solidarité

2. **Simplification de l'accès aux subventions pour les associations** : simplifier les procédures d'octroi de subventions (guichet unique, dossier unique de demande et de justification) ; privilégier les financements pluriannuels visibilité financière sur 3 à 5 ans via les Contrats de Performance et d'Objectif et les subventions de fonctionnement, pour permettre aux associations d'embaucher et de planifier leurs actions ; décorrélérer l'instruction de l'année n de la clôture comptable trop tardive de n-1

Levier social

1. **Mise en place d'un Plan de reconnaissance et de soutien au bénévolat** incluant la validation des acquis de l'expérience (VAE) bénévole, l'accès à des formations gratuites et une aide logistique (locaux, moyens de communication) aux petites associations

3. Disparité des règlements selon les services
4. Dépendance de l'instruction des demandes de l'année n à la clôture des comptes-rendus de l'année n-1

Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers d'actions	Points de vigilance (risques, blocages)
<p>Atteindre la neutralité carbone pour la Corse, en assurant une transition juste et en préservant la biodiversité insulaire.</p>	<p><u>Leviers économiques/financiers</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Reconversion et innovation des filières économiques (ex: tourisme, BTP): Développer des dispositifs financiers et fiscaux incitatifs (ex: fonds de transition régional) pour accélérer l'investissement dans des technologies sobres et décarbonées (hydrogène vert, mobilités électriques/douces). 2. Déploiement structuré de l'économie circulaire : Mettre en œuvre une stratégie régionale ambitieuse visant la réduction des déchets, le réemploi et le recyclage des matières premières sur le territoire insulaire (circuits courts). 3. Équité et justice sociale de la transition : Garantir que l'accès aux énergies renouvelables et aux solutions de mobilité durable (véhicules électriques, transports en commun décarbonés) soit accessible et abordable pour tous les ménages, afin de lutter contre la précarité énergétique et sociale. <p><u>Levier technologique :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Promotion et des massification 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Vulnérabilité énergétique et importations : La forte dépendance actuelle aux importations d'énergies fossiles (fioul lourd, gaz) rend l'île sensible aux risques d'approvisionnement, complexifiant l'autonomie et le coût de la transition. 2. Impacts du changement climatique sur les ressources : Le dérèglement climatique (sécheresses récurrentes, événements extrêmes) peut menacer la pérennité des ressources nécessaires à la transition (production hydroélectrique limitée par le stress hydrique, risques d'incendies sur la biomasse) et fragiliser les écosystèmes. 3. Acceptabilité sociale et paysagère des ENR : La densité de l'île et l'importance de son patrimoine naturel et paysager peuvent générer une forte opposition locale aux grands projets d'ENR (éolien terrestre, grandes centrales solaires) ralentissant le

	<p>Énergies Renouvelables (ENR) : Accélérer la production locale d'électricité verte (solaire photovoltaïque, éolien, potentiel hydraulique/géothermique) en assurant une intégration paysagère et environnementale exemplaire (enjeux spécifiques à la Corse).</p> <p>2. Besoin de massification de la production d'hydrogène, carburant vert et décarboné.</p> <p><u>Leviers institutionnels :</u></p> <p>1. Alignement des politiques publiques locales : Assurer la conformité du PADDUC (Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse) et des documents de planification (PCAET, SRADDET) avec les objectifs nationaux de neutralité carbone (Stratégie Nationale Bas Carbone - SNBC), la loi climat et résilience et les priorités du Pacte Vert (Green Deal) européen.</p> <p>2. Mobilisation et appropriation territoriale : Impliquer l'ensemble des acteurs (collectivités, entreprises, citoyens, associations) dans la conception et la mise</p>	<p>rythme de déploiement.</p> <p>4. Pression démographique et foncière accrue : L'attractivité de l'île entraîne une pression démographique et touristique qui se traduit par une consommation foncière et une artificialisation des sols, menaçant l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) et la biodiversité littorale et agricole.</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

en œuvre de la stratégie énergétique et climatique. La réussite dépend de la **volonté politique forte et stable** et de l'adhésion citoyenne

3. Renforcement des outils de planification

écologique :
Mettre en place des mécanismes de gouvernance (ex: observatoire de l'énergie et du climat) pour garantir le suivi des objectifs et l'évaluation de l'impact des politiques sur la biodiversité.

4. Protection et valorisation du capital naturel :

Intégrer la préservation et la restauration des écosystèmes terrestres (forêts, zones humides, littoral, cours d'eau) et marins (posidonies, biocénose et biotope) comme des solutions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique (puits

	<p>de carbone, protection contre l'érosion). Mesurer la qualité de la biodiversité doit être un indicateur de performance de la transition (Indice de Shannon-Weaver).</p>	
<p>Réduire fortement l'empreinte écologique des modes de vie et de consommation</p>	<p><u>Leviers politiques/institutionnels</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Intégration d'indicateurs écologiques dans les marchés publics et les politiques publiques (critères d'éco-conditionnalité et annexe budget vert au budget territorial) : Utiliser la commande publique comme moteur pour des pratiques plus durables. 2. Etendre le bilan carbone obligatoire pour les grandes entreprises aux PME. 3. Réduire l'impact environnemental de la Corse, notamment l'empreinte carbone liée à son insularité en "verdissant" les flottes aériennes et maritimes, en particulier celles qui bénéficient d'une DSP, dans l'optique d'une suppression des crédits de compensation carbone et des taxes carbone "passagers". 4. Construire des processus participatifs et transparents: Impliquer les citoyens et les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques pour assurer leur légitimité et leur 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Résistance des industriels aux changements de modèles économiques, notamment dans les secteurs de la construction, de l'emballage et de l'énergie. 2. Coût initial élevé des investissements dans les technologies vertes (rénovation thermique, économie circulaire). 3. Acceptabilité sociale des changements (ex. : tarification incitative, restrictions de mobilité, évolution des modes de consommation). 4. Risque d'une transition non-équitable creusant les inégalités sociales (ex. : coût de l'énergie, de l'alimentation durable). 5. Manque de coordination et de synergie entre les différents niveaux de collectivités et d'acteurs publics et privés. 6. Volatilité des politiques

	<p>efficacité.</p> <p>5. Coordination de l'action de différents acteurs – collectivités, entreprises, associations, citoyens : en matière de RH, pour garantir l'accès à une main-d'œuvre qualifiée dans les métiers de la transition (rénovation, réparation, valorisation) ; en matière de R&D pour Développer la recherche et l'innovation territoriale pour des solutions adaptées aux spécificités de la Corse (ex. : gestion de l'eau, matériaux biosourcés locaux).</p> <p><u>Leviers économiques/financiers</u></p> <p>1. Tarification incitative: Utiliser les mécanismes de prix pour encourager les comportements plus écologiques (ex.: taxe sur l'élimination des déchets, bonus/malus).</p> <p>2. Renforcer le soutien à la rénovation thermique: Accroître les aides financières et les dispositifs d'accompagnement pour accélérer l'amélioration énergétique du bâti; Soutenir financièrement les ménages les plus modestes face aux surcoûts potentiels des nouvelles réglementations (ex : aide à l'achat de vélos, subventions accrues pour la rénovation).</p> <p>3. Pérenniser le financement et les objectifs de la transition sur le long terme</p> <p><u>Leviers réglementaires et techniques</u></p> <p>1. Politiques incitatives et</p>	<p>publiques due aux changements de majorité ou aux pressions sectorielles.</p> <p>7. Capacité de production et logistique insuffisante pour les alternatives durables (ex. : manque d'infrastructures pour les consignes en verre ou pour le tri sélectif complexe).</p> <p>8. Dépendance excessive aux technologies importées pour la décarbonation.</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>contraignantes sur les déchets (y compris une revalorisation circulaire des déchets du bâtiment et de la construction) : Mettre en place des régulations fortes pour réduire la production de déchets et favoriser la boucle de l'économie circulaire (ex. : filières de responsabilité élargie des producteurs, objectifs de réemploi).</p> <p>2. Proscrire l'usage des emballages plastiques : Interdire progressivement les emballages à usage unique non essentiels.</p> <p>3. Favoriser les consignes en verre, les ventes en vrac : Soutenir logistiquement et réglementairement les modèles de distribution alternatifs réduisant l'emballage ; Mettre en place des aides ciblées pour les entreprises et structures qui adoptent des modèles circulaires</p> <p>4. La mobilité (douce/intermodalité) : Développer les infrastructures et services favorisant les modes de transport non polluants (marche, vélo, transports en commun) et l'interconnexion des réseaux</p> <p>5. Inclure dans les documents d'urbanisme les diagnostics environnementaux et énergétiques.</p>	
Préserver les écosystèmes et les espèces, en	<u>Levier politique</u> 1. Mise en œuvre accélérée et	<u>Points de vigilance</u> 1. Perte accélérée des

<p>particulier endémiques, face aux pressions anthropiques (tourisme, artificialisation) et environnementales (changement climatique, espèces invasives) spécifiques à l'île.</p>	<p>renforcée de la Trame Verte et Bleue (TVB) du Plan d'Aménagement et du Développement Durable de la Corse</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Régulation et Maîtrise de la Fréquentation Touristique et de l'Usage des Espaces Naturels dans les zones écologiquement sensibles (littoral, haute montagne, sites classés, réserves), en particulier en période estivale, afin de réduire l'empreinte écologique et les perturbations directes sur les espèces et les habitats : Renforcement de la Maîtrise Foncière Publique sur les zones à fort enjeu 3. Homogénéiser la gestion des nombreux sites naturels protégés de l'île et leur donner les moyens de mettre en œuvre une véritable protection. <p><u>Levier institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Conférer un statut juridique de "personnalité morale" aux fleuves, rivières, nappes phréatiques et aux Aires Marines Protégées (AMP) pour leur permettre de faire valoir leurs propres droits (droit à la protection, à la conservation, à la restauration) 2. Création et Valorisation d'un Réseau d'Écosystèmes Insulaires Stratégiques (EIS) : Observatoire Territorial de la Biodiversité et des Séquences de Vie (suivi génétique, reproduction, migration) pour les espèces et écosystèmes clés, afin d'anticiper les seuils 	<p>espèces endémiques et des habitats spécifiques</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Vulnérabilité aux espèces invasives, pathogènes et aux effets des changements climatiques 3. Érosion et artificialisation des milieux naturels 4. Manque de données locales consolidées et d'expertise sur l'état réel des écosystèmes 5. Faible adhésion et conflits d'usage entre les acteurs (locaux, professionnels, touristes) sur les mesures de protection 6. Réticence ou lenteur des évolutions réglementaires et institutionnelles nécessaires
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

de non-retour et d'adapter les mesures de gestion ; Mise en place de Plans d'Action Urgence dédiés à la prévention, à la détection précoce et à l'éradication rapide des nouvelles espèces invasives et pathogènes (notamment marines et littorales), avec des financements dédiés ; Consolidation d'une Base de Données Environnementale Partagée au niveau insulaire accessible et mise à jour régulièrement, pour éclairer la décision publique et l'action des gestionnaires

Levier économique

1. Mettre en place des incitations économiques fortes (fiscalité, subventions) pour les activités (agriculture, pêche, sylviculture, tourisme) qui adoptent des pratiques de gestion durable, contribuant activement à la protection et à la restauration des écosystèmes (ex: pêche artisanale sélective, agroécologie)

Levier social

1. Renforcer l'éducation à l'environnement et la connaissance de la biodiversité insulaire (écoles, grand public, professionnels). Développer des plateformes de science participative pour mobiliser les citoyens et les acteurs locaux dans la collecte de données, le suivi des espèces et la lutte contre les espèces invasives

<p>Repenser l'urbanisation</p>	<p><u>Levier politique et institutionnel :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer les capacités locales à planifier 2. Associer citoyens, acteurs économiques et associatifs à la co-construction des visions urbaines. 3. Reverdir la ville (plantations d'arbres, création de parcs et parkings verts) <p><u>Levier écologique et climatique:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Repenser les implantations urbaines en fonction des aléas (submersion, incendies, canicules); 2. Sobriété foncière <p><u>Levier technologique et numérique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Ville intelligente (smart city); 2. Modélisation et simulation urbaine ; 3. Infrastructures numériques inclusives <p><u>Levier économique et social:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mixité fonctionnelle et sociale ; 2. Mobilité durable 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <p>Politique et institutionnel</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fragmentation des compétences entre collectivités ; 2. Manque de vision partagée entre acteurs ; 3. Résistance au changement ou inertie administrative <p>Écologique et climatique :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Conflits d'usage du foncier; 2. Sous-estimation des impacts climatiques à long terme; 3. Coûts élevés des infrastructures résilientes <p>Technologique et numérique:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fracture numérique territoriale ou sociale; 2. Formation des usagers <p>Économique et social :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Difficulté à mobiliser les financements nécessaires; 2. Inadéquation entre offre de logement et besoins réels; <p>Culturel et identitaire :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Uniformisation des espaces urbains au détriment des identités locales ; 2. Rejet des projets perçus comme déconnectés du
--------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		vécu territorial
Réduire les risques naturels liés au dérèglement climatique (incendies, submersions, stress hydrique)	<p><u>Levier politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en Place une Planification Territoriale "Zéro Nouvel Aléa 2. Renforcer la Gouvernance et l'Ingénierie de la Gestion Intégrée des Risques et de l'Eau (Agence Insulaire de la Résilience Climatique) : Utiliser des modèles climatiques régionaux prenant en compte l'élévation maximale du niveau de la mer et l'intensification des événements de pluie et de sécheresse pour la conception de toute nouvelle infrastructure ou de tout aménagement 3. Multiplier les plans communaux de sauvegarde et les réserves communales de sécurité civile. 4. Restaurer les lits des cours d'eau pour limiter les conséquences catastrophiques des forts épisodes pluvieux. 5. Revoir les PPRI et inciter les communes qui n'en ont pas encore élaboré à le faire. 6. Stopper l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols. <p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sécuriser et Moderniser les Infrastructures portuaires et aéroportuaires : Réaliser un plan d'investissement échelonné (2030, 2040, 2050) qui quantifie les coûts de la non-action (dommages évités) pour justifier les financements massifs nécessaires à la résilience, en particulier pour les portes d'entrée maritimes et aériennes de l'île. 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Infrastructures exposées (ports, aéroports, routes côtières) : Coûts de sécurisation/relocalisation prohibitifs 2. Sous-estimation de l'intensité et de la fréquence des aléas à long terme

	<p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développer une Gestion Intégrée de l'Eau (GIE) et Promouvoir la Sobriété Hydrique. 2. Développer des plateformes d'information et d'alerte rapides (géolocalisées) pour garantir que chaque citoyen et acteur économique connaisse les risques, les procédures d'urgence et les réflexes de survie 	
<p>Assurer l'autosuffisance énergétique du territoire</p>	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Territorialiser l'industrie énergétique en privilégiant les projets à maîtrise d'ouvrage publique ou locale, garantissant l'appropriation et les retombées économiques insulaires 2. Renforcer la Coopération énergétique inter-méditerranéenne et l'autonomie de gestion 3. Planifier géographiquement le développement du mix des énergies renouvelables en Corse. <p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Déployer massivement les énergies renouvelables locales et diversifiées 2. Développer des moyens de "stockage mécanique" performants comme les STEP (Stations de Transfert d'Énergie par Pompage) et les retenues d'eau lorsque la topographie s'y prête, pour lisser la production hydraulique. <p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mener un plan de rénovation énergétique du bâti insulaire 	<p><u>Points de vigilances (risques ou blocages)</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Vulnérabilité du réseau insulaire ; 2. Obsolescence ou saturation des capacités de production actuelles ; 3. Saisonnalité de la demande 4. Manque de coordination dans la planification des équipements pour les véhicules électriques (dont une partie de l'électricité utilisée vient de centrale qui mettent en œuvre des procédés polluants)

	<p>massif (public et privé) pour diviser par deux la consommation des logements : Encourager la sobriété des usages (thermostat, éclairage, sobriété numérique) par des incitations financières et des campagnes de sensibilisation ; Veiller à ce que les énergies nouvelles soient plus accessibles socialement (prix parfois trop élevé lorsqu'on s'éloigne des centres de production).</p>	
<p>Préserver les ressources en eau pour l'agriculture et les usages vitaux</p>	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Réaffirmer que l'eau est un bien commun du vivant, et que sa gestion est un enjeu majeur. 2. Territorialiser la gestion de l'eau : création d'une Agence de l'eau de la Corse. 3. Mettre en Œuvre un Plan d'Urgence et de Sobriété : Déployer un système d'alerte précoce basé sur la modélisation des réserves (nappes, barrages, enneigement) pour anticiper les périodes de pénurie avec une visibilité de 6 à 12 mois, permettant la planification des restrictions de manière progressive et concertée <p>Hydrique Territorialisé</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Renforcer la Gouvernance de l'Eau Insulaire et Assurer l'Équité d'Accès 5. Définir et Appliquer des Priorités d'Usage Clairement Établies et Opposables : Inscrire dans le SDAGE un ordre de priorité strict (Usages vitaux, Agriculture 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Stress hydrique aggravé, mettant en péril les usages vitaux et la production agricole 2. Conflits d'usage entre tourisme, agriculture et population locale, menaçant la paix sociale 3. Coût d'investissement très élevé pour la modernisation des réseaux et les nouvelles infrastructures de stockage 4. Inertie ou réticence des acteurs à changer de pratiques 5. Manque de données précises et agrégées sur l'état des nappes et les prélèvements réels 6. Risque de rejet de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) par les citoyens et professionnels.

stratégique, Autres usages économiques

6. Lier les autorisations d'urbanisme touristique à la preuve de l'autosuffisance ou de la contribution à la ressource (stockage, REUT)

Levier économique

1. Investir de manière pluriannuelle et significative dans la rénovation des réseaux de distribution (adduction et irrigation) pour réduire les fuites (objectif de moins de 10-15% d'ici 2050). Développer la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) pour l'irrigation agricole et l'arrosage urbain (bouclage des cycles).
2. Inciter Financièrement à l'Adaptation des Pratiques Agricoles et à la Performance Hydrique
3. Stopper les branchements pirates et la multiplication des forages sur les nappes phréatiques.
4. Cesser l'imperméabilisation des sols qui crée un ruissèlement et empêche l'infiltration.

Levier social

1. Adapter les Productions Agricoles aux Contraintes Climatiques (Choix Cultureux) : Accompagner la filière agricole dans l'expérimentation de nouvelles cultures et technologies (transfert de connaissances)
2. Établir une Culture de la Sobriété Hydrique par la Sensibilisation et la Transparence : Intégrer la

	performance hydrique (consommation/rendement) comme un critère majeur d'octroi des aides agricoles et touristiques	
Intégrer les savoir-faire locaux et les continuités écologiques dans le développement rural	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Déployer une politique fiscale et réglementaire incitative (Zone de Revitalisation Rurale - ZRR) pour l'installation d'habitants et d'activités dans les zones de montagne et peu peuplées : Mettre en Place un « Panier de Services Numériques et Physique » pour les Territoires Ruraux 2. Accorder un statut juridique et réglementaire clair aux formes traditionnelles de gestion des communs (terre, eau, forêts, pâturages) pour garantir leur pérennité. Soutenir les coopératives agricoles et pastorales pour la gestion collective et durable des ressources 3. Instaurer un cadre contractuel liant les zones urbaines (littorales) aux zones rurales (montagne) pour garantir la solidarité territoriale (engagements réciproques) 4. Intégrer les Savoir-faire Locaux dans la Recherche, l'Éducation et la Promotion Institutionnelle : Financer la documentation scientifique et la transmission académique (Université de Corse, centres de formation) des savoir-faire traditionnels (gestion de l'eau, races locales, usage des plantes) pour en faire un capital immatériel reconnu et une source d'innovation 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faible attractivité de certains territoires de l'intérieur (isolement, manque d'opportunités) 2. Vieillesse de la population rurale et rupture de la transmission des savoir-faire 3. Nécessité d'une coordination forte entre territoires (littoral/montagne) 4. Pression foncière spéculative qui rend l'accès à la terre et au logement inaccessible 5. Manque de reconnaissance de la valeur intrinsèque des savoir-faire traditionnels locaux

	<p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Accompagner financièrement la transition vers des pratiques agricoles écologiques 2. Structurer et promouvoir les circuits courts (vente directe, plateformes de distribution locale) et développer des filières de qualité (AOC, certification locale) basées sur les savoir-faire et le patrimoine 3. Promouvoir un modèle d'écotourisme centré sur la découverte des savoir-faire (artisanat, gastronomie), du patrimoine rural et des paysages 4. Développer des filières de rénovation du bâti ancien (pierre, bois locaux) pour créer de l'activité économique et maintenir l'identité architecturale <p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Organiser la Transmission Intergénérationnelle des Savoir-faire et des Compétences Rurales : Lancer un « Contrat de Relève » pour la Transmission du Foncier et des Exploitations 	
<p>Réorienter le modèle touristique vers la soutenabilité</p>	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pour un tourisme durable : mettre en Place une Régulation des Flux Touristiques et une Maîtrise des capacités d'accueil : calculer l'impact financier de la régulation (pertes potentielles d'emplois/revenus) et le compenser par le soutien massif à des filières alternatives/complémentaires 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Forte dépendance économique au modèle touristique actuel (court et intensif) 2. Faible acceptabilité locale et résistance des professionnels (hôteliers, transporteurs) aux nouvelles régulations (quotas, taxes) 3. Difficulté à faire évoluer

	<p>(agriculture, artisanat de qualité, numérique, économie bleue) pour réduire la part du PIB générée par le tourisme de masse ; Définir la régulation en partenariat avec les acteurs économiques.</p> <p>2. Instaurer une tarification incitative et des droits d'entrée pour les Sites sensibles</p> <p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développer et Soutenir l'Écotourisme Certifié et les Expériences Immersives (filiales d'expériences basées sur le patrimoine naturel et culturel qui valorisent les territoires de l'intérieur et lissent la saisonnalité) 2. Diversifier les Activités Touristiques et Promouvoir l'Allongement de la Saison : Cesser de promouvoir une image de "destination illimitée". Communiquer sur la valeur de la rareté et du respect 3. Offrir des incitations financières (subventions, exonérations) aux professionnels qui s'engagent dans la réduction de leur impact (certification, sobriété énergétique et hydrique) 4. Rendre les Objectifs de Soutenabilité Opposables dans l'Octroi des Aides Publiques et des Concessions <p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Assurer l'Acceptabilité Locale en Associant les Populations aux Bénéfices de la Transition : Mettre en place des indicateurs de performance environnementale et sociale 	<p>la culture touristique et le comportement des visiteurs</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------

	(empreinte carbone/hydrique par touriste, part des recettes réinvesties localement, taux d'emplois permanents)	
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Préserver le régime démocratique et la place de la société civile" à l'horizon 2050

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance (risques, blocages ou conditions de réussite)
<p>Renforcer le fonctionnement démocratique à toutes les échelles (supra nationale/nationale/infra régionale)</p>	<p><u>Levier institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développement d'une gouvernance territoriale fondée sur la concertation et la co-construction de la décision entre différents types d'acteurs (collectivités, entreprises, associations, citoyens): réfléchir à un Pacte Démocratique Territorial, en définissant des règles claires pour l'intégration des contributions dans les décisions des collectivités 2. Donner une place aux mécanismes d'avis citoyens (complémentarité de l'action/co-construire): Mettre en place des mécanismes d'avis citoyens (panneaux citoyens tirés au sort) en complémentarité avec les assemblées élues et les assemblées consultatives représentatives de la société civile 3. Renforcer la place des assemblées consultatives places auprès de la CdC: Garantir l'expression et la représentativité de la société civile organisée ; Consolider le rôle du CESEC de Corse en lui conférant un droit d'interpellation systématique sur les grandes orientations stratégiques <p><u>Levier économique</u></p>	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Risque de technocratisation ou de confiscation du débat si absence de volonté politique ou de médiation territoriale fort 2. Perte de confiance citoyenne si les consultations restent symboliques 3. Conflit de légitimité entre les instances 4. Disparités entre les territoires en matière de structuration de la société civile (zones rurales, fragilité associative)

	<p>1. Création d'espaces de débat public régulier (tables rondes, auto-saisines, colloques, etc.): Allouer un budget dédié et pérenne à la Démocratie Participative; Garantir l'accès effectif et l'inclusion de tous les publics (jeunes, personnes isolées, actifs précaires) aux espaces de débat public, notamment via des formats numériques accessibles et une médiation territoriale allant à la rencontre des citoyens</p> <p><u>Levier éducatif</u></p> <p>1. Intégrer l'éducation à la citoyenneté active et à la participation démocratique dans les programmes scolaires et de formation tout au long de la vie, en s'appuyant sur les enjeux territoriaux insulaires</p> <p><u>Levier éthique</u></p> <p>1. La probité/transparence, socle indispensable à l'instauration d'une confiance mutuelle.</p>	
<p>Réforme profonde de l'Etat pour tendre vers une autonomie des régions ou une décentralisation accrue</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <p>1. Evoluer vers un statut d'autonomie : évaluation périodique du statut d'autonomie sur le développement et la vie démocratique ; évolution progressive en fonction des besoins</p> <p>2. Continuité démocratique dans un futur statut d'autonomie : élaborer un cadre clair prévoyant des garanties de transparence,</p>	<p><u>Points de vigilance</u></p> <p>1. Acceptation politique et juridique au niveau national</p> <p>2. Inégalités d'accès aux services publics</p> <p>3. Manque de lisibilité de la chaîne de décision pour le citoyen</p>

	<p>d'équité et de contre-pouvoirs</p> <p>3. Simplification administrative : Clarification des compétences entre les différents échelons institutionnels et du cadre relationnel Etat/Collectivité</p> <p>4. Renforcer la décentralisation/les pouvoirs des collectivités locales</p> <p><u>Levier institutionnel</u></p> <p>1. Sortir des dépendances : Autonomie énergétique, autonomie alimentaire</p>	
Favoriser l'appropriation citoyenne des politiques publiques	<p><u>Levier institutionnel</u></p> <p>1. Former à la démocratie participative et l'éducation à la citoyenneté active dès le plus jeune âge: Mise en œuvre d'une politique globale d'éducation à la citoyenneté (programmes scolaires et périscolaires; conseils des jeunes...)</p> <p>2. Simplifier l'accès à l'information institutionnelle: Utilisation du langage clair dans tous les documents publics; stratégie d'information "multi-canaux" (physique, numérique, médiation de proximité) ciblant spécifiquement les zones rurales, les personnes âgées et les jeunes précaires</p> <p>3. Garantir le "bouclage démocratique": organiser la redevabilité des propositions citoyennes prises en compte (ou non) dans la décision finale</p>	<p><u>Points de vigilance</u></p> <p>1. Complexité institutionnelle croissante pouvant démobiliser les citoyens</p> <p>2. Fracture numérique et territoriale dans l'accès à l'information en ligne</p>
Reconnaître la société civile comme acteur de	<u>Levier institutionnel</u>	<u>Points de vigilance</u>

<p>l'innovation démocratique</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création d'un maillage territorial de Tiers-Lieux solidaires et citoyens (fabriques de territoires, pôles ESS) agissant comme des plateformes d'expérimentation démocratique et de services mutualisés en partenariat avec les collectivités locales 2. Instaurer un "Droit à l'Expérimentation Territoriale" et un principe de droit à l'erreur dans les relations entre la puissance publique et les acteurs civils. Cela permet de lever les freins administratifs aux innovations audacieuses de l'ESS <p><u>Levier social:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Créer un observatoire régional de l'innovation démocratique et sociale pour capitaliser, évaluer et diffuser les bonnes pratiques issues des initiatives citoyennes 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Manque de reconnaissance institutionnelle ou de financements pérennes pour les structures civiles innovantes 2. Absence de coordination entre les acteurs publics et les initiatives citoyennes 3. Difficulté à mesurer l'impact réel et la valeur ajoutée des innovations citoyennes (leur apport à la cohésion sociale, à l'emploi local, etc.)
----------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Préparer les générations futures à l'exercice de leur citoyenneté par l'éducation et la formation – Horizon 2050

Objectifs à atteindre en 2050 (niveau stratégique)	Leviers pour y parvenir (niveau opérationnel ou structurel)	Points de vigilance
<p>Un système éducatif performant, équitable pour tous et capable de s'adapter aux nouveaux enjeux numériques (IA)</p>	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nécessité d'une volonté politique forte et stable à long terme pour garantir la continuité des réformes éducatives jusqu'en 2050 2. Mettre en œuvre une réforme globale du système éducatif national et territorial pour lutter efficacement contre l'échec scolaire, garantir l'équité pour tous les élèves et lutter contre les phénomènes de violences intrascolaires 3. Redonner du sens et du contenu, partagés par tous les acteurs de la communauté scolaire, aux 4 piliers de l'éducation et de l'apprentissage (Apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble et apprendre à être) 4. Réactiver la formation à la citoyenneté au sein de l'école : apprentissage au sein d'un parcours citoyen de l'élève 5. Étudier et, le cas échéant, mettre en 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La centralisation excessive des politiques éducatives qui ignorerait les réalités spécifiques et la diversité des territoires insulaires (éloignement, faible densité, contexte linguistique) 2. Risque de désalignement entre les formations proposées et les besoins réels du marché de l'emploi en 2050, particulièrement ceux impactés par l'évolution technologique (IA) 3. Fracture sociale et numérique 4. Déséquilibre territorial des infrastructures

œuvre le **transfert de la compétence éducative à la Collectivité de Corse (CDC)** afin d'adapter les politiques aux besoins locaux

6. Définir et piloter une **stratégie territoriale du numérique éducatif** claire, en renforçant la **formation des enseignants** et des élèves en veillant à **l'équipement** de tous les établissements
7. Assurer une **coordination et une gouvernance partagées efficaces** entre la CDC, l'État (Rectorat) et les familles pour la définition, la mise en œuvre, et l'évaluation des politiques éducatives
8. Renforcer et fluidifier les concertations des familles dans l'élaboration des projets d'établissements

Levier économique

1. **Développer des cursus de formation professionnelle et supérieure** (BTS, filières universitaires) **en adéquation directe avec les filières économiques** identifiées comme prioritaires en Corse (transition écologique, tourisme durable, numérique, etc.)
2. Intégrer la maîtrise des outils numériques et des notions de base

	<p>d'Intelligence Artificielle (IA) dans tous les cursus pour préparer les élèves aux métiers de demain et renforcer l'employabilité sur le territoire</p> <p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Utiliser l'IA non seulement comme objet d'enseignement, mais aussi comme outil au service de la personnalisation des parcours et de l'aide au diagnostic pour réduire les inégalités scolaires 2. Maintenir une approche éthique et citoyenne de l'IA, en formant les élèves à la démythification et à l'esprit critique face aux outils numériques 	
<p>Permettre à chaque citoyen, quel que soit son territoire, de développer une conscience éclairée des enjeux contemporains, de s'approprier les outils de compréhension du monde, et de participer activement à sa transformation.</p>	<p><u>Leviers politique/institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Créer des espaces d'apprentissage culturel ouverts, collaboratifs et transversaux (tiers-lieux, universités populaires) pour encourager la réflexion critique, l'expression citoyenne et l'engagement collectif par des initiatives d'éducation populaire et d'expérimentations citoyennes sur les territoires 2. Développer et soutenir les filières de recherche et filières d'excellence sur le territoire, notamment celles liées aux enjeux de l'île (climat, biodiversité, 	<p><u>Points de vigilance :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Cloisonnement enseignement généraliste/spécialisé 2. Formation continue des enseignants adaptée 3. Politiques durables et financements stables

	<p>numérique insulaire)</p> <p><u>Levier social/sociétal</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Éducation aux Enjeux Contemporains: Renforcer et transversaliser l'éducation civique, environnementale, numérique, économique, culturelle et artistique dès le plus jeune âge, en insistant sur la pensée critique et la compréhension de la complexité des défis (climatiques, IA) Renforcer l'éducation civique, environnementale, numérique, économique, culturelle et artistique dès le plus jeune âge: formation continue des enseignants adaptée et obligatoire pour qu'ils s'approprient les enjeux d'actualité (IA, transition écologique) et les nouvelles méthodes pédagogiques favorisant l'engagement citoyen 	
<p>Égalité d'accès à l'éducation de qualité sur tout le territoire, y compris rural et montagneux</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Renforcement et Territorialisation du Service Public de l'Éducation: Déployer un Service Public de l'Éducation renforcé et modulé en milieu rural et montagneux, impliquant une décentralisation accrue des décisions et des moyens pour adapter les effectifs, les filières et 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Persistance et aggravation des "Déserts Éducatifs" Freins budgétaires et manque de synergie institutionnelle Fracture numérique et résistance au changement pédagogique Manque persistant

	<p>les projets pédagogiques aux réalités locales (écoles multi-niveaux, pôles éducatifs intercommunaux)</p> <p><u>Levier technologique</u></p> <p>1. Développement de l'Écosystème Numérique Éducatif et Hybride: Investir massivement pour garantir la couverture très haut débit et fournir des outils numériques performants (équipements, plateformes sécurisées) pour l'enseignement à distance et l'hybridation. Cela permet de compenser l'éloignement et d'élargir l'offre de formation</p> <p><u>Levier social</u></p> <p>1. Adaptation et Modernisation des Infrastructures Scolaires et de la Vie Étudiante: Rénover et construire des infrastructures scolaires flexibles, écologiques, et multifonctionnelles (espaces de co-working, bibliothèques ouvertes); Adapter les solutions de transport scolaire et l'offre de logements pour étudiants et enseignants dans les zones peu denses pour garantir l'attractivité et la continuité éducative.</p>	<p>d'attractivité des territoires isolés</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------

	<p><u>Levier éducatif</u></p> <p>1. Valorisation de la Carrière Enseignante en Milieu Isolé et Montagneux: Mettre en place des incitations financières (primes, défiscalisation) et des mesures d'accompagnement (aide au logement, formations spécifiques) pour attirer et fidéliser des personnels qualifiés dans les zones isolées;</p>	
<p>Faire de la formation tout au long de la vie un pilier de l'émancipation individuelle et collective</p>	<p><u>Levier politique/institutionnel</u></p> <p>1. Structuration d'un écosystème territorial de la formation intégré: Mettre en place un véritable écosystème territorial de la formation en renforçant les liens et les partenariats entre tous les acteurs: organismes de formation, entreprises locales (PME/TPE), universités, chambres consulaires et collectivités; Créer des plateformes de partage de ressources et de besoins</p> <p><u>Levier pédagogique</u></p> <p>1. Garantir des parcours de formation continue universels et proactifs: Créer des parcours de formation continue accessibles (y compris en zones rurales), certifiants et professionnalisants; Développer</p>	

l'anticipation des besoins en compétences liés aux ruptures technologiques (Intelligence Artificielle) et écologiques, en intégrant des modules de "compétences d'avenir" dans tous les cursus

Levier économique

1. **Alignement stratégique de l'offre de formation sur l'économie locale:** Assurer une articulation systémique des formations avec les besoins de développement du territoire corse (transition écologique, tourisme durable, numérique, santé, agriculture locale); Encourager les filières courtes et les spécialisations créatrices de valeur et d'emplois non délocalisables.

Levier social

1. **Soutien aux dispositifs d'insertion et de reconversion :** Amplifier le soutien à l'apprentissage et à l'alternance comme voie d'excellence pour l'insertion des jeunes ; **Faciliter et sécuriser les parcours de reconversion professionnelle** pour les actifs (seniors, personnes peu qualifiées) via des

	<p>dispositifs de validation d'acquis, des financements individuels renforcés; garantir les financements à la mobilité depuis le territoire insulaire vers le continent.</p>	
<p>Alignement de l'offre de formation initiale et continue avec les besoins économiques et sociaux futurs</p>	<p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Anticipation proactive des compétences de demain: Mettre en place des mécanismes d'anticipation des besoins en compétences dans les filières stratégiques de la Corse (numérique, agroécologie, santé, énergies renouvelables, tourisme durable, etc.); Utiliser l'analyse de données pour prédire l'évolution des métiers et ajuster l'offre de formation en amont <p><u>Levier institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Création de campus ou de poles de formation sectoriels intégrés au tissu économique local: Créer des campus ou pôles de formation sectoriels conçus comme des lieux d'innovation, intégrant l'enseignement initial, la formation continue et la recherche, et directement connectés aux entreprises locales (via des équipements partagés, des laboratoires, et l'alternance) 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Inertie Institutionnelle dans l'Adaptation des Diplômes et Filières 2. Persistance d'une mauvaise image ou d'une faible valorisation sociale et salariale de certains métiers pourtant stratégiques (secteurs manuels, santé en milieu rural, agroécologie) qui dissuade les jeunes de s'orienter vers les filières correspondantes 3. Le risque que l'excellence de l'offre de formation ne bénéficie pas au territoire si les opportunités d'emploi locales ne sont pas suffisamment nombreuses ou bien rémunérées, entraînant une fuite des compétences vers le continent

	<p><u>Levier pédagogique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Flexibilité et modularité des diplômes et des qualifications: Rendre le système de certification et de diplômes plus agile et modulaire (micro-certifications, blocs de compétences) pour permettre une adaptation rapide aux évolutions technologiques et réglementaires; Accélérer les procédures d'accréditation et de modification des programmes de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur. 2. Généralisation de la co-Construction des contenus de formation: Rendre systématique la participation des entreprises (PME/TPE notamment) et des partenaires sociaux à la définition des contenus de formation initiale et continue. 	
<p>Développer une conscience collective de la transition écologique et sociale dès le plus jeune âge</p>	<p><u>Levier pédagogique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Généralisation et Transversalité de l'Éducation au Développement Durable (EDD): Rendre l'intégration de l'EDD obligatoire et transversale à tous les niveaux et dans toutes les disciplines (de la maternelle à l'université), non pas comme une matière supplémentaire, mais 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Que l'EDD se limite à de la théorie ou à des actions superficielles (effet d'annonce), sans ancrage réel dans la vie de l'établissement et du territoire 2. Risque que le discours éducatif sur la transition écologique soit contredit par les

	<p>comme un prisme d'analyse des enjeux (climat, biodiversité, justice sociale)</p> <p>2. Encouragement et valorisation des projets pédagogiques actifs et engagés: Soutenir et financer l'émergence de projets pédagogiques participatifs ancrés dans le réel (écoles vertes, classes citoyennes pour le tri et le réemploi, chantiers jeunes de restauration du patrimoine naturel); Intégrer ces projets dans le temps scolaire.</p> <p><u>Levier social</u></p> <p>1. Partenariats durables entre les établissements scolaires et les structures locales (associations environnementales, agriculteurs, collectivités territoriales, parcs naturels): fournir des ressources concrètes et des terrains d'apprentissage pour les élèves</p>	<p>décisions d'aménagement et les politiques économiques locales (projets inutiles, artificialisation des sols), minant la crédibilité de l'enseignement</p> <p>3. Difficulté à dépasser le cadre scolaire et à mobiliser les familles et les acteurs périscolaires autour des objectifs de transition</p>
<p>Affirmer l'ancrage identitaire corse comme levier de cohésion et de responsabilisation citoyenne</p>	<p><u>Levier pédagogique</u></p> <p>1. Généralisation de l'intégration de la langue corse dans tous les cycles de formation: Rendre l'intégration de la langue corse effective et qualifiante à tous les niveaux de formation afin que la langue soit un outil de travail et d'épanouissement social</p> <p>2. Valorisation des savoirs</p>	

locaux et de la mémoire collective: intégrer la mémoire collective, l'histoire insulaire, et les savoirs traditionnels (ex. : pratiques agro-pastorales, gestion de l'eau) dans les programmes; Créer des contenus pédagogiques contextualisés et produits localement (manuels, ressources numériques) adaptés à la réalité corse

Levier culturel

1. **Soutien à la création artistique et contemporaine:**

Développement et soutien actif à la création artistique et contemporaine en langue corse; Utiliser l'art (musique, théâtre, cinéma) comme vecteur d'expression des identités et de débats sociétaux pour former l'esprit critique du citoyen

Levier politique

1. **Favoriser les échanges culturels et la pratique multilingue méditerranéenne:**

Encourager les échanges culturels et académiques intensifs avec le bassin méditerranéen; Promouvoir le multilinguisme (corse, français, anglais et une autre langue méditerranéenne) pour

	faire de l'identité un pont plutôt qu'une frontière	
--	-----------------------------------------------------	--

Faire de la culture un levier d'émancipation individuelle et collective – Horizon 2050

Objectifs à atteindre en 2050 (niveau stratégique)	Leviers pour y parvenir (niveau opérationnel ou structurel)	Points de vigilance (risques, blocages)
Garantir l'accès universel à la culture sur tout le territoire	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Gouvernance et soutien structurant : Mise en place d'une politique publique forte de soutien logistique et financier pluriannuel aux structures locales et associatives, doublée d'une mise en réseau dynamique des acteurs et des lieux culturels à l'échelle régionale 2. Exigence d'un ancrage territorial fort des projets, valorisant les patrimoines immatériels, et nécessitant une gouvernance ouverte et une programmation participative impliquant les habitants 3. Formation des équipes à l'interdisciplinarité et à la médiation 4. Déploiement d'une offre culturelle de proximité dans toutes les microrégions 5. Développement des équipements culturels itinérants <p><u>Leviers social et sociétal</u></p>	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Risque de concentration des ressources sur les zones urbaines 2. Rejet ou incompréhension des projets perçus comme élitistes ou déconnectés des réalités locales 3. Standardisation des contenus ou des formats, perte de lien avec notre culture 4. Fragilité financière des structures culturelles en périphérie 5. Dépendance à des financements ponctuels ou instables, manque de modèle économique viable 6. Barrière sociale, économique ou numérique pour certains publics (jeunes, personnes âgées, publics éloignés de la culture)

	<p>1. Favoriser l'émergence d'écosystèmes culturels hybrides, inclusifs et territorialisés, capables de croiser les disciplines, les publics et les usages: Instauration d'une politique tarifaire ultra-inclusive et d'une médiation culturelle ciblée. Garantie de l'accessibilité physique, numérique, cognitive et sensorielle des lieux. Co-construction systématique des projets avec les acteurs sociaux, éducatifs, et les habitants</p> <p>2. Renforcer la Médiation et l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC)</p> <p><u>Leviers économique et financier</u></p> <p>1. Créer des dispositifs d'aide à la structuration et à la pérennisation des structures culturelles: Accompagnement des structures culturelles pour diversifier leurs ressources (financements publics pérennes, mécénat,</p>	
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	partenariats privés, économie sociale) et professionnaliser leur gestion	
<p>Faire de la culture un facteur d'inclusion sociale et de cohésion territoriale</p>	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Décliner la Culture comme Politique Transversale : Établir la culture non pas comme un secteur isolé, mais comme un outil stratégique intégré à toutes les politiques publiques via des conventions intersectorielles fortes <p><u>Leviers social et sociétal</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en Œuvre la "Culture Hors les Murs" et l'Intervention Ciblée: Formaliser des partenariats et des conventions-cadres entre les acteurs de la culture, de l'éducation (notamment l'EAC), de l'action sociale (centres sociaux, CCAS) et de la santé 2. Recruter et former des médiateurs culturels de proximité qui agissent comme des passeurs et des relais de confiance en utilisant des méthodes actives et participatives (aller-vers) 3. Concevoir des programmes culturels et artistiques qui prennent en compte les contraintes réelles (horaires, transport, finances) des publics 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Persistance de barrières psychologiques (sentiment d'illégitimité culturelle) ou logistiques (mobilité, horaires) qui rendent les projets culturels inaccessibles ou invisibles aux yeux des publics ciblés par l'inclusion 2. Silos Institutionnels et Synergie insuffisante 3. Risque de concevoir des projets culturels non adaptés aux besoins et aux réalités territoriales, qui ne parviennent pas à mobiliser les habitants et à générer une véritable cohésion de l'échelon de proximité.

	<p>ciblés et qui valorisent les expressions culturelles locales pour garantir la pertinence et l'appropriation des actions</p>	
<p>Promouvoir et faire rayonner la culture corse dans toutes ses dimensions (langue, patrimoine, création contemporaine)</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Établir une gouvernance culturelle forte et cohérente, dotée des moyens juridiques, financiers et humains nécessaires pour mettre en œuvre une politique culturelle globale, en lien avec l'évolution du statut institutionnel de la Corse <p><u>Levier économique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Accompagner à structuration des filières culturelles et créatives professionnelles (cinéma, édition, musique, spectacle vivant) en Corse, en favorisant l'investissement, la formation aux métiers de la culture et la diffusion économique des œuvres 2. Soutenir la création artistique et les nouvelles formes d'expression artistique (numérique, arts visuels, spectacle vivant), afin de dynamiser la culture insulaire et d'éviter son repli sur la seule dimension patrimoniale: Mettre 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Risque de simplifier la richesse et la complexité de la culture corse à des clichés ou à une vision passéiste (folklorisation), ce qui freinerait l'adhésion des nouvelles générations et le dynamisme de la création contemporaine 2. Difficulté à retenir et à attirer les artistes et les professionnels de la culture, notamment les jeunes, en raison du manque de structures de production, de diffusion et de marchés économiques stables sur l'île 3. Difficulté à faire rayonner la création et le patrimoine corse au-delà des frontières insulaires et nationales par manque de réseaux de diffusion internationale et de traduction des

	<p>en place des mécanismes de soutien à la mobilité des artistes et des œuvres corses à l'international, et favoriser les résidences croisées avec des créateurs extérieurs pour enrichir et moderniser l'offre culturelle locale</p> <p><u>Levier social (diffusion)</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Déployer une stratégie de promotion de la culture corse via les médias, les festivals, les programmes scolaires, le numérique: Investir dans la numérisation du patrimoine matériel et immatériel corse, en créant des outils numériques attractifs et accessibles pour la recherche, l'éducation et la promotion auprès des jeunes générations et du public international 	œuvres
<p>Renforcer l'éducation artistique et culturelle comme outil d'émancipation dès le plus jeune âge</p>	<p><u>Levier politique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Inscrire l'Éducation Artistique et Culturelle comme une composante obligatoire et structurante du cursus scolaire, en assurant une continuité pédagogique de la maternelle au lycée: Budgets dédiés à l'EAC ; Partenariat Ecole/Culture/Territoire 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Manque de professionnels qualifiés (médiateurs culturels, artistes intervenants) sur le territoire, notamment en zone rurale, et difficulté à intégrer et à rémunérer correctement ces compétences au sein des structures éducatives et

	<p><u>Levier pédagogique</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Concevoir des parcours d'EAC pluridisciplinaires et expérientiels qui croisent de manière systématique les arts, l'histoire et les patrimoines locaux, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) et l'éducation à la citoyenneté, pour développer l'esprit critique 2. Concevoir des plans de formation certifiants pour les enseignants (tous niveaux), les artistes intervenants et les professionnels de la culture <p><u>Levier social</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Encourager la mise en œuvre de projets de création culturelle participative et collective (résidences, ateliers longs) en partenariat avec les structures d'éducation populaire, favorisant l'engagement actif des jeunes et l'appropriation des démarches artistiques 	<p>culturelles</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Dépendance aux financements extérieurs
<p>Stimuler les industries culturelles et créatives comme moteur économique et identitaire</p>	<p><u>Leviers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Structurer un écosystème de soutien aux artistes, entrepreneurs et lieux culturels : Mettre en place des dispositifs de soutien et de labellisation à l'échelle territoriale pour 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fragilité structurelle des modèles économiques culturels en territoires insulaires : Le coût de l'insularité, la taille limitée du marché local et la

	<p>garantir l'existence et la pérennité des acteurs culturels (artistes, entrepreneurs, associations, et lieux de diffusion/création), en tenant compte de la spécificité des territoires insulaires</p> <p>2. Intégrer la culture dans toutes les politiques publiques : Faire de la culture une dimension transversale de l'action publique (éducation, aménagement du territoire, cohésion sociale, tourisme, économie)</p> <p><u>Levier économique</u></p> <p>1. Développer et consolider les filières des Industries Culturelles et Créatives (ICC) : Soutenir la professionnalisation et la diversification des filières (musique, arts visuels, audiovisuel, édition, design, etc.) pour augmenter leur poids dans l'économie locale</p> <p>2. Encourager les synergies entre culture, numérique et tourisme durable : Développer des modèles économiques innovants tirant parti du numérique pour la création, la production et la diffusion des œuvres, tout en favorisant un tourisme</p>	<p>dépendance aux subventions publiques rendent les structures culturelles corses particulièrement vulnérables.</p> <p>2. Risque de folklorisation ou de dilution identitaire : Veiller à ce que la stimulation économique des ICC ne se fasse pas au détriment de l'authenticité culturelle et du rôle de la culture comme vecteur d'identité et de langue.</p> <p>3. Fracture territoriale et numérique : S'assurer que le développement des ICC et des synergies numériques ne creuse pas l'écart entre les zones urbaines et les zones rurales ou isolées de l'île.</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

culturel et durable qui valorise le patrimoine matériel et immatériel corse

- 3. Promouvoir l'exportation et le rayonnement international** : Aider les ICC corses à se développer à l'international pour accroître leur visibilité et contribuer au rayonnement de l'identité et de la langue corses au-delà de l'île

Levier social

- 1. Soutenir la création et l'expérimentation** : Mettre en place des mécanismes incitatifs (bourses, résidences d'artistes) pour encourager l'émergence de nouvelles formes artistiques et créatives, favorisant ainsi l'émancipation individuelle et collective
- 2. Renforcer la médiation culturelle et l'éducation artistique** : Développer des actions pour garantir l'accès à la culture pour tous, dès le plus jeune âge et sur l'ensemble du territoire, en tant que facteur de cohésion sociale et de citoyenneté

	<p><u>Mesures opérationnelles :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nécessité d'un accompagnement pérenne et pluriel : Assurer un soutien constant et diversifié (financier, administratif, juridique, professionnel) aux acteurs des ICC pour leur permettre de se structurer et de se professionnaliser sur le long terme 2. Garantir un statut de l'artiste adapté : Mettre en place un statut social et fiscal protecteur et incitatif pour les artistes et les professionnels de la culture (auteurs et artistes plasticiens), favorisant leur installation durable sur le territoire; préserver le régime d'intermittent du spectacle 3. Mobilisation de l'intelligence collective et de la société civile : Assurer l'association et la participation active des acteurs culturels et de la société civile dans la définition et la mise en œuvre de la politique culturelle 	
<p>Valoriser le patrimoine matériel et immatériel corse comme ressource éducative et identitaire</p>	<p><u>Levers politique et institutionnel</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir activement les langues régionales, en particulier la langue corse, dans toutes les sphères : Adopter des 	<p><u>Points de vigilance</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Risque de folklorisation ou d'assignation identitaire : Veiller à ce que la valorisation du patrimoine ne se

	<p>politiques publiques volontaristes pour le développement, la transmission et l'usage de la langue corse ans l'administration, les médias, la vie économique et l'espace public</p> <p>2. Soutenir la documentation, la conservation et la diffusion du patrimoine immatériel : Mettre en place des structures et des financements pérennes dédiés à la collecte, à l'étude et à la valorisation des savoir-faire, des traditions orales et des pratiques culturelles insulaires (patrimoine vivant)</p> <p><u>Leviers social et éducatif</u></p> <p>1. Intégrer le patrimoine et la culture corses dans les programmes scolaires et formations : Assurer une présence significative et de qualité de la culture, de l'histoire et de la géographie corses dans les cursus de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, ainsi que dans la formation professionnelle</p> <p>2. Développer des projets de médiation et de transmission intergénérationnelle et interculturelle : Créer</p>	<p>réduise pas à une vision figée, stéréotypée ou essentialiste de l'identité corse, mais qu'elle serve au contraire une identité dynamique et ouverte sur le monde, facteur d'émancipation</p> <p>2. Tensions potentielles entre valorisation locale et normes nationales : Anticiper et gérer les désaccords ou les freins liés à l'intégration des spécificités culturelles et linguistiques corses dans des cadres réglementaires nationaux (programmes scolaires, statut des langues, etc.)</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

et financer des passerelles entre les générations et les communautés (ateliers, résidences, jumelages) pour que la transmission du patrimoine soit vivante, inclusive et ouverte aux influences extérieures

3. **Faire des lieux de patrimoine des pôles d'innovation et de cohésion sociale** : Transformer ces lieux en de véritables centres de ressources et d'échanges, utilisant notamment le numérique pour rendre le patrimoine accessible à tous les habitants et en lien avec la recherche scientifique

Mesures opérationnelles

1. **Gouvernance Culturelle concertée** : collaboration effective entre la Collectivité de Corse, l'État, les collectivités locales, le monde associatif et les acteurs de l'éducation
2. **Professionnalisation des acteurs de la médiation et de la transmission** : Assurer une offre de formation pour les métiers du patrimoine et de la médiation culturelle
3. **Pérennisation des moyens financiers** : Établir des

	<p>mécanismes de financement pluriannuels et stables pour les projets de transmission, notamment pour la diffusion des langues régionales</p>	
<p>Inscrire la culture comme pilier de l'émancipation collective dans une Corse autonome</p>	<p><u>Leviers politique et institutionnel :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Élaboration d'une politique culturelle territorialisée dans le cadre d'un futur statut d'autonomie 2. Création d'une agence culturelle insulaire forte (Uparate culturelle) <p><u>Mécanismes opérationnels</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Garantir la participation de la société civile organisée 2. Affirmer le caractère inclusif de la politique culturelle : Le statut d'autonomie doit être l'occasion de renforcer l'accès à la culture pour tous les publics et sur tous les territoires de l'île, y compris les zones rurales, conformément au principe d'émancipation collective 3. Mesurer l'impact de l'action culturelle : Mettre en place des indicateurs d'évaluation clairs pour mesurer non seulement les retombées économiques, mais 	<p><u>Points de vigilance :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Risque de cloisonnement institutionnel ou de conflit de compétences 2. Nécessité d'un consensus politique et sociétal sur les finalités de l'action culturelle 3. Risque de repli identitaire : Veiller à ce que l'affirmation de l'identité culturelle corse dans le cadre de l'autonomie ne conduise pas à une fermeture ou à un désintérêt pour la création contemporaine et les échanges internationaux

	aussi les effets sur l'émancipation individuelle, la cohésion sociale et la qualité de vie en Corse.	
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Nom du CESER ou du CoDev :

Conseil Économique Social et Culturel de la Collectivité de Saint-Martin (97150)

Nom du représentant ou de la représentante :

[REDACTED]

Adresse email de contact :

[REDACTED]

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

- Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)
- Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale
- Les deux

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

- Avis sur l'environnement « L'anticipation des effets du changement climatique à Saint-Martin ».
- Étude pré-exploratoire « Favoriser l'expression et la participation citoyenne à Saint-Martin »

Thématiques abordées dans le cadre de vos travaux, dans une optique prospective (à échéance 2050)

:

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun ;
- Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité ;
- Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;
- Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations-Unies et du droit international.

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Atelier 1 « Permettre à chacun de vivre dignement de son travail »

4/10/2025 – 8 participants

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance éventuels
<i>Comment vivre dignement de son travail ?</i>	<i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	<i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
Revaloriser le salaire minimum à 2000 euros par mois (en tenant compte de prix de 2025)	<ul style="list-style-type: none"> - Baisser les charges patronales pour augmenter les salaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Le besoin de financement de la Collectivité et des services publics
Stopper l'érosion du pouvoir d'achat	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôle des prix, des loyers, des pratiques commerciales - Accorder des aides au transport 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'effectivité et d'efficacité des outils de contrôles
Stopper l'érosion de l'argent	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une monnaie locale - Volonté et Intervention politique 	<ul style="list-style-type: none"> - Les politiques inflationnistes
Barème des salaires en fonction des compétences	<ul style="list-style-type: none"> - Fixer dans le privé comme cela est fait dans le public une grille salaires /compétences 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté des employeurs
Égalité salariales hommes/Femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Obliger les entrepreneurs à respecter cette égalité à valeur égale 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas assez de contrôles des entreprises
Alléger la fiscalité et les taxes sur les services de bases EDF, Eau etc	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de la Collectivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financement de la Collectivité
Plus de disponibilités de locations longue durée	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression des taxes pour logements à l'année et taxer plus les logements saisonniers 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de financement pour la Collectivité
Des choix professionnels bien réfléchis	<ul style="list-style-type: none"> - Développer la curiosité sur le monde du travail dès le plus jeune âge - Organiser des forums, visites, sensibilisation à travers les réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des formations proposées sur le territoire insuffisante - L'Éducation nationale pas suffisamment territorialisée
Être rémunérée à la valeur de son travail	<ul style="list-style-type: none"> - Revalorisation des missions en fonction des tâches - Respect de l'obligation des entretiens professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des ressources humaines mal mise en œuvre ou inexistante dans les entreprises

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Environnement professionnel sain	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleure éducation civique aux droits et devoirs en matière de travail - Formation/information sur les risques professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas assez de médecin du travail
Meilleur Équilibre temps de travail /loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Développement du territoire - Diminution du temps de travail - Plus d'entreprise RSE 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de stabilité du réseau internet - Manque de respect du code du travail de la part du patronat
Autonomie financière	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'éducation financière (budget, investissement) via la CAF ou des associations 	<ul style="list-style-type: none"> - Motivation des personnes à s'informer
Meilleure information institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des structures d'information de proximité comme les Maisons France Services - Avoir dans les services publics des personnes référentes dédiées à la traduction et l'aide à la compréhension de la réglementation 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique
Devenir propriétaire de sa résidence principale	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir une éducation financière dès le plus jeune âge (à la maison, à l'école) - Accès à l'information pour connaître les opportunités d'investissements - Réguler les prix des loyers et la gestion des logements en saisonnier 	<ul style="list-style-type: none"> - Barrière de la langue pour les parents - Collectivité et institutionnels de l'île

Idéaux en 2050 :

1. Être en mesure de subvenir à ses besoins
2. Être en mesure de faire ses choix professionnels
3. Être indépendant de ses proches
4. Être indépendant de la société et de l'état
5. Avoir des revenus suffisants`
6. Être propriétaire de son logement
7. Avoir la possibilité et de capitaliser
8. Que les jeunes trouvent du travail à Saint-Martin pour revenir au pays

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

9. Être en mesure de subvenir à ses loisirs
10. Que les entreprises soient des Entreprises RSE
11. Qu'il y ait un équilibre vie personnelle/vie professionnelle qui crée plus d'empathie dans la société.

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Atelier 2 « Protection sociale et solidarité »

8/10/2025 – 5 participantes

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Quelle protection sociale et de solidarité ?</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
Plus de Cohésion et solidarité	<ul style="list-style-type: none"> - Création de réseaux d'acteurs et d'associations - Mobilisation des conseils de quartiers - Maisons de services 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible engagement de la population et disponibilités - Engagement politique
Plus d'éducation de la jeunesse et de structures dédiées	<ul style="list-style-type: none"> - Création de lieux pour mobiliser la jeunesse (MJC, médiathèques, bibliothèques municipales) - Solliciter le mécénat - Mobiliser le service civique - Développer des structures socio-éducatives 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de Financement
Plus d'inclusion des personnes handicapées	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en lumière de ce public et plus d'intégration 	<ul style="list-style-type: none"> - Le monopôle de certaines structures en matière de prise en charge des personnes handicapées sur le territoire - Développer la concurrence pour les plus petits porteurs de projets - Méconnaissance rejet, peur de ce public
Un soutien plus appuyé aux jeunes mamans	<ul style="list-style-type: none"> - Crèches rapides à créer - Crèches au-delà de 19H - Espace foyer pour partage mères /enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel pas qualifié - Pas de TISF - Pas assez de porteurs de projets - Manque de financement

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Information/Communication/Simplification de la protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Communication multicanale - Maison des associations 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financements
Plus d'Accompagnement / formation	<ul style="list-style-type: none"> - Forum des métiers du médico-social - Mobiliser les professionnels du secteur pour accompagner les futurs apprenants - Centre de formation sur le territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations et formateurs d'adultes - Enveloppe trop réduite pour la formation
Mieux loger la population	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de contrôle des logements - Développer la co-location - Atelier chantier d'insertion solidaire de reconstruction 	<ul style="list-style-type: none"> - État d'esprit à changer trop de logements abandonnés - Manque de Financement
Meilleure prise en charge de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'infos - Solliciter maison France Services / Pôle solidarité famille - Évènements de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Croix Rouge pas suffisant - Précarité du public qui ne peut se payer des médicaments
Désenclaver les quartiers	<ul style="list-style-type: none"> - Transports en commun / Vélos électriques - Co-voiturage 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique
Moins d'inégalités sociales et plus d'inclusion	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des associations existantes - Espaces d'échanges - Plus d'actions collectives pour accompagner les divers publics (handicap, personnes âgées) - Meilleure couverture des personnes âgées - Renforcer les actions intergénérationnelles de manière régulière en plus de la semaine bleue 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de bénévoles sur le territoire - Manque de fonds - Manque d'expertises locales
Plus d'échanges intergénérationnel/ plus d'échanges avec les retraités	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un EHPAD avec un espace d'échanges pour favoriser des actions régulières - Transmission culturelle et du patrimoine 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de fonds - Manque de foncier - Cherté du foncier

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

	- Appartements autonomes pour les personnes âgées à développer	
Développer plus de structures du médico-social	ESAT ITEP MAS IME Foyers de vie Foyers de jeunes travailleurs	- Pas d'appel à projet ARS - Manque d'association pouvant porter une structure - Manque de professionnels
Plus de soutien et de répit aux aidants	- Développer des associations de répits	- Pas d'aide - Pas d'écoute
Plus de continuité et de pérennisation dans les politiques publiques du social	- Créer une charte des responsabilités ou un « contrat » à signer par nos politiques pour respecter les projets en cours et que les échéances électorales ne menacent pas les projets déjà lancés - Recensement des manquements du territoire par rapport au national - État des lieux au niveau des structures	- Trop d'égo et prises de partie politique - Priorités du gouvernement en place
Meilleure prise en charge des besoins alimentaires des familles	- Renforcer la solidarité par l'échange, le broc, plus d'épiceries solidaires, soutien à la petite agriculture, jardins partagés	- Honte, peur du regard de l'autre - Pas de banques alimentaires sur place - Manque de porteurs de projets - Coût de l'alimentation à SXM

Idéaux 2050

1. Une société où il fait mieux vivre ensemble et qui est plus solidaire
2. Un territoire plus égalitaire au niveau de la protection sociale qui offre plus d'accès aux droits
3. Une protection sociale plus collaborative et pas uniquement descendante

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Atelier 4 « Démocratie sociale et société civile »

15/10/2025 – 6 participants

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Quelle démocratie sociale et société civile en 2050 ?</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
Diversification des activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Développer de nouvelles activités : innovation, agriculture, audiovisuel, pêche, artisanat, architecture pour ne pas dépendre du seul tourisme - Mettre en place des exonérations et incitations financières et fiscales 	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter les formations aux besoins d'innovations - Travailler en amont pour créer plus d'adhésion - Problème de répartition équilibrée sur le territoire
Participation citoyenne automatique sur tous les sujets impactant le budget et la vie quotidienne de la vie locale	<ul style="list-style-type: none"> - Référendum sur toutes les décisions à fortes incidences budgétaires - Donner plus de poids aux conseils de quartiers et au CESC 	<ul style="list-style-type: none"> - Réelle et effective consultation et pris en compte des avis émis à titre consultatifs - Inadaptation de la loi organique pour revoir le fonctionnement des institutions
Représentativité à la proportionnelle du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation équilibrée des représentants de toutes les strates de la société civile du territoire en tenant compte d'une répartition représentative équitable en fonction du genre, âge, quartier de résidence 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la loi organique - Conception de l'exercice du pouvoir qui démobilise la population - Population désengagée - Manque d'accès aux instances - Manque de projet de société - Manque de transmission écrite au

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

		niveau de la culture, de l'histoire
Autosuffisance alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'agriculture, la pêche - Nouvelles technologies de production adaptées au territoire - Formations - Réseau associatif - Industrialisation des productions locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation du domaine foncier - Difficultés d'accès aux aides et subvention (besoin d'accompagnement) - Inadéquation du Statut de l'île RUP/COM qui rend difficile l'accès à certaines aides
Abolition des discriminations	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des valeurs culturelles de l'île - Diversification de l'habitat 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de foncier - Étiquettes QPV qui limitent l'accès pour certains quartiers à des financements - Manque d'harmonisation du PLU
Plus de Civisme et responsabilisation des citoyens	<ul style="list-style-type: none"> - Éducation des populations - Sanction pour le respect de l'environnement - Renforcement des brigades vertes 	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution des ressources - Contrôle manque de suivi - Manque de préparation et d'information
Meilleure Éducation et insertion professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - En définissant les besoins et accompagnement de proximité - Territorialiser l'éducation et contextualiser l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> - État d'esprit à changer trop de logements abandonnés - Financement

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Idéaux 2050 :

1. Une société égalitaire, juste et équilibrée
2. Les membres du gouvernement sont nommés par les représentants de la société civile et non plus le Président de la République sur la proposition du 1^{er} Ministre
3. Démocratie participative mise en œuvre dans toutes les décisions de la vie publique
4. Équité effective entre tous les humains
5. Une démocratie respectueuse de notre culture et nos traditions locales

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Atelier 3 « Limites planétaires et climat »

16/10/2025 – 4 participants

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Quelle démocratie sociale et société civile en 2050 ?</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
Sécurité alimentaire et autonomie/consommation liée aux capacités de productions	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'agriculture et la pêche sur le territoire - Formation et aides pour développer les deux secteurs pêches et agriculture - Adoucissement des normes européennes (permet le circuit court) 	<ul style="list-style-type: none"> - Blocage sur la régulation par les règles (quantité et date pour les périodes de pêches) - Circuit court (achat aux îles avoisinantes interdites (non EU)) - Disponibilité d'eau douce n'est pas présente sur Saint-Martin. - Territorialisation de la zone de pêche
Développement des énergies propres	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de l'utilisation des énergies fossiles - Utilisation des ressources naturelles (soleil, vent, circulation de courants marins, vagues) 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les circuits de recyclage des outils de production de l'énergie - Acteurs qui s'y opposent : les touristes, les hôteliers et riverains - Pollution visuelle
Plan d'exode climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Informer la population de cette possibilité, améliorer et prendre en compte les nouvelles recommandations d'aménagement du territoire - Préparer une possible relocalisation hors du territoire (compétence de l'État) 	<ul style="list-style-type: none"> - Convaincre de quitter son territoire, son histoire
Habitat adapté au climat	<ul style="list-style-type: none"> - Réflexion sur la configuration d'une maison type fixant 	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation du domaine foncier

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

	<p>l'orientation des fenêtres, hauteur sous plafond, aération etc</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer un guide des recommandations qui prend en compte tous les risques - Consulter expérience et expertise locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès aux aides et subvention (besoin d'accompagnement) - Disponibilité et connaissance des aides - Nombre d'experts limité
Autonomie énergétique Habitat individuel/collectif	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des moyens d'autonomie énergétique à l'échelle d'un habitat - Financer l'installation ou la rénovation énergétique 	<ul style="list-style-type: none"> - Couteux (pas possible pour tout le monde) - Aides peu adaptées à Saint-Martin
Optimisation des ressources et des déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Imposer le recyclage et interdire fortement l'utilisation des produits non biodégradables et les objets à usage unique - Éviter l'enfouissement des Ordures ménagères (ODM) - Développer une filière de recyclage et d'incinération 	<ul style="list-style-type: none"> - L'éducation - La mentalité - Manque d'implication des citoyens
Éducation contextualisée à l'environnement d'où l'on vit	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter les programmes scolaires aux spécificités de l'île - 	<ul style="list-style-type: none"> - Le déni : est-ce que la population veut vraiment savoir ?
Plans environnementaux adaptés aux spécificités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> - Législation 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique
Priorisation de l'aspect environnemental dans les projets	<ul style="list-style-type: none"> - Faire des études systématiques dans les projets sur le volet impacts/choix des solutions à long terme - Présence renforcée d'agence de raisonnement et de solutions 	<ul style="list-style-type: none"> - Les financiers - Les lobbys - Les pollueurs
Réduire le gaspillage	<ul style="list-style-type: none"> - Contingenter les prélèvements alimentaires - Surveillance des réserves Halieutiques - Production circuits courts et circuits directs producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Insularité - Coût du transport - Coût foncier/exploitation

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une banque alimentaire 	
Limitier la déforestation	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'occupation des sols plus stricts/adapté et non modifié régulièrement - Arrêt de la production de charbon - Sanctuariser certaines zones liées à l'agriculture/ la forestation - Établir un « quota » dans la gestion des terrains afin de mixer logements insulaires et touristiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique - Promoteurs immobiliers - Propriétaires fonciers
Diminuer la pollution	<ul style="list-style-type: none"> - Diminuer la production des déchets - Favoriser l'achat des produits - Viser la limitation des déchets et plastiques - Paiement des déchets au poids 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de décharges sauvages
Responsabilisation de l'homme	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration projets éducatifs avec l'obligation de l'implication des parents - Ouverture d'un compte citoyen - Création d'ateliers participatifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de volonté - Mobilisation culturelle
Stratégie collective partagée en matière d'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Création de groupes de travail (citoyens, associations, branches professionnelles, administration) 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de mobilisation
Harmonisation mondiale des politiques environnementales	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir une politique établie au niveau de Saint-Martin 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique

Idéaux 2050 :

1. Une planète propre, raisonnée, égalitaire où l'eau et l'électricité sont accessibles à tous et une société sensibilisée au bien-être sociétal
2. Une intégration totale des questions environnementales dans la vie quotidienne et sociétale (habitat, transport, éducation, santé ...)
3. Une société minimaliste (matérielle et non matérielle)

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Atelier 5 « Paix dans le Monde »

18/10/2025 – 3 participants

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Comment maintenir la paix dans le Monde en 2050 ?</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
Un monde où prône le relationnel	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les entreprises - Encourager le lien inter-îles - Encourager les habitants à échanger en organisant des programmes pour développer le lien intergénérationnel (activités associatives, rencontres en EPHAD) 	<ul style="list-style-type: none"> - L'isolement des personnes âgées ne nous permettant pas de les identifier - L'absence de motivation de la jeunesse
Un monde qui favorise le collectif	<ul style="list-style-type: none"> - Le rôle essentiel des associations - Donner plus de moyens aux associations (financiers notamment) - Pousser chaque jeune à rejoindre une association dans le cadre de son parcours éducatif 	<ul style="list-style-type: none"> - Le manque de moyens financiers des associations - L'opposition de certaines entreprises qui pourraient voir ces activités comme une menace
Un monde où chacun a confiance en soi et a une bonne estime de soi	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des ateliers ou des cours aux plus jeunes mais aussi aux actifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Le manque de moyens pour identifier et accompagner les situations difficiles
Un monde qui favorise le partage de la curiosité de l'autre	Renforcer l'enseignement des événements historiques à l'école <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des systèmes de parrainage 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de moyens humains
Un monde où chacun a sa place	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre le système éducatif plus actif en favorisant l'engagement associatif 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation du temps scolaire

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

Coopérer	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'instance ou renforcement de l'existant - Permettre une réflexion interne à Saint-Martin envers les instances externes (parler d'une même voix) comme l'OCDE, les organisations de coopération et de développement économique. Mettre en place des thématiques de coopérations plus larges que l'économie 	<ul style="list-style-type: none"> - État de l'existant - Communication
Harmonisation des droits de l'homme	<ul style="list-style-type: none"> - Défendre les droits de l'homme - Promouvoir la justice sociale 	-
Plus de transparence (Meilleure visibilité)	<ul style="list-style-type: none"> - Communication - Mise en place de référents - Mise en lumière - Plus de rencontres entre les politiques et les habitants 	<ul style="list-style-type: none"> - Interprétation de l'information
Sensibilisation à la paix	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des initiatives en faveur de la paix - Arts - Médias - Initiatives diverses 	<ul style="list-style-type: none"> - Fédérer les citoyens
Plus d'accès à l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> - Plus d'accès à l'éducation à la culture - Mise en lumière des initiatives et mise en valeurs des action culturelles - Créer un centre sport/étude en internat - Accès au sport dès le plus jeune âge. Des personnes dans le pilotage du projet, 	<ul style="list-style-type: none"> - La sédentarité des enfants - Les réseaux sociaux - Le décrochage scolaire - L'accessibilité aux activités sportives et culturelles

Contributions à l'avis transverse du CESE

« Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ? »

	<p>former pour accompagner la jeunesse dans le développement personnel et émotionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Surveillance des réserves Halieutiques - Production circuits courts et circuits directs producteurs - Création d'une banque alimentaire 	
Éducation plus empathique et tolérante	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un centre d'activités physique et culturelle - Plus de personnes ressources dans le pilotage et la formation 	- Financement

Idéaux 2025 :

1. Un monde où priment le respect de l'autre et de soi
2. Un monde avec des droits plus équitables et plus juste
3. Un monde plus vrai

Scénarios 2050 (élaborés par les participantes de cet atelier):

« En 2050, je vois un territoire organisé avec des quartiers qui accueillent des jeunes pour découvrir des programmes culturels et sportifs en français, anglais, espagnol, indien ; chinois, hollandais, sous forme de mentorat ».

« Vision 2050 : une meilleure valorisation de soi, des jeunes, des habitants, la stabilisation du monde économique, écologie préservation de la planète gestions des menaces telles que les sargasses ; une stabilité financière qui permettrait de mieux accompagner la thématique, un système éducatif d'apprentissage, revisité et adapté, une île plus attractive ».

Contributions à l'avis transverse du CESE

« **Dans quelle société voulons-nous vivre à l'horizon 2050 ?** »

« Scénario 2050 en matière de paix à Saint-Martin

Une jeunesse plus consciente de ses atouts, plus accompagnées et plus consciente de son histoire.

Une population plus impliquée dans le collectif.

Des projets, initiatives locales plus valorisées

Des voix /volontés locales davantage portées à l'échelle nationale et internationale. »

PAIX

LA



Commence avec un Loup.



Saéye

LA PAIX N'EST PAS

UN COEUR



La paix n'a pas de
couleur



NOUS SOMMES DES HUMAINS PAS DES ROBOTS



O

N

t



vivre

pas

pour

souffrir!

!

Police



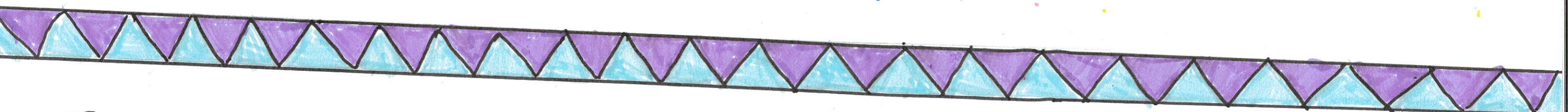
foot

Docteur





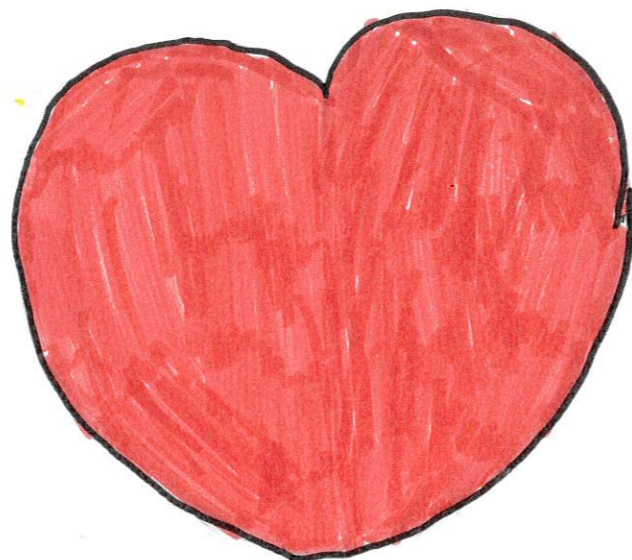
**LA DIGNITÉ
D'UNE FEMME S'ENFLAMME
QUAND ELLE TRAVAILLE**

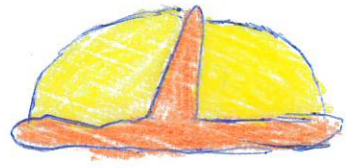


On travaille pour vivre pas pour



Souffrir



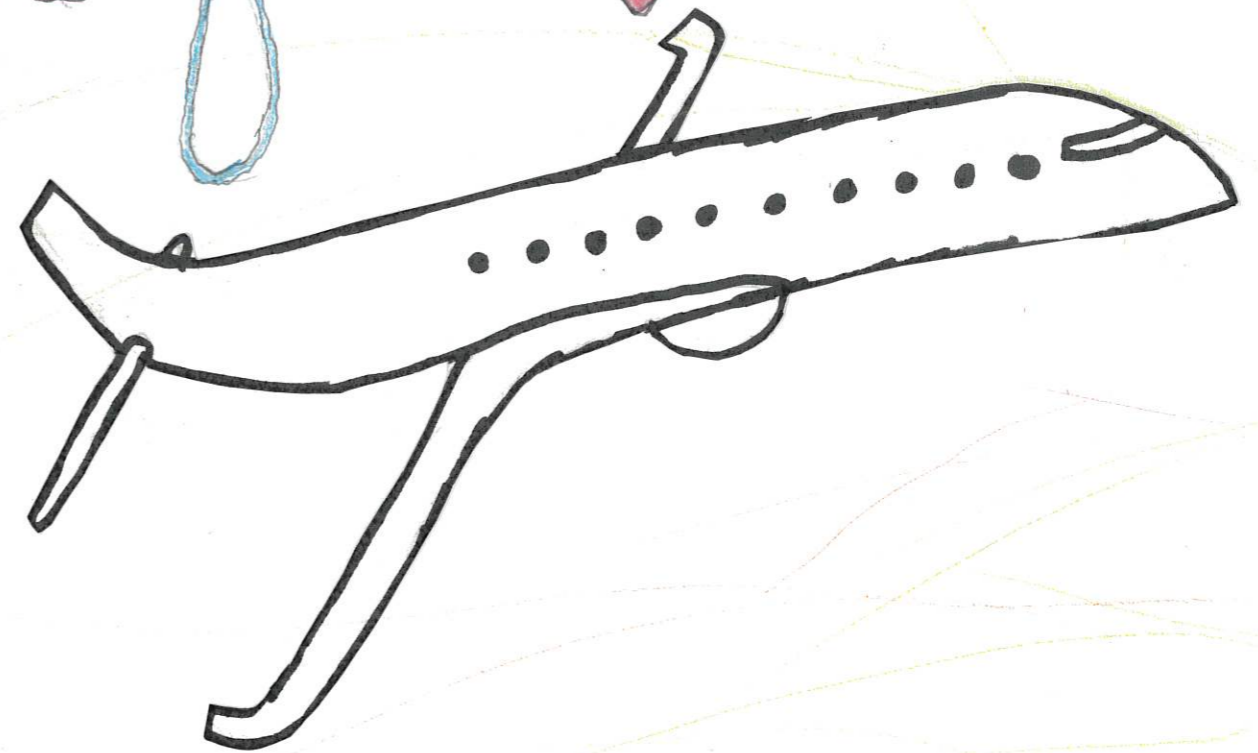
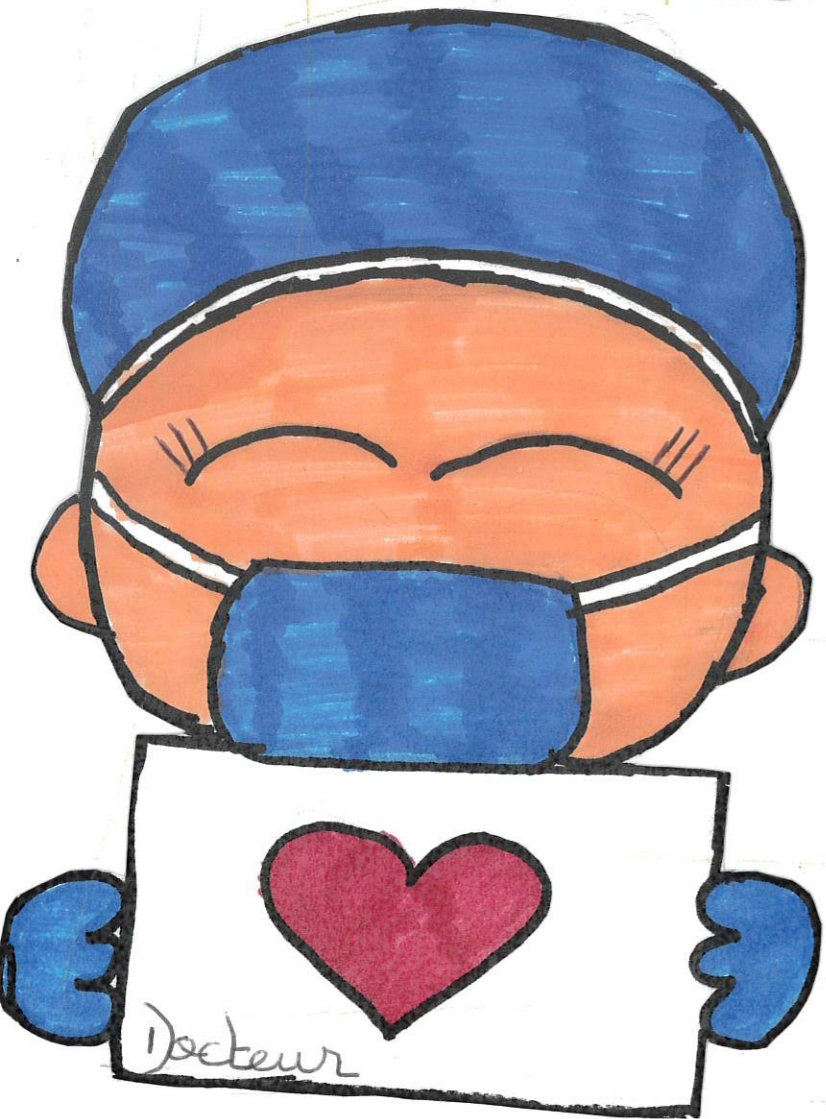


AUT TRAVAIL



SANS DRAMME, AVEC RESPECT

POUR CHAQUE FEMME

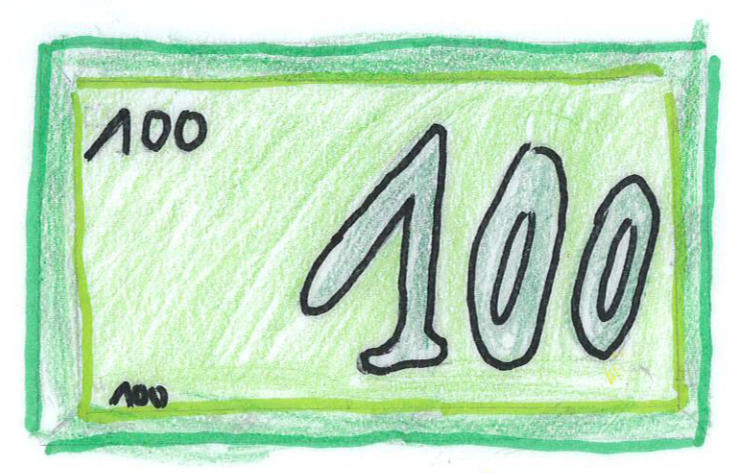


UN SALAIRE UNIVERSEL

POUR UNE VIE PLUS BELLE



AUGMENTE
MONTY
SALAIRE
JETE
SEPARAI
SOLAIRE



Quels objectifs pour 2050 ?

Regroupement n°1 : *Préserver le régime démocratique et la place de la société civile*

- Objectif 1 : *Rapprocher le pouvoir de décision du citoyen*

Eléments de débats autour de l'objectif :

- Arguments en faveur :
 - Apaiser la population, donner des clefs de compréhension et d'expression
- Points de dissensus :

- Objectif 2 : *Education à la citoyenneté à tous les âges*

Eléments de débats autour de l'objectif :

- Arguments en faveur :
 - Apprendre le pouvoir d'agir en démocratie
- Points de dissensus :

Leviers et points de vigilance

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Rapprocher le pouvoir de décision du citoyen	Espaces d'expression proche du citoyen : maison de quartier, conseil de développement, tiers lieux, centre social... Pour entendre les attentes en présence d'élus	Communication et information des sujets abordés Formation des facilitateurs pour ouvrir et restituer les échanges
	Compte rendu de mandat 2 fois par an	Le manque d'expression peut créer le malaise et

		quelque fois la violence Attention à la perte de sens Au politique désincarnée La fabrique de l'incompréhension
	Décentralisation vers les Régions	
	Séminaires d'échanges, croisement des regards : élus, experts et usagers	Impartialité
Education à la citoyenneté à tous les âges	Conseil des enfants Conseil des jeunes Société civile organisée	Savoir écouter et entendre les attentes Respect
Plus de consultations au niveau des communes	Votation sur des projets concrets et concernant	Une commune n'est pas gérée mais ADMINISTREE

Conclusion

Renforcer les outils de la participation citoyenne : formation, information, lieux d'échange, donner le pouvoir d'agir.

Quels objectifs pour 2050 ?

Leviers et points de vigilance

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Privilégier les circuits courts dans l'alimentation	<ul style="list-style-type: none"> -Appliquer la loi Egalim partout -Encourager la création de GFA -Sensibiliser les collectivités à l'achat de terres destiné à des producteurs Bio -Informers le grand public sur l'avantage de manger en respectant les saisons (circuit-court) -Organiser des concertations sur le modèle agricole respectueux de la terre, BIO, Limitation des surfaces de cultures, plantations de haies -Soutenir la tenue de marché de producteurs -Développer des initiatives de type « Breizhmer » 	<p>Pédagogie auprès des enfants dans les établissements scolaires qui mettent en place Egalim</p> <p>Communication de ces initiatives auprès du grand public</p>
Repeupler les centres bourg en limitant l'étalement urbains	<ul style="list-style-type: none"> -Etendre la loi SRU à toutes les communes -Fluidifier les parcours résidentiels (résidences seniors, locatifs de proximité en T2 et T3.) -Elargir l'offre de logements locatifs -Faciliter et développer le Bail Réel Solidaire sans seuil -Limiter les locations courtes durées 	

	-Surtaxer fortement les résidences secondaires et les logements vacants	
Développer les usages alternatifs à l'utilisation de la voiture individuelle	<ul style="list-style-type: none"> -Encourager le covoiturage de proximité (avec accès à pied ou à vélo) - Encourager et organiser le partage des voitures (stop organisé et sécurisé, autopartage...) -Développer les pôles multimodaux jusqu'au cœur des bourgs. 	Mettre en place une information chiffrée sur le coût financier et écologique de l'utilisation des voitures individuelles et sur le coût des alternatives
Respecter la nature, les océans	<ul style="list-style-type: none"> -Poursuivre et amplifier la désimperméabilisation des sols -Encourager la récupération de l'eau de pluie et son infiltration sur les parcelles privées via le PLU -mesurer davantage les impacts de la qualité de l'eau (douce et mer) -communiquer vers le grand public 	Communication Pédagogie

Objectif	Leviers	Points de vigilance
CURATIF	<ul style="list-style-type: none"> ■ Accompagnement des professions médicales et paramédicales 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Affluence touristique estivale propre au territoire ■ Equilibre territorial pour accès aux soins médicaux (différence ville/campagne)
● PRÉVENTIF	<ul style="list-style-type: none"> ■ éducation civique adaptée dès le plus jeune âge (interventions dans les écoles) ■ accompagnement des familles fragilisées ■ respect des programmes de prévention (mammographie, vaccins) ■ respect d'autrui 	<ul style="list-style-type: none"> ■ combattre l'indifférence ■ améliorer l'intégration ■ éviter la rupture sociale
● CHOIX	<ul style="list-style-type: none"> ■ Accompagnement par référent par les communes ■ Information claire, explication (des droits qui existent mais leur existence est insuffisamment connue, par exemple aide à l'accès à la mutuelle) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ inégalité de l'accès au numérique (dans le cadre des démarches administratives) ■ respect des règles collectives (fraude, usurpation, abus face aux différentes aides)
● EGALITÉ	<ul style="list-style-type: none"> ■ acceptation et respect des différences (rôle de l'éducation) ■ travail pour tous ■ réflexion et action collective 	<ul style="list-style-type: none"> ■ respect des lois (à chaque niveau de l'échelle sociale) ■ rompre l'indifférence (vigilance à l'entourage direct, amélioration des relations de voisinage)

Conseil de développement durable du Périgord Vert

Représenté par [REDACTED]

Adresse mail : [REDACTED]

« Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

En réponse à la sollicitation du CESE et de la CBCD, le CDD Périgord Vert, membre de cette dernière, a décidé de participer à la démarche prospective proposée.

Des ateliers ont donc été organisés par le CDD PV, le 3 octobre 2025, à l'occasion d'un café-citoyen, au Café Pluche, café associatif situé sur la commune de Comberanche-Epeluche (24), ateliers co-animés par Bruno Déroulède, ancien président du CDD Périgord Vert, Jean-Luc Pujols, administrateur, et Paul Brejon, actuel président.

Après une présentation générale de l'initiative CESE/CNCD et des ateliers décentralisés, deux groupes de six participants ont été constitués.

Le premier a traité un des cinq thèmes, le second en a traité deux.

Les deux groupes ont travaillé en parallèle, et se sont regroupés dans un 2^{ème} temps pour une restitution partagée.

La séance a duré deux heures.

Elle était très inhabituelle pour une grande majorité de participants.

Elle a sans doute freiné certains habitués de nos café-citoyens usuellement organisés autour de deux ou trois intervenants abordant un thème d'intérêt général en relation avec le développement durable territorial du Périgord Vert. Mais l'ensemble des participants a apprécié la démarche et l'exercice.

Pour mémoire, le Périgord Vert est un assez vaste territoire situé d'Ouest en Est au Nord du département de la Dordogne dont il représente environ 1/3 de la superficie. Il compte un peu plus de 80 000 habitants répartis sur 145 communes, regroupées en six communautés de communes.

Territoire rural, il compte quelques villes principales : Nontron (sous-préfecture de la Dordogne), Thiviers, Ribérac, Brantôme...

Atelier 1 : Permettre à chacun de vivre dignement de son travail

1 – Les atouts du Périgord Vert à exploiter ou développer

- Une vraie qualité de vie en Périgord Vert (climat, paysages, patrimoine, circulation facile sur des routes pittoresques, ...),
- Une dimension humaine des territoires avec des accès faciles aux personnes, aux structures,
- Des possibilités de se loger assez aisées,
- Un potentiel de développement grâce à l'Internet et au numérique,
- Un tissu associatif plutôt riche,
- Des aides en faveur des jeunes mises en place par les Missions Locales de l'Emploi, par exemple pour l'obtention du permis de conduire,
- L'expérience du travail nomade (commerces ambulants par exemple).

2 – Les freins à surmonter

- Des offres d'emploi insuffisantes ou difficiles à pourvoir du fait d'un manque de qualifications pour ces offres,
- Une offre de formation à développer,
- L'éloignement de certains emplois compte-tenu de la géographie du Périgord Vert et de la dispersion de son habitat entraînant une dépendance à la voiture,
- La faiblesse des rémunérations,
- Les conséquences du COVID rendant plus difficile l'intégration de certains jeunes,
- Les aprioris négatifs anti-jeunes, anti-vieux, anti-étrangers, ...
- Trop d'assistance n'incitant pas à travailler (avis contrastés sur ce point)

3 – Les objectifs à atteindre à l'horizon 2050 pour vivre dignement de son travail

- Une mobilité plus facile et plus grande des habitants grâce au covoiturage, aux voitures partagées, aux voitures à petits prix, aux mobilités douces (vélo musculaire, vélo à assistance électrique),
- Des productions locales et des circuits courts renforcés pour limiter l'achat de produits venant de l'extérieur, le jetable, ...
- Moins de gaspillage grâce au recyclage et au développement des achats de produits de seconde main,
- Un tissu d'entreprises plus dense grâce à des créations et des implantations,
- Un plus grand bien-être au travail

4 – Les leviers à favoriser et soutenir pour y parvenir

- Inciter les collectivités publiques concernées à développer en priorité des politiques d'aide à la création et à l'implantation de nouvelles entreprises en Périgord Vert, par exemple en réduisant leurs structures et dépenses inutiles pour leur permettre de

réduire certaines taxes locales au profit des entreprises qui se créent ou s'implantent en Périgord Vert,

- Inciter les collectivités publiques concernées à soutenir en priorité toutes les initiatives contribuant à améliorer l'image et l'attractivité du Périgord Vert, par exemple en favorisant l'embellissement et l'animation de nos bourgs ruraux, en développant de véritables politiques de rénovation et d'utilisation des bâtiments vacants,
- Inciter les collectivités publiques concernées à renforcer leurs actions en faveur des mobilités douces, par le développement des pistes cyclables mais aussi en réservant certaines routes secondaires aux mobilités douces,
- Rompre avec les attitudes consistant à tout attendre du haut, des élites, des initiatives étatiques et publiques, des subventions,
- Soutenir les changements par le bas, les initiatives individuelles et associatives locales, par exemple en favorisant les lieux d'échanges et de convivialité comme les CDD, les cafés associatifs, etc.

Atelier 2 : Intégrer les limites planétaires et les enjeux de la transformation climatique en 2050

1. Les atouts du Périgord Vert

- Bois énergie renouvelable et accessible
- Densité d'habitants faible
- Espace disponible pour la qualité de vie et accueillir de nouvelles activités et des habitants
- Transport collectif (bus)
- Réseau hydrographique
- Eolien dans certaines conditions (malgré une très forte opposition actuelle, et aucun projet éolien abouti)
- Photovoltaïque dans certains cas
- La forêt qui tempore le réchauffement climatique
- Territoire raisonnablement remembré
- Capacité de gestion des inondations des zones humides inhabitées

2. Les freins

- Pourcentage d'agriculture conventionnelle élevé
- Irrigation estivale
- Bois énergie : source de pollution
- Surdéveloppement du transport routier
- Absence de réseau ferré
- Habitat très dispersé : mobilité difficile
- Vieillesse de la population

- Sensibilité aux changements climatiques plus forte
- Moindre accès aux services médicaux
- Artificialisation croissante des sols
- Impact de l'exportation des granulats de calcaire de Dordogne
- Hémorragie migratoire des actifs
- Habitat dispersé : surconsommation d'énergie

3. Futur idéal pour intégrer les limites planétaires et les enjeux de la transformation climatique en 2050

- Protéger et développer l'agriculture paysanne
- Développer l'agriculture biologique et la consommation locale
- Développer le maraichage, une agriculture plus humaine
- Développer des pôles semi urbains attractifs avec un niveau de service important
- Dans la grande consommation intégrer 50 % de production locale
- Favoriser le bois-énergie local, le moins polluant
- Développer des projets d'énergie renouvelable participatifs à l'échelle communautaire
- Développer des services de transport collectifs et à la demande (minibus)
- Développer un service d'accueil des PME via les communautés de communes
- Développer les moyens et services des communautés de communes

Atelier 3 : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

1. Les atouts du Périgord Vert

- Les cafés associatifs et les cafés citoyens
- Des marchés nombreux et conviviaux
- Un fort tissu associatif
- Il y a encore des élus volontaires (mairies et communautés de communes)
- Salles des fêtes et comité des fêtes, actifs dans de nombreuses communes
- Groupe d'action Local (GAL) du Pays Périgord vert (sélectionne les projets de développement territorial éligibles aux Fonds européens)
- CDD du Périgord vert (sic !)
- Taux d'abonnements et attachement à la presse locale encore élevés
- La fibre est présente partout

2. Les freins

- Electorat qui vote vieillissant
- Risque croissant de désinformation numérique
- Baisse de subvention aux associations
- Pression sur les élus qui ne disposent pas de moyens suffisants, face à des citoyens qui ont (parfois) des exigences démesurées

- Pas assez de lieux de rencontre entre élus et citoyens
- Réseaux fermés nombreux et puissants,
- Humains de plus en plus individualistes
- Abonnés à la presse, vieillissants
- Ecole du savoir plutôt que du savoir-être

3. Futur idéal pour préserver le régime démocratique et la place de la société civile, en 2050

- Une meilleure prise en compte de la ruralité par l'Etat
- On rééquilibre la pyramide des âges
- Développer des entreprises à taille humaine
- Garder la valeur ajoutée de la transformation sur le territoire
- Mutualiser davantage entre associations, collectivités et entreprises
- Limiter la place des réseaux sociaux pour les plus jeunes et en maîtriser les contenus
- Encourager le regroupement des communes
- Maintenir et soutenir le tissu associatif (Exemple positif du financement des Espaces de vie sociale (EVS) par la CAF)
- Instaurer un vote direct des élus communautaires
- Les communautés de communes ne doivent pas empêcher les initiatives locales et communales

Ces réflexions et suggestions résultent d'échanges conviviaux entre des personnes aux parcours différents, aux opinions et aux visions différentes. Ces échanges ont pu se faire dans la bonne humeur et le respect des uns et des autres.

Tentative de synthèse, associant les 3 thématiques abordées

Description du scénario de prospective à horizon 2050, réalisé à l'échelle territoriale

Vers une ruralité reconnue, choisie et harmonieuse

combinant :

- Dynamique d'emplois locaux variés, découlant d'un tissu économique de PME et d'artisans
- Transition acceptée vers une société plus sobre en consommation non-renouvelable, privilégiant les circuits courts, une agriculture à taille humaine, biologique ou raisonnée
- Citoyenneté et vie associative, confiance renouvelée entre élus et citoyens

Leviers à actionner :

- Reconnaissance par l'Etat de l'apport de la ruralité à la société française
- Formations adaptées
- Mobilité facilitée
- Mobilisation des collectivités locales, communes et communautés de communes, soutenues par le Conseil départemental de la Dordogne et le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine
- Mutualisation entre associations, communes et entreprises

Points de vigilance :

- Favoriser l'ouverture (territoire attractif) face au risque de repli sur soi (territoire abandonné)
- Concilier (voire réconcilier) ruralité et vie économique intégrant un volet industriel
- Associer fortement et le plus en amont possible les habitants aux projets d'énergies renouvelables de leur territoire
- Contrebalancer l'influence potentiellement négative des réseaux sociaux
- Encourager le débat citoyen, l'éducation des jeunes à la vie civique, l'argumentation, la vigilance face à la désinformation

Restitution globale de Paul Brejon, sur la base des compte-rendu de l'atelier1 par Bruno Déroulède et des ateliers 2 et 3 par Jean-Luc Pujols

A Ribérac, le 17 novembre 2025

Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

1 compte-rendu par atelier

Date : 18/09/25 et 05/11/25

Organisation : Conseil de développement de Cornouaille

Nombre de participants et participants : 12

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu : [REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier : Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous n'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges.

Enfin, si vous souhaitez souligner certains **verbatim** pour reprendre les mots exacts d'un participant, n'hésitez pas à les indiquer dans les encadrés prévus à cet effet. Ces verbatims peuvent illustrer plus facilement certaines nuances mais sont facultatifs, si vous n'avez pas eu le temps de les retranscrire, vous pouvez laisser les encadrés « Verbatims » vides.

En résumé

Précisez ici, en un court résumé de l'atelier, les points saillants de l'atelier (ce peut être les éléments qui ont généré le plus de débat, ceux sur lesquels les participants étaient le plus en accord, ou encore un résumé des principaux éléments partagés par les participants) :

L'atelier consacré aux enjeux climatiques a été le premier atelier que nous avons organisé dans le cadre de la sollicitation du CESE. L'animation de cet atelier, encore en rodage, a été mal maîtrisée, et nous ne sommes pas parvenus à le finaliser au cours des deux heures prévues initialement. Nous avons donc décidé de programmer une deuxième session, qui nous a permis de le finaliser de manière sereine.

Quatre grandes thématiques ont été approfondies au cours de ces deux sessions : mobilités, alimentation, économie, eau et biodiversité.

D'autres objectifs importants ont été identifiés, sans qu'ils puissent être approfondis :

- **Risques climatiques (et adaptation aux risques)**
- **Démographie (accueil des mouvements migratoires)**
- **Habitat (un logement durable et décent pour tous, limite de l'emprise foncière à travers le respect du ZAN)**

Les participants ont rappelé qu'il était essentiel et indispensable de pouvoir s'appuyer sur les données scientifiques disponibles sur chaque thématique abordée. Cela nous aide à nous projeter en 2050.

Quels objectifs pour 2050 ?

Reportez ici les regroupements thématiques et leurs objectifs associés. Si des débats ont lieu autour des objectifs, vous pouvez noter les arguments en faveur de l'objectif (pourquoi celui-ci est important / prioritaire pour le territoire), et les éventuels points de dissensus entre les participants. S'il n'y a pas de débat, vous pouvez supprimer cette partie. Copiez-collez autant de fois que nécessaire selon le nombre de regroupements thématiques et d'objectifs.

Verbatims :

Pour commencer, on suppose qu'en 2050, ça ne s'est pas effondré !

On est habitants de la Cornouaille, donc on regarde le monde à partir d'ici. Mais certains enjeux en lien avec le climat dépassent aussi largement le territoire cornouaillais.

Les constats, on les a déjà faits depuis 30 ans. Il faut passer aux solutions.

Je suis un peu dérangée qu'on soit en 2025 encore à « encourager », à « promouvoir » ... il faut réorienter la pêche, le transport, l'alimentation... Il ne s'agit plus de faire de la sensibilisation.

Le « chapeau » de notre réflexion, c'est de réduire toutes les consommations. Sobriété ! Un monde, où démocratiquement, on va réguler nos consommations. Il y a aussi des lobbies qui ne sont pas régulés. La décision démocratique doit permettre d'aller contre les lobbies.

Il y a très peu d'énergie renouvelable (solaire, éolien et éolien en mer, énergie marine) en Cornouaille. Sur l'énergie, il est nécessaire de réfléchir à l'échelle de la Bretagne.

En Bretagne, le poids de l'agriculture dans l'émission de gaz à effet de serre est énorme. On a le double de production agricole par rapport au national, donc on doit agir sur la décarbonation de l'agriculture, sur l'élevage et sur la consommation. On doit changer de modèle, y compris au niveau régional. On a beaucoup à faire localement : en parlant avec les agriculteurs, les pêcheurs.

On a un vrai problème avec l'Etat : Plan Pluriannuel de l'Energie, énergie solaire... L'Etat bloque fortement certains processus.

On pourrait travailler moins : on se déplacerait moins.

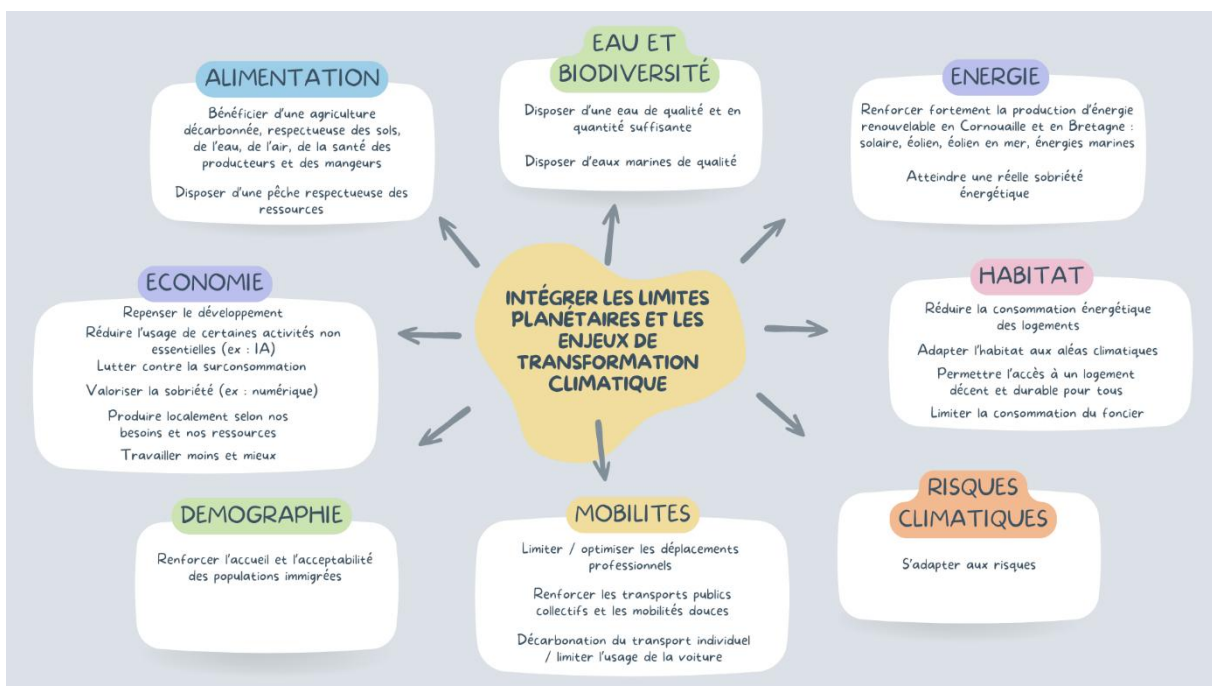
On voudrait que le kérosène soit taxé pour que le coût de l'avion s'équilibre avec celui du train.

On peut parler de l'IA et de sa régulation, mais il faut penser au numérique de manière plus large. Je ne crois pas qu'on puisse supprimer quelque chose qui nous facilite la tâche. La voiture plutôt que le transport public, recherche internet plutôt que l'IA, regarder des films en ligne : on aura du mal à lutter contre ça.

Sur la dizaine d'années 2023-2033, il faut faire en 10 ans ce qu'on a eu du mal à faire en 30 ans. Il y a un enjeu d'information scientifique auprès des élus notamment : il faut pouvoir s'appuyer sur un socle de connaissance, qui existe et qui est accessible, solide.

Quand l'eau monte et les forêts crament, il faut pouvoir au niveau des collectivités locales former des gens qui vont aider les gens à s'en sortir. L'adaptation peut s'envisager au niveau local.

Vous pouvez également intégrer ci-dessous une photo de la carte mentale :



Leviers et points de vigilance

Reportez dans le tableau ci-dessous les éléments des fiches « solution ». Pour cela, récupérez les fiches à l'issue de l'atelier ou photographiez-les, et reportez les éléments dans le tableau ci-dessous.

Groupe 1 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
----------	---------	---------------------

EAU et BIODIVERSITE		
Disposer d'une eau de qualité et en quantité suffisante	<p>Agir sur les bassins versants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désimperméabilisation des sols - Refaire et sanctuariser les talus (également grande ressource de biodiversité) : politique régionale volontariste / MAEC / Conseil départemental / Sage - Restaurer les zones humides 	<p>Frein : PAC, lobby agricole</p> <p>Bien différencier petit cycle et grand cycle de l'eau</p>
	Adapter / réorienter les cultures	
	Mieux contrôler et mesurer les volumes d'eau prélevés non déclarés	Différencier eau prélevée et eau consommée (pour l'établissement du diagnostic)
	Interconnecter les réseaux pour pallier les pénuries ponctuelles	
	Mener des campagnes de sensibilisation auprès du grand public sur la sobriété	
	Limiter la pression touristique (tarification été - hiver / logements touristiques / maisons secondaires...)	Question de la capacité d'accueil des territoires en fonction de sa ressource en eau
	<p>Sur la quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tarification progressive (incitation à l'économie d'eau) - Valoriser la double circulation pour toute rénovation 	
	Systematiser la récupération des eaux de pluie pour chaque nouvelle construction (notamment dans les centres urbains)	
	Renforcer la compétence eau des Régions (initier une expérimentation en Bretagne)	
	Sanctuariser des zones de protection environnementale (sur le modèle des zones Natura)	
	Valoriser une agriculture qui préserve les sols (plus	

	paysanne et moins productiviste, régénérative)	
	Valoriser une agriculture biologique : actions de lobbying auprès des lycées professionnels, de la Chambre d'agriculture Un outil : la Sécurité sociale de l'alimentation, qui permet aux collectivités d'orienter les achats	
Disposer d'eaux marines de qualité	Eviter l'engorgement des stations d'épuration : désimperméabilisation	
	Favoriser une plaisance propre	
	S'appuyer sur le volet littoral des SCOT / les SAGE pour limiter certaines zones d'activité	

Verbatims :

Quel climat pour la Bretagne à l'horizon 2050 ? L'eau en Bretagne, ce sont surtout des eaux de surface. Ce qui est prévu, ce sont de fortes pluies l'hiver (inondations) et moins de pluie l'été (sols asséchés). Conflits d'usage (besoins agricoles qui augmentent, attractivité du territoire). Moins d'eau donc plus de pollution (eutrophisation). Dépérissement des forêts. Acidification des océans. Pas d'écroulement des zones de pêche. Adaptation des espèces au changement climatique.

On continue de détruire les talus. On a détruit plus de talus au cours des 20 dernières années que pendant la période du remembrement. C'est un truc qu'on n'imagine même pas ! Sur les bassins versants, il faut absolument en replanter. La biodiversité, on la trouve dans les pourtours d'une forêt plus que dans la forêt elle-même. Les talus sont donc indispensables. Un inventaire des talus serait aussi nécessaire. La haie n'est pas suffisante.

Je ne sais pas combien il faudrait de temps d'une agriculture sans pesticide pour bénéficier d'une eau de qualité. Sur une vision à 20 ans, une politique volontariste peut donner de vrais résultats.

Groupe 2 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
MOBILITES		

Limiter / optimiser les déplacements professionnels	Favoriser les aménagements d'horaires pour limiter les déplacements individuels	
	Valoriser les plateformes de covoiturage et les soutiens des collectivités	
	Favoriser l'autopartage public (cf. expérience du Juch)	
Renforcer les transports publics collectifs et les mobilités douces	Rendre le transport scolaire accessible à tous	
	Adapter les horaires de travail au transport collectif	
	Développement des voies cyclables : <ul style="list-style-type: none"> - Multiplier les voies cyclables en concertation avec les habitants, à intégrer dans chaque réaménagement des routes - Informer sur les aides disponibles au développement des voies cyclables 	
	Favoriser le développement par les CT des trains de nuit sans passer par Paris	
	Développement de trains reliant le sud et le nord de la Bretagne	
Décarbonation du transport individuel / limiter l'usage de la voiture	Développer la mise à disposition collective des mini-voitures	
Limiter le transport aérien	Taxation du kérosène	Frein : décision à prendre à l'échelle européenne, voire mondiale

Verbatims :

--

Groupe 3 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
ECONOMIE		
Réduire l'usage de certaines activités non essentielles	Mieux connaître sa consommation numérique (avant d'envisager une réduction, il faut connaître sa consommation)	
	Sensibiliser à une utilisation raisonnée de l'IA pour des recherches « essentielles » Faire face à l'IA avec tout ce que l'IA ne peut pas faire (savoir-faire, réparation...)	
Lutter contre la surconsommation		
Valoriser la sobriété	Décroître sur certains secteurs superflus (textile, cosmétique, luxe...) Textile : valoriser une consommation raisonnable, durable et relocalisée	
	Positionner la Cornouaille comme un territoire low tech (habitat, mobilités...) Cf. positionnement de CCA, territoire inspirant (low tech, habitat léger, territoire zéro chômeur, fonds Explore...)	
Produire localement selon nos besoins et nos ressources	Travailler localement sur la représentation, l'imaginaire, les récits de territoire qui valorisent les savoir-faire de la Cornouaille (exemple : Rivalin, entreprise locale en difficulté)	
Travailler moins et mieux		

Repenser le développement	Valoriser les valeurs de sobriété, de partage, de savoir-faire locaux	
	Valoriser l'ESS à travers un soutien plus fort des EPCI	

Verbatims :

Il y a une paupérisation de la société en général, qui « justifie » une consommation vers des produits de basse qualité. Mais c'est le modèle de la surconsommation qu'il faut remettre en cause.

L'immense majorité des datacenter est utilisée pour le porno. Est-ce que cette énergie rare et chère doit être utilisée de cette manière ? Ce n'est pas en Cornouaille qu'on peut agir dessus. Aujourd'hui, on allume des centrales nucléaires uniquement pour faire fonctionner l'IA. De la même manière, on utilise aussi l'eau pour refroidir les datacenter.

La valorisation de CCA comme territoire de pointe sur le low tech est aussi une ambition de la Région, qu'il faut encourager. Ça touche tous les secteurs : mobilités, habitat, science...

Groupe 4 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
ALIMENTATION		
Bénéficiaire d'une agriculture décarbonnée, respectueuse des sols, de l'eau, de l'air, de la santé des producteurs et des mangeurs	Sécurité sociale de l'alimentation à l'échelle locale. Financements possibles : cotisations des entreprises. Lieux d'achat conventionnés (vers une alimentation de qualité)	Expérimentations à petite échelle très déficitaires jusqu'ici
	Alimentation moins carnée dans la restauration collective gérée par les CT.	
	Limiter le financement de l'agriculture carnée Rétablir la vérité des prix, les produits carnés étant souvent moins chers que les produits végétaux du fait des subventionnements.	Lobby de la viande

	<p>Changement du modèle agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Régionalisation des aides européennes de la PAC - Agir sur les lobbies en Europe / au Parlement / Chambres d'agri 	C'est particulièrement difficile en Bretagne du fait du poids de l'agro-alimentaire (modèle d'export)
	Agir sur la commande publique (lycées, collèges, écoles, hôpitaux)	Limiter la pêche importée (industrielle)
	Flécher l'aide alimentaire vers les produits respectueux de l'environnement	
	Pédagogie sur le coût réel : Mise en avant du coût de la dépollution auprès des décideurs locaux / des habitants (cf. coût réel de l'eau)	
	Renforcer les circuits courts et les ceintures alimentaires Développer les outils de transformation de proximité pour limiter le gaspillage	
	Limiter le gaspillage alimentaire (sensibilisation) Développer les outils de transformation de proximité pour limiter le gaspillage	
	Développer les jardins ouverts et partagés	
Disposer d'une pêche respectueuse des ressources	Faire évoluer les méthodes de pêche (limiter le chalutage, agir sur les aires protégées)	Difficultés économiques des marins pêcheurs
	Décarbonation de la pêche	

Verbatims :

Conclusion

Reportez ci-dessous les échanges et remarques de conclusion s'il y en a

Verbatims :

Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

1 compte-rendu par atelier

Date : 30/09/25

Organisation : Conseil de développement de Cornouaille

Nombre de participants et participants : 14

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu : [REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous n'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges.

Enfin, si vous souhaitez souligner certains **verbatim** pour reprendre les mots exacts d'un participant, n'hésitez pas à les indiquer dans les encadrés prévus à cet effet. Ces verbatims peuvent illustrer plus facilement certaines nuances mais sont facultatifs, si vous n'avez pas eu le temps de les retranscrire, vous pouvez laisser les encadrés « Verbatims » vides.

En résumé

Précisez ici, en un court résumé de l'atelier, les points saillants de l'atelier (ce peut être les éléments qui ont généré le plus de débat, ceux sur lesquels les participants étaient le plus en accord, ou encore un résumé des principaux éléments partagés par les participants) :

Comme pour chaque atelier, le format proposé (2 heures) n'a pas permis de traiter l'ensemble des grands objectifs identifiés. Ainsi, trois grands objectifs ont été abordés au cours de l'atelier :

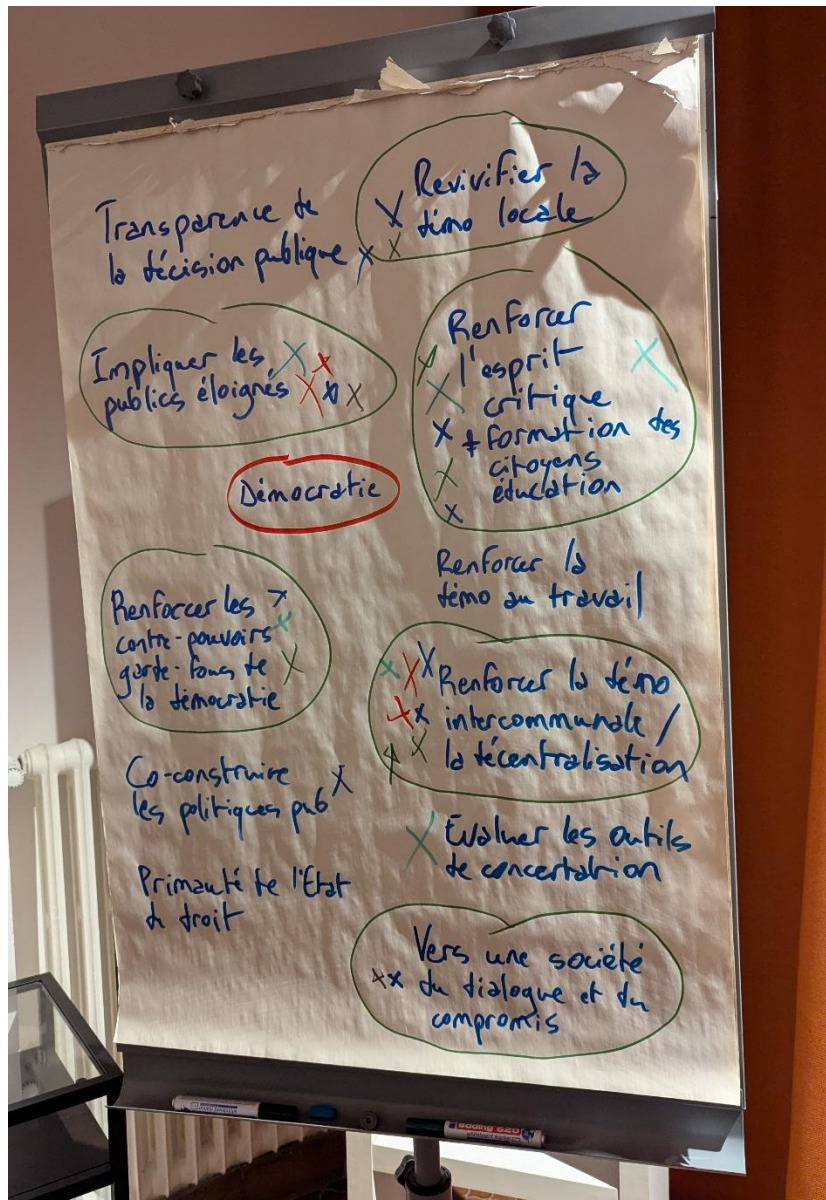
- **Renforcer l'esprit critique et la formation des citoyens**
- **Renforcer la démocratie intercommunale et la décentralisation**
- **Impliquer les publics éloignés**

Plusieurs autres objectifs ont été identifiés, sans qu'il soit possible d'approfondir la question des leviers pour y parvenir :

- **Revivifier la démocratie locale**
- **Renforcer les contre-pouvoirs et les garde-fous de la démocratie**
- **Vers une société du dialogue et du compromis**
- **Evaluer les outils de la concertation**
- **Co-construire les politiques publiques**
- **Renforcer la transparence de la décision publique**
- **Renforcer la démocratie au travail**
- **Favoriser la primauté de l'Etat de droit**

Quels objectifs pour 2050 ?

Vous pouvez également intégrer ci-dessous une photo de la carte mentale :



Leviers et points de vigilance

Reportez dans le tableau ci-dessous les éléments des fiches « solution ». Pour cela, récupérez les fiches à l'issue de l'atelier ou photographiez-les, et reportez les éléments dans le tableau ci-dessous.

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Renforcer l'esprit critique et la formation des citoyens	Accès à la formation via l'éducation civique populaire (obligatoire ?)	La baisse des moyens alloués aux associations et notamment aux associations et structures de l'éducation populaire

	Favoriser le bénévolat tout au long de la vie (compte temps citoyen dans les entreprises / service civique)	Qui prend en charge ce compte temps citoyen ?
	Développer de nouvelles formes de compétence à l'école : apprentissage des biens communs, la concertation	La difficulté de mettre en place des réformes à l'Education Nationale. Convaincre le corps professoral de l'intérêt de ces compétences et/ou parvenir à ce que l'école accepte l'intervention de professionnels extérieurs pour intervenir sur ces sujets
	Organiser l'échange	Faciliter les échanges et l'interconnaissance entre citoyens nécessite des lieux et/ou des espaces adaptés et faciles d'accès (en proximité/horaires souples/transport/parkings). Des animateurs professionnels et de bons outils d'animation
	Mettre la coopération au cœur de la réussite scolaire	Il faut parvenir à modifier les mentalités d'un système éducatif qui est basé sur la concurrence et la compétition et qui se renforce après dans la société. L'envisager d'abord à titre expérimental avec des écoles volontaires.
	Développer les conventions citoyennes territoriales = outil de formation des citoyens. Exemple : organiser partout en France des conventions citoyennes sur les migrations (avec tirage au sort et participation obligatoire)	La mise en place de ce type d'instances participatives demande des moyens : matériels/humains/financiers. A titre expérimental sur certains territoires c'est sûrement possible
	Passage obligé en mairie à partir de 16 ans (en lien avec le droit de vote)	

Verbatims :

Il faut repartir du territoire, rapprocher les élus et les citoyens. Des instances consultatives comme les Conseils de développement peuvent remplir cette mission, mais il faut aussi prendre en considération ce qu'on lui refuse.

Depuis une quarantaine d'années, on s'est préoccupé de démocratie participative, du renforcement des instances citoyennes comme le Ceser, mais force est de constater que ça ne fonctionne pas. Il est important de pouvoir évaluer tout ce qu'on a mis en place et comprendre pourquoi ça dysfonctionne.

La vie démocratique et la participation commencent aussi dans les entreprises, là où on passe beaucoup de temps au cours de sa vie. C'est une forme de démocratie au quotidien. L'entreprise, c'est un lieu de sociabilisation forte. Au sein d'une entreprise, on a un minimum en commun, ce qu'on n'a plus au niveau national.

La démocratie, c'est un enjeu d'éducation à l'esprit critique.

La démocratie est une invention permanente.

On peut imaginer des garde-fous de la démocratie qui émanent de la société civile. A quel moment sait-on si la démocratie est en danger ? Si on se pose la question, c'est que c'est peut-être déjà trop tard.

Apprentissage de la coopération, du faire-ensemble : l'école doit être le lieu de ces apprentissages. Le monde associatif est également un vivier de démocratie citoyenne.

Les lieux de dialogue disparaissent les uns après les autres. L'accès devient payant partout, y compris pour des salles municipales. Favoriser les lieux de dialogue doit aussi être un objectif.

Mais des lieux informels peuvent aussi surgir, favorisant le lien social.

Un Conseil municipal, c'est tout sauf un lieu de dialogue.

Les conventions citoyennes sont aussi de formidables atouts de formation.

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Renforcer la démocratie intercommunale / la décentralisation	Restaurer les Pays, qui apportent un équilibre territorial	Force de la métropolisation
	Renforcer l'autonomie des Régions, en particulier sur	

	tous les sujets non régaliens (habitat, culture, mobilités...)	
	Supprimer les Départements (au profit des Pays)	
	Suffrage universel direct pour les EPCI	Opposition de certains partis politiques, qui n'y sont pas favorables
	Revoir le code électoral : <ul style="list-style-type: none"> - Ouvrir le droit de vote aux plus jeunes, aux migrants - Réduire le nombre d'élus municipaux 	
	Multiplier les conseils citoyens, conseils de quartier = outils de formation des citoyens / objectif de co-construction des politiques publiques et de co-décision	Veiller au droit de reddition : les conseils ne doivent surtout pas être des coquilles vides
	Favoriser l'émergence de bio-régions (cf. notion de Pays) : afin de prendre en compte le changement climatique, il s'agit de produire / décider avec plus de proximité	
	Construire de nouvelles relations de confiance entre les associations et les collectivités locales (reconnaissance, conventions de financement pluriannuelles, limitation des AMI)	

Verbatims :

La commune a plus de légitimité démocratique, mais c'est l'EPCI qui a les manettes de la décision dans plusieurs domaines.

Personne n'y comprend rien entre les compétences des différentes collectivités. Il faut davantage de transparence.

Les élus sont-ils suffisamment formés à l'exercice d'élu ?

Il faut renforcer la démocratie communautaire : quel est le programme communautaire des candidats ? Ils se connaissent mais n'ont pas de projet en commun.

Il faut reconsidérer l'organisation administrative des territoires : restauration des Pays (dans l'esprit des lois Voynet) avec suppression des Départements, renforcement de l'autonomie des Régions dans un certain nombre de domaines et création d'un CESE à l'échelle des Pays.

Rendre le vote obligatoire ! Et redonner envie aux citoyens de s'impliquer.

Groupe 3 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Impliquer les publics éloignés	Droit de vote à 16 ans	
	Vote obligatoire (la petite amende infligée alimentant une cagnotte territoriale pour la démocratie)	
	Formation de proximité : <ul style="list-style-type: none"> - Educ pop, pédagogie / réseaux de proximité / espaces collectifs (tiers lieux par exemple) - Agir localement 	
	Permettre l'écoute des personnes en précarité : rendre visible / donner la parole / aller vers / s'appuyer sur des relais locaux	
	Droit d'interpellation des publics éloignés	
	Conseil citoyen obligatoire dans la politique de la ville	
	Diversifier les lieux de parole et d'expression de proximité Innover dans les méthodes participatives	Sur-représentation des CSP+ dans les lieux et/ou les instances participatives, de ceux qui ont les codes, le temps et les moyens de s'engager
	Travailler avec les acteurs et structures pouvant directement toucher ces	

	publics (syndicats, associations, réseaux sociaux, collectifs...)	
	Reconnaître les compétences d'usage et technique des citoyens	L'acceptation par les élus et les techniciens de partager leur pouvoir, voire d'être remis en cause

Verbatims :

Pour que le régime démocratique fonctionne, il ne faut oublier personne, ni les jeunes, ni les plus âgés. Ces publics doivent s'y retrouver dans le millefeuille des compétences et des dispositifs.

Quand on donne la parole lors d'une consultation, en général on ne la prend pas en compte.

Informé pour informer, ça n'a aucun sens. Pour les publics éloignés, la reconnaissance, c'est super important. On ne fera pas société et démocratie si on ne tient pas compte de leur avis. On doit le redire : « votre avis est important pour nous ».

Conclusion

Reportez ci-dessous les échanges et remarques de conclusion s'il y en a

Verbatims :

Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

1 compte-rendu par atelier

Date : 4 novembre 2025

Organisation : Conseil de développement de Cornouaille

Nombre de participants et participants : 9

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu : [REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier : Maintenir la paix dans le monde

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous n'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges.

Enfin, si vous souhaitez souligner certains **verbatim** pour reprendre les mots exacts d'un participant, n'hésitez pas à les indiquer dans les encadrés prévus à cet effet. Ces verbatims peuvent illustrer plus facilement certaines nuances mais sont facultatifs, si vous n'avez pas eu le temps de les retranscrire, vous pouvez laisser les encadrés « Verbatims » vides.

En résumé

Précisez ici, en un court résumé de l'atelier, les points saillants de l'atelier (ce peut être les éléments qui ont généré le plus de débat, ceux sur lesquels les participants étaient le plus en accord, ou encore un résumé des principaux éléments partagés par les participants) :

Nous avons abordé trois grands objectifs :

- **Préservation du vivant**
- **Education, santé, démocratie, culture : les outils de la pacification**
- **Renforcer l'autorité de l'ONU**
- **Rééquilibrer les pouvoirs : décentralisation et participation**

D'autres grandes thématiques ont été identifiées mais n'ont pu être traitées au cours de l'atelier, faute de temps :

- **Rebâtir une pensée stratégique**
- **Favoriser le développement du modèle européen, facteur de paix**
- **Limiter l'armement mondial**
- **Lutter contre les nationalismes**
- **Lutter contre les déséquilibres économiques**
- **Maintenir la paix civile dans l'espace national**

Quels objectifs pour 2050 ?

Reportez ici les regroupements thématiques et leurs objectifs associés. Si des débats ont lieu autour des objectifs, vous pouvez noter les arguments en faveur de l'objectif (pourquoi celui-ci est important / prioritaire pour le territoire), et les éventuels points de dissensus entre les participants. S'il n'y a pas de débat, vous pouvez supprimer cette partie. Copiez-collez autant de fois que nécessaire selon le nombre de regroupements thématiques et d'objectifs.

Verbatims :

J'ai été éduqué avec cette idée assez simple que le nationalisme, c'est la guerre. Je pense qu'il faut donc combattre le nationalisme si on veut maintenir la paix dans le monde.

Depuis la fin de la 2^{de} guerre mondiale, la France a beaucoup été en « guerre » ou en intervention armée. C'est la même chose pour les Etats-Unis, qui se présentent pourtant comme des « défenseurs » de la paix. On utilise les armes pour régler des problèmes.

L'Union européenne partage en effet certaines valeurs, mais l'Europe s'est construite avant tout sur un instrument de paix qui s'appelle le commerce. Le capitalisme, c'est le premier allié de la guerre. Ce qui nous amène aujourd'hui à une économie de guerre. La France vend des armes. La France doit arrêter d'en vendre et d'en fabriquer et se positionner sur d'autres investissements (l'énergie renouvelable par exemple). Il faudrait aussi restaurer l'influence de l'ONU. Il faut aussi mettre les moyens sur la culture, la santé, l'éducation : c'est comme ça qu'on luttera contre le nationalisme, qui naît d'un mal-être des populations.

Un désarmement complet de la France est-il un facteur de paix ? La dissuasion nucléaire permet-elle de préserver la paix ?

C'est l'intelligence collective qui permet de préserver la paix. Individuellement, l'humain est con.

La paix dans le monde commence aussi à l'intérieur des communautés nationales, ou locales.

La paix, ça peut être aussi une paix économique. Les déséquilibres mènent à la guerre. C'est par les échanges qu'on fabrique la paix : échanges culturels, économiques...

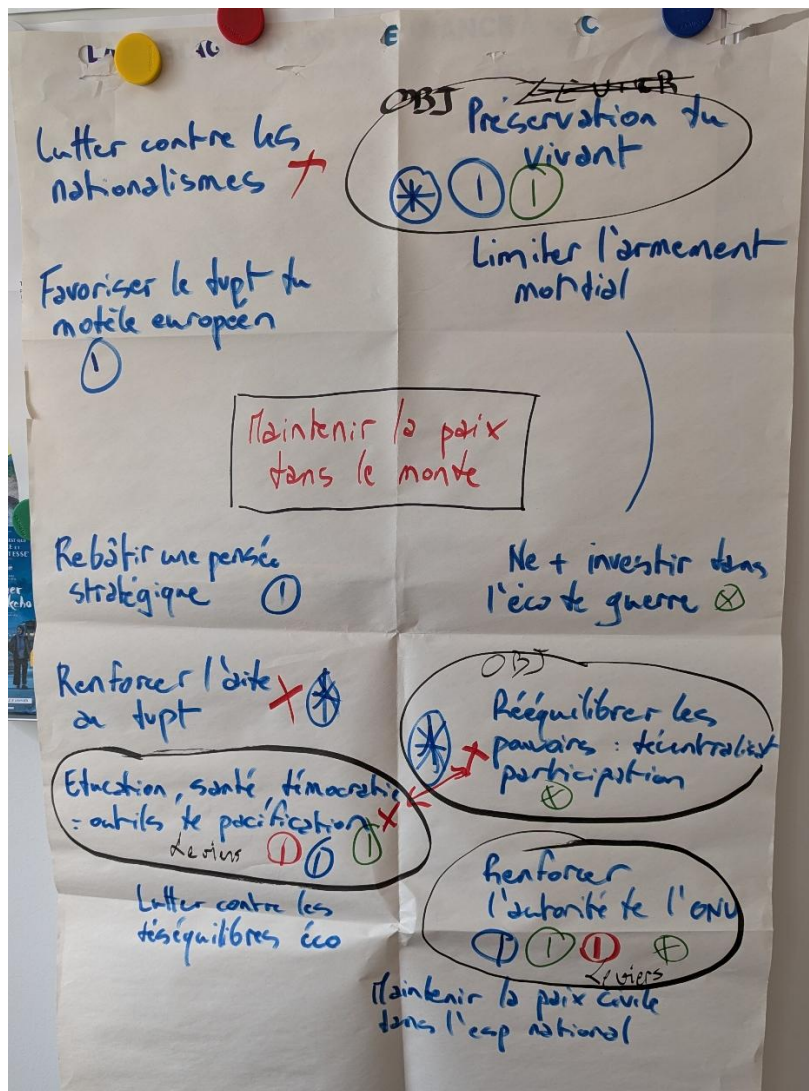
On doit aussi s'intéresser aux nouvelles formes de conflictualité. Il manque une vision stratégique de long terme, en France et en Europe. Vision strictement gestionnaire,

transactionnelle. Il y a aussi une montée de l'autoritarisme. Il faut peut-être renforcer l'aide au développement et les politiques de coopération, notamment dans le cadre du dérèglement climatique, comme facteur de paix.

Lutter contre le patriarcat est-il aussi un moyen de préserver la paix ?

Le trafic de drogues dans les quartiers est-il un facteur de guerre dans le monde ?

Vous pouvez également intégrer ci-dessous une photo de la carte mentale :



Leviers et points de vigilance

Reportez dans le tableau ci-dessous les éléments des fiches « solution ». Pour cela, récupérez les fiches à l'issue de l'atelier ou photographiez-les, et reportez les éléments dans le tableau ci-dessous.

Groupe 1 : Préservation du vivant

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Préservation du vivant	Réorienter notre modèle économique Relocalisation des activités	
	Favoriser la coopération internationale, notamment à l'initiative des collectivités territoriales	
	Favoriser l'adhésion des villes cornouaillaises au Réseau Ville Accueillante (renforcer la solidarité)	
	Renforcer la participation aux projets européens, comme facteur de renforcement de la paix civile	

Verbatims :

La préservation du vivant et la protection de l'environnement sont importantes, car je crains que ça mène à de nouveaux conflits. Préserver le vivant, c'est préserver la paix.

Groupe 2 : Education, santé, démocratie, culture, outils de pacification

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Education, santé, démocratie, culture : outils de pacification	Culture : soutenir l'acceptation des cultures différentes, y compris dans leurs dimensions religieuses	
	Favoriser une culture bretonne ouverte au monde : le métissage comme valeur de tolérance	
	Sensibiliser au respect des ODD par les collectivités territoriales	
	S'appuyer sur les réseaux internationaux de la diaspora bretonne	

Verbatims :
Imaginer un monde pacifié, c'est aussi accepter les différences, dans toutes ses dimensions. Il est nécessaire de favoriser les échanges culturels. En Bretagne, on a cette capacité à créer des réseaux, notamment à travers la diaspora bretonne.

Groupe 3 : Renforcer l'autorité de l'ONU

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Renforcer l'autorité de l'ONU	Développer les moyens financiers de l'ONU	
	Revoir la gouvernance de l'ONU	
	Renforcer la visibilité locale de l'ONU / que les élus locaux s'en emparent	

Verbatims :

Comment sacraliser l'ONU, qui représente des valeurs communes favorables à la paix ? Ce que dit Gutierrez est toujours très juste, mais il est inaudible.

Limiter l'armement mondial, c'est aussi limiter le risque de guerre. Ça peut aller à l'encontre de la tendance actuelle, qui vise plutôt à renforcer la dissuasion militaire via la course à l'armement. Les vendeurs d'armes ne sont pas non plus les meilleurs défenseurs de la paix.

Groupe 4 : Rééquilibrer les pouvoirs : décentralisation et participation

Rééquilibrer les pouvoirs : décentralisation et participation	Renforcer l'implication citoyenne, la participation du citoyen aux missions de l'Etat	
---------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------	--

Conclusion

Reportez ci-dessous les échanges et remarques de conclusion s'il y en a

Verbatims :



Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

1 compte-rendu par atelier

Date : 16 octobre 2025

Organisation : Conseil de développement de Cornouaille

Nombre de participants et participants : 7

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu : [REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier : Protection sociale et solidarité

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous n'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges.

Enfin, si vous souhaitez souligner certains **verbatim** pour reprendre les mots exacts d'un participant, n'hésitez pas à les indiquer dans les encadrés prévus à cet effet. Ces verbatims peuvent illustrer plus facilement certaines nuances mais sont facultatifs, si vous n'avez pas eu le temps de les retranscrire, vous pouvez laisser les encadrés « Verbatims » vides.

En résumé

Précisez ici, en un court résumé de l'atelier, les points saillants de l'atelier (ce peut être les éléments qui ont généré le plus de débat, ceux sur lesquels les participants étaient le plus en accord, ou encore un résumé des principaux éléments partagés par les participants) :

Trois grands objectifs ont été traités au cours de la session :

- **Egalité d'accès aux soins et à la santé pour tous sur notre territoire**
- **Un territoire accueillant**
- **Droit à bien vieillir**
- **Logement et alimentation pour tous / pour les jeunes**

D'autres objectifs ont été traités, sans avoir pu être approfondis au cours de la session :

- **Refondation démocratique des finalités et du financement de notre système de protection sociale**

- Redonner du sens à la solidarité
- Equité de la participation à la solidarité

Quels objectifs pour 2050 ?

Reportez ici les regroupements thématiques et leurs objectifs associés. Si des débats ont lieu autour des objectifs, vous pouvez noter les arguments en faveur de l'objectif (pourquoi celui-ci est important / prioritaire pour le territoire), et les éventuels points de dissensus entre les participants. S'il n'y a pas de débat, vous pouvez supprimer cette partie. Copiez-collez autant de fois que nécessaire selon le nombre de regroupements thématiques et d'objectifs.

Verbatims :

Le contexte socio-économique qui a permis la création de la sécurité sociale et plus globalement le système de protection sociale après la 2nde guerre mondiale n'est plus du tout le même aujourd'hui. Il y a aussi un vieillissement démographique avec une explosion des + de 75 ans à l'horizon 2030 et 2050, ainsi qu'une baisse des naissances. Il y a une hausse de la pauvreté, des difficultés d'accès aux soins. Il y a une difficulté à faire des réformes de fond. Ce système de protection sociale est la base de notre cohésion sociale, on y est très attaché, mais il y a beaucoup de signaux qui indiquent qu'il doit être refondé sur un temps long.

A chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins : c'est une ligne dont il faut se rapprocher, une façon de dire comment une société peut tenir.

Problème du logement pour les jeunes : il faut que les jeunes puissent se loger sinon on ne pourra pas se plaindre que la population vieillit. Ce qui amène au tourisme et à la question des résidences secondaires et l'articulation haute / basse saison : ça crée un déséquilibre en terme d'équipement. C'est très marqué pour les communes littorales.

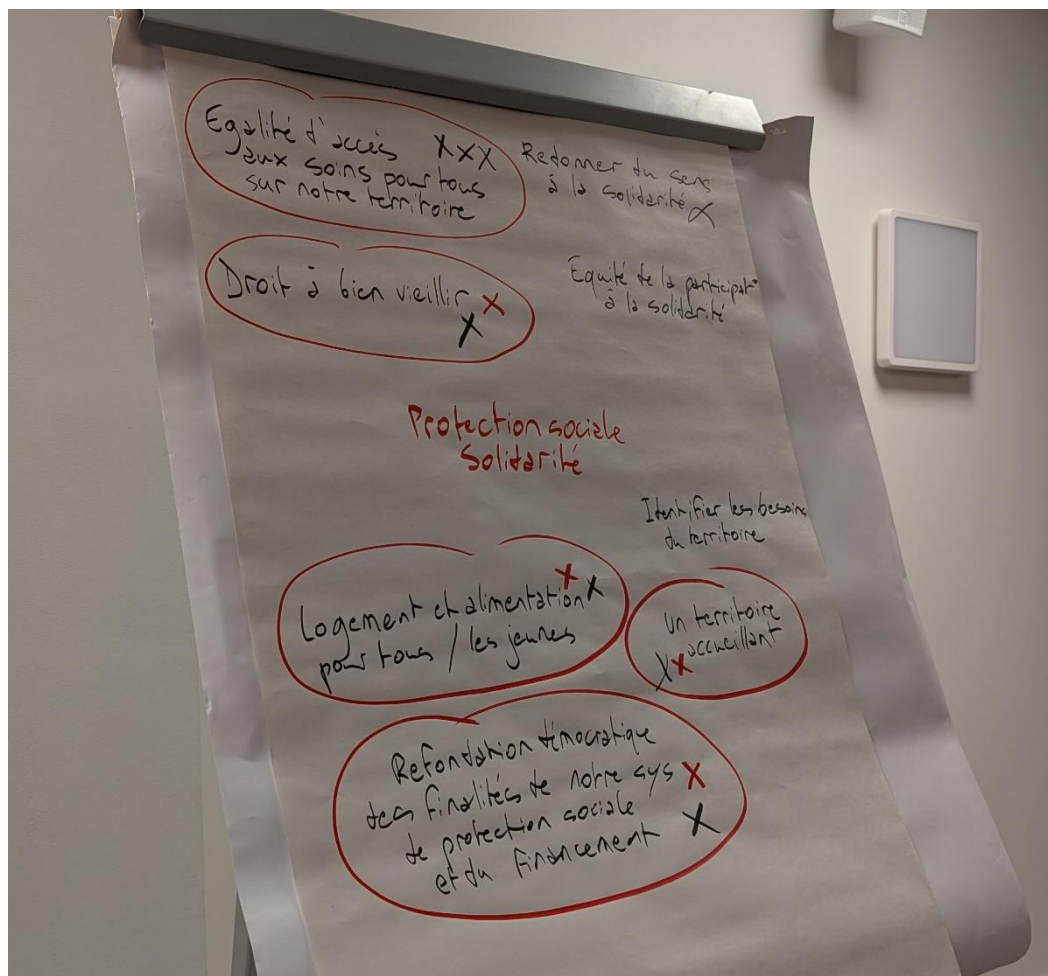
Il y a une nécessité de refondation du modèle associatif, qui est essentiel pour la solidarité : le rendre plus mutualiste, plus partagé, pour éviter que les bénévoles ne se retirent face à une responsabilité trop lourde. Dénoncer la marchandisation du service associatif.

La solidarité commence au niveau national avec l'acceptation de l'impôt.

On biaise aujourd'hui la solidarité avec le système des mutuelles. On privatise notre système de santé. Aujourd'hui, si on n'a pas les moyens d'accéder à une bonne mutuelle, il ne vaut mieux pas être malade.

Moi j'ai une bonne mutuelle, mais je ne trouve pas de médecins. Je ne me soigne plus depuis que je suis en Bretagne.

Vous pouvez également intégrer ci-dessous une photo de la carte mentale :



Leviers et points de vigilance

Reportez dans le tableau ci-dessous les éléments des fiches « solution ». Pour cela, récupérez les fiches à l'issue de l'atelier ou photographiez-les, et reportez les éléments dans le tableau ci-dessous.

Groupe 1 : Egalité d'accès aux soins et à la santé pour tous sur notre territoire

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Egalité d'accès aux soins et à la santé pour tous sur notre territoire	Prévention de la santé : <ul style="list-style-type: none"> - Bilans réguliers - Bilan complet tous les 5 ans Développer / encourager les relais entre patient et médecins (infirmiers, pharmaciens, sage-femmes, etc.)	Le bilan complet tous les 5 ans mais il est peu utilisé

	Promotion de la santé : protéger les déterminants de santé (conditions de vie : logement, alimentation, accès à la culture, au sport, au travail...)	
	Favoriser l'émergence des fonctions intermédiaires : répit (pour les aidants), préventionnistes Cf. baluchonnage au Québec	
	Développer les maisons de santé pluridisciplinaires et itinérantes (notamment en milieu rural)	
	Régulation de l'offre de soins pour les missions essentielle (ex : interdire les fermetures de clientèle)	
	Territorialiser l'offre de soins et son financement	
	Pérenniser nos systèmes de financement (élargir l'assiette de financement, au-delà du travail)	
	Financement de la protection sociale à travers la taxation de la robotisation, des acteurs de l'IA, l'agroalimentaire lorsqu'elle ne respecte pas l'environnement...	
	Plus d'autonomie territoriale dans l'offre de santé Refondation démocratique de notre système de santé	

Verbatims :

On a en Cornouaille un Contra local de santé, qui dispose d'un fort levier prévention. En revanche, on ne peut pas évoquer l'offre de soins : c'est verrouillé, c'est à la main de l'Etat. C'est un vrai problème démocratique.

Il est nécessaire de territorialiser le financement. Il faut rediscuter dans les territoires. La santé dans son acceptation la plus large, c'est aussi l'aliment, les mobilités...

Groupe 2 : Un territoire accueillant

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Un territoire accueillant	Accès aux soins pour tous, notamment en milieu rural : soutenir les associations, maisons médicales, professions intermédiaires	
	Accueillir les nouveaux arrivants : <ul style="list-style-type: none"> - Convivialité - Penser la globalité du territoire (y compris ce qui est perçu comme sa périphérie) - Redynamiser les quartiers (renforcer les conseils et maisons de quartiers...) - Développer l'itinérance des centres culturels - Prendre conscience des besoins de sa population - Savoir accueillir les compétences des arrivants / des migrants 	
	Accueil culturel des migrants (accès à la langue et à la culture du territoire)	
	Réinventer les rythmes de la vie, la gestion du temps hors vacances / travailler différemment	
	Identifier les besoins du territoire	
	Valoriser les compétences locales / les compétences d'usage	
	Préserver la qualité de l'air, de l'eau et des sols : permettre la préservation d'un environnement de qualité (notamment à travers la régulation de l'activité économique vers des activités durables)	

Verbatims :

Encourager toutes les initiatives locales qui permettent de créer du lien et identifier les besoins à l'échelle des quartiers de façon à recréer de la solidarité. Les personnes qui connaissent le mieux les besoins du voisin, ce sont les personnes qui y vivent. Redonner un élan au niveau des quartiers peut avoir du sens en 2025.

Lorsqu'on parle d'accueil de populations immigrées, il est important de parler d'accueil culturel, dans le bon sens du terme. Comprendre la culture, notamment la culture de son territoire.

Les compétences locales sont énormes ! Elles ne sont pas sollicitées. On fait souvent appel à des bureaux d'étude alors qu'on pourrait s'appuyer sur les compétences locales, je pense notamment à l'écriture d'un diagnostic ou d'un projet de territoire.

On parle, s'agissant des citoyens, des compétences d'usage. Ces compétences valent de l'or. Il faut « partir » des gens.

Groupe 3 : Droit à bien vieillir

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Droit à bien vieillir	Création et financement du 5 ^{ème} risque (vieillesse)	La question du financement est bien entendue le problème principal
	Agir avant que les personnes soient dépendantes (prévention)	
	Travailler l'autonomie sur le territoire (culture, lien social, mobilités, habitat)	
	Anticiper le besoin des personnes âgées (habitat adaptable, politique domiciliaire) Créer un pourcentage de logements adaptés / adaptables dans l'habitat social	
	Favoriser le bien-mourir (soins palliatifs, accompagnement local, sépulture)	

Verbatims :

La population vieillit, et nous serons sans doute des vieux exigeants : il faut mettre en place le mécanisme de financement du 5^{ème} risque, qui touche le vivre ensemble plus âgé. Il y a l'accès aux soins, mais pas seulement : accès à la culture, à un logement décent, etc. Aujourd'hui, on n'accepte plus de souffrir en silence.

A l'horizon 2050, on va peut-être vivre moins longtemps ?

S'agissant du logement adapté pour les personnes âgées, il y a souvent un défaut d'anticipation.

La mort a été marchandisée : on ne peut pas reprocher à une entreprise privée de vouloir faire des bénéfices.

Groupe 4 : Logement et alimentation pour tous / pour les jeunes

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Logement et alimentation pour tous / pour les jeunes	Vers une sécurité sociale territoriale de l'alimentation (viser les produits de qualité du territoire)	
	Penser les mécanismes de solidarité à l'échelle européenne	

Verbatims :

Conclusion

Reportez ci-dessous les échanges et remarques de conclusion s'il y en a

Verbatims :

Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

1 compte-rendu par atelier

Date : 07/10/25

Organisation : Conseil de développement de Cornouaille

Nombre de participants et participants : 8

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu : [REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier : Vivre dignement de son travail

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous n'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges.

Enfin, si vous souhaitez souligner certains **verbatim** pour reprendre les mots exacts d'un participant, n'hésitez pas à les indiquer dans les encadrés prévus à cet effet. Ces verbatims peuvent illustrer plus facilement certaines nuances mais sont facultatifs, si vous n'avez pas eu le temps de les retranscrire, vous pouvez laisser les encadrés « Verbatims » vides.

En résumé

Précisez ici, en un court résumé de l'atelier, les points saillants de l'atelier (ce peut être les éléments qui ont généré le plus de débat, ceux sur lesquels les participants étaient le plus en accord, ou encore un résumé des principaux éléments partagés par les participants) :

L'atelier consacré au travail s'est concentré autour de trois grands objectifs :

- **Redonner du sens, du désir et du temps au travail**
- **Travailler moins, travailler librement**
- **Recentrer / valoriser les métiers essentiels du territoire**

Plusieurs autres objectifs ont été identifiés mais n'ont pas été approfondis :

- **Renforcer les emplois de l'économie sociale et solidaire (ESS)**

- Démarchandiser certains métiers
- Permettre une juste rémunération
- Limiter la précarisation de certains métiers
- Renforcer la démocratie au travail
- Réduire le chômage
- Maintenir une économie créative d'emplois primaires valorisant un modèle artisanal

Quels objectifs pour 2050 ?

Reportez ici les regroupements thématiques et leurs objectifs associés. Si des débats ont lieu autour des objectifs, vous pouvez noter les arguments en faveur de l'objectif (pourquoi celui-ci est important / prioritaire pour le territoire), et les éventuels points de dissensus entre les participants. S'il n'y a pas de débat, vous pouvez supprimer cette partie. Copiez-collez autant de fois que nécessaire selon le nombre de regroupements thématiques et d'objectifs.

Verbatims :

Quel travail en 2050 ? Je suis d'une génération où il n'y avait pas d'autre objectif que de bosser matin midi et soir. Je vois bien qu'il y a une autre manière d'envisager le travail aujourd'hui. Il n'y a pas le même regard sur le temps qu'on consacre dans nos vies au travail.

Certains métiers aujourd'hui ne sont plus valorisés. Comment on reconnaît les métiers essentiels au territoire, comme la pêche et l'agriculture, très dévalorisés aujourd'hui ? Question de la dignité à travers la reconnaissance des métiers.

Des emplois qui prennent en compte les enjeux sociaux et environnementaux.

Qu'est-ce qu'on entend par dignité ? est-ce que le travail doit apporter le bonheur ou apporter des moyens de subsistance pour être heureux à côté ?

Les travailleurs en reconversion disent qu'ils se reconvertissent pour donner du sens à leur vie.

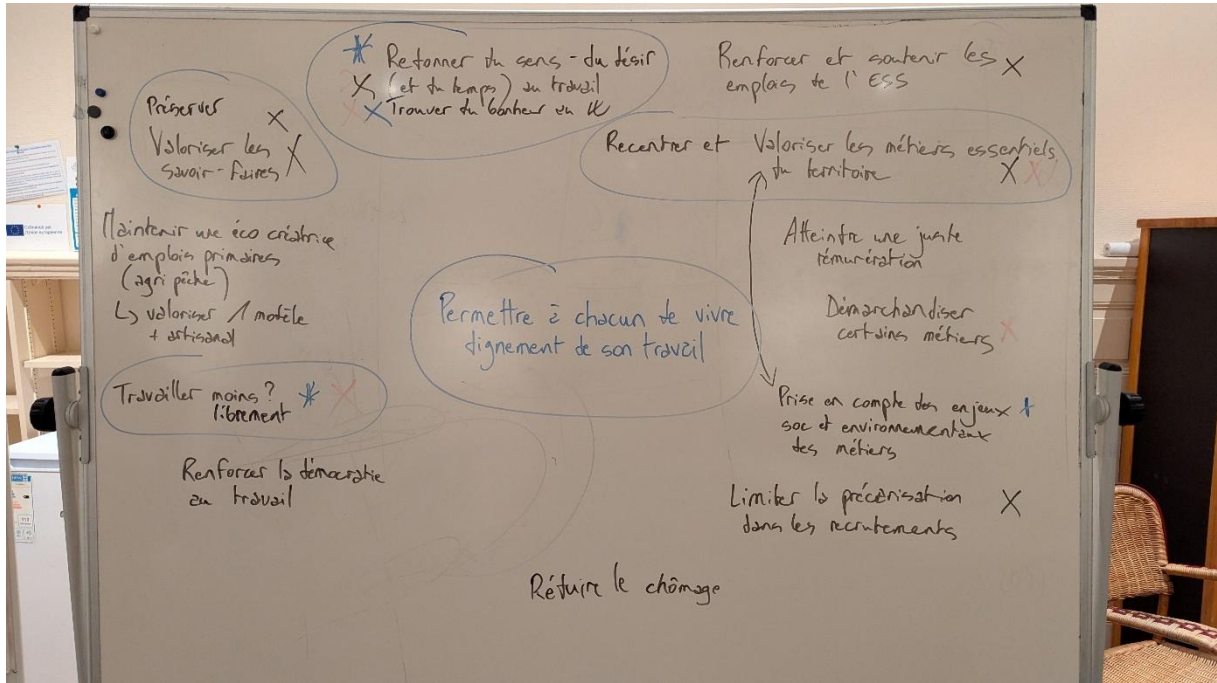
Le système capitaliste fait aussi parfois perdre le sens du travail, quel que soit le travail. Par exemple le choix de devenir infirmière s'explique en général par la volonté de réaliser un travail qui a du sens. Mais ce sens peut se diluer dans la manière dont on finit par exercer ce métier, par exemple à l'hôpital.

On peut devenir maltraitant tout en exerçant un métier du soin. La question du temps qu'on accorde au travailleur est importante. Question de la marchandisation des métiers.

Il y a un manque de démocratie dans le travail. Il faut renforcer l'expression des salariés dans les organes de gouvernance des entreprises.

Derrière le travail, il y a aussi la protection sociale, le droit à la retraite, etc.

Vous pouvez également intégrer ci-dessous une photo de la carte mentale :



Leviers et points de vigilance

Reportez dans le tableau ci-dessous les éléments des fiches « solution ». Pour cela, récupérez les fiches à l'issue de l'atelier ou photographiez-les, et reportez les éléments dans le tableau ci-dessous.

Groupe 1 : Redonner du sens, du désir et du temps au travail

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Redonner du sens, du désir et du temps au travail	Formation : <ul style="list-style-type: none"> • Laisser plus de choix aux digressions • Donner moins de valeur aux diplômes • Renforcer la coopération à l'école • Laisser du temps à la découverte des métiers 	
	Favoriser les emplois aidés pour les 18-25 ans pour les associations, collectivités...	

	(Cf. emplois jeunes)	
	Expérimenter le crédit formation pour tout individu	
	Favoriser les passerelles entre métiers Ex : échange de salariés	
	Reconsidérer le travail à sa juste valeur : une ressource « Travailler pour vivre, ne pas vivre pour travailler »	
	Valoriser la culture du territoire et la qualité de vie dans le travail (élément d'attractivité)	
	Valoriser la culture associée aux métiers (ex : culture maritime et paysanne)	
	Fabriquer de la reconnaissance (par les dirigeants, par les pairs)	

Verbatims :

L'éducation au choix est importante. Les enfants au lycée ne connaissent pas bien les formations disponibles.

Il faut du temps pour parvenir à changer de métier.

C'est positif de pouvoir expérimenter très jeune les métiers, mais c'est important aussi de rester un enfant.

La confiance qu'on accorde à un travailleur est très importante pour favoriser le sentiment de dignité au travail.

Ne doit-on pas aussi remettre le travail à sa juste valeur, comme pourvoyeur d'un moyen de subsistance pour vivre sa vie par ailleurs ?

Le travail, ce n'est pas que le geste professionnel, c'est un environnement, une culture, un rapport au monde. Ce n'est pas que monétaire.

Il faut sortir d'une société obnubilée par la croissance. Car croissance ne veut pas dire travail, ni dignité. Mais cela signifie continuer à piller l'environnement.

Quand on demande à des salariés qu'est-ce que c'est pour eux, une journée de travail réussie, le plus souvent, ce n'est pas parce qu'ils ont bien travaillé ou qu'ils ont eu un bon salaire. C'est parce qu'ils ont eu de la reconnaissance.

Groupe 2 : Travailler moins, travailler librement

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Travailler moins, travailler librement	Expérimenter le revenu universel	
	Promouvoir la semaine de 4 jours, le travail partagé	
	Travailler moins individuellement, mais plus collectivement	
	Limiter les charges qui pèsent sur le travail et augmenter celles qui pèsent sur le patrimoine	

Verbatims :

On pourrait imaginer pour demain une semaine de travail à 32h.

Il convient de démarchandiser certains métiers. Les métiers du soin en font partie.

La robotisation peut avoir des vertus, par exemple dans certains domaines. La robotisation est envisagée dans les Ehpad par exemple : ce n'est peut-être pas dans ce secteur que c'est le plus important.

Groupe 3 : Travailler moins, travailler librement

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Recentrer / valoriser les métiers essentiels du territoire	S'appuyer sur les ressources et les besoins du territoire	
	Encourager les critères sociaux et environnementaux pour les créations d'emplois	

	Reconsidérer les métiers essentiels du territoire à travers le filtre des objectifs de développement durables (atout d'attractivité)	
	TVA incitative pour les produits ou services environnementalement ou socialement vertueux	
	Favoriser le soutien des politiques économiques des collectivités territoriales aux activités économiques durables	
	Repenser les critères d'évaluation du développement économique et de la croissance : contribuer à une vision durable du territoire	

Verbatims :

Conclusion

Reportez ci-dessous les échanges et remarques de conclusion s'il y en a

Verbatims :

Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

1 compte-rendu par atelier

Date : Mercredi 5 Novembre 2025

Nombre de participants et participantes : 20

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu :

[REDACTED]

Conseil de développement de Sète Agglopôle Méditerranée

[REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier :

Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique.

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous N'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges.

Enfin, si vous souhaitez souligner certains **verbatim** pour reprendre les mots exacts d'un participant, n'hésitez pas à les indiquer dans les encadrés prévus à cet effet. Ces verbatims peuvent illustrer plus facilement certaines nuances mais sont facultatifs, si vous n'avez pas eu le temps de les retranscrire, vous pouvez laisser les encadrés « Verbatims » vides.

En résumé

Précisez ici, en un court résumé de l'atelier, les points saillants de l'atelier (ce peut être les éléments qui ont généré le plus de débat, ceux sur lesquels les participants étaient le plus en accord, ou encore un résumé des principaux éléments partagés par les participants) :

Le choix de la thématique de travail a été réalisé par les participants présents le soir de l'atelier. Avant de commencer à travailler deux thématiques étaient en concurrence forte :

- Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique.
- Préserver le régime démocratique et la place de la société civile.

Ces deux thèmes ont particulièrement attiré l'attention des participants puisque ce sont deux sujets sur lesquels les membres du Codev ont pu travailler activement au cours de ce mandat.

Le choix s'est finalement porté sur la thématique des limites planétaires et des enjeux climatiques du fait de la forte fragilité de notre territoire face à ces phénomènes.

Sète Agglopolé Méditerranée est en effet un territoire situé entre terre et mer, soumis à de forts risques liés directement aux changements climatiques : Recul du trait de côte, augmentation des températures (de l'air et de l'eau), forte occurrence de canicules, sécheresses, incendies, etc. l'ensemble de ces risques ayant des répercussions directes sur les écosystèmes terrestres et marins, sur les populations, et sur les activités économiques locales.

Brise-glace

Si des échanges ont lieu durant le brise-glace qui apportent des éléments sur le fond, vous pouvez les reporter ici :

Les participants se connaissant déjà, nous n'avons pas réalisé de brise-glace.

Quels objectifs pour 2050 ?

Reportez ici les regroupements thématiques et leurs objectifs associés. Si des débats ont lieu autour des objectifs, vous pouvez noter les arguments en faveur de l'objectif (pourquoi celui-ci est important / prioritaire pour le territoire), et les éventuels points de dissensus entre les participants. S'il n'y a pas de débat, vous pouvez supprimer cette partie. Copiez-collez autant de fois que nécessaire selon le nombre de regroupements thématiques et d'objectifs.

Objectif 1 : Rendre les transitions acceptables et désirables pour les citoyens.

Eléments de débats autour de l'objectif :

- Arguments en faveur :

Consensus global sur cet objectif, qui fait également écho aux travaux menés par le Codev sur le sujet de la démocratie locale.

Le sujet du changement climatique est un sujet sensible. Ces transitions peuvent faire naître des peurs, voire des colères dans un moment où nous avons besoin d'écoute et d'apaisement pour engager des choix ambitieux. Sans projet commun, partagé, il ne peut pas y avoir d'adhésion, de dynamique et d'enthousiasme, qui sont les clefs d'un engagement vers ces transitions.

Il apparaît évident pour les participants que sur le sujet des transitions climatiques, rien ne pourra se faire sans la participation et l'acceptation de tous. Il faut que les changements proposés apparaissent légitimes, nécessaires et justes pour tous. Cela passe notamment par l'engagement de nouvelles méthodes de travail (Participation en amont de la prise de décision). C'est pourquoi l'objectif de rendre les transitions acceptables et désirables est un des objectifs fort.

Objectif 2 : Préserver un équilibre entre urbain agriculture et nature.

Eléments de débats autour de l'objectif :

- Arguments en faveur :

Notre territoire par sa situation géographique reste un territoire attractif, qui accueille chaque année de nouveaux habitants. Cette évolution de la population couplée au phénomène de desserrement des ménages, accentue la demande de logement et d'urbanisation des sols. Cette pression démographique et foncière locale ne doit pas occulter l'importance d'accorder une attention particulière à la préservation d'un équilibre entre sol urbanisé, sol agricole et sol naturel.

Cette attention passe particulièrement par l'application rigoureuse de la loi ZAN et des contrôles réguliers.

Objectif 3 : *Changer et diversifier les pratiques agricoles.*

Eléments de débats autour de l'objectif :

- Arguments en faveur :

Comme évoqué plus haut, les risques climatiques impactent fortement notre territoire et plus particulièrement certaines de nos activités économiques et agricoles traditionnelles. Le territoire du Bassin de Thau est particulièrement connu pour sa culture de la vigne, et son activité conchylicole.

Deux secteurs d'activités menacés localement par les changements climatiques si des changements de pratiques et une diversification des espèces agricoles ne sont pas menés dans les prochaines années.

Côté terre : les fortes chaleurs, les sécheresses et la salinisation des terres agricoles menacent les cultures de vignes.

Côté étang : l'augmentation des températures de l'eau, la prolifération des bactéries et la salinisation de l'eau à cause de la chaleur, causent chaque année de lourdes pertes pour nos conchyliculteurs.

Le Codev de Sète a commencé à s'intéresser à cet enjeu, en engageant notamment une démarche innovante et multi acteurs sur le sujet des algues, pour imaginer à terme le développement d'une filière locale, qui permettrait la diversification des activités sur notre territoire.

Ce travail de diversification nécessite en amont un temps de réflexion et de planification, ainsi qu'un accompagnement des agriculteurs et éleveurs locaux.

Objectif 4 : *Permettre l'accès pour tous à une eau de qualité et de quantité suffisante de façon raisonnée*

Eléments de débats autour de l'objectif :

- Arguments en faveur :

Le dérèglement climatique a des impacts directs sur nos ressources, notamment en eau. La baisse des précipitations, l'imperméabilisation des sols et l'augmentation des épisodes pluvieux violents contribuent à l'assèchement des sols et à l'épuisement de la ressource.

Le sujet de l'eau sur notre territoire est d'autant plus problématique que nous sommes un territoire de tourisme estival, qui voit sa population tripler au moment même où la ressource en eau est la plus faible.

Le sujet du partage de la ressource en eau entre usages agricoles, domestiques, touristiques, etc... devient donc central.

Objectif 5 : Préserver l'intégrité de la biosphère et les conditions de santé sur le territoire.

Eléments de débats autour de l'objectif :

- Arguments en faveur :

Pour les participants, préserver l'intégrité de la biodiversité va de pair avec la préservation de la santé et de la qualité de vie des habitants.

Ce qui est bon pour les écosystèmes, l'est également pour la santé des habitants. Ainsi, plusieurs points ont été mis en avant comme la volonté de vivre dans un environnement exempt de particules fines, la limitation des déplacements, la mise en place de plus de solutions de mobilités douces et de mobilités ferroviaires, la limitation de l'artificialisation des sols, la limitation de production de déchets.

Autant de domaines qui permettraient d'améliorer la qualité de l'air et des sols et éviter l'effondrement des espèces.

Vous pouvez également intégrer ci-dessous une photo de la carte mentale

Leviers et points de vigilance

Reportez dans le tableau ci-dessous les éléments des fiches « solution ». Pour cela, récupérez les fiches à l'issue de l'atelier ou photographiez-les, et reportez les éléments dans le tableau ci-dessous.

Groupe 1 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Rendre la transition acceptable et désirable par les citoyens	Positionner le discours non pas sur les restrictions mais sur les qualités de vie que cela peut apporter : " Plus belle la vie" Axer le discours sur l'enthousiasme. L'enthousiasme d'un travail à mener collectivement. L'enthousiasme de construire ensemble un projet d'avenir.	Faire attention aux intérêts privés de certains groupes sectoriels
	Communiquer et informer au maximum les habitants. Favoriser l'écoute et l'accueil des inquiétudes que ces sujets peuvent générer.	
	Miser sur une communication pédagogique, viser en particulier la jeunesse	

	Utiliser tout l'éventail médiatique local : Presse, réseaux sociaux, réseaux locaux, etc.	
	Favoriser l'aller vers, et l'intégration des habitants dans les processus de réflexions en amont des prises de décision.	
Préserver l'intégrité de la biosphère et les conditions de santé sur le territoire	Diminuer l'usage des pesticides dans l'agriculture locale.	La poursuite de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture
	Sensibiliser sur les comportements par rapport aux risques incendie.	
	Améliorer le contrôle de l'application des réglementations en matière de santé et de préservation de la biodiversité.	Le surtourisme et la surfréquentation qui abiment les écosystèmes.
	Favoriser la renaturation et la couverture des sols agricoles.	
	Réduire les besoins en mobilité pour réduire les déplacements.	La surconsommation et le e-commerce qui multiplient les déplacements corrélés à la chute des prix du fait de la mondialisation qui accentue ce phénomène.
	Favoriser le ferroutage (transfert des marchandises transportées par camions sur des trains de FRET)	
	Être attentifs au choix des énergies (quid de l'hydrogène)	
	Favoriser le "manger local et de saison"	
	Encourager le développement de circuits courts.	

Groupe 2 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Permettre l'accès à tous à une eau de qualité et en quantité suffisante	La tarification modulée en fonction de la consommation et de la saison (mettre en place un tarif plus cher en été pour financer les investissements)	L'acceptabilité sociale de ces tarifs différenciés
	Encourager la sobriété, la récupération et la réutilisation de l'eau.	L'impact de la sécheresse

		Localement, le devenir de la source d'Issanka, seule source de prélèvement en eau du territoire, menacée par le tracé de la future ligne LGV.
Changer et diversifier les pratiques agricoles et l'usage des sols	Mener des études sur l'adaptabilité des espèces agricoles pour identifier les futures productions locales (aujourd'hui, la culture la vigne dominante sur notre territoire est menacée directement par 2 facteurs : <ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation des températures, les sécheresses et la salinisation des sols - L'effondrement du marché du vin. 	La compétence n'est pas à l'échelle intercommunale sur ce sujet.
Préserver l'équilibre entre urbain/ Agricole et nature	Mise en place d'un PAEN : Périmètre de protection des espaces agricoles et naturels	L'agriculture est en baisse donc on ne sait pas encore ce qui va remplacer ces espaces à l'avenir. Risque de développement de "villages dortoirs".

Conclusion

Reportez ci-dessous les échanges et remarques de conclusion s'il y en a

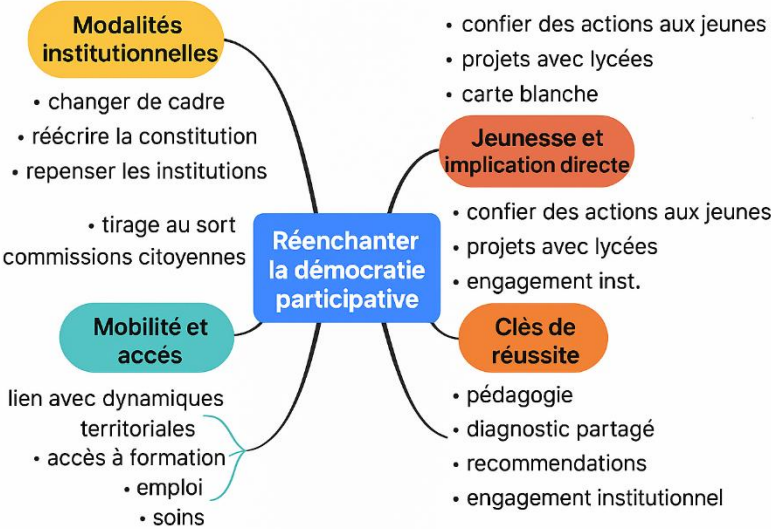
Pas d'échange particulier en conclusion

Atelier CESE_ Plouescat 8 novembre 2025

14 participants-2 animateurs

Thématique traitée dans l'atelier : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

Echanges et pistes explorées



Propositions

A. Modalités institutionnelles

- Réécrire la Constitution et repenser les institutions pour renforcer la démocratie participative.
- Passer d'un modèle administratif à une approche « aller vers » pour être au plus près des citoyens.
- Garantir un **droit de suite** : réponse écrite et argumentée des élus aux sollicitations citoyennes.

B. Participation locale

- Expérimenter le **tirage au sort** pour une représentativité légitime.
- Créer des **commissions citoyennes** ou collectifs locaux travaillant en parallèle des conseils municipaux.
- Définir des règles claires pour assurer la sincérité et la prise en compte des recommandations.

C. Mobilité et accès aux actions d'expression citoyenne

- Améliorer la mobilité en zones rurales pour faciliter l'accès à la formation, l'emploi, la culture et les soins et aux actions de concertation (réunions publiques, outils numériques, ...)
- Organiser des concertations au plus près des usagers pour identifier les besoins et co-construire les solutions. (sujets de préoccupation du quotidien, de proximité)

D. Implication des jeunes

- Confier des actions concrètes aux jeunes (lycéens, étudiants) avec **carte blanche** pour l'animation de débats ou événements.
- Favoriser l'accompagnement sans contrôle excessif pour encourager la créativité et l'engagement.

E. Clés de réussite

- Mettre en place des temps de formation pour établir un diagnostic partagé.
- Produire un catalogue de recommandations basé sur des avis documentés.
- Obtenir un engagement préalable des institutions pour garantir la prise en compte des propositions.

F. Convivialité et lien social

- Lutter contre la solitude et réduire le temps d'écran pour favoriser la lecture et les échanges.
- Organiser des événements interactifs et originaux (forums, jeux, débats créatifs) pour susciter l'intérêt citoyen.

G. Innovation et outils

- Développer des formats participatifs innovants : escape games, faux procès, conférences gesticulées.
- Explorer la **science participative** comme levier pour associer citoyens et chercheurs.

2. Conclusion

Se réunir permet de générer une richesse d'idées. Pour que la démocratie participative soit efficace et légitime, il est essentiel :

- D'adapter et renouveler les modalités existantes.
- De soutenir les populations (notamment les jeunes) dans leur expression.
- De maintenir un espace de dialogue entre élus et citoyens.
- D'élargir la représentativité et renforcer la confiance par la transparence et la prise en compte des recommandations.

Cultivons l'optimisme et construisons ensemble des solutions concrètes pour réenchanter la démocratie participative :

Compte-rendu d'atelier à Plouescat (Finistère).

« Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

Date : 08 novembre 2025

Organisation : Conseil de Développement du Pays de Morlaix

Nombre de participants et participants : 14

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu : [REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

En résumé

Précisez ici, en un court résumé de l'atelier, les points saillants de l'atelier (ce peut être les éléments qui ont généré le plus de débat, ceux sur lesquels les participants étaient le plus en accord, ou encore un résumé des principaux éléments partagés par les participants) :

La question de l'implication des jeunes dans l'expression citoyenne (et le lien avec les instances publiques locales)

Les mobilités (préalable au bon fonctionnement d'un territoire, et de l'accès à tous types de service, et à la possibilité de participer à...)

L'impact des usages numériques et l'évolution de société qui en découle

L'importance des instances existantes, même si elles nécessitent de se « réinventer »

Brise-glace

Si des échanges ont lieu durant le brise-glace qui apportent des éléments sur le fond, vous pouvez les reporter ici :

- **Lassitude du citoyen dans la démocratie sociale et participative**
- **Renforcer la place du citoyen dans la démocratie, besoin de plus de liens**
- Au niveau national : repenser nos institutions ; Au niveau local : associer plus étroitement les citoyens (représentativité inclusive et de proximité)
- Expérimenter des modalités nouvelles, joyeuses et optimistes

Verbatims :

« Repenser nos institutions, je rêve d'une 6ème constitution. »

« Il faut expérimenter des modalités nouvelles, par exemple le tirage au sort »

« Ce serait judicieux de définir plus précisément les contours du sujet à analyser. Il faudrait sortir du « charabia » institutionnel par de la pédagogie pour aborder la thématique en lien avec le quotidien du citoyen, aller chercher sa vision, de façon sensible. »

...

Quels objectifs pour 2050 ?

Reportez ici les regroupements thématiques et leurs objectifs associés. Si des débats ont lieu autour des objectifs, vous pouvez noter les arguments en faveur de l'objectif (pourquoi celui-ci est important / prioritaire pour le territoire), et les éventuels points de dissensus entre les participants. S'il n'y a pas de débat, vous pouvez supprimer cette partie. Copiez-collez autant de fois que nécessaire selon le nombre de regroupements thématiques et d'objectifs.

Regroupement n°1 : Modalités institutionnelles

- Objectif 1 : Clarifier le processus de concertation

Eléments de débats autour de l'objectif :

Droit de suite (Réponses aux expressions citoyennes structurées)

Reconnaissance de la parole et de la place du citoyen

Respecter la capacité (temps, moyens, préoccupations concrètes) pour apporter contribution, face à la complexité des thématiques

○ Arguments en faveur :

- Nécessité de pédagogie : expliquer ce qui sera fait et à quoi ça va servir, et comment les travaux seront pris en compte.
- Droit de suite : obtenir des retours sur les recommandations. Eviter l'effet lassitude, essoufflement ou déceptif.
- Le temps long des auto-saisines, contradictoire avec les saisines en urgence
- Nécessité de comprendre avant de pouvoir s'exprimer
- Sécuriser (accord ou engagements préalable) et valoriser la prise en compte des propositions dans la décision, puis la mise en œuvre des politiques publiques (ce qui a été modifié, pris en compte) pour mesurer l'impact de cette participation

○ Points de dissensus :

- Objectif 2 : Favoriser la participation

Eléments de débats autour de l'objectif :

Réenchâter l'envie de participer aux instances : convivialité, accessibilité y compris transports et horaires ou numérique (démographie vieillissante ou exclue (handicap ou fragilisés), territoire rural...

Revoir la représentativité dans les instances de démocratie participative, pour une pluralité de représentation, ou le reflet de la population (pas que la société civile)

- Arguments en faveur :
 - Tirage au sort, inclusivité (de toutes les profils de citoyens)
 - Usage des outils d'éducation populaire, revoir les modalités de concertations (processus ou le citoyen est consulté, puis pas toujours associé à l'évaluation)
 - Trouver de nouvelles modalités (hors des conseils municipaux, etc...) pour rétablir un dialogue élus-société, qui soit plus ouvert (en s'appuyant sur des formats moins institutionnels et conviviaux, propices au débat et à la construction d'un constat partagé, puis de co-construction des projets (associer en amont de la décision)
 - Créer du lien social (interactions directes plutôt que des enquêtes numériques)
- Points de dissensus :

Regroupement n°2 : Jeunesse et implication directe

- Objectif 1 : Inventer de nouveaux des espaces de débat et d'échange entre élus et citoyens

Eléments de débats autour de l'objectif :

Les institutions sont figées et doivent s'adapter

Besoin de développer le « aller-vers » (multiplier les méthodes et formats pour aller au plus près des citoyens, là où ils sont, vivent, pour informer, puis collecter la parole)

Une pédagogie adaptée et expérimenter de nouveaux formats pour la démocratie participative, joyeuse et stimulante

- Arguments en faveur :
 - S'appuyer sur les jeunes, ne pas parler « à la place de.. »
 - Faire confiance en la capacité d'agir (carte blanche, se laisser surprendre par les propositions)
 - Organiser des formats dans les communes rurales, au plus près des groupes de citoyens (et les impliquer en amont, le plus possible)
- Points de dissensus :
 - Eviter l'effet pschitt (ne pas promettre la lune) et garantir l'engagement de l'institution sur l'usage réel des travaux de concertation
 - Levier pour limiter les tensions, défiance face aux institutions, qui peuvent aboutir à de la violence face aux élus

- Evolution des instances démocratiques pour trouver la place du dialogue à chaque étape de décision (ex : conseils municipaux, ou tout est décidé, pas de place pour le débat).
 - Objectif 2 : Faciliter l'accès (par le prisme du transport)

Eléments de débats autour de l'objectif :

Le transport est ressorti comme un élément fondamental dans la capacité du territoire à se mettre en action, dans tous les secteurs.

Accès aux soins, à la formation, à l'emploi, à la culture, ... et l'accès aux droits, mais également « aux devoirs » de citoyens

- Arguments en faveur :
 - Le transport, la capacité de se déplacer comme un préalable à la participation (réunions publiques en soirée, ...)
 - Aborder les sujets de démocratie participative en étant dans une logique de proximité des préoccupations du quotidien. Si la thématique touche le quotidien des gens de rp-s, alors ils vont s'impliquer.
- Points de dissensus :
 - Le temps dont dispose les citoyens pour s'engager dans des démarches (associatives, démocratie participative, ...) tendrait à se réduire

Verbatims :

« Au niveau de la commune, créer un collectif de citoyens sur différents sujets (surtout ceux qui changeront la vie de la commune), ou sur le principe de commissions, qui travaillent à côté des conseils municipaux (où le citoyens n'a souvent pas accès, même si public, ça reste très technique et pas la place au débat). »

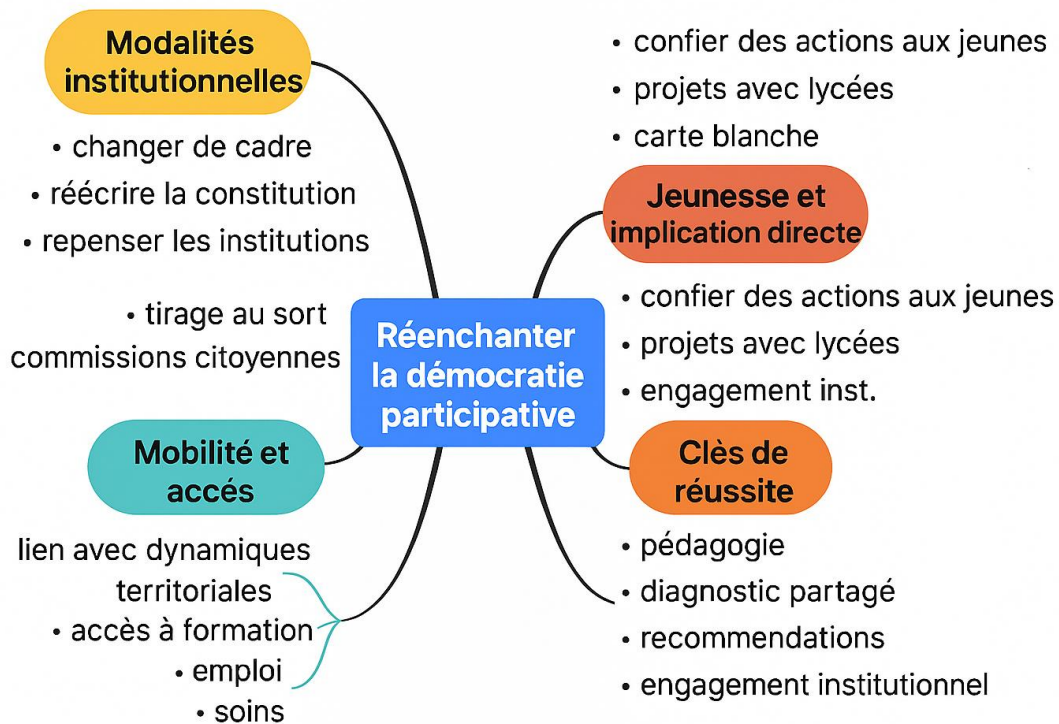
« Confier à un groupe d'étudiants, de jeunes, de lycéens, ... l'organisation de l'animation d'une concertation publique, en leur laissant carte blanche (pas de cahier des charges, pour se laisser surprendre par leurs propositions) »

« Ne pas parler à la place de... Cessons de se mettre à la place de »

« Question de la société civile, représente-t-elle les citoyens ? »

« La démocratie, ça prend du temps. Pour les élus la tendance à vouloir « faire vite » est sans doute plus simple. »

Vous pouvez également intégrer ci-dessous une photo de la carte mentale :



Leviers et points de vigilance

Reportez dans le tableau ci-dessous les éléments des fiches « solution ». Pour cela, récupérez les fiches à l'issue de l'atelier ou photographiez-les, et reportez les éléments dans le tableau ci-dessous.

Groupe 1 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Favoriser les interactions entre universitaires et citoyens (associations, élus locaux, ...)	Science participative comme levier à la démocratie locale Ex un apiculteur/ met en place de la science participative pour les projets socio-politiques	Disposer d'organismes en proximité
Faciliter l'accès, vulgariser	Nouveau positionnement ; de la démocratie-spectacle (ou	Moyens et ingénierie de mis en œuvre

<p>Par des expériences interactives et participatives</p>	<p>appui sur les outils de l'éducation populaire) -cycle de conférences, événement théâtrale, escape game, balades contées, parcours sensibles, conférences gesticulées, ...</p> <p>pour aider à questionner avec la population notre rapport aux enjeux de société (et les réponses que la collectivité peut y apporter localement).</p>	
<p>Collecter la parole au plus près</p>	<p>Expérimentation du aller-vers : (ex sur les mobilités, énergie, ... par thématique) > Mener un travail d'enquête terrain : aller dans les médiathèques, les bistrotts, les café-librairies, au marché, ... pour expliquer, collecter la parole puis évaluer (dans un rapport d'étonnement, ou sous d'autres formes). >Effet Haut-parleur</p>	<p>Temps disponible, territoire rural</p>
<p>Être au plus près de la préoccupation du quotidien » et quand il peut y avoir un impact concret.</p>	<p>Par exemple : avant les élections, ou lors d'une réunion projet, inviter les riverains...</p>	<p>Comment s'assurer de la participation ? Insister sur méthodologie, engagement des collectivités et droit de suite (évaluation)</p>
<p>Développer le dialogue et la confiance</p>	<p>Les institutions sont très formelles et techniques. Peu ou pas de place à l'expression libre ou au néophyte. (sentiment « d'entre-soi »). La durée des auto-saisines ne correspond pas aux processus des attentes des élus. Et quand les instances de démocratie participatives sont saisies, c'est souvent dans l'urgence, avec peu de moyens et des attentes fortes (gilets jaunes, ...) auquel il est souhaitable de répondre !</p>	<p>Capacité d'adaptation des institutions ?</p> <p>>Inventer un outil express pour « aller-vers » pour faire chuter la température (tension sociale, ...) Capacité des instances de démocratie participative à en développer</p>

Implication, engagement	Souhait de soutenir les futurs citoyens « accompagner pour s'organiser » et porter la parole auprès des instances. Transmission du « goût de l'effort », de la persévérance du travail en commun, de l'intérêt du collectif et démontrer « à quoi ça sert ». Informer, former, ...expérimenter	Structuration, cartographie, actions adaptées à chaque public, ... (Temps et moyens ?)
Favoriser la participation des jeunes, par tous les moyens.	Inventer, explorer des modalités, adapter pour permettre la participation (les jeunes et pas que... inclusion) Donner carte blanche et se laisser surprendre (accompagner, soutenir, transmettre au besoin)	Ex : pour les personnes éloignées, faire rentrer des structures qui les représentent dans le conseil de développement Organisation de débats, par et pour les ados. Trouver les structures qui peuvent accompagner le conseil de développement dans cette dynamique (car s'adresser à des publics spécifiques est un savoir-faire)
Pour une meilleure reconnaissance de la société civile et de la parole citoyenne	Trouver de nouvelles modalités : - Tirage au sort - (Sincérité) Définir les règles du jeu et s'assurer qu'on tiendra parole (que l'institution (les élus) prendra en compte l'expression du résultat de la concertation	Acceptation des institutions de démocratie participative, capacité à se réinventer Devoir des collectivités à valoriser la participation citoyenne, les préconisations Organiser la mise en œuvre

Conclusion

Reportez ci-dessous les échanges et remarques de conclusion s'il y en a

Se réunir permet d'émettre beaucoup d'idées. Prendre le temps d'écouter en favorisant l'expression de tous, permet aux instances de démocratie participatives existantes, de prendre en compte les propositions et de structurer les messages auprès des organisations publique. Pour être efficace et légitime, il est nécessaire de s'adapter, de se renouveler, pour soutenir ou accompagner les populations (jeunes, ...) à s'exprimer,

maintenir un espace de dialogue entre élus et citoyens et renforcer leur légitimité en élargissant la représentativité dans leurs modes de fonctionnement.

Verbatims :

Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

Date : Mardi 4 Novembre 2025

Organisation : Codev Pays Cœur d'Hérault

En partenariat avec les associations PSIVA34, ECOJARVI et Saint-André Actions Citoyennes

Nombre de participant·es : 11

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu :

██████████ - ██████████

Thématique(s) traitée(s) dans l'atelier :

Les 5 proposées, mais juste 3 pour la seconde partie :

- **Préserver le régime démocratique et la place de la société civile**
- **Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique**
- **Permettre à chacun·e de vivre dignement de son travail**

En résumé

Partie 1 : Quels objectifs pour 2050 ?

Difficulté de classer les objectifs sous un seul thème : constat partagé que tout est lié de façon systémique. Le choix se fait par le prisme de chacun·e (plus ou moins orienté solidarité / limites planétaire / démocratie).

Partie 2 : Objectifs, Leviers et freins

Constat général qu'il y a un enjeu de redonner du pouvoir d'agir aux individus (citoyen.ne, élu.es), et que cela passe par la possibilité de prendre des décisions éclairées : comment embarquer / former les élu.es ? Comment (in)formation les citoyen.nes (vs. désinformation) ?

La notion de biens communs, le lien humain et d'intelligence collective (via notamment la démarche participative) ressort largement.

Quels objectifs pour 2050 ?

Regroupement n°1 : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

Objectif 1 : Urbanisme maîtrisé

Objectif 2 : Coopératives foncières agricoles

Objectif 3 : Des zones rurales préservée : un urbain contraint

Objectif 4 : Agir pour le bien commun

Objectif 5 : Réhabilitation / création de communs

Objectif 6 : La création d'espaces verts où faire du sport et de la promenade en famille, entretenu par un collectif citoyen

Objectif 7 : Toujours vivre dans un pays démocratique

Objectif 8 : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile. Pour moi c'est primordial et tous les autres objectifs y sont subordonnés.

Objectif 9 : Vivre dans le respect, le civisme et la démocratie y compris au niveau local

Objectif 10 : Ville vivante : démarche participative (Mairie -> administrés) animée

Objectif 11 : Une vraie concertation citoyenne

Objectif 12 : Les citoyen·nes ont toujours la possibilité de donner leur avis sur la gestion des biens communs, et peuvent participer aux instances de décision.

Objectif 13 : Trouver l'équilibre entre réflexion et action

Objectif 14 : Travailler positivement. Ne pas mettre « la faute » sur quelqu'un ou quelque chose par facilité.

Objectif 15 : Liberté et praticité de déplacement dans et à l'extérieur du territoire

Regroupement n°2 : Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique

Objectif 1 : Un train ou autre reliant St-André de Sangonis à Montpellier mais aussi et surtout desservant une série de villages

Objectif 2 : Des responsables politiques et les citoyens formés et engagés aux défis environnementaux et climatiques

Objectif 3 : Une biodiversité protégée

Objectif 4 : Il est possible de vivre et se déplacer en extérieur au cœur de l'été, sans trop souffrir de la chaleur

Objectif 5 : Avoir accès à des espaces extérieurs conviviaux, intégrés, vertueux et vivables

Objectif 6 : Coopératives foncières agricoles

Objectif 7 : Que les agriculteurs ne fonctionnent pas comme en 2025. En intégrant des cultures adaptées au changement climatique

Objectif 8 : Pouvoir se déplacer à vélo en toute sécurité

Objectif 9 : Assurer une grande part d'autonomie du territoire : en ressources, en énergie, eau, alimentation, accès à la culture.

Regroupement n°3 : Maintenir la paix dans le monde

Objectif 1 : Un monde sans crainte de l'échange

Objectif 2 : Changer de politique sociale pour réduire les extrémismes et favoriser les solidarités

Objectif 3 : Fraternité sans frontières

Objectif 4 : Tolérance (éduquer)

Objectif 5 : Avoir plus de bienveillance

Objectif 6 : Vivre dans un monde libéré des conflits, des guerres et de la faim... y compris dans la région

Objectif 7 : Développer des débats autour du thème de la paix

Objectif 8 : Pas d'écran pollué par l'argent Russe / la désinformation

Regroupement n°4 : Permettre à chacun·e de vivre dignement de son travail

Objectif 1 : Créer des coopératives foncières agricoles

Objectif 2 : Mettre en place dans les entreprises des projets valorisant les salariés

Objectif 3 : Les agriculteurs vivent de leur métier

Objectif 4 : Avoir plus de contact humain

Objectif 5 : Des jeunes heureux d'avoir du travail sur place

Objectif 6 : Modifier le modèle de réussite sociale, de consommation

Objectif 7 : Mieux répartir les richesses

Regroupement n°5 : Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité

Objectif 1 : Que le bien vivre ensemble soit toujours d'actualité

Objectif 2 : Ville & solidarité

Objectif 3 : Habitat sain pour tous

Objectif 4 : Dynamique de partage citoyen

Objectif 5 : Coopératives foncières agricoles

Objectif 6 : Plus (du tout) de pesticides x2

Objectif 7 : J'aimerais pouvoir manger des aliments sans craindre de nuire à ma santé

Objectif 8 : Chacun.e a accès à une alimentation saine et de qualité

Objectif 9 : Tout le monde a accès à une eau potable saine et peu chère

Objectif 10 : Une eau et alimentation (repas) pour tous

Objectif 11 : Avoir exclusivement accès à des produits locaux, de qualité, de saison, à prix abordable

Leviers et points de vigilance

Les participant-es ont souhaité ne laisser aucune thématique de côté, et 2 groupes sur 3 sont partis avec 2 thématiques.

Le temps imparti ne leur a cependant permis de traiter qu'une seule thématique, en partie. Cependant les échanges ont été riches, denses et très cordiaux.

Nous restituons ici l'ensemble des idées émises, qu'elles aient fait consensus ou non.

Groupe 1 : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

Objectifs	Leviers	Points de vigilance
Vivre dans un pays démocratique	Participer aux élections Vraie concertation citoyenne Susciter, motiver la population à une prise de conscience de l'importance de l'action citoyenne	
Mobiliser la jeunesse	Sensibiliser les jeunes par l'éducation (respect, débat)	Hiatus : entre la vision des jeunes par les vieux et des vieux par les jeunes (le mythe du conflit générationnel)
Vivre dans le respect, le civisme, la démocratie	L'éducation depuis le plus jeune âge L'inclusion favorisée par une concertation citoyenne facilitée (dont l'accès aux familles avec enfants, handicapés, ...)	Eviter les dogmes et le communautarisme
Ville vivante / vraie concertation citoyenne	Participer aux décisions en créant des instances de consultations facilitées Ouvrir les commissions municipales aux citoyen.nes Modifier la loi électorale des municipales à la proportionnelle Féminiser la politique (place et « grade » des femmes) pour une meilleure représentativité sociale (dont importance pour la paix)	Règles qui limitent la représentativité (nombre de sièges)
Urbanisme maîtrisé	Coopérative foncière agricole GFA = Groupements Fonciers Agricoles	Pression de la préfecture et contraintes administratives
Création de communs	Réserves foncières	Pression de la préfecture et contraintes administratives

Groupe 2 : Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique

Objectifs	Leviers	Points de vigilance
Train local et transports en commun	Volonté politique local (développer plateforme multimodale, covoiturage) Réseau de bus (Llio) existant... à étoffer en week-end et soirée Remise en « route » de la ligne ferroviaire vers Montpellier / Lodève Dédier une voie aux bus / covoiturage en fin d'autoroute vers l'arrivée sur Montpellier Avoir une politique financière encore plus incitative (pour les familles)	Lourdeurs administratives Finances et temps long pour voir ferroviaire
Des responsables politiques formés	Formations continues obligatoires pour les élu-es	Disponibilité limité Pertinence et qualité des formations Des formateurs eux-mêmes à former Déconnexion avec le terrain vs. enjeux locaux Permis d'innover
Des citoyens formés	Des formations accessibles à tous citoyens Accent et ressources mis sur les écoles □ lycées Un « permis de voter » sous condition de formations citoyennes obligatoires	Désinformation Sentiment d'impuissance Manque de confiance dans les pouvoirs publics Temps disponible limité
Une biodiversité protégée	Une urbanisation qui intègre la proximité écologique et sociale Des accès à la « nature » maîtrisés et protégé (sentiers balisés, accès aux bords d'Hérault...)	Inertie politique générale et manque de connaissance de ce qui est possible facilement Vision court-termiste Conflits d'usage (chasse, sport, contemplation...)
Autonomie alimentaire du territoire	Coopératives foncières agricoles PAT sur le Pays Cœur d'Hérault, porté par le Codev Politique générale Culture vivrière possible en ruralité : rééquilibrage du rapport de force ruralité/grande ville, avec un attrait croissant de l'arrière-pays v.s la métropole. Travail de l'inter-Codev de la relation Métropole-Arrière-Pays, à travers la colonne vertébrale qu'est notre fleuve l'Hérault (bien commun)	Syndicats, FNSEA, lobbies...

Groupe 3 : Permettre à chacun·e de vivre dignement de son travail

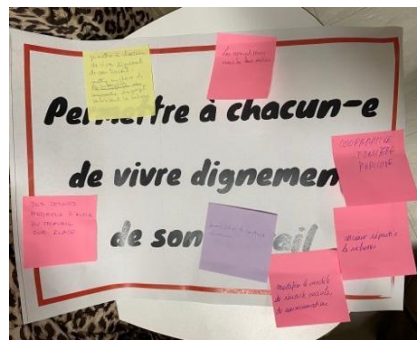
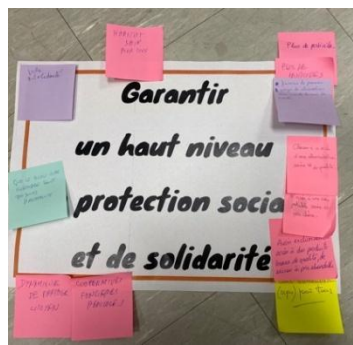
Objectifs	Leviers	Points de vigilance
Créer des coopératives agricoles foncières	Revoir le fonctionnement de la SAFER	Éviter les abus de pouvoirs, et dûs aux relations humaines
Permettre évolution de la carrière du salarié	Proposer au sein des entreprises des formations adaptées, qualifiantes (ref. emploi tournant en Belgique, cf Colruyt)	Pas seulement pour les salarié.es déjà (sur) qualifié.es : pas toujours les mêmes !
Revaloriser le travail	Salaire respectueux du travail, et salaires équivalents femmes-hommes. Modifier le modèle de réussite sociale et de consommation	Fatigue Manque d'esprit critique
Que le territoire offre plus de travail respectueux de l'Homme et de l'environnement	Industrie, service à la personne. Développer les activités innovantes, les actions de recherches	Refus du travail aliénant

Conclusions

Peu de participant·es (en nombre : seulement 11) mais très engagés dans la réflexion. Des prises de paroles écoutées et riches mais des idées parfois difficiles à transposer rapidement sur le territoire cf: diversification des cultures, emploi/ urbanisme et ruralité,...

Volonté de traiter les différents sujets mais manque de temps pour aller au bout des choses. Une envie partagée de voir advenir / contribuer à / vivre ce territoire de demain. Beaucoup d'élan mais aussi de circonspection sur la manière dont les instances décisionnaires en haut lieu (CESE, gouvernement) prendront en compte les idées des citoyen·nes qui ont donné de leur temps et de leur cœur pour se prêter à l'exercice de cet atelier.

Une satisfaction générale d'avoir pu échanger entre nous sur ces sujets, et une envie partagée par la plupart d'être actrices et acteurs du changement (par le biais d'actions citoyennes et/ou au niveau municipal).



Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

Date : 26/11/2025

Organisation : Conseil de développement du Pays d'Arles

Nombre de participants et participants : 5

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu : [REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier : (Permettre à chacun de vivre dignement de son travail / Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité).

RESUME

Les participants ont convergé sur le fait que les deux premiers sujets étaient liés et ont décidé de les traiter ensemble (Permettre à chacun de vivre dignement de son travail / Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité).

Un fort consensus a émané des échanges au sein du groupe sur la nécessité d'une vision commune, qui vient à la fois définir un projet de territoire et guider les comportements individuels. De manière interactive, cette vision est également alimentée en permanence par la mise en œuvre du projet de territoire et

Les participants ont posé des constats marqués par une perte de repères collectifs et sociaux : recul du salariat, ubérisation et affaiblissement continu du système de protection sociale. Ils soulignent des conditions de travail parfois indignes (notamment pour certains travailleurs étrangers sur le territoire) et l'ubérisation qui dissimule le développement de l'auto-entrepreneuriat, révélatrices de nouvelles formes d'exploitation. La société, portée par l'individualisme et l'hyperconsommation dévalorise une solidarité en recul, perçue comme un effort. En raison de la perte de connaissance de l'histoire sociale et de conscience de la dimension collective, certains individus privilégient un bénéfice individuel immédiat par rapport à un système qui demeure encore relativement confortable et protecteur (quoique fortement menacé), sans percevoir qu'ils le fragilisent. L'hypercompétition dégrade les conditions de travail et l'inflation accentue une paupérisation qui s'accroît et pourrait exploser. Les logiques individuelles freinent les dynamiques collectives, qu'elles concernent les territoires,

l'inclusion dans l'emploi ou la résilience face aux crises. La transmission des savoirs de l'éducation populaire, qui pourrait cependant contribuer à une nécessaire sensibilisation au commun, s'érode. Enfin, l'IA accélère les décisions sans recul, détournant l'attention des enjeux de transformation collective.

Les participants ont ensuite travaillé sur la vision. On a pu observer une difficulté à transformer les constats négatifs en projection positive. Dans cette vision de 2050, un changement culturel profond a réhabilité le bien commun, la solidarité et la sobriété comme normes sociales désirables, reléguant l'hyperconsommation et l'individualisme au rang de comportements dépassés. L'économie et les outils technologiques sont remis au service de l'humain, de la dignité et des besoins fondamentaux. Les territoires, redevenus acteurs centraux, portent des projets vivants, sobres et inclusifs, construits collectivement et ancrés dans leurs réalités locales.

La déclinaison en objectifs/leviers/points de vigilance a nécessité plus de questionnements pour identifier les leviers concrets. En effet, la bifurcation reposant sur un bouleversement culturel, les moyens à déployer dont disposent les acteurs étaient plus complexes à analyser. La transformation repose sur l'inversion du système de valeurs : cela suppose de réhabiliter l'interdépendance, le collectif et la mémoire des solidarités, en s'appuyant sur l'éducation populaire et l'apprentissage par le faire. De nouveaux modèles socio-économiques sont à promouvoir, fondés sur l'utilité, la mutualisation, l'économie de la fonctionnalité et des dispositifs comme Territoires zéro chômeur ou le revenu de transition écologique. La sobriété deviendrait un principe structurant, appuyé par la durabilité, la lutte contre l'obsolescence, la mesure de la consommation et la redéfinition des besoins. Les territoires sont animés, observés, relocalisés et gouvernés de manière ascendante, avec des projets évolutifs et participatifs. Enfin, une économie robuste se construit sur une protection sociale sanctuarisée, la relocalisation décarbonée et de nouveaux indicateurs de richesse intégrant le bien-être social, écologique et territorial.

La vision de 2050 :

En 2050, un profond changement culturel a rendu obsolètes les comportements de consommation excessifs et individualistes. L'intérêt collectif prime : chacun bénéficie d'un revenu digne et d'une protection sociale forte, perçus comme un bien commun et non comme un dû individuel. Les projets sont pensés à un niveau supérieur aux intérêts personnels, nourris par de nouveaux imaginaires orientés vers une société soutenable et ancrés dans les territoires. Le système économique s'est rééquilibré : l'économie sert l'humain, les actions déployées profitent à tous (par exemple les dispositifs inclusion

bénéficient autant aux employeurs qu'aux salariés), et le travailleur est pleinement reconnu comme une personne. L'auto-entrepreneuriat retrouve une place mesurée.

Les projets de territoire sont construits de manière ascendante, en engageant les citoyens autour du bien commun. Enfin, la gestion territoriale est devenue agile, conciliant vision de long terme et adaptation continue, faisant du projet de territoire une dynamique vivante.

Tableau des objectifs, leviers et points de vigilance

Objectif	Leviers	Points de vigilance
1. Opérer un changement culturel (inversion du système de valeurs)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la conscience de l'interdépendance et du lien social. - Sensibiliser à la primauté du bien commun sur l'intérêt individuel. - Ringardiser les modèles consuméristes individuels - S'appuyer sur l'éducation populaire et l'apprentissage par le faire. - Réactiver la mémoire des solidarités et des résistances (récits, célébrations, patrimoine social). - S'appuyer sur des expériences existantes : visites apprenantes, PTCE, Territoires zéro chômeur de longue durée. - « Pirater » l'IA (en l'alimentant et en orientant ses usages) pour en faire un outil au service du collectif. 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité de contourner les dominations culturelles (médias, paradigmes dominants, normes consuméristes). - Le « commun » n'est pas intrinsèquement positif : risque de conformisme ou d'exclusion. - Tendance à attendre les crises pour agir. - Biais cognitifs et résistances psychologiques face à la sobriété ou à la limitation de consommation. - Acceptabilité sociale difficile (notamment si les valeurs proposées semblent moralisatrices).
2. Promouvoir de nouveaux modèles socio-économiques et démocratiques articulant enjeux écologiques et sociaux	<ul style="list-style-type: none"> - Repenser l'économie au service de l'humain et des besoins fondamentaux. - S'appuyer sur des modèles inspirants : Territoires zéro chômeur, revenu de transition écologique (cf fondation Zoein). - Promouvoir l'économie de la fonctionnalité et la mutualisation. - Développer de nouveaux indicateurs de richesse (au-delà du PIB). - Valoriser les activités utiles même non rentables. - Déployer des formes de démocratie territoriale participative et ascendante. - Utiliser l'IA comme outil d'intérêt collectif plutôt que comme finalité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'inégalités sociales si la transition est mal accompagnée. - Domination persistante des modèles capitalistes traditionnels et du court-termisme. - Nécessité d'articuler les échelles (local/national). - Complexité de la transformation institutionnelle. - Acceptabilité sociale des réformes profondes
3. Créer les conditions et les outils d'une sobriété consciente	<ul style="list-style-type: none"> - Mesurer et encadrer la consommation (ex. : carte carbone individuelle, progressive). - Faire de la durabilité un principe directeur : éco-conception, réparabilité, solidité, low- 	<ul style="list-style-type: none"> - Acceptabilité des mesures contraignantes (carbone, quotas) peut être faible.

Objectif	Leviers	Points de vigilance
4. Disposer de projets de territoire ancrés, définis et gérés de manière ascendante, vivants	<p>tech. - Lutter contre l'obsolescence programmée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Redéfinir les besoins fondamentaux de manière cohérente avec la santé globale et la sobriété. - Sensibiliser à l'économie de la fonctionnalité et au partage. - Recontextualiser l'acte individuel dans un écosystème citoyen. - Remettre l'outil (numérique, IA) au service de l'humain. - Relocaliser la production (manufactures de proximité décarbonées). - Développer une culture du projet de territoire (valeurs, vision, long terme). - Mettre en place une animation territoriale permanente. - Déployer des observatoires territoriaux interactifs. - Revenir sur des logiques ascendantes : participation citoyenne, co-construction. - S'appuyer sur les expériences réussies de territoires (visites apprenantes, PTCE). - « Ménagement » du territoire fondé sur des indicateurs élargis (bien-être, résilience, lien social). 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque que la sobriété soit vécue comme une perte et non comme une amélioration qualitative. - Inégalités d'accès aux solutions sobres (logement, mobilité, alimentation). - Risque d'associer sobriété et austérité si le discours n'insiste pas sur les bénéfices collectifs. - Risque de disparités territoriales et d'inégalités de moyens. - Fatigue ou désengagement citoyen si la participation est mal animée. - Tensions entre intérêts individuels et intérêt collectif local. - Complexité à maintenir un projet vivant et évolutif dans la durée. - Complexité d'articuler vision globale et réalités locales.
5. Mettre en place les conditions d'une économie robuste	<ul style="list-style-type: none"> - Sanctuariser une protection sociale garantissant les besoins fondamentaux. - Valoriser la création de richesse non monétaire (santé sociale, écologique, qualité de vie). - Relocaliser l'emploi et la production décarbonée. - Soutenir les activités utiles mais non rentables. - Définir de nouveaux indicateurs de développement. - Encourager l'économie circulaire, le réemploi et les circuits courts. - Développer une économie durable inscrite dans le long terme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pression des modèles économiques dominants (compétitivité, croissance rapide). - Besoin d'investissements importants pour transformer les infrastructures. - Risque de fragilisation des revenus ou des protections si la transition est mal gérée. - Nécessité de changement institutionnel et réglementaire important — peut être long et complexe, il faut accepter ce temps long du changement.

Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

1 compte-rendu par atelier

Date : 22/11/2025

Organisation : Conseil de développement du pays du vignoble nantais

Nombre de participants et participants : 17

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu :

[REDACTED] - [REDACTED]
[REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier :

INTEGRER LES LIMITES PLANETAIRES ET LES ENJEUX DE TRANSFORMATION CLIMATIQUE

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous n'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges.

Enfin, si vous souhaitez souligner certains **verbatim** pour reprendre les mots exacts d'un participant, n'hésitez pas à les indiquer dans les encadrés prévus à cet effet. Ces verbatims peuvent illustrer plus facilement certaines nuances mais sont facultatifs, si vous n'avez pas eu le temps de les retranscrire, vous pouvez laisser les encadrés « Verbatims » vides.

En résumé

Précisez ici, en un court résumé de l'atelier, les points saillants de l'atelier (ce peut être les éléments qui ont généré le plus de débat, ceux sur lesquels les participants étaient le plus en accord, ou encore un résumé des principaux éléments partagés par les participants) :

Les sujets qui ont emporté l'adhésion du plus grand nombre :

- **Préserver le cadre de vie, pour mieux faire face aux aléas climatiques**
- **Sécuriser l'eau et l'alimentation (en qualité et quantité)**
- **Le développement du sens du partage (face à la pénurie annoncée)**
- **Renforcer la citoyenneté et donc la solidarité entre les habitants, les élus, etc afin de rendre le territoire plus robuste face aux menaces annoncées**

Brise-glace

Si des échanges ont lieu durant le brise-glace qui apportent des éléments sur le fond, vous pouvez les reporter ici :

- /

Verbatims : /

Quels objectifs pour 2050 ?

Reportez ici les regroupements thématiques et leurs objectifs associés. Si des débats ont lieu autour des objectifs, vous pouvez noter les arguments en faveur de l'objectif (pourquoi celui-ci est important / prioritaire pour le territoire), et les éventuels points de dissensus entre les participants. S'il n'y a pas de débat, vous pouvez supprimer cette partie. Copiez-collez autant de fois que nécessaire selon le nombre de regroupements thématiques et d'objectifs.

Regroupement n°1 : CADRE DE VIE

Préserver la faune, la flore, la biodiversité

- Remembrer pour reforester
- Reverdir nos villes
- Favoriser le maraîchage
- Protéger les **espaces naturels**
- Redonner de la vie à nos sols
- Même avec moins d'eau, retrouver une Sèvre nantaise vivante
- Sortir du tout pétrole-charbon > progressivement, pour lutter contre la pollution de l'air et limiter le dérèglement climatique qui va modifier nos paysages et nos conditions de vie
- Favoriser les mobilités douces

Préserver notre identité

- Maintenir et promouvoir des identités à nos cités via le patrimoine ou l'artisanat
- Anticiper la modification du paysage tout en préservant l'identité actuelle du territoire

Sécuriser nos lieux de vie

- Avoir des zones de refuge lors des canicules, tempêtes, inondations (espaces publics ombragés, espaces publics bâtis capables d'accueillir des personnes sinistrées, etc)
- Protéger la population

Regroupement n°2 : ALIMENTATION

Assurer l'**autonomie alimentaire** du territoire

- En quantité (en prévision de pénuries annoncées, quid de l'approvisionnement de la Métropole nantaise toute proche ?). Que le territoire produise ce dont il a besoin.
- En qualité > fléau du sucre, des additifs, etc (puissance des lobbies de l'industrie agroalimentaire)
- Aider et accompagner les professionnels de l'agriculture à avoir des pratiques plus vertueuses

Garantir la bonne **santé** des habitants

- Mettre l'accent sur la **prévention** (santé dans les écoles, auprès de toutes les générations) pour que chacun puisse bien vieillir en bonne santé
- Défendre l'accès à une eau de qualité et une alimentation saine, etc

Regroupement n°3 : SOLIDARITÉ

Partager les ressources

- **L'eau**
- Le territoire si ailleurs il devient difficile d'y vivre
 - o : Savoir accueillir de nouveaux habitants (si démétropolisation de Nantes par exemple et afflux d'autres réfugiés climatiques)
 - o Planifier l'aménagement du territoire

Organiser des réseaux de solidarité

Pour un partage équitable

Qui protège et qui profitent à tous

Organiser l'intergénération pour une meilleure entraide

Regroupement n°4 : CITOYENNETÉ

Transmettre le savoir et la culture pour protéger la démocratie

- Inculquer le respect de l'environnement à toutes les générations
- Sensibiliser les jeunes à la prévention écolo
- Être éco-citoyen donne un pouvoir immense
- Développer la définition de la démocratie participative dès l'école et le collège
- Défendre la liberté de penser, de diffuser les idées et d'agir. En contrepartie, savoir analyser les informations et décrypter le vrai du faux.

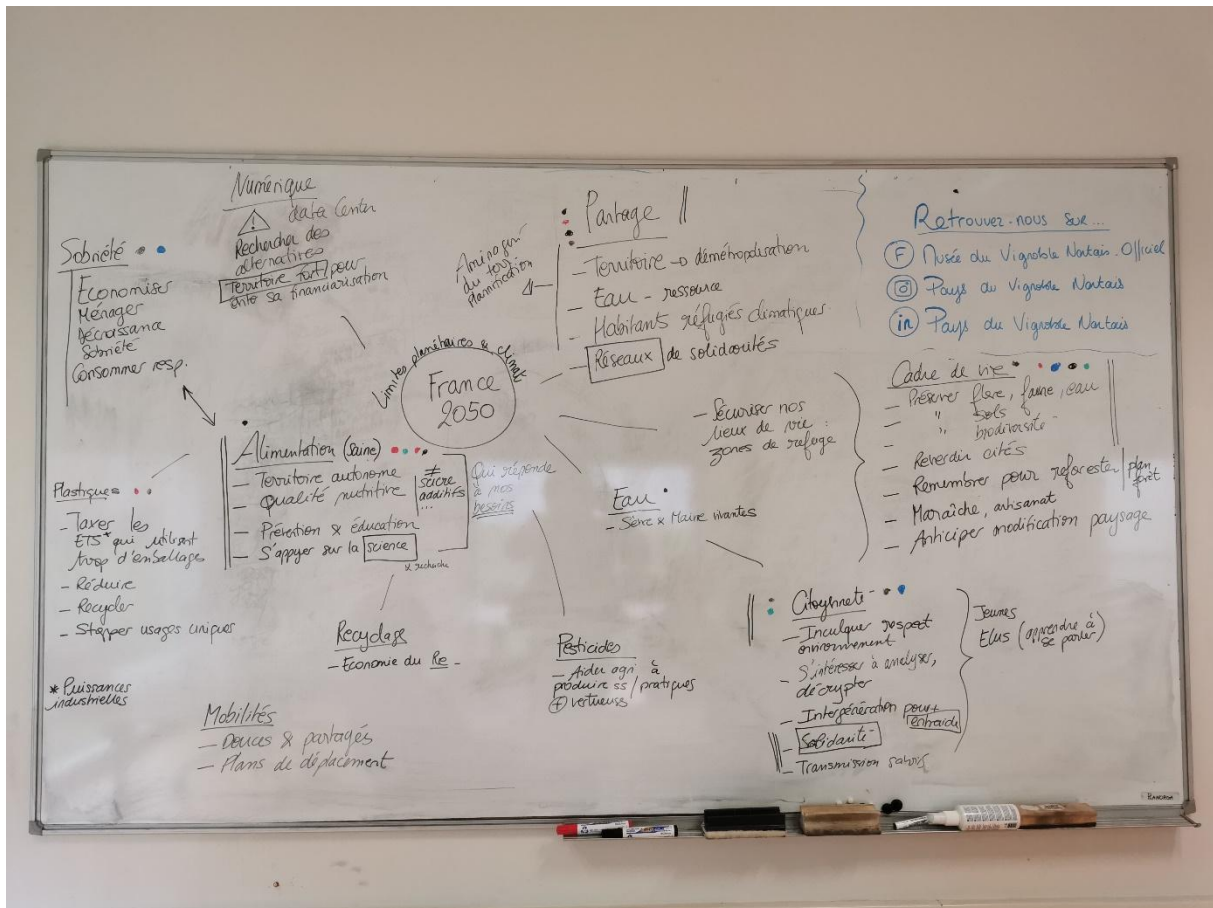
Apprendre à nos élus à se parler pour construire un avenir partagé

Regroupement n°5 : SOBRIÉTÉ

- Économiser
- Ménager
- Repenser la croissance
- Consommer responsable
- Recycler, réemployer, etc

*Nota : les mots en **gras** représentent des idées importantes car ils ont été répétés à plusieurs reprises*

Verbatims : /



Leviers et points de vigilance

Reportez dans le tableau ci-dessous les éléments des fiches « solution ». Pour cela, récupérez les fiches à l'issue de l'atelier ou photographiez-les, et reportez les éléments dans le tableau ci-dessous.

Groupe 1 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
ALIMENTATION	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur l'existant agricole - Diversité à préserver en local - Friches à exploiter (1000h) - Plan alimentaire de territoire 	Droit d'usage des terres

	<ul style="list-style-type: none"> - Développer le financement participatif solidaire - Initier les réseaux et la mise en commun des projets 	
	<ul style="list-style-type: none"> - AMAP à développer - Cuisine centrale - Qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Le prix - Droit de la santé publique - Dérégulation - Produits de luxe ? - Poisson et fruits <p>Filières désorganisées</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Prévention des risques alimentaires et addictions 	<ul style="list-style-type: none"> - Désaccords des politiques agricoles - Conséquences sur la santé <p>Malbouffe</p>
CADRE DE VIE	<ul style="list-style-type: none"> - Reforester, reforester - Qualité eau rivière - Végétaliser les espaces publics - Jachères fleuries - Gestion des déchets - Sensibiliser : impacts - Responsabiliser et co-responsabiliser - Biodiversité à préserver 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Partage la route, cohabitation <p>Préserver les séniors et es enfants (mobilités)</p>	Conflits
	<ul style="list-style-type: none"> - Anticiper les catastrophes - Recensement de personnes ressources dans nos communes - Commission communale de prévention et de solidarité (environnementale) <p>Référent par quartier</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation et concentration de la population - Marge d'organisation du plan communal de sauvegarde - Manque de personnel <p>Manque d'anticipation</p>

Groupe 2 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
PARTAGER EQUITABLEMENT LES RESSOURCES	1/ Contre-pouvoir et contrôle citoyen (en local et national) <ul style="list-style-type: none"> - Représentativité en instance 	<ul style="list-style-type: none"> - Bavardages (politiques) - Manque de diagnostics, chiffres, éléments objectifs - Difficultés à assurer le suivi

	<ul style="list-style-type: none"> - Régulation des conflits d'intérêts ➤ Tirage au sort + accompagnement de celles et ceux qui souhaitent s'engager > prise de décision en continu 2/ Harmoniser les pouvoirs de décision <ul style="list-style-type: none"> - Inter-territoires 3/ Identification des entités ressources (asso) 4/ Partager la connaissance, identifier les acteurs, se mettre d'accord sur des objectifs communs, mesurables (ex : eau) 5/ Aménagement du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - Poids des lobbies - Intégrité des élus. Leur capacité à travailler entre eux et avec les citoyens pour qu'ils forment un territoire fort (à l'échelle d'un EPCI ou un bassin de vie). Sens du travailler ensemble, de la coopération. - Manque de soutien aux élus (staut) pour maintenir leur engagement <p>Manque engagement citoyen</p>
EDUQUER ET FORMER LES CITOYEN	<p>1/ Action éducative éducation sur le territoire, conseil des enfants, Animaje (=association éducation populaire gérant plusieurs espaces jeunes et chantiers jeunes sur le territoire), conseil des anciens > mettre en réseaux</p> <p>2/ Alerter, informer : savoir décrypter, capacité à alerter > s'appuyer sur le conseil de développement</p> <p>3/ Rencontres intergénérationnelles (clubs nature, assos)</p> <p>4/ Education à la sobriété : de l'idée aux actes</p>	<p>Nécessité = exemplarité</p> <p>Trop d'importance donnée à certains points négatifs > valoriser le positif</p> <p>Désengagement du citoyen</p> <p>Mensonges, rumeurs émanant des réseaux sociaux</p>

Verbatims : /

Conclusion

Reportez ci-dessous les échanges et remarques de conclusion s'il y en a

/

Verbatims :



CONSEIL DE
DÉVELOPPEMENT
loire angers

Compte-rendu de l'atelier « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

Jeudi 13 novembre 2025

Thématique n°4 : « Comment faire vivre la démocratie sur notre territoire en confortant la place de la société civile »

Date : jeudi 13 novembre 2025

Organisation : Conseil de développement Loire Angers

Nombre de participants : 27 dont 7 invités hors Conseil + 4 membres de l'équipe du Conseil

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu :

Thématique traitée dans l'atelier : « Préserver le régime démocratique et la place de la société civile » que nous avons retraduit en « **Comment faire vivre la démocratie sur notre territoire en confortant la place de la société civile** »

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu :

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous n'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges

Enfin, si vous souhaitez souligner certains **verbatim** pour reprendre les mots exacts d'un participant, n'hésitez pas à les indiquer dans les encadrés prévus à cet effet. Ces verbatims peuvent illustrer plus facilement certaines nuances mais sont facultatifs, si vous n'avez pas eu le temps de les retranscrire, vous pouvez laisser les encadrés « Verbatims » vides.

En résumé

Sur la thématique traitée dans l'atelier

Nous avons choisi de traduire la thématique n°4 « Préserver le régime démocratique et la place de la société civile » en « **Comment faire vivre la démocratie sur notre territoire en confortant la place de la société civile** ».

Sur l'organisation

L'atelier a été organisé selon le cadre proposé par le CESE.

3 groupes ont été constitués. Ils étaient composés de membres du Conseil de développement et aussi d'invités, avec pour chaque un animateur et un restituteur.

Sur le contenu

Voir les parties "Quels objectifs pour 2050 ?" et "Leviers et points de vigilance".

Notons que les débats n'ont fait apparaître que des consensus entre les participants et les 3 groupes.

Brise-glace

Nous avons proposé aux participants de nous rejoindre 30 minutes avant le début de l'atelier pour un temps d'interconnaissance autour d'un café en déambulant dans la salle, puis à leur table.

Ce temps fut particulièrement apprécié, notamment par les invités hors Conseil de développement.

Objectifs, leviers et points de vigilance

Lors de la mise en commun entre les groupes, les participants se sont accordés pour considérer qu'au-delà de se projeter en 2050, il était aussi important d'y aller étape par étape, pas à pas.

Le débat citoyen a fait ressortir une aspiration forte à **revitaliser la démocratie locale** en misant sur l'implication des habitants, la transparence et l'éducation citoyenne. **Trois axes majeurs** sont ressortis :

- **Former des citoyens éclairés**
- **Améliorer la participation et la co-construction**
- **Renforcer la confiance dans les institutions et les élus**

Groupe 1 ▼

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance éventuels
Interroger pour améliorer notre système démocratique	<ul style="list-style-type: none">• Confiance• Dialogue	
Plus de transmissions	<ul style="list-style-type: none">• Vulgarisation• Mobilisation :<ul style="list-style-type: none">- Centres sociaux- Associations parents d'élèves→ Actions pour la culture→ Plus d'interactions et de lieux	<ul style="list-style-type: none">• Dangers liés à la désinformation
Plus de transparence et de compréhension	<ul style="list-style-type: none">• Education populaire, civique, à l'esprit critique• Moyens d'évaluation des programmes/promesses politiques	<ul style="list-style-type: none">• Eviter la manipulation
Plus de participation aux décisions	<ul style="list-style-type: none">• Initiatives / Actions pour donner envie• Conditions favorables• Dupliquer des instances citoyennes de débat	<ul style="list-style-type: none">• Manque de temps• Tenir compte des propositions• Rupture de la confiance Ex : convention citoyenne
Plus d'inclusion (accès aux droits et expression des devoirs)	<ul style="list-style-type: none">• Dispositifs d'inclusion numérique (handicap)• Application des lois en matière d'inclusion dans le travail	<ul style="list-style-type: none">• Le numérique comme outil• Acceptation des différences

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance éventuels
<p>Mieux vivre ensemble</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'échange bienveillant • Développer des opérations « Vivre ensemble » « Vis ma vie » • Action « il faut qu'on se parle » - journal Lacroix • Education citoyenne dès la petite enfance, éducation à l'intelligence collective • Action « La fabrique du nous » (Marseille Tarik Ghezali) • Service civique obligatoire sur un temps limité (donnant-donnant) • Découvrir une journée d'un élu • Former/informer sur l'IA • Lutter contre l'enfermement généré par les réseaux sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> • L'individualisme des citoyens • Le manque d'engagement citoyen • Les réseaux sociaux
<p>Améliorer le fonctionnement des instances démocratiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pourquoi pas dans les collectivités locales, séparer le pouvoir législatif (conseil municipal) du pouvoir exécutif (mairie) • Renforcer le pouvoir et la visibilité des instances et assemblées citoyennes • Mise en place systématique de la participation des habitants • Eviter de générer de la frustration quand une assemblée de citoyens est saisie d'une question : donner clairement les contraintes • Courage des élus 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés à faire dialoguer les élus et les citoyens • Ne pas faire semblant de faire de l'intelligence collective
<p>Améliorer le rôle des élus</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure prise en compte des besoins des citoyens • Formation des élus pour se mettre au service • Formation au collège des transitions sociétales (Nantes) • Améliorer le fonctionnement du conseil municipal • Développer le sentiment d'appartenance à un territoire, la mise au service des autres • Renforcement des élus de quartier • Respect de soi et des autres 	<ul style="list-style-type: none"> • Les égos • Les idéologies

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance éventuels
Citoyens éclairés	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et information • Numérique • Pédagogie / Formation 	<ul style="list-style-type: none"> • Exclusion de toutes sortes (financière, physique, numérique, géographique...)
Société apaisée et bienveillante	<ul style="list-style-type: none"> • Co-construction / Respect / Consensus 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de médiocrité • Manipulations
Co-construction	<ul style="list-style-type: none"> • Formation, information • Concertation • Comités locaux ouverts • Consultations citoyennes 	<ul style="list-style-type: none"> • Appréhender la complexité • Exclusion, manipulation • Intérêts particuliers • Définir les règles du jeu
Exigences de valeurs, d'écoute et d'éthique	<ul style="list-style-type: none"> • Respect, écoute • Lieux de partage de l'information • Intégration sociale (associations) 	<ul style="list-style-type: none"> • Culture, désinformation (réseaux sociaux) • Intérêts particuliers
Innovation démocratique	<ul style="list-style-type: none"> • Numérique 	<ul style="list-style-type: none"> • Manipulation • Post vérité
Environnement viable	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les réalités du terrain • Savoir regarder, écouter, entendre • Economie circulaire locale 	<ul style="list-style-type: none"> • Pouvoir répondre aux besoins • Evaluer le poids des groupes d'intérêt • Rôle des partis

Carte mentale du groupe 3 ▼

Formation, information, implication des citoyens	Une société apaisée, bienveillante	La co-construction	Exigence des valeurs d'écoute, d'éthique	L'innovation démocratique	Un environnement vivable	Le poids des avis
Des citoyens qui puissent comprendre le système politique (les institutions)	Une société apaisée où chacun trouve sa place, peut s'exprimer et participer	Organisation de débats sur les questions du territoire par niveau citoyen (ouverture de débats pour les civils)	Vivre dans un environnement empreint de respect et de partage	Une information plus encadrée Pour éviter la désinformation (mutation numérique)	Biodiversité Savoir adapter notre vie à l'environnement et non l'inverse	Récouter un maximum d'avis par individu sur chaque sujet → Question des moyens de l'exprimer
Des citoyens qui veulent s'impliquer pour le bien commun	Via des comités locaux ad hoc Via des formations et informations Via des modes d'expression (dont référendum)	Co construction (des solutions) par et avec les citoyens	Respect de l'autre	Une démocratie visionnaire et du temps long anticipant les enjeux d'avenir et le long terme		Estimer un poids à donner à chaque lobby qui fournit son avis
Implication des futurs électeurs à la participation de la démocratie (école/associations)	Dialogue bienveillant	« Tout ce que vous faites sans moi pour moi, vous le faites contre moi »	Ecoute de l'autre	Des politiques (ciens) plus éthiques		
	Dépasser la perte de proximité qui se lit sur nos territoires : construire de nouveaux modes de participation citoyenne		Une démocratie représentative et plurielle	Comme la devise du Conseil de dvt : • Ecouter • Débattre • Proposer + Décider		
				Être constructif Innover		
				Une démocratie connectée (consciente des enjeux de la transition numérique)		



Aide de l'IA à partir de la retranscription des échanges dans les groupes et en commun, puis après examen et compléments en comité de pilotage

1. Des citoyens éclairés, mieux informés et capables d'esprit critique

Les trois groupes convergent vers la nécessité de développer une **éducation citoyenne ambitieuse et continue**, de la petite enfance à l'âge adulte : formation à l'esprit critique, à l'information, au numérique, au fonctionnement démocratique ; vulgarisation des enjeux politiques ; découverte du rôle des élus ; pédagogie sur les réseaux sociaux.

Le **risque majeur** identifié est la désinformation, amplifiée par les réseaux sociaux et les bulles sociales. Les participants soulignent également l'importance de garantir l'inclusion (finance, handicap, fracture numérique...).

2. Des élus formés, accessibles et au service du territoire

Former et accompagner les élus dans une posture d'écoute et de service : renforcer le rôle des élus et leur proximité avec les habitants passe par davantage de **formation** (écoute, transitions, intelligence collective), une meilleure prise en compte des besoins des citoyens, et un travail sur l'éthique, l'exemplarité et le respect.

Les **dérives** identifiées : idéologies bloquantes, difficulté de dialogue avec la société civile.

3. Une participation citoyenne plus régulière et plus structurée, avec la mise en place de dispositifs pérennes

Il ressort une forte demande de **participation effective**, avec des mécanismes clairs : instances citoyennes locales, consultations ouvertes, comités et espaces de débat permettant l'expression et la co-construction. La participation doit être **désirable** et rendue possible grâce à des conditions favorables (temps, lieux, pédagogie) et des espaces concrets, accessibles et suivis. Il paraît intéressant de s'appuyer sur l'expérimentation sur des temps limités puis d'en tirer les enseignements : obligation de vote ? Service civique communal/communautaire ? ...

Le **risque** identifié : participation « alibi », frustration ou perte de confiance si les contributions ne sont pas prises en compte sans explication.

4. Des institutions plus transparentes, plus lisibles et mieux évaluées

Les participants souhaitent une **plus grande transparence du fonctionnement démocratique**, notamment en permettant une évaluation des promesses politiques et des programmes. Une demande récurrente : rendre les décisions compréhensibles et clarifier dès le début les freins et les contraintes liées à l'action publique (pédagogie des décisions), autrement dit rendre la démocratie lisible et responsable.

La **vigilance** porte sur l'évitement de la manipulation et la nécessité d'un dialogue sincère élus-citoyens.

5. Un vivre ensemble renforcé pour une société apaisée

La démocratie locale se nourrit de liens sociaux, de culture commune. Elle s'appuie en particulier sur les associations, sur le bénévolat. Des actions comme « Vis ma vie », « Faut qu'on parle », des opérations de rencontres, des journaux collaboratifs, des actions culturelles et citoyennes favorisant le dialogue et la cohésion sociale, ou des initiatives d'intelligence collective contribuent à créer une société **bienveillante, inclusive et moins polarisée**.

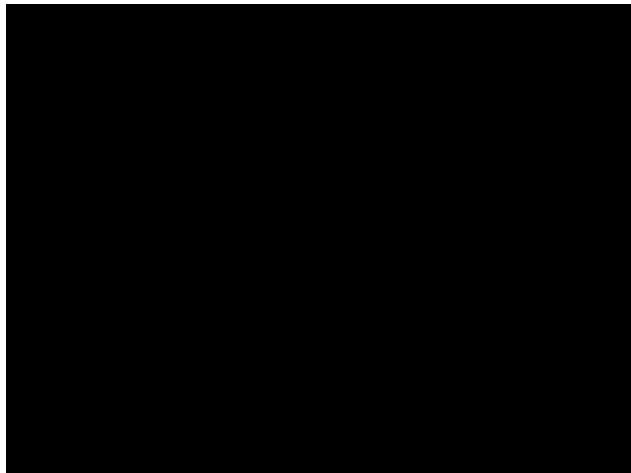
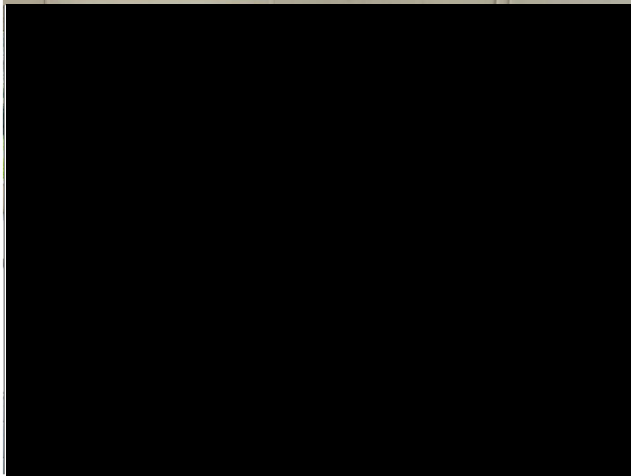
La **vigilance** porte sur l'individualisme, l'isolement numérique et les intérêts particuliers.

Conclusion

Les participants ont souligné l'intérêt de la démarche et ont apprécié l'organisation de l'atelier. Le format sera réutilisé lorsque l'occasion se présentera à nous.

Le manque de temps pour donner plus d'exemples concrets et apporter un focus plus territorial a cependant été soulevé.

Une restitution sera effectuée auprès de l'ensemble des membres et citoyens associés du Conseil de développement lors de notre prochaine Assemblée générale le 10 décembre.



PLENIERE DU C2D « ATELIER-RELAJ DU CESE »

Compte-rendu de l'atelier-relai du 25 novembre 2025

Lieu : Siège de Bordeaux Métropole

Date : 25 novembre

Durée estimée : 2 heures (18h30 – 20h30)

ORGANISATION ET MODALITES D'ANIMATION DE L'ATELIER-RELAJ AUTOUR DE 3 ATELIERS THEMATIQUES

L'atelier-relai s'est articulé autour de **trois ateliers thématiques conduits simultanément**, chacun portait sur l'une des trois thématiques retenues parmi les cinq proposées par le CESE en l'occurrence :

- **Atelier 1 : Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ;**
- **Atelier 2 : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ;**
- **Atelier 3 : Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité.**

Chaque atelier regroupait une douzaine de personnes environ. La répartition des participants a été effectuée selon leurs préférences, recueillies via un sondage préalable pendant la phase d'inscription.

Les ateliers n'étaient pas tournants. Les participants sont restés dans l'atelier correspondant à la thématique choisie pendant toute la durée de l'atelier-relai.

Il n'y a pas eu de restitution collective à l'issue des travaux en atelier. Pour valoriser les productions, les supports remplis en séance par les animateurs ont été affichés après les ateliers, lors du temps convivial. Chacun a pu consulter librement les productions des différents groupes sur les autres thématiques.

Chaque atelier thématique était conçu en s'appuyant sur le modèle du kit d'animation fourni par le CESE et avait le même déroulé. Il a suivi une logique d'entonnoir progressive, démarrant par un recueil de témoignages (*brainstorming*) et se terminant par une séquence de type World Café, visant à traduire ces éléments en objectifs concrets et à identifier pour chacun d'eux les leviers d'action et les points de vigilance à considérer :

Rappel du déroulé de l'atelier-relai :

Temps	Étape / Séquence	Objectif
18h30	Introduction	Présentation du cadre [REDACTED]
18h40	Ateliers Thématiques (4 Séquences)	Ateliers thématiques simultanés selon le même déroulé : Atelier 1 : Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ; Atelier 2 : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ; Atelier 3 : Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité.

19h10	Séquence 1 : Recueil de Témoignages	Ancrer localement la thématique en faisant émerger les vécus, problématiques et initiatives.
19h30	Séquence 2 : Construction des Objectifs 2050	Traduire les témoignages en 6 objectifs maximum clairs et partagés à long terme (2050).
20h15	Séquence 3 : Leviers et Points de Vigilance (World Café)	Identifier concrètement les leviers et points de vigilance pour chaque objectif.
20h25	Séquence 4 : Restitution et Validation Collective	Valider collectivement les objectifs, leurs leviers et points de vigilance.

ATELIER 1 : INTEGRER LES LIMITES PLANETAIRES ET LES ENJEUX CLIMATIQUES

Nombre de participants : 14

En résumé

Le point de débat principal a concerné le périmètre du brainstorming (Séquence 1) centré sur l'ancrage territorial et métropolitain. Ce cadrage a été perçu par certains comme trop restrictif, considérant que le sujet exigeait une échelle planétaire. Les participants ont exprimé le sentiment de ne traiter la problématique que dans « l'épaisseur du trait » à l'échelle territoriale. Ce débat a conduit à ouvrir le brainstorming sur une échelle plus prospective et large à une hauteur de vue couvrant les thématiques clés de l'énergie, du logement, de l'alimentation, de la production et de la mobilité, et ce, de manière générale sans chercher à rattacher l'échelle territoriale.

Le principal consensus dégagé est que l'intégration des limites planétaires ne doit pas servir de prétexte au maintien des niveaux de production actuels. Le véritable enjeu réside dans un changement de paradigme vers la « meilleure production » (qualité) et la nécessité d'endiguer la culture du « consommable ».

Quels objectifs pour 2050 ?

Regroupement n°1 : Initiatives en faveur de l'économie circulaire et récupération

- **Objectif 1 : Mettre en place une stratégie métropolitaine basée au maximum sur l'économie circulaire (recycler, valoriser la durabilité/qualité des produits etc.)**

Plusieurs exemples concrets d'initiatives en faveur de l'**économie circulaire** ont été partagés :

- Toilettes sèches et engrais : Récupération des déchets issus des toilettes sèches pour leur transformation en engrais.
- Consigne pour la restauration : Le projet "Bloo food" met en place un système de consigne pour les restaurateurs (notamment fast-foods) utilisant des contenants en verre, avec une centrale de nettoyage mutualisée.
- Réemploi et Réparation (Pessac) : L'initiative "Boîte à data" à Pessac visait à faire récupérer par des magasins spécialisés (horlogerie, informatique, chaussures de sport, etc.) des produits jetés par les habitants pour les recycler, les réparer et les reconditionner. L'initiative a malheureusement été arrêtée pendant le Covid.

Arguments en faveur de cet objectif :

- Eviter la surconsommation ;
- Favoriser l'économie locale et l'activité des petits commerçants.

Regroupement n°2 : Opportunités de capture du CO2 généré par les activités humaines

- **Objectif 2 : Etudier un moyen de généraliser la captation de CO2 généré par nos industries pour en faire une ressource**

L'accent a été mis sur la récupération du CO2 généré par des activités agricoles et industrielles locales. Un exemple cité est la récupération du CO2 issu de la vinification du vin.

Argument en faveur de cet objectif :

- Responsabiliser les entreprises et leur permettre de diminuer leur impact sur les limites planétaires.

Regroupement n°3 : Problématique de la compensation de la nature

- **Objectif 3 : Inverser la tendance de grignotage des espaces naturels au profit du développement urbain de la métropole**

Une préoccupation a été soulevée concernant les projets d'aménagement et les mesures de compensation proposées. A propos de l'abattage d'arbres, les participants ont exprimé la remise en question de l'abattage d'arbres matures dans le cadre de projets, même lorsque celui-ci est justifié par un engagement de replanter un nombre équivalent.

Arguments en faveur de cet objectif :

- Meilleure qualité de vie ;
- Eviter d'empirer la situation actuelle.

En complément des sortants de la séquence 1, 3 objectifs ont été formulés, illustrant les thématiques de la **sobriété énergétique**, de la **résilience alimentaire** et de la **mobilité durable**. Ces objectifs sont :

- **Objectif 4 : Améliorer l'efficacité énergétique de tous les logements et équipements publics**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Sobriété énergétique = moins de gaspillage, plus d'économies ;
- Augmentation de la ressource énergétique disponible.

- **Objectif 5 : Promouvoir une alimentation plus locale en relocalisant la production alimentaire sur nos territoires**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Meilleure santé ;
- Favoriser l'économie locale ;
- Moins de CO2 généré lié au transport des produits ;
- Améliorer la résilience alimentaire du territoire.

- **Objectif 6 : Etendre la dynamique de développement des mobilités durables déjà bien engagée sur la métropole aux territoires limitrophes et voisins pour éviter les ruptures et favoriser les reports modaux**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Gain de temps des transports en commun ;
- Meilleurs services de transport en commun hors villes centrales = meilleure qualité de l'air, moins de bouchons = moins de burn-out.

Leviers et points de vigilance

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Objectif 1 : Mettre en place une stratégie métropolitaine basée au maximum sur l'économie circulaire (recycler, valoriser la	Il faut enrayer la tendance à la consommation immédiate et aux achats dits « désirables ». La nouvelle désirabilité doit être centrée sur la qualité, la durabilité et la longévité des produits/objets .	Freins financiers : souvent des subventions publiques sont nécessaires pour entamer ces transitions. Freins culturels : le changement de mentalité est long à opérer.

<p>durabilité/qualité des produits etc.).</p>	<p>Utiliser des produits locaux et éviter des produits transformer à l'étranger (par exemple le bois).</p> <p>Favoriser la seconde main, la réparation, le réemploi etc. > produire un guide des réparateurs sur Bordeaux Métropole pour valoriser ces acteurs.</p> <p>Responsabiliser les producteurs / industriels.</p> <p>Etudier la possibilité d'intégrer une obligation/incitation pour que les producteurs proposent des garanties plus longues.</p> <p>Mettre en place des consignes pour les bouteilles en verre et en plastique.</p> <p>Inciter à plus de vrac dans les supermarchés, des coins produits anti-gaspi.</p> <p>Développer les consignes dans la restauration rapide (initiative inspirante de Bloo Food – entrepreneurs pour la planète).</p> <p>Développer les ressourceries.</p>	<p>Freins industriels : la modification de la chaîne de production pourrait tarder.</p>
<p>Objectif 2 : Etudier un moyen de généraliser la captation de CO2 généré par nos industries pour en faire une ressource.</p>	<p>Les arbres sont une bonne pompe à CO2 (il faut renaturer), il faut donner plus de place à la nature.</p> <p>Rattacher des financements/subventions aux acteurs qui mettent en place des actions pour réduire leur production de CO2.</p> <p>Augmenter les taxes sur les émissions de CO2.</p> <p>Etudier les opportunités de récupérer le CO2 des activités agricoles (exemple le secteur viticole avec la vinification).</p>	<p>Freins industriels : la mise en place des matériels nécessaire sera longue.</p> <p>Eviter que la capture de CO2 généré par l'industrie ne devienne un prétexte à l'augmentation de la production. Une telle situation serait contre-productive et neutraliserait l'objectif de réduction de l'empreinte environnementale.</p>
<p>Objectif 3 : Inverser la tendance de grignotage des espaces naturels au profit du développement urbain de la métropole.</p>	<p>Fixer des quotas dans les documents d'urbanisme et créer des espaces de protection pour les espèces.</p> <p>Intégrer les pratiques vertueuses dans les projets d'aménagement : refuges, laisser les bois morts, végétaliser l'espace public, pieds de façades, remplacer le mobilier urbain par un dispositif végétal.</p> <p>Favoriser les initiatives vertueuses par un système de récompense (taxe foncière).</p>	<p>Frein à l'image : certaines pratiques de « laisser-faire la nature » sont perçues comme « sales » (jachères, permaculture etc.).</p> <p>La concurrence d'usages : la production agricole versus la surface dédiée au logement.</p>

<p>Objectif 4 : Améliorer l'efficacité énergétique de tous les logements et équipements publics.</p>	<p>Avoir comme principe fondateur : 1 logement neuf = 1 logement ancien rénové (mettre en place une réglementation sur ce principe).</p> <p>Promouvoir les énergies renouvelables : développer les réseaux de chaleur urbains, développer les raccordements au photovoltaïque, réduire la vacance de tous les bâtiments.</p>	<p>La surveillance de l'application des dispositifs existants (photovoltaïque sur particulier).</p> <p>Manque de moyens économiques (humains, financiers, etc.).</p>
<p>Objectif 5 : Promouvoir une alimentation plus locale en relocalisant la production alimentaire sur nos territoires.</p>	<p>Identifier les producteurs locaux dans l'optique d'une régionalisation alimentaire.</p> <p>Créer des labels locaux (AOP, IGP plus souples).</p> <p>Valoriser des relais locaux tels que les AMAP à la ferme.</p> <p>Réintégrer la production locale pour contrer la déprise agricole.</p> <p>Transformer les pratiques alimentaires des cantines scolaires / publiques.</p> <p>Sensibiliser les gens à acheter local, de saison, fait maison.</p> <p>Dans les marchés locaux et associations de quartier, inviter les producteurs locaux.</p> <p>Il faut reconnecter l'humain à la terre.</p> <p>Revaloriser socialement la production agricole.</p>	<p>Pour le sud-ouest de la France, l'Espagne est plus proche que le nord-est de la France > principe de proximité avec l'Espagne pour le sud-ouest qui peut être un frein.</p> <p>La pollution des sols aux pesticides et métaux lourds (terres viticoles).</p>
<p>Objectif 6 : Etendre la dynamique de développement des mobilités durables déjà bien engagée sur la métropole aux territoires limitrophes et voisins pour éviter les ruptures et favoriser les reports modaux.</p>	<p>Développer le réseau ferroviaire et le réseau bus.</p> <p>Limiter les camions en traversée de la métropole (rocade).</p> <p>Favoriser le covoiturage.</p> <p>Favoriser le ferrouillage.</p> <p>Favoriser le transport fluvial sur la Garonne pour le fret et la production locale.</p>	<p>Freins culturels : le confort lié à la voiture et le rapport au véhicule personnel sont encore bien ancrés > le symbole de la voiture comme réussite.</p> <p>Attention à l'entretien des transports en commun > ces transports peuvent être HS quand il pleut.</p> <p>Certaines communes sont mal desservies par les transports en commun.</p>

ATELIER 2 : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

Nombre de participants : 12

En résumé

De manière générale, il n'y a pas eu de sujet saillant dans le groupe. Dès la première séquence et le partage d'expériences sur le thème de l'atelier, des discussions argumentées et constructives se sont installées entre les participants.

Le partage des expériences vécues s'est articulé autour d'expériences personnelles (participation à des collectifs citoyens, élus, des groupes de démocratie participative, membre d'un conseil d'administration associatif) et d'initiatives concrètes (financement participatif, convention citoyenne, démarches dans d'autres pays). Pour chacun des exemples, les participants ont fait état des enjeux et des points de vigilance associés.

De ces constats, les six objectifs ont rapidement été établis par le groupe. Il a collectivement été noté l'interdépendance et le lien entre les six objectifs à l'issue de l'atelier.

Quels objectifs pour 2050 ?

Trois objectifs ont été **priorisés par les participants sur une même échelle d'importance**, servant de socle pour les actions futures. Il s'agit des objectifs 1 à 3*.

- ***Objectif 1 : Protéger le pluralisme politique**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Pour que tous les citoyens se sentent représentés et écoutés ;
- Traitement des sujets de façon non sectorisée ;
- Cela contribue à préserver l'intérêt général ;
- Pour se préserver d'une dictature, pour favoriser la confrontation des idées ;
- Pour assurer la représentativité ;
- Question de légitimité où le maximum de personnes doit aller voter.

- ***Objectif 2 : Préserver les libertés fondamentales**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Liberté d'opinion + et d'expression + ;
- L'accès à l'éducation, la santé, au logement, au travail ;
- Pour protéger la démocratie et la préserver ;
- Le respect de l'être humain et du vivre ensemble ;
- Liberté d'association ;
- Liberté de conscience ;
- La base de la démocratie c'est la liberté ;
- Liberté de circulation et droit à la vie privée.

- ***Objectif 3 : Sensibiliser ou éduquer à l'esprit critique**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Esprit critique > il ne faut pas imposer l'autorité d'emblée donc comment mettre le public dans une attitude ouverte à la critique ? ;
- Pour cela, il faut avant tout expliquer le sujet objet du débat + faire connaître le sujet par l'intervention d'experts : le levier est d'abord l'acculturation ;
- Donner plusieurs choix d'opinion pour s'exprimer ;
- Mais est ce que l'autorité est préalable dans l'expression de l'esprit critique (avec l'expert ?) ;
- Il faut exercer sur soi-même l'esprit critique ;

- Pour ne pas se laisser influencer par les réseaux sociaux ;
- Pour être libre, pour éviter de se faire manipuler ;
- Pour être capable de faire ses choix, de prendre ses propres décisions ;
- Pour faire perdurer les démocraties ;
- Pour favoriser les échanges, les débats ;
- Pour construire et déconstruire ;
- Pour ne pas se faire imposer ses choix.

- **Objectif 4 : Education des jeunes**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Objectif fondamental pour préparer et préserver les valeurs démocratiques ;
- Construire la société de demain en préservant les valeurs démocratiques ;
- Préserver l'esprit critique ;
- Savoir se former toute la vie avec l'acculturation perpétuelle ;
- Créer de l'intelligence collective ;
- Préserver et développer le lien social, le respect des personnes et des opinions ;
- Apprendre la démocratie, la laïcité ;
- Sensibiliser sur les enjeux de la démocratie.

- **Objectif 5 : Interpellation des élus**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Manquement aux réponses pour l'intérêt général ;
- Avoir des politiques à double sens ;
- Apporter une réflexion ou un réel échange entre les élus et les citoyens.

- **Objectif 6 : Valoriser les démarches participatives**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Pour respecter l'intérêt général ;
- Pour que les citoyens se sentent impliqués ;
- Pour impliquer les citoyens ;
- Pour que tous les points de vue puissent s'exprimer ;
- Pour faire contrepoids à la démocratie représentative ;
- Pour prendre les décisions au plus près du « terrain » ou de la société civile ;
- Pour consolider la démocratie en général ;
- Pour responsabiliser le citoyen.

Leviers et points de vigilance		
Objectif	Leviers	Points de vigilance
<p>*Objectif 1 : Protéger le pluralisme politique.</p>	<p>Créer des espaces d'expression libre et prendre en compte cette expression.</p> <p>Associer les citoyens aux décisions.</p> <p>Entretenir le débat.</p> <p>Partager les enjeux.</p>	<p>Comment atteindre tous les citoyens quels qu'ils soient ?</p> <p>Aboutir à un consensus.</p> <p>Ne pas supprimer les garde-fous qui font respecter les règles du jeu > préserver l'état de droit.</p>

	<p>Avant tout, préserver les libertés fondamentales.</p> <p>Assurer la responsabilité des élus qui la mettent en jeu constamment.</p>	
<p>*Objectif 2 : Préserver les libertés fondamentales.</p>	<p>La presse.</p> <p>L'éducation.</p> <p>Pluralisme politique.</p> <p>Séparation des pouvoirs maintenue et préservée (politique et judiciaire).</p> <p>Préserver l'état de droit.</p> <p>Assurer la liberté de penser et de croire.</p>	<p>Risque et vigilance sur le droit à la vie privée (excès de contrôle : IA, etc.).</p> <p>Les algorithmes nous disent ce qu'on veut entendre.</p> <p>Ne pas porter atteinte à la laïcité.</p> <p>Préserver les garde-fous de la démocratie/république.</p>
<p>*Objectif 3 : Sensibiliser ou éduquer à l'esprit critique.</p>	<p>Travailler sur l'esprit critique du citoyen : >éduquer voire acculturer pour prendre conscience.</p> <p>>faire des mises en situation (insertion) pour confronter les idées > exemple des services civiques mais pour tous les citoyens.</p> <p>>enjeux financiers importants : mettre suffisamment de moyens + ne pas exclure certaines idées partisans mais les confronter à l'esprit critique.</p> <p>Les leviers : éducation + formation + culture + lecture.</p> <p>Débattre et confronter ses idées à celles des autres (pour ouvrir des horizons) (exemple du C2D).</p> <p>Pluralisme dans la construction du débat > trouver le plus petit dénominateur commun.</p>	<p>Attention à ne pas s'enfermer dans ses idées partisans à cause des algorithmes ou de l'intelligence artificielle.</p> <p>Il faut des financements à l'acculturation qui soient adéquats + un besoin d'évaluation pour avoir un retour c'est-à-dire une reconnaissance de l'esprit critique + un retour sur la performance/efficience du dispositif.</p> <p>Les réseaux sociaux occupent la bande passante du cerveau.</p> <p>IA manipulatrice.</p> <p>Média en général > diversité et pluralisme sont importants.</p> <p>Communautarisme (frein à la construction de l'esprit critique).</p>
<p>Objectif 4 : Education des jeunes.</p>	<p>Formation des enseignants.</p> <p>Formation à la citoyenneté et à la démocratie.</p> <p>Accompagner les parents et les enfants sur le sujet démocratique par l'échange, les projets, le périscolaire, la confiance.</p> <p>Conseils municipaux des jeunes commune leviers à l'intérêt général et aux valeurs démocratiques.</p> <p>Intelligence collective ; il faut un préalable avec l'esprit critique + avoir plusieurs types de représentations.</p> <p>Visite de mairies, d'assemblées de collectivités, Assemblée Nationale, Sénat.</p>	<p>Violence intra-familiale, communautarisme, harcèlement scolaire, réseaux sociaux et IA.</p> <p>Faire attention à inclure tous les publics et ne mettre personne de côté.</p> <p>Ne pas négliger l'évaluation pour s'assurer que l'éducation est toujours effective.</p> <p>Réseaux sociaux et IA : contrôle des contenus.</p>

	<p>Rappels historiques des dictatures et des démocraties.</p> <p>Interventions d'élus dès le collège.</p> <p>Impliquer les jeunes dans la gouvernance de la vie associative.</p>	
<p>Objectif 5 : Interpellation des élus.</p>	<p>Développer des moyens d'interpellation des élus : permanences / papiers à remplir / pétitions / réseaux sociaux.</p> <p>Faire savoir à quoi sert l'élu pour que l'on sache comment l'interpeller (avec respect).</p> <p>Créer plus de proximité avec les élus locaux pour être sur un plan d'horizontalité.</p>	<p>Degré d'engagement de la personne qui interpelle : est ce que c'est un son ou une âme ? et souhaite-t-elle être identifiée ?</p>
<p>Objectif 6 : Valoriser les démarches participatives.</p>	<p>Acteurs : associations, syndicats, conventions citoyennes, le Conseil de développement.</p> <p>Débattre des sujets au plus près des citoyens pour remonter les idées ou les positions au plus haut.</p> <p>Encourager le dialogue entre les élus et les citoyens.</p> <p>Une participation citoyenne au niveau du fonctionnement de l'Etat (loi et budget, grandes orientations de l'Etat).</p> <p>Mettre en forme des procédures d'échanges entre experts et citoyens et élus et services pour une fertilisation croisée.</p>	<p>Entretenir de façon positive le lien social (culture, etc.).</p> <p>Visibilité sur les résultats.</p> <p>Que cela serve à quelque chose, que cela soit écouté.</p> <p>Que cela ne fasse pas passer autre chose sous couvert de participation (détournement de la démarche) risque d'instrumentalisation.</p> <p>Ecueil de l'immobilisme (efficacité administrative et temps de décision peuvent en pâtir).</p>

ATELIER 3 : PERMETTRE UN HAUT NIVEAU DE PROTECTION SOCIALE ET DE SOLIDARITE

Nombre de participants : 12

En résumé

Les points saillants de l'atelier ont été, dès la première séquence :

- Un souhait de s'inscrire dans une réflexion globale autour de l'avenir du pays, puisqu'il s'agit de préserver un modèle de protection sociale organisé essentiellement autour de l'Etat-Nation ;
- Les quelques expériences partagées portaient essentiellement de la sphère professionnelle des habitants mais ne s'appliquaient pas spécifiquement à la Métropole de Bordeaux (ex : personne ayant travaillé dans le BTP avec l'expérience des ouvriers sans papier, personne ayant été urbaniste et souhaitant défendre la construction de logements sociaux, personne travaillant dans des associations de solidarité d'un réseau national...) ;
 - Pour illustrer la priorisation nécessaire aux enjeux de solidarité, un participant a demandé s'il était bien nécessaire de construire un "Métro à 6 milliards à Bordeaux" ?
- Dans la séquence 1, la préservation du modèle de santé publique avec un accès aux soins inconditionnels et universels a été proposées d'emblée, mais a été nuancée et discutée, faisant apparaître que c'est justement en ciblant d'avantage les publics dans le besoin que le modèle de protection pourra être préservé ;
- Le financement de ce modèle, avec les enjeux du déficit de la sécurité sociale a ensuite été discuté, avec la proposition d'un rôle accru des entreprises et des mutuelles (avec une réflexion à avoir en fonction de la taille des entreprises + des travailleurs indépendants) ;
 - Ceux qui peuvent cotiser plus devraient le faire, ou alors certains ménages aisés ne devraient pas avoir le droit à des allocations ;
 - De façon générale il a été rappelé de façon collective l'importance de l'intégration sociale par le travail, même si ceux qui n'ont pas de travail ne doivent pas se retrouver sans solution de protection ;
- L'échelle de la famille a été mentionnée, pour dire qu'elle avait perdu son rôle de solidarité, notamment envers les jeunes, et que les institutions devaient aussi rappeler à ce rôle essentiel ;
- Le logement a aussi été mentionné comme le second pilier de l'insertion / l'intégration sociale : l'Etat et les collectivités doivent continuer à produire du logement social, et du logement adapté pour les personnes fragiles / handicapées / ayant besoin d'un accompagnement social ;
- Il faut trouver des modèles viables pour les associations de solidarité sans tout faire reposer sur elles, elles ne remplacent pas l'Etat.

Quels objectifs pour 2050 ?

Pour cet atelier, les débats ont permis de faire émerger et de hiérarchiser les objectifs, classés du plus prioritaire au moins prioritaire selon l'ordre suivant :

Regroupement n°1 : Public cible : jeunes / étudiants

- **Objectif 1 : Sécurité sociale : cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins**

Arguments en faveur de cet objectif :

- La solidarité doit être parfois « poussée » « obligée » ;
- L'équité est une condition de la paix sociale > le sentiment de justice ;
- La solidarité est une des conditions de la survie de l'espèce.

Regroupement n°2 : Rôle de l'Etat / collectivités ?

- **Objectif 2 : Une loi inclusive dans la conception pour le logement**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Favoriser la mixité ;
- Favoriser l'inclusion dans la société de personnes fragilisées ;
- Coût réduit si construction adaptée plutôt qu'un aménagement postérieur > donc économie.

- **Objectif 3 : Construire et prioriser le modèle de protection social en partant des citoyens**

Argument en faveur de cet objectif :

- Avoir une population en bonne santé physique et mentale.

Regroupement n°3 : Rôle des entreprises ?

- **Objectif 4 : Une véritable RSE avec les enjeux de protection sociale**

Argument en faveur de cet objectif :

- Les grandes entreprises doivent plus aider à la solidarité.

Regroupement n°3 : Des français.es ? ou au-delà ?

- **Objectif 5 : Décentraliser les politiques de protection sociale**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Permet la mobilisation du foncier pour le logement ;
- La proximité permet une meilleure connaissance des besoins et des solutions ;
- Des partenariats locaux peuvent être établis via un capital confiance / d'interconnaissance.

- **Objectif 6 : Mettre la solidarité au cœur des politiques**

Arguments en faveur de cet objectif :

- Les associations, bénévoles, collectifs citoyens font le travail à la place de l'Etat ;
- Etat paisible, population vivant en bonne harmonie dans un état solidaire.

Leviers et points de vigilance		
Objectif	Leviers	Points de vigilance
Objectif 1 : Sécurité sociale : cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins.	<p>Légiférer ?</p> <p>Fixer des taux // revenus.</p> <p>Taxer les plus riches équitablement.</p> <p>S'inspirer des modalités des pays voisins adaptés au nôtre.</p> <p>Faire évoluer le modèle mutualiste en le faisant financer par les entreprises.</p> <p>Valoriser / faire connaître les possibilités de « donner ».</p>	
Objectif 2 : Loi inclusive / logement dès sa conception.	<p>Création de postes d'accompagnements dans les écoles avec rémunération juste.</p> <p>Appliquer la concertation et la co-conception dans les projets.</p>	<p>Accompagnement des publics fragiles / fragilisés dans leur démarche.</p> <p>Formation et sensibilisation des accompagnants / aidants.</p>
Objectif 3 : Construire et prioriser le modèle de protection sociale en partant des citoyens.	<p>Respecter les résultats des réflexions et recommandations des conventions citoyennes.</p> <p>Plus de « conventions citoyennes ».</p> <p>Donner accès à l'information.</p> <p>Les accompagner pour leur donner les moyens de formuler des contre-propositions > empowerment avec des vrais moyens.</p>	<p>Etre vigilant sur « info » et « intox ».</p> <p>Vigilance / lobby // parlementaires.</p>
Objectif 4 : Une véritable RSE avec les enjeux de protection sociale.	<p>Réfléchir à une autre répartition des bénéfices.</p> <p>Trouver une piste de valorisation pour les entreprises > exemples des aides de l'état à conditionner, contractualiser, valoriser.</p>	<p>Délocalisation des entreprises > difficile d'obliger les entreprises à y souscrire.</p>
Objectif 5 : Décentraliser les politiques de protection sociale.	<p>Droit à l'expérimentation.</p> <p>Contrats de plan locaux autour d'objectifs et de projets.</p> <p>S'inspirer de ce qui marche et qui a été approuvé, ne pas refaire des expérimentations.</p>	<p>Points de vigilance = équité territoriale.</p>
Objectif 6 : Mettre la solidarité au cœur des politiques.	<p>Valoriser l'engagement citoyen via des avantages.</p> <p>Sécuriser juridiquement les bénévoles (président, trésorier,...).</p> <p>Donner un statut aux bénévoles.</p>	<p>Burn out militant = danger.</p> <p>Sentiment de non-reconnaissance.</p> <p>Etat d'esprit individualiste (chacun pour soi est la nouvelle norme > trouver des moyens de la contrer).</p>

	Valoriser le service civique. Stage obligatoire des élus dans des associations.	Risque de non-création d'emploi (pris par des bénévoles).
--	------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------

Compte-rendu des ateliers « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

Date : 15/10/2025

Organisation : Conseil de Développement Baugeois-Vallée

Nombre de participants et participantes : 6

[REDACTED]

Nom, prénom et adresse mail de la personne en charge du compte-rendu : [REDACTED]

[REDACTED]

Thématique traitée dans l'atelier : Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

Rappel des objectifs et des attendus du compte-rendu

Pour rappel, ce modèle compte-rendu permet de guider votre prise de note. Les informations essentielles à recueillir sont :

- **Les éléments de consensus** entre les participantes et participants sur la proposition étudiée
- **Mais également les avis minoritaires** le cas échéant, si vous n'aboutissez pas à un consensus au fil des échanges.

En résumé

Lors de l'atelier, les participants ont souligné l'urgence de renforcer la démocratie participative en créant des espaces de dialogue permanent entre citoyens, société civile et élus (réseaux locaux, plateformes collaboratives, co-construction des politiques publiques). L'éducation civique, la culture du dialogue (via les écoles et le service civique), et une régulation des médias (journalisme de confiance, lutte contre la désinformation) ont été identifiées comme des piliers pour former des citoyens critiques et engagés. Consensus fort : une démocratie plus transparente, responsable et participative, alliant justice sociale et responsabilité collective.

Brise-glace

Aucun brise-glace n'a été mené car tous les participants à l'atelier se connaissaient déjà étant donné les activités habituelles du CODEV.

Introduction

En introduction, Dominique Allaume-Bobe a présenté le contexte de l'atelier, rappelant le rôle institutionnel du Conseil économique, social et environnemental (CESE) en tant que troisième assemblée constitutionnelle de la République. Les échanges ont également porté sur les liens fonctionnels entre le CESE et les Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER), mettant en évidence une culture commune du compromis propre à ces instances consultatives.

Préalablement à l'atelier, les notions de « régime démocratique » et de « société civile » avaient fait l'objet de définitions préparatoires, suscitant quelques observations. Ainsi, la société civile a été caractérisée comme un acteur défendant les intérêts généraux de groupes spécifiques, tandis que la démocratie a été abordée sous l'angle de la délégation du pouvoir à des représentants élus. Les participants ont par ailleurs insisté sur la nécessité de renforcer la démocratie participative, tout en interrogeant les modalités d'une transparence effective : comment assurer un compte rendu clair et accessible aux citoyens des décisions et processus démocratiques ?

Quels objectifs pour 2050 ?

Regroupement n° 1 : *Citoyenneté*

- Objectif 1 : Mettre en place un réseau de consultation permanente pour remonter les avis au plus haut niveau

Éléments de débats autour de l'objectif :

- Arguments en faveur : mettre en place une session lors de laquelle des 'citoyens ordinaires' exposent leurs problématiques aux élus → cela permettrait que les élus écoutent
- Objectif 2 : Tenir compte des avis éclairés de la société civile
- Objectif 3 : Soutenir les plateformes de participation citoyenne
- Objectif 4 : Co-construire les politiques publiques
- Objectif 5 : Au niveau local, mettre en place un collectif citoyen pour faire remonter les idées et problèmes

Regroupement n° 2 : *Justice sociale et écologique*

Ce regroupement découle du futur idéal suivant : Parvenir à l'essence de la démocratie en neutralisant les oligarchies de l'argent qui la détournent

- Objectif 1 : L'état social pour tous : la sécurisation sociale de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, du logement et du travail
 - Arguments en faveur : les services sociaux minimum d'existence permettraient de faire société autrement (plus de temps pour s'investir dans des associations, dans la vie de famille, etc.)

- Points de dissensus : L'attribution d'un revenu minimal universel, sans conditionnalité, pourrait réduire les motivations à s'engager dans une activité professionnelle. L'équilibre d'un système social repose en partie sur la contribution active d'une majorité de travailleurs, dont l'activité économique génère la richesse nécessaire à la redistribution.
- Objectif 2 : Défendre l'intérêt général
 - Points de dissensus : L'intérêt général doit-il être « défendu » ? Il doit normalement être la base de toutes les décisions.
- Objectif 3 : l'égalité, la solidarité, la fraternité
- Objectif 4 : régénérescence de l'environnement par la responsabilisation et par la limitation de la propriété privée
- Objectif 5 : Donner aux enfants, un futur, un espoir d'une vie possible

Regroupement n° 3 : *Régime démocratique*

- Objectif 1 : Articuler les organes de la société civile et les élus
- Objectif 2 : Tout le monde vote
 - Arguments en faveur : Donner du pouvoir au vote blanc, rendre le vote obligatoire
- Objectif 3 : Rendre le recours au référendum obligatoire dans certains cas
- Objectif 4 : Avoir une démocratie forte

Regroupement n° 4 : *Responsabilité des élus*

Ce regroupement découle du futur idéal suivant : Une représentation responsable et fidèle du peuple pour une obligation de gouvernabilité par un principe de compromis appliqués

- Objectif 1 : Reddition des comptes (projets, plans)
- Objectif 2 : Obligation du compromis par le vote des députés
- Objectif 3 : Elus comptables de la parole donnée

Regroupement n° 5 : *Education (citoyenne)*

De nombreuses idées ont été émises concernant ce thème, dont un futur idéal : éducation pour tous, enfants, adultes, malades, étrangers...

- Objectif 1 : Art du consensus / dissensus à travailler
- Objectif 2 : Instruction civique (objectif mentionné 2x par 2 personnes différentes)
- Objectif 3 : Développer la conscience politique
- Objectif 4 : Promouvoir la culture du dialogue et de la responsabilité (service civique, écoles)

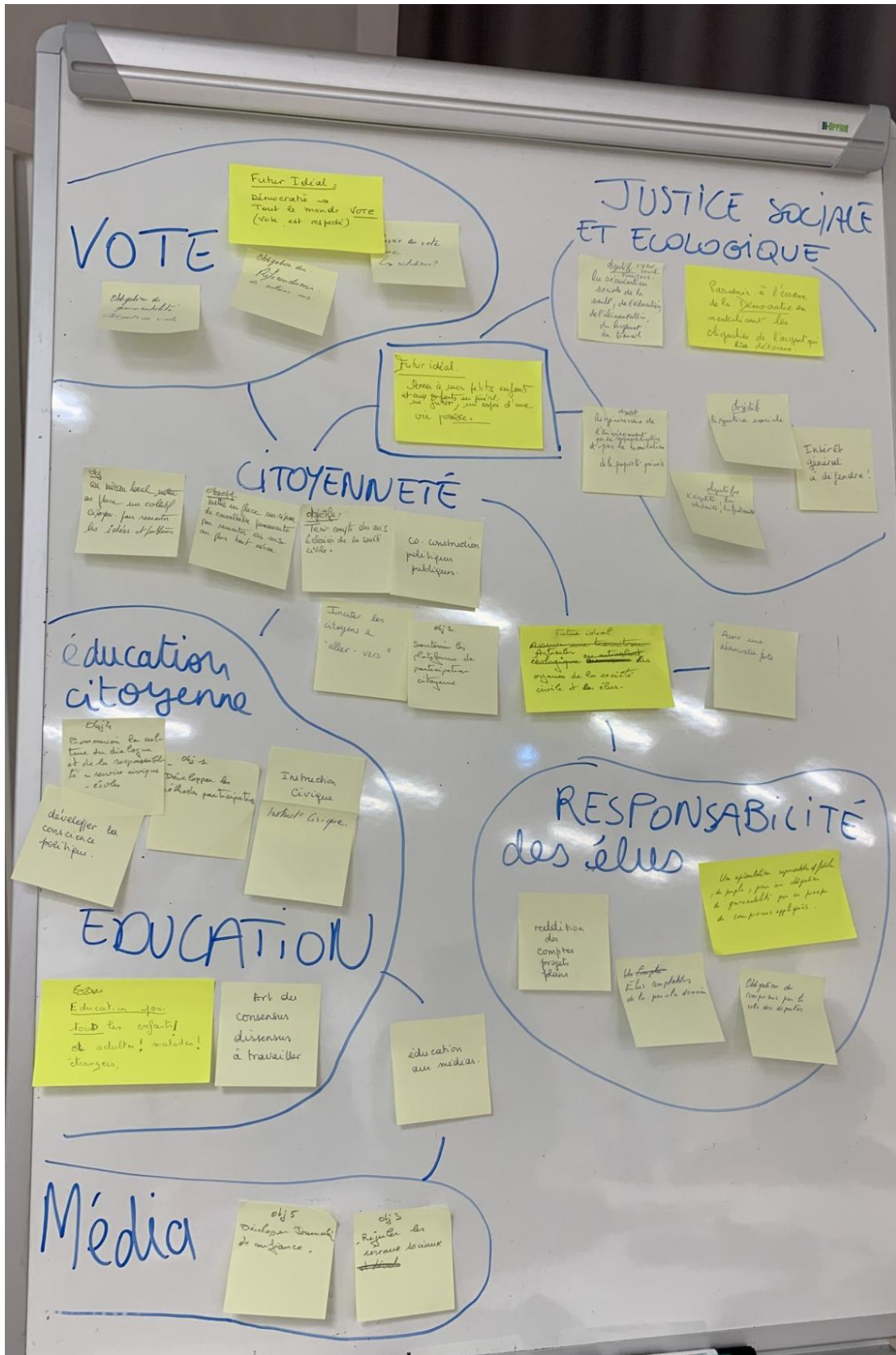
- Objectif 5 : Développer les méthodes participatives

Objectif intermédiaire au regroupement 5 et 6 : éducation aux médias

Regroupement n° 6 : Médias

- Objectif 1 : Développer le journalisme de confiance
- Objectif 2 : Réguler les réseaux sociaux

Photo de la carte mentale :



Groupe 1 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Education à la citoyenneté	Instruction civique	Lien avec l'éducation nationale
	Pédagogie participative (Montessori, Freinet...)	
	Conseil municipal des jeunes	
	Election et / ou vote pour les responsables de classe, les voyages et les projets scolaires	
	Remplacer « je » par « nous »	
	Développer l'altruisme	Elitisme
	Apprendre la coopération	Individualisme
	Pédagogie de projet (faire ensemble, pas de compétition)	

Mise en commun :

- Propositions d'ajouts :
 - L'éducation ne se fait pas seulement à l'école mais aussi dans la famille. Pour cela, il faut garantir un équilibre vie familiale / vie professionnelle.
- Points de dissensus éventuels
 - L'instruction civique ne permet pas forcément de développer sa conscience politique.

Groupe 2 :

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Justice sociale et écologique	Défendre l'intérêt général	Action des lobbies
	Comportement du consommateur : achats, pratiques (exemple Amap : solidarité)	Législation qui fixe des cadres Pression sociale
	Services sociaux minimum d'existence	
	Que les consommateurs deviennent des consomm'acteurs (esprit de consommation → esprit de responsabilité)	Transparence sur les produits Publicité
	Légiférer sur les publicités, algorithmes	
	Reconsidérer la personne au travail (reconnaissance)	
	Replacer l'humain au centre des objectifs	Stigmatisation
	Donner le pouvoir à la concertation	Peur de la manipulation

Conclusion

L'atelier était intéressant et correspondait aux attentes des participants. Certains documents (articles universitaires, vidéos, livres, productions d'autres conseils de développement) avaient été envoyés avant l'atelier et n'ont pas forcément été mentionnés pendant les discussions. Cela n'a cependant pas gêné les participants qui étaient satisfaits des échanges lors de l'atelier.

Nom du CESER ou du CoDev :

Conseil de développement durable de l'Eurométropole de Metz – CODEV EMM

Nom du représentant ou de la représentante :

[REDACTED]

Adresse email de contact :

[REDACTED]

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)

Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale

Les deux

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

Stratégie métropolitaine 2030-2050 de février 2024

- https://www.eurometropolemetz.eu/fileadmin/user_upload/mediatheque_metropole/CODEV/Publications/2024-02Rapport_CODEV_Strategie_metropolitaine_vDEF_20240603.pdf

Vos contributions sur la base de travaux thématiques

Thématiques abordées dans le cadre de vos travaux, dans une optique prospective (à échéance 2050) :

Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ;

Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun ;

Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité ;

Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;

Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations-Unies et du droit international.

Autre, précisez :

Pour chacune des thématiques, merci de bien vouloir remplir le tableau ci-dessous.

Thème	Objectifs 2050	Actions / Leviers dès maintenant	Points de vigilance / Facteurs d'entrave
1. Vivre dignement de son travail (économie attractive et compétitive)	<ul style="list-style-type: none"> - Métropole attractive pour entreprises et talents - Emploi local diversifié et qualifié - Alliances stratégiques avec territoires voisins 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer filières innovantes (économie verte, numérique) - Soutenir artisanat et commerce de proximité - Renforcer enseignement supérieur et formation continue - Faciliter implantation entreprises (foncier, fiscalité) - Mobilité durable pour accès à l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - Concurrence interterritoriale - Crises économiques et énergétiques - Manque d'adaptation rapide aux mutations technologiques
2. Protection sociale et solidarité	<ul style="list-style-type: none"> - Accès universel aux services fondamentaux (santé, éducation, logement) - Cohésion sociale forte 	<ul style="list-style-type: none"> - Urbanisme solidaire (logements abordables) - Renforcer offre de soins et prévention - Développer équipements culturels et sportifs - Soutenir inclusion numérique 	<ul style="list-style-type: none"> - Vieillesse population - Inégalités territoriales persistantes - Pression budgétaire sur services publics
3. Intégrer les limites planétaires (climat, biodiversité)	<ul style="list-style-type: none"> - Neutralité carbone - Ville résiliente face aux crises climatiques - Préservation des sols et biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire artificialisation des sols - Déployer mobilité douce et transports collectifs - Promouvoir économie circulaire - Végétalisation urbaine et corridors écologiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Accélération des crises climatiques - Dépendance aux énergies fossiles - Acceptabilité sociale des changements (ex. restrictions)

Thème	Objectifs 2050	Actions / Leviers dès maintenant	Points de vigilance / Facteurs d'entrave
4. Préserver la démocratie et place de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance participative renforcée - Évaluation régulière des politiques publiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Alignement avec Accords de Paris et ODD - Institutionnaliser démocratie participative (CODEV, consultations citoyennes) - Transparence et indicateurs partagés - Décloisonner politiques publiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Fatigue démocratique / défiance citoyenne - Calendrier électoral décalé par rapport aux enjeux long terme
5. Maintenir la paix et respect du droit international	<ul style="list-style-type: none"> - Coopération transfrontalière et européenne - Métropole ouverte et inclusive 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer partenariats avec territoires voisins (Sillon Lorrain, transfrontalier) - Promouvoir interculturelité et solidarité internationale - Intégrer enjeux géopolitiques dans planification 	<ul style="list-style-type: none"> - Instabilité géopolitique mondiale - Risques de repli identitaire ou communautarisme

Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Le CODEV ne propose pas un scénario figé mais un **récit évolutif** qui prend en compte l'incertitude et l'accélération des changements. Le scénario repose sur la **lecture citoyenne du territoire**, centrée sur le **bien-être et le bien-vivre** des habitants, intégrant les fonctions métropolitaines (emploi, habitat, mobilité, culture, santé). Pour qu'à **Horizon 2050** l'objectif de l'Eurométropole soit d'être un territoire **innovant, végétalisé, résilient**, aligné avec les **Objectifs de Développement Durable (ODD)** et les **Accords de Paris**.

Il se structure de la façon suivante :

1. Transition climatique et énergétique comme fil conducteur

- Neutralité carbone et sobriété énergétique
- Réduction de l'artificialisation des sols
- Mobilité durable et économie circulaire

2. Habitat comme pivot central

- Logement abordable et performant
- Ville du **quart d'heure** et territoire de la **demi-heure** (proximité des services)

3. **Croissance maîtrisée et alliances stratégiques**
 - Coopération interterritoriale (Sillon Lorrain, transfrontalier)
 - Attractivité économique et emploi qualifié
4. **Démocratie participative et gouvernance agile**
 - Place renforcée de la société civile
 - Évaluation régulière des politiques publiques avec indicateurs partagés
5. **Adaptation aux changements rapides et incertains**
 - Action publique réactive et flexible
 - Décloisonnement des politiques publiques

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

Propositions de leviers à actionner :

Diversité des filières, accessibilité, Qualité de vie (logement, culture, environnement),
Partenariats stratégiques (territoires, universités), prise en compte de la jeunesse,
Gouvernance agile et participative

Points de vigilance éventuels à souligner :

Avis transverse du CESE : « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »

Trame de contributions des CESER / CoDev – travaux déjà menés

Dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ? Le CESE souhaite associer largement la société civile organisée à la rédaction de son avis transverse

Dans un contexte marqué par le risque géopolitique et de profondes transformations environnementales, politiques, démographiques, géographiques, territoriales et de ruptures technologiques, la société civile aspire à se questionner sur la question suivante : dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ?

C’est pourquoi le CESE a décidé de travailler à un avis transverse, « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 », rapporté par Elodie Martinie-Cousty (groupe de l’environnement) et Patrick Levy-Waitz (groupe Agir autrement pour l’innovation sociale et environnementale). Le CESE souhaite se questionner sur les conditions nécessaires, à horizon 2050, pour :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité ;
- Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ;
- Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ;
- Maintenir la paix dans le monde.

[Lire la note de saisine >](#)

Sur ces questions majeures, il nous a semblé indispensable de **faire de la dimension territoriale un axe central, tout en incluant la société civile organisée** dont nous sommes convaincus qu’elle doit être mieux entendue dans les années à venir. C’est la raison pour laquelle nous nous adressons à vous afin de vous proposer un travail collaboratif.

Vous avez mené un ou plusieurs travaux à dimension prospective ? Faites-nous part de vos réflexions

Ce formulaire vous permet de nous faire parvenir vos contributions, sur la base de travaux déjà menés – que ces travaux soient thématiques ou qu’ils aient visé à construire un scénario de prospective. Ces contributions sont attendues pour le **1^{er} décembre 2025** au plus tard.

A l’issue de cette phase, une journée délibérative réunissant les représentants des CESER et des CoDev aura lieu le **15 janvier 2026**, au CESE. A cette occasion, les scénarios travaillés par la commission vous seront présentés, afin que vous puissiez réagir et contribuer à définir les leviers et conditions permettant d’y parvenir, au regard de vos propres travaux et expériences territoriales.

Vous n’avez pas mené de travaux à dimension prospective ou vous souhaitez approfondir ? Organisez un atelier-relais dans votre territoire

Le CESE met également à votre disposition un kit d’ateliers-relais (composé d’un guide méthodologique détaillant les méthodes d’animation suggérées, des supports d’animation et d’un modèle de compte-

rendu). L'objectif : construire collectivement des scénarios territoriaux de prospective, sur la ou les thématiques qui vous intéressent le plus.

Le kit d'ateliers-relais vous a été transmis avec toutes les informations nécessaires à l'organisation de votre propre atelier

Pour toute question sur ces sujets, n'hésitez pas à vous adresser à la direction de la participation citoyenne via l'adresse participationcitoyenne@lecese.fr.

Nom du CESER ou du CoDev :

Conseil de Développement de la Métropole du Grand Paris

Nom du représentant ou de la représentante :

[REDACTED]

Adresse email de contact :

[REDACTED]

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

- Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)
- Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale

x Les deux

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

Tous les avis utilisés pour ce travail sont publiés sur le site internet du Conseil de Développement à l'adresse suivante : <https://www.metropolegrandparis.fr/fr/avis-et-contributions-du-codev>

Vos contributions sur la base de travaux thématiques

Thématiques abordées dans le cadre de vos travaux, dans une optique prospective (à échéance 2050) :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun;
- Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité;

x Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;

- Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international.

x Autre, précisez : Pour cette contribution, le CoDev de la Métropole du Grand Paris a réalisé deux travaux :

1. Compiler les résultats des groupes de travail du dernier mandat ayant servi à nourrir les services de la MGP dans le cadre de ses travaux prospectifs. L’horizon n’était pas spécifiquement 2050, mais l’avenir de la métropole en général.
2. En lien avec les étudiants d’Agro Paris Tech, le CoDev de la MGP a organisé un groupe de travail spécifique pour répondre à cet appel, en se concentrant sur le thème de la démocratie. Vous trouverez en annexe les détails de ce groupe de travail.

Pour chacune des thématiques, merci de bien vouloir remplir le tableau ci-dessous.

Par exemple, sur la thématique « Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive » :

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Quels critères pour une économie attractive et compétitive ?</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d’entraver l’atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Exemple : Une situation de plein-emploi</i>	<i>Exemple :</i> - Réguler le développement de l’IA - Améliorer l’accompagnement des demandeurs d’emploi	<i>Exemple :</i> - La désindustrialisation - Le remplacement des métiers manuels par des machines

Pour cette réponse à l'appel du CESE, le Conseil de Développement de la Métropole du Grand Paris a compilé les résultats des groupes de travail organisés depuis 2017. Si ce ne sont pas directement des travaux ayant pour objectif une prospective à l'horizon 2050, chacun des résultats proposent des recommandations pour l'avenir de la métropole parisienne.

En complément à ces contributions, le Conseil de Développement a organisé avec des étudiants d'Agro Paris Tech, deux ateliers relatifs au thème de la démocratie en 2050 afin de compléter cette réponse. Les résultats sont présentés dans nos scénarii de prospective territoriale.

Nos contributions

Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT - 2017)	6
Quels centres-villes et quelles centralités pour demain ? (2018).....	7
Plan Climat Air Énergie Métropolitain (PCAEM - 2018)	8
Pour des centres-villes d'intelligence(s), une Métropole du lien (2018)	9
La Nature en Ville (2019)	10
Fabriquer en ville. Quelle stratégie pour une métropole productive ? (2020).....	11
La ressource en eau et le réchauffement climatique (2022).....	12
Démocratie et précarité alimentaire (2022)	13
Tiers-Lieux (2023).....	14
Schéma Directeur Énergétiques Métropolitain (SDEM - 2023)	15
Coopérations pour une alimentation saine, durable et accessibles à tous (2023)	16
Éducation à la mobilité et partage de l'espace public (2024).....	17
Densité acceptable et désirable (2024).....	18
Héritages olympiques et paralympiques (2024)	19
Adaptation au réchauffement climatique (2025)	20
Rénovation Énergétique des bâtiments (2025).....	21
Intelligence Artificielle (2025).....	22
Politique culturelle métropolitaine (2025)	23
Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale	24

Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT - 2017)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Intégrer la participation citoyenne aussi bien dans les projets locaux que dans la définition des stratégies globales</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>Faire de la participation citoyenne un outil permanent d'amélioration des politiques publiques dans tous les domaines</i></p>	<p><i>Déploiement d'outils, d'instruments et de démarche de participation.</i></p> <p><i>Sensibilisation des agents et des élus aux enjeux de la démocratie participatives.</i></p> <p><i>Avoir une démarche proactive pour impliquer des citoyens et habitants d'horizons variés.</i></p>	<p><i>Etudier l'évolution de la confiance dans les politiques publiques et de l'information des citoyens sur les démarches de concertation.</i></p> <p><i>Eviter que la participation ne se résume à l'information des citoyens ce qui pourrait entraîner un renforcement des frustrations.</i></p>

Quels centres-villes et quelles centralités pour demain ? (2018)

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Soutenir les nouvelles formes de centralité</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Favoriser une mixité socio-spatiale des centres par la continuité de l'offre résidentielle</i>	<i>Mettre en œuvre une politique résidentielle, pour prévenir les ségrégations, paupérisation et gentrification.</i>	<i>Assurer la continuité de l'offre, en particulier sur le logement intermédiaire, ainsi qu'un équilibre entre propriété et locatif.</i>
<i>Favoriser une mixité fonctionnelle</i>	<i>Mesures d'incitation à la multifonctionnalité des espaces comme des bâtiments</i>	<i>Rigidités des réglementations et législations</i>
<i>Inciter à la souplesse et à l'évolutivité des espaces et des usages, au profit de l'attractivité des centres-villes.</i>	<i>Favoriser le développement des lieux hybrides et évolutifs. Favoriser la réversibilité des bâtiments des locaux, des logements et des usages. Optimiser l'usage des espaces et équipements publics, à travers souplesse de gestion sur les lieux et heures d'ouverture.</i>	<i>Connaissance des expériences actuelles et développement systématique d'expérimentations. Consultation des parties prenantes, et leur association à la transformation de la gestion.</i>
<i>Favoriser la mobilité urbaine pour tous</i>	<i>Intégrer les conséquences logistiques du développement du e-commerce et du développement de la livraison à domicile.</i>	<i>Prendre en compte les évolutions technologiques. Mutualisation des espaces de stationnement et de ceux dédiés aux mobilités « douces ».</i>
<i>Intégrer la nature en ville et faire des centres des espaces agréables à vivre</i>	<i>Forme d'espace verts ou d'agriculture urbaine, dans l'espace public et privé. Actions visant embellissement, propreté et sécurité</i>	
<i>Réinventer les outils d'urbanisme au profit de l'attractivité et de la revitalisation des centralités</i>		
<i>Systématiser les dispositifs de démocratie locale et l'inclusion de toutes les parties prenantes des centralités dans les décisions permettant leur évolution.</i>		

Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM - 2018)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Planifier l'action métropolitaine pour améliorer la qualité de l'air et limiter les émissions de gaz à effet de serre</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>Surveiller la qualité de l'air en continue et le plus exhaustivement possible.</i></p> <p><i>Lutter contre la pollution atmosphérique.</i></p>	<p><i>Soutenir et maintenir les aides aux institutions en charge de la mesure des polluants atmosphérique.</i></p> <p><i>Limiter les motorisations les plus émettrices ainsi que les modes de chauffages.</i></p>	<p><i>Étendre les réseaux de mesure de la qualité de l'air et les entretenir en les adaptant aux nouvelles technologies.</i></p>
<p><i>Maintenir l'objectif de neutralité carbone à 2050</i></p>	<p><i>Développer les circuits courts, les ENR, et tendre vers une plus grande sobriété des modes de consommation.</i></p>	<p><i>Éviter que l'accroissement de la production des ENR ne soit corrélé à une augmentation identique de la consommation d'énergie.</i></p>
<p><i>Réduire rapidement l'expansion urbaine pour chercher un équilibre bénéfique entre urbanisation et zones naturels, agricoles et forestières</i></p>	<p><i>Utiliser les outils existants, notamment les documents d'urbanisme pour limiter l'expansion urbaine et protéger les zones naturelles et agricoles.</i></p> <p><i>Végétaliser le plus possible les zones urbaines.</i></p>	<p><i>Analyser l'évolution de l'expansion urbaine, de la délivrance des permis de construire et des mises en chantier.</i></p>
<p><i>Former, éduquer et informer à tous les âges en commençant par les plus jeunes.</i></p>	<p><i>Politiques éducatives, communication.</i></p>	<p><i>Analyser l'évolution des connaissances sur la question du climat.</i></p>

Pour des centres-villes d'intelligence(s), une Métropole du lien (2018)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Des centres-villes avec un usage conscient et inclusif du numérique</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>Inclusivité numérique du</i></p>	<p><i>Créer un centre de recherche et une chaire d'enseignement sur l'évolution des zones urbaines denses du fait du développement des usages numériques.</i></p> <p><i>Prévenir l'illectronisme en promouvant un numérique inclusif, accessible à tou.te.s y compris dans des points de contact établis dans les lieux délaissés par la dématérialisation de certaines démarches administratives.</i></p>	<p><i>Éviter que le numérique ne soit un accélérateur d'inégalités.</i></p> <p><i>Éviter l'exclusion des citoyens face à la numérisation des démarches administratives et de la gestion de l'espace public.</i></p>
<p><i>Le numérique dans l'objectif de centres-villes durables, inclusifs, qualitatifs.</i></p>	<p><i>Identifier systématiquement ces lieux vacants et en optimiser l'occupation, en étant attentif à la réversibilité des usages, grâce au numérique.</i></p> <p><i>Développer une plateforme métropolitaine de participation citoyenne</i></p> <p><i>Encourager les tests de véhicules autonomes quand la situation s'y prête.</i></p> <p><i>Privilégier et encourager les logiques d'open-data et d'open-source dans le développement des applications numériques impulsées par les collectivités ou la Métropole elle-même.</i></p> <p><i>Devenir un « tiers de confiance » pour les collectivités comme pour les citoyens.</i></p> <p><i>Développer un centre de ressources pour les collectivités et leurs agents, permettant une acculturation et une montée en compétences des élus et de leurs équipes mais aussi une mutualisation des bonnes pratiques en matière de numérique en zone urbaine dense.</i></p> <p><i>Impulser la mise en place d'un plan de continuité du service numérique.</i></p>	<p><i>Nécessité d'observer de manière systématique les changements dans la société et de former en conséquence les citoyens et les élus.</i></p> <p><i>Les centralités se concentrent dans des espaces réduits avec des activités comprises et pas toujours accessibles et suffisamment connectées et « respectueuses » l'une de l'autre.</i></p>

La Nature en Ville (2019)

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Préserver et développer la nature en ville</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Préserver la santé publique</i>	<i>Préserver et développer les espaces de nature existants</i> <i>Plan de végétalisation de la Métropole</i> <i>Développer une politique vigoureuse de réduction de toutes les pollutions</i> <i>Fournir une nourriture saine, préserver la qualité de l'eau, réduire les pollutions de l'air, eau et sols et améliorer la résilience aux canicules</i>	
<i>Préserver et développer la biodiversité / agir contre les dérèglements climatiques</i>	<i>Enrichir l'atlas de la biodiversité MGP en mobilisant les citoyens</i> <i>Sanctuariser et développer tous les espaces de nature existants</i> <i>Donner de nouveaux objectifs contraignants pour gérer la végétation et mettre en évidence la progression de la biodiversité</i>	<i>Contrôle de l'accroissement de population dans la Métropole au profit de villes périphériques et limitation de l'étalement urbain pour réduire les trajets domicile-travail.</i>
<i>Penser économie circulaire : de la consommation aux déchets en associant les habitants</i>	<i>Développer les projets d'agriculture urbaine</i> <i>Favoriser les jardins partagés en ville et les recycleries</i> <i>Recenser les espaces ayant potentiel à devenir des espaces verts et établir les coûts des interventions en faveur de la nature en ville (et pour sa gestion).</i>	
<i>Développer une culture de la nature</i>	<i>Associer les habitants (adultes et enfants) à la reconquête de la nature en ville</i> <i>Former les acteurs (élus, administration, entreprises, habitants, scolaires) à une culture de la nature et de nos impacts environnementaux</i> <i>Déployer des moyens financiers au niveau de la MGP pour accompagner les changements</i> <i>Impliquer les entreprises privées, les opérateurs immobiliers et les fondations pour la recherche</i>	

Fabriquer en ville. Quelle stratégie pour une métropole productive ? (2020)

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance éventuels
<p><i>Réintroduire un tissu industriel dans la Métropole</i></p>	<p><i>Se concentrer sur les entreprises déjà implantées</i></p> <p><i>S'appuyer sur les établissements de recherche implantés sur le territoire</i></p> <p><i>Rendre la réglementation plus incitative en matière d'aménagement dans le cadre d'une politique volontariste de soutien aux activités productives : augmenter et protéger davantage les surfaces à vocation productives dans les documents d'aménagement (SCOT métropolitain, PLU)</i></p> <p><i>Construire une offre foncière maîtrisée et abordable, par le recours plus massif à des outils qui ont fait leurs preuves : portage par des organismes de foncier solidaires, aide publique à la dépollution des sols, quota de locaux d'activités dans les projets immobiliers..., voire en créant ou utilisant un outil spécifique</i></p>	<p><i>Eviter de devenir un territoire totalement dédié au tertiaire</i></p> <p><i>Cout du foncier</i></p> <p><i>Incompatibilité de l'immobilier</i></p> <p><i>Opposition des riverains</i></p> <p><i>Logistique inadaptée</i></p>
<p><i>Promouvoir les circuits courts</i></p>	<p><i>Mettre en place un système logistique qui répond aux besoins des activités productives de proximité en soutenant la création d'une armature métropolitaine d'entrepôts bien répartie et aisément accessible permettant d'accueillir les stocks des entreprises et de desservir efficacement le premier et le dernier kilomètre.</i></p> <p><i>Sensibiliser l'opinion publique métropolitaine aux nouvelles pratiques des entreprises artisanales et industrielles, de mieux en mieux intégrées à l'environnement local, et aux impacts positifs de leur présence à proximité sur l'emploi et le fonctionnement global de l'économie locale.</i></p>	

La ressource en eau et le réchauffement climatique (2022)

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance éventuels
<i>Anticiper la baisse de 10 à 30% du débit de la Seine entre 2030 et 2060</i>	<p><i>Avoir une approche transversale de la gestion de l'eau</i></p> <p><i>Intégrer la gestion des eaux brutes pour les usages ne nécessitant pas de l'eau potable</i></p>	
<i>Anticiper la possibilité d'une crue centennale</i>	<p><i>Désimperméabiliser les berges et les zones inondables</i></p> <p><i>Végétaliser et renaturer</i></p> <p><i>Limiter l'artificialisation des sols, particulièrement au bord des cours d'eau et dans les zones inondables</i></p>	

Démocratie et précarité alimentaire (2022)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Une alimentation saine, durables et accessibles à tous</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>Eduquer, informer et sensibiliser : priorité politique</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une politique publique d'éducation à l'alimentation fondé sur le partage d'expérience - Constitution de réseaux d'acteurs à disposition des municipalités 	<ul style="list-style-type: none"> - Ciblage de groupes sociaux définis comme précaire à partir des clichés relatifs à leurs supposés comportement alimentaire - Vision moralisatrice du "bien manger" en opposant des comportements alimentaires à d'autres sur la seule base des catégories sociales
<p><i>Actions éducatives à l'alimentation et aux pratiques alimentaires saines et durables</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des cours de cuisine et des formations aux goûts et à la saisonnalité des produits à tous âges par la mise à disposition des cantines scolaires et cuisines collectives - Développement de jardins partagés et familiaux permettant des animations et de l'autoproduction - Développement de l'agriculture urbaine avec un volet éducatif 	<ul style="list-style-type: none"> - Ne pas prévoir de fonds d'accompagnement des communes pour moderniser les équipements - Surveiller que les jardins partagés et familiaux sont à destinations de tous les habitants et non pas uniquement aux loisirs des plus aisés
<p><i>Les habitants, étudiants compris, s'expriment sur les besoins et attentes en participant aux processus de décisions</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Groupements d'achats citoyens en lien avec les associations locales, elles-mêmes en lien avec les acteurs de la chaîne alimentaire favorisant le lien entre consommateur et producteurs - Représentation des habitants au sein des instances afin de participer aux processus de décisions et à l'organisation des systèmes alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Doit rester ouverts et inclusifs à tous

Tiers-Lieux (2023)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Intégrer davantage de lieux de rencontres et de partages dans une démarche collective solidaire</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>Des tiers-lieux dans une infrastructure de qualité</i></p>	<p><i>Aider l'accès au foncier</i></p> <p><i>Améliorer la qualité des locaux proposés</i></p>	
<p><i>Des tiers lieux facteurs d'attractivité territoriale</i></p>	<p><i>Communication de rayonnement des tiers-lieux</i></p> <p><i>Dynamique intercommunale</i></p>	

Schéma Directeur Energétiques Métropolitain (SDEM - 2023)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Participer activement à la transition énergétique vers des productions et des consommations plus durables</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>Energie et transports</i></p>	<p><i>Favoriser le report modal vers des mobilités actives</i></p> <p><i>Réviser la tarification des transports en commun pour les utilisateurs occasionnels</i></p> <p><i>Favoriser le fret ferroviaire</i></p>	<p><i>La lenteur du déploiement des équipements cyclables, piétons et de la construction des stations du Grand Paris Express sont les éléments les plus importants à surveiller.</i></p> <p><i>La politique nationale sur le Fret ferroviaire est centrale pour aider les acteurs locaux.</i></p>
<p><i>Energie et bâtiments</i></p>	<p><i>Faire connaître les outils à disposition des propriétaires pour les aider dans des démarches de rénovation énergétique.</i></p> <p><i>Réviser les règles concernant la protection du patrimoine pour rendre possible les rénovations par l'extérieure.</i></p>	<p><i>Taux des propriétaires s'emparant des outils existants</i></p> <p><i>Evaluer l'impact de l'évolution de la législation sur la protection du patrimoine sur la dynamique de rénovation.</i></p>
<p><i>Production et consommation d'énergie</i></p>	<p><i>Accélérer le déploiement de panneaux solaires photovoltaïques et thermiques sur toutes les toitures disponibles, en commençant par les bâtiments publics et privés de grande taille.</i></p> <p><i>Développer des énergies renouvelables adaptées aux territoires, notamment pour la géothermie dans le Bassin parisien.</i></p> <p><i>Il est tout aussi important de travailler sur la sobriété que sur l'augmentation de la production des ENR.</i></p>	<p><i>Taux de propriétaires, entreprises, particuliers et acteurs publics, déployant des ENR sur leur bâtiment.</i></p> <p><i>Evolution de la consommation d'énergie pour le chauffage et aussi pour la climatisation.</i></p> <p><i>Taux des copropriétés et des bâtiments de grands gabarits reliés à la géothermie ou au réseau de froid.</i></p>
<p><i>Modes de consommation</i></p>	<p><i>Continuer à renforcer les circuits courts notamment par la commande publique.</i></p> <p><i>Déployer des outils pour le compostage individuel ou collectif.</i></p> <p><i>Travailler sur la restauration collective pour baisser la consommation de viande, levier indispensable pour la décarbonation.</i></p>	<p><i>Taux de collectivités ayant imposé les circuits courts pour la restauration collective.</i></p> <p><i>Evaluation de la provenance des denrées alimentaires dans les commerces + surveillance des prix.</i></p> <p><i>Taux de personnes se disant prête à baisser leur consommation de viande.</i></p>

Coopérations pour une alimentation saine, durable et accessibles à tous (2023)

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Favoriser les coopérations entre territoires producteurs et consommateurs sur la question alimentaire</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Rétablir une coopération entre milieux ruraux et urbains bénéfiques à toutes et tous.</i>	<i>Animation de réseaux liant directement les producteurs et les consommateurs (individus, administrations publiques, entreprises privées) pour réduire les intermédiaires.</i>	<i>Meilleure coopération nécessaire entre les collectivités territoriales à ce sujet, et notamment entre les échelons régionaux, départementaux et le bloc communal.</i>
<i>Continuer à faire évoluer la restauration collective vers une alimentation de qualité</i>	<i>Agir par la commande publique et par la rénovation des cuisines collectives</i>	<i>L'investissement dans de nouvelles cuisines collectives doit être accompagné de formations à destination des personnels.</i>
<i>Organiser des circuits courts pour améliorer l'alimentation et la rémunération des producteurs</i>	<i>Par la commande publique et par l'animation des réseaux de distributions directs, favoriser les achats au plus proche des consommateurs, ou en ciblant des produits de bonne qualité.</i>	
<i>Lutter contre la précarité alimentaire et inclusion sociale</i>	<i>Accompagner les structures d'aide dans l'amélioration des denrées distribuées</i> <i>Ouverture des cuisines collectives les soirs et week-end à destination des populations précaires</i>	<i>Eviter de ne donner aux banques alimentaires que les produits non-consommés de mauvaise qualité venant des grandes surfaces.</i>
<i>Sensibiliser au "bien manger"</i>	<i>Enseigner à tous les âges la cuisine et ses bénéfices sur la santé.</i>	<i>Limiter les consommations de produits saturés en gras ou en sucre ; veiller à ce que la cuisine soit enseignée à l'école.</i>
<i>Promouvoir la démocratie alimentaire</i>	<i>Faire en sorte que toutes et tous soient informés des systèmes alimentaires, des fonctions de l'alimentation (biologique, sociale, identitaire, hédonique), des règles sociales associées à l'alimentation.</i>	<i>Lutter contre l'uniformisation des consommations alimentaires.</i>

Education à la mobilité et partage de l'espace public (2024)

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Différentes formes de mobilités dans les espaces publics afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Des infrastructures urbaines qui permettent de se déplacer en toute sécurité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'aménagements urbains spécifiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Frontières administratives - Projets incomplets
<i>Actions éducatives d'apprentissage des usages des espaces publics notamment à des destinations des jeunes</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Création et promotion des Codes des mobilités douces et actives 	<ul style="list-style-type: none"> - Ne pas prévoir de mesure d'accompagnement de ce code : mesure de promotion, diffusion du contenu et de formations nécessaires
<i>Une mobilité douce accessible pour tous</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Attribution de subvention 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de volonté politique de le mettre en place - Non accessible à tous

Densité acceptable et désirable (2024)

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Une densité acceptable et désirable répondant aux objectifs de développement durable</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Densification du tissu urbain accompagné du développement ou de l'amélioration des équipements publics et commerciaux améliorant la qualité de vue des habitants et usagers</i>	<i>Identifier les bons outils en fonction du contexte Promouvoir des modes de densification plus doux (densification par surélévation, etc.)</i>	<i>- Cette densification doit être menée par une stratégie de long terme et pas au détriment d'une stratégie de rééquilibrage national</i>
<i>Intégration active des habitants et usagers dans la phase de conception et de réalisation des projets urbains, immobilier et dans l'élaboration des documents d'urbanisme stratégiques</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>La parole habitante doit être ressource du projet, écouter et intégrer l'avis dans la démarche</i> - <i>Former les agents à la concertation : vulgarisation, explication des enjeux</i> - <i>Utiliser des outils accessibles, pédagogiques et ludiques</i> - <i>Déployer des outils de communication afin de faire un retour sur la concertation : un droit de suivi obligatoire</i> - <i>Encourager l'innovation dans le développement d'outil adapter à la vulgarisation de l'urbanisme</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>La concertation peut devenir phase d'information</i> - <i>Ne pas s'appuyer sur les instances déjà existantes et qui pourraient avoir ce rôle</i> - <i>Ne pas contextualiser et vouloir appliquer la même méthode partout</i>

Héritages olympiques et paralympiques (2024)

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Une population en bonne santé grâce à une bonne condition physique</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Elaboration d'une politique sportive cohérente entre les différentes échelles territoriales</i>	<i>Améliorer l'accès aux équipements et infrastructure sportive par une mise en commun de toute l'information</i>	
<i>Faire émerger de nouvelles pratiques sportives aux abords des cours d'eaux comme la baignade</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Construction d'une politique spécifique à destination des habitants qui sont déjà concernés par la pratique mais de manière illicite</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Clarifier les systèmes d'interdictions et d'autorisation</i>
<i>Prendre en charge des séances de sports dans le cadre d'un suivi médical, sport sur ordonnance</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mission de préfiguration et de diagnostic sur la faisabilité et le coût</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Ne pas voir que le sport est un outil de prévention efficace pour la santé et source d'économie pour l'assurance-maladie.</i>

Adaptation au réchauffement climatique (2025)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Lutter contre le réchauffement climatique tout en s'y adaptant</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>Une adaptation heureuse par des conséquences positives d'adaptation et une information massive et régulière aux habitants</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour chaque politique publique d'adaptation et de décarbonation mise en place d'un plan de communication visant à démontrer les aspects positifs des actions menés et des changements permettant également d'informer massivement et régulièrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Ce plan de communication doit être de long terme, et ne peut pas être soumis aux différentes échéances électorales
<p><i>Une sensibilisation au sujet du réchauffement climatique et à son adaptation ainsi qu'à l'environnement et à la nature</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les collectivités territoriales doivent vulgariser les dispositifs qu'elles mettent en place en expliquant les choix, les objectifs et les outils déployés - Sur le modèle du Journée du Patrimoine, mettre en place une Journée de l'Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Une absence de formation des agents publics qui ne permettent pas une vulgarisation compréhensible à tous
<p><i>Des solutions expérimentés et diffusés sur l'ensemble du territoire, suite à une évaluation totale ayant pris en compte les éléments à améliorer mais en ayant également évaluer l'acceptabilité des solutions auprès des habitants et usagers</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les collectivités territoriales ont mis en place des instruments de mutualisation des observations et des expérimentations, échangent entre elles afin de mettre en place des solutions d'adaptation et sont en lien avec les porteurs de projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Un manque de lien entre les collectivités territoriales - Une problématique de l'échelle des compétences
<p><i>Préservation de la biodiversité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Politique de végétalisation totale pour tous les projets notamment urbains - Végétalisation de l'ensemble des espaces publics imperméabilisés - Mettre en place un outil de recensement de tous les espaces publics et privés végétalisés en encourageant la participation des habitants 	<ul style="list-style-type: none"> -

Rénovation Energétique des bâtiments (2025)

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Un parc bâti neutre en carbone</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Informier et sensibiliser sur la rénovation énergétique des bâtiments et plus spécifiquement des logements</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les collectivités territoriales doivent mener une grande campagne d'information sur le sujet auprès des propriétaires et des locataires et montrer les coûts de l'inactions et les bénéfices de l'actions 	<ul style="list-style-type: none"> - Ce plan de communication doit être de long terme, et ne peut pas être soumis aux différentes échéances électorales
<i>Renforcer le lien de confiance entre tous les acteurs du sujet et les bénéficiaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les collectivités locales et les ALEC doivent jouer un rôle de médiation entre tous ces acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Une absence de budget et de moyens humains, absence d'outillage numérique et de mutualisation entre les acteurs
<i>Adaptation des comportements aux nouveaux usages du bâti rénové énergétiquement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Actuellement totalement absente du débat politique, nouvelles politiques à mettre en place : communication, pédagogie, récompense aux bons comportements 	<ul style="list-style-type: none"> - Une action qui ne peut être que transversale - Sans volonté, effet rebond possible même si le bâti est rénové
<i>Aider financièrement à rénover</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une politique de financement qui comporterait plusieurs volets dont des accords avec les réseaux mutualistes, des subventions dégressifs selon le revenus etc. 	

Intelligence Artificielle (2025)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Une IA éthique et sobre aidante dans les relations entre habitants et services publics</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>L'IA n'est qu'un appui sur lequel peuvent s'appuyer les outils du services publics. Elle doit ainsi répondre aux conditions du service public</i></p>	<p><i>Création d'une plateforme dédiée, structuration d'un corpus de données fiables relatives aux services publics, à destination des agents des collectivités territoriales, ainsi que des usagers et habitants du territoire métropolitain.</i></p> <p><i>Accélérer et renforcer la formation des élus et des agents de la fonction publique</i></p> <p><i>Sur la base d'un corpus de données publiques fiable et stabilisé, de créer des indicateurs de performance pour aider les décideurs publics à piloter l'action publique.</i></p> <p><i>L'étude des signaux faibles basé sur une IA avec des données fiable afin d'anticiper les évolutions des comportements des individus, des groupes et de l'environnement économique, écologique et culturel. Cela peut mettre en lumière aussi bien les opportunités pour des acteurs publics, que les défis à venir, encore peu visibles mais porteurs de conséquences significatives.</i></p>	<p><i>Ne pas se soucier des données qui est la condition première pour une bonne utilisation de l'IA</i></p> <p><i>Laisser les acteurs dominants du marché prendre la place et ainsi ne pas respecter les règles du service public ainsi que la RGPD</i></p> <p><i>Ne pas sensibiliser les agents et les élus sur le domaine et ainsi voir apparaître le risque d'une fracture numérique entre les générations et une utilisation non pertinente voir dangereuse de l'IA pour les usagers</i></p>

Politique culturelle métropolitaine (2025)

<p>Objectifs à atteindre en 2050</p> <p><i>Une politique culturelle métropolitaine accessible à tous</i></p>	<p>Leviers pour y parvenir</p> <p><i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i></p>	<p>Points de vigilance éventuels</p> <p><i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i></p>
<p><i>Une offre culturelle métropolitaine est présente sur le territoire. Mais celle-ci n'est aujourd'hui pas assez accessible. Par une harmonisation de communication de cette offre, il y aurait un renforcement de cette communauté d'esprit entre banlieues et entre Paris et banlieue.</i></p>	<p><i>Création d'une plateforme numérique d'information de l'actualité culturelle</i></p> <p><i>Accompagner tous les publics par une politique culturelle tarifaire d'homogénéisation</i></p> <p><i>Intégrer davantage de projets culturels dans l'aménagement urbain</i></p> <p><i>Diversification des horaires des lieux culturels pour diversifier le public</i></p> <p><i>La constitution d'un réseau des acteurs métropolitains de la culture pour favoriser le partage d'expériences et les interconnexions nécessaires à l'animation culturelle</i></p> <p><i>Partenariats entre les institutions culturelles métropolitaines et les établissements scolaires pour proposer la découverte de ces institutions</i></p>	<p><i>Faire de « l'affichage » d'actions culturelles sans avancer concrète</i></p> <p><i>Réduire drastiquement les budgets culturels</i></p> <p><i>Continuer une politique culturelle en silo comme actuellement</i></p>

Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale

Dans le cadre du groupe de travail organisé par le CoDev de la Métropole du Grand Paris, afin de répondre à l'appel du CESE nous présentons ici les résultats des échanges. Pour cela nous avons pris la liberté d'utiliser le même format de la présentation des autres contributions.

Comment articuler pouvoir politique et pouvoir citoyen pour préserver un régime démocratique inclusif et efficace à l'horizon 2050 ?

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir	Points de vigilance éventuels
<i>Intégrer la participation citoyenne aussi bien dans les projets locaux que dans la définition des stratégies globales</i>	<i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	<i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
Renforcer la confiance citoyens-élus	<ul style="list-style-type: none"> • Retour systématique sur les avis citoyens • Consultation à plusieurs étapes des projets • Outils de traçabilité des décisions • « Contrat démocratique » sur méthode & transparence 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'alibi participatif • Charge pour les services • Accessibilité de l'information
Diversifier et mieux représenter les citoyens	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation des citoyens engagés • Tirage au sort avec formation & accompagnement • Accès facilité à l'info (FALC, vulgarisation) • Relations directes citoyens-administration 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation captée par un noyau dur • Besoins d'accompagnement des publics éloignés
Revaloriser les corps intermédiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Clarification institutionnelle du rôle • Moyens humains & logistiques dédiés • Formats hybrides et soutien des collectivités • Dispositifs facilitant l'engagement (garde, mobilité) 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de ressources • Risque de politisation ou de perte de légitimité
Renforcer l'éducation citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Modules scolaires : débat, esprit critique, info • Formation des enseignants • Ateliers tout au long de la vie • Lutte contre les fake news + généralisation FALC • Formation au numérique et outils participatifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Fracture numérique • Manque de moyens pédagogiques • Risque d'overdose d'information

<p>Accroître responsabilité & exemplarité des élus</p>	<p>• <i>Limiter cumul et nombre de mandats</i> • <i>Obligation d'assiduité avec sanctions</i> • <i>Professionnalisation des fonctions</i> • <i>Rapports annuels publics</i></p>	<p>• <i>Acceptabilité politique</i> • <i>Disparités entre collectivités</i> • <i>Risques perçus de rigidification</i></p>
-------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Contribution du CODESQY

Avis du CESE « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »
Compte-rendu de l’atelier du CODESQY « Imaginons le travail en 2050 »

Date des ateliers : 15 novembre 2025

Organisation : CODESQY - Conseil de Développement de Saint-Quentin-en-Yvelines en collaboration avec le cabinet ELLYX

Nombre de participants : 45 participants

Type de participants : membres, acteurs de la vie économique et associative, représentants des instances citoyennes des communes.

Nom, prénom et adresse mail des personnes en charge du compte-rendu :

■

Le CODESQY :

Instance consultative de l’agglomération de SQY, le CODESQY est un lieu d’expression des acteurs de la société civile et des habitants. Passerelle essentielle entre élus et usagers du territoire, il incarne une forme de démocratie participative adaptée aux défis contemporains, propice au dialogue et à la collaboration pour la construction d’un avenir partagé.

Son objectif est d’émettre des contributions et avis aux élus de SQY, en s’appuyant sur une démarche prospective et stratégique, en vue de proposer de nouvelles pistes d’innovation et de dépasser le cadre de la temporalité politique.

Le CODESQY traite ses sujets et problématiques, en s’appuyant sur une vision d’usage. Il alimente ses réflexions, entre autres, par la conduite d’auditions d’experts concernés par le sujet étudié, par la réalisation d’études comparatives avec d’autres territoires et en s’appuyant sur les données mises à sa disposition (Open Data).

Pour plus d’informations sur le CODESQY et ses travaux, rendez-vous sur sa page internet : <https://www.saint-quentin-en-yvelines.fr/agglomeration/institution/codesqy/>

Thématique traitée dans l’atelier : « Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive »

Pièces-jointes au document :

- Consultation numérique « Imaginons le travail en 2050 » menée en amont de l’atelier du 15 novembre 2025
- Résultats de la consultation numérique
- Fichier de l’ensemble des contributions post-it des participants du 15 novembre 2025 de chaque séquence d’atelier

En résumé

En amont de l’atelier, une consultation numérique « Imaginons le travail en 2050 » a été menée en septembre 2025, auprès de l’ensemble des usagers du territoire (habitants, professionnels, étudiants, retraités, etc.), ayant plus de 16 ans. Cette consultation a favorisé l’identification d’axes de travail à explorer durant l’atelier (215 répondants). Elle a notamment mis en avant plusieurs enjeux soulignés comme des points d’accord lors de l’atelier :

- Sur les principaux facteurs qui impacteront le travail, 3 thèmes sont ressortis comme prioritaires : les technologies émergentes, les contraintes écologiques, les mutations géopolitiques et économiques influençant les marchés et les chaînes de production
- Sur les priorités pour vivre dignement de son travail, 3 thèmes sont ressortis comme prioritaires : bénéficier d’un revenu suffisant, bénéficier d’une durée et d’un rythme de travail équilibré ; avoir un travail qui contribue à la quête de sens et à la fierté professionnelle.

- Sur la question de ce que sera une économie attractive et compétitive à horizon 2050, 3 thèmes sont ressortis prioritaires : une économie durable et respectueuse de l'environnement, une économie capable de produire localement ; une économie contribuant à préserver l'autonomie de la France.

Plusieurs de ces thèmes ont été explorés durant l'atelier, avec peu de points de divergence parmi les participants.

D'autres sujets ont également été consensuels lors de l'atelier : la question du logement, de la santé et des mobilités ; la formation professionnelle initiale et tout au long de la carrière. Enfin, quelques points saillants dans les échanges ont été moins abordés durant les ateliers : la question de l'intergénérationnel, la définition même du travail, la question du management ; les enjeux autour de la monoparentalité ; les charges qui pèsent sur les entreprises ; la préservation des savoir-faire sur le territoire.

Brise-glace

Nous n'avons pas mis en place de brise-glace

Quels objectifs pour 2050 ?

Regroupement n°1 : Vivre dignement de son travail – Santé et sécurité au travail

- **Objectif 1 : Réduire la pénibilité**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Sujet jugé important dans le contexte actuel par les participants
 - Enjeu de réduction fort pour favoriser un travail épanouissant pour tous
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun

Verbatim « Supprimer la pénibilité au travail c'est une question de volonté politique »

- **Objectif 2 : Réduire la pression et le stress**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Environnement du travail de plus en plus stressant,
 - Le stress est facteur de maladie, d'arrêts et donc de coûts (pour l'entreprise, pour la société)
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun

Verbatim

« Mettre des ateliers pour les entreprises, pour donner des outils pour gérer le stress »

« Faire évoluer les formes de management d'équipe, éviter les situations de stress »

- **Objectif 3 : Aborder les enjeux de sport au travail**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Le sport est vecteur de bien-être et reconnu par les études
 - Plusieurs entreprises y travaillent pour améliorer leur cadre de vie de leurs employés
 - Le travail assis, la sédentarité favorisent l'apparition de maladies ou TMS, les arrêts maladie que la pratique sportive peut aider à gérer
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun

Regroupement n°2 : Vivre dignement de son travail – Adaptabilité du travail tout au long de la carrière professionnelle

• **Objectif 1 : Adéquation entre la formation et les besoins du territoire**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Sujet perçu comme important sur un territoire avec des entreprises de haute technologie et de grandes écoles et université
 - Enjeu de la capacité à garder les jeunes formés sur le territoire / à ce que les entreprises trouvent des ressources localement / A ce que les besoins des habitants soient couverts.
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun

Verbatim

« Réticences au changement », « Adaptation aux nouvelles technologies »

• **Objectif 2 : Transmission des compétences et offre de formation en continu**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Il devient nécessaire d'adapter les compétences des personnes tout au long de leur carrière (on change plus souvent d'entreprise qu'avant)
 - Enjeu de transmettre (anticipation d'un nombre important de départ en retraite)
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun

• **Objectif 3 : Évolution et diversification : se former aux nouveaux métiers**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Besoin de former à de nouvelles compétences, nouveaux métiers qui émergent les jeunes de demain, dès le plus jeune âge => comment on détecte, structure ces parcours en formation initiale et continue
 - Mobilisation du tissu local d'entreprises et d'écoles, d'université pour anticiper et former
 - Activation de dispositifs à renforcer (VAE, CEP)
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun

Regroupement n°3 : Facteurs qui impacteront le travail – Les grandes mutations extérieures

• **Objectif 1 : L'intelligence artificielle**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Le territoire possède des ressources (entreprises, écoles) qui peuvent contribuer au débat et à la réflexion prospective sur l'IA sur le territoire demain (une ressource, un levier, ses limites)
 - Il apparaît nécessaire de mieux aider, canaliser voire contrôler les usages de l'IA afin de s'assurer d'un développement en cohérence avec la Société et le Territoire (consommation d'énergie, destruction d'emplois, création d'emplois, etc.)
- ⇒ Points de dissensus :
 - Sur l'IA cela reste un sujet de débat entre les atouts et les limites, dans un contexte où l'information claire, fiable, objectivée demeure un vrai besoin pour pouvoir poser et animer un débat

Verbatim

« Comment utiliser pour adresser les sujets d'adaptabilité, formation continue »
« Connaître les bases, les risques, les impacts => usage intelligent et responsable »

- **Objectif 2 : Écologie**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Le sujet est majeur dans le contexte actuel, avec des points d'attention dans la politique locale sur le cadre de vie global (habitat, santé, transport, relation à la nature, culture etc.)
 - La question de la production locale, des commerces locaux est ressortie comme un argument fort pour soutenir le sujet
- ⇒ Points de dissensus :
 - La question des tensions entre artificialisation / développement d'activité ET place de la nature, production agricole locale, besoins primaires (ex : faut-il supprimer des zones commerciales pour produire du logement abordable pour loger les salariés qui n'auront ainsi pas de longs trajets en voiture)

Verbatim

- « Supprimer des zones commerciales pour produire du logement »
- « Développement de transports transversaux et écologiques »
- « Penser le cadre de vie global : nature, mobilité, sport, culture, Habitat BBC »

Regroupement n°4 : Économie attractive et compétitive – Économie d'innovation et de conception

- **Objectif 1 : Services et santé**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - La santé au travail est un sujet majeur : réduire les coûts pour la société, permettre de gérer la pénibilité des métiers de demain (et les tensions sur le recrutement)
 - Il faudrait développer de nouveaux leviers pour la prendre en compte dans les entreprises (psychologues, formation, structures partagées) en prévention notamment
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun

Verbatim

- « Valoriser les compétences du territoire : en lien direct avec les besoins des entreprises »
- « Que signifie attractif : récupérer des idées, tester des initiatives sur métiers en tension »
- « Développer les compétences dans les secteurs spécialisés par des infrastructures et cursus adaptés »

- **Objectif 2 : Intelligence artificielle**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Les participants ont souligné les mêmes arguments que dans le groupe 3
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun

- **Objectif 3 : Silver économie¹**

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Le sujet est prégnant sur un territoire avec une population jeune qui y est en étude, et une population de seniors qui croît. Les caractéristiques du territoire en termes de ressources (écoles, entreprises) peuvent être un levier pour travailler le développement de nouvelles approches sur la silver économie (entreprises, formations, métiers d'avenir)
- ⇒ Points de dissensus : aucun

¹**Silver économie** désigne l'ensemble des activités économiques qui répondent aux besoins des personnes âgées, en particulier celles de plus de 60 ans. Elle englobe une variété de services et de produits, allant de la santé aux loisirs, visant à améliorer la qualité de vie des seniors et à favoriser leur autonomie. Cette branche de l'économie est en pleine expansion, soutenue par le vieillissement de la population et les avancées technologiques.

Verbatim

« La société est devenue individualiste, il faut réapprendre ensemble à vivre en harmonie »

Regroupement n°5 : Économie attractive et compétitive – Économie de production locale

• Objectif 1 : Politique générale

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - La présence sur le territoire de fleurons (industrie automobile, aéronautique et défense) et d'écoles de haut niveau
 - Le projet de territoire porté par les élus qui soutient la réflexion sur la production locale
- ⇒ Points de dissensus :
 - Pas de point de dissensus mais un point de questionnement sur les divergences politiques entre les communes : sur un sujet comme celui-ci il faut un traitement par l'intérêt général.
 - Un autre point de questionnement sur l'intégration des citoyens : faut-il les consulter à l'échelle de l'agglomération ? Quel relai, représentativité des associations locales ?

Verbatim

« Baisser les taxes du stationnement en ville pour favoriser les petits commerces comme celui des hypermarchés qui est gratuit »

« Consommer local : il faut améliorer les moyens de produire localement »

• Objectif 2 : Consommation locale

Éléments de débats autour de l'objectif :

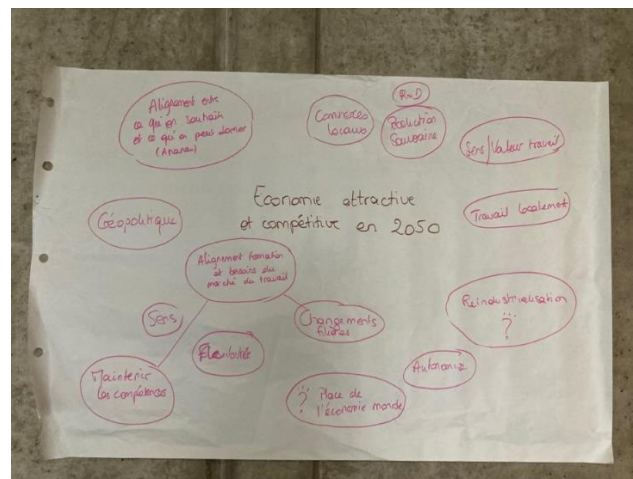
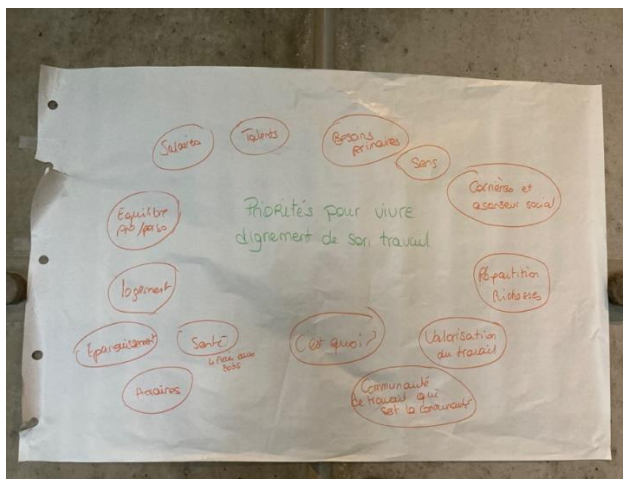
- ⇒ Arguments en faveur :
 - La population locale est sensibilisée et sensible au sujet
- ⇒ Points de dissensus :
 - Pas de points de dissensus mais de vrais questionnements sur les modes de priorisations, avec des priorités qui peuvent être différentes entre les habitants (prioriser l'affectation de terres à l'agriculture, ou au logement, ou aux activités économiques)

• Objectif 3 : Compétitivité

Éléments de débats autour de l'objectif :

- ⇒ Arguments en faveur :
 - Le territoire possède des atouts par son tissu d'entreprises et d'écoles
- ⇒ Points de dissensus :
 - Aucun point de dissensus

Les cartes mentales travaillées en atelier :



Leviers et points de vigilance

Groupe 1 : Vivre dignement de son travail : Santé et sécurité au travail

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Pénibilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aménagement de locaux : faire des efforts sur les conditions de travail et l'état de santé ▪ Réseaux de transport ▪ Entreprises de haute technologie 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adaptation au changement climatique : température élevée ▪ Temps de transport en voiture domicile-travail qui s'allongent
Pression et stress	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Environnement favorable (trame verte) ▪ Favorise le lien social, la santé psychologique ▪ Mécénat de compétence (par les grandes entreprises) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire évoluer les formes de management d'équipe ▪ Distinguer tension / pression : le bon ou le mauvais stress (souvent confusion)
Sport au travail	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Offre sportive attractive sur le territoire ▪ Valorisation des équipements des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 	Comment : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer les pistes cyclables ▪ Développer le sport au travail (aménagement)

Mise en commun :

• Propositions d'ajouts : autres leviers

- Sensibiliser sur l'importance du bien-être au travail. Des travailleurs heureux travaillent mieux
- Formation des managers
- Primes sur les mobilités douces pour encourager le changement des habitudes liées au transport, à la mobilité
- Mettre des ateliers dans toutes les entreprises, pour donner des outils pour gérer le stress

• Points de dissensus éventuels

- ⇒ C'est une question de volonté politique

Groupe 2 : Vivre dignement de son travail – Adaptabilité du travail tout au long de la carrière professionnelle

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Adéquation des formations avec les besoins du territoire	Existence sur le territoire d'entreprises et de centres de formation qui peuvent être leviers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alignement des formations avec les besoins ▪ Évolution des lois liées au travail et à la formation (budget)
Transmission des compétences, information sur l'offre de formation continue, reconversion	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les centres de formations et cadres de formation internes aux organisations ▪ La formation dès le plus jeune âge 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réticence au changement ▪ Adaptation aux nouvelles technologies
Évolution et diversification : se former aux nouveaux métiers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises de haute technologie (ayant des cursus de formation internes) ▪ Les centres de formation (universités, écoles) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Anticiper les métiers de demain ▪ Formation tout au long de la vie

Mise en commun :

• **Propositions d'ajouts :**

- ⇒ Les enjeux de travail partagé, temps partiel : comment avoir une contribution au vivre ensemble différente du travail tel que défini / compris en 2025

• **Points de dissensus éventuels**

- ⇒ Aucun

Groupe 3 : Facteurs qui impacteront le travail – Les grandes mutations extérieures

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Intelligence artificielle (IA)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tissu industrie, université et entreprises ▪ Aide aux entreprises pour développer les usages responsables de l'IA ▪ Développer un laboratoire commun entreprise / université ouvert aux associations et habitants 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeu de ne pas voir que les conséquences négatives, beaucoup sont positives (conditions de positivité à étudier) ▪ Consommation d'énergie, impact sur l'emploi (destruction et création)
Écologie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement du réseau de transport et diversification de l'offre (covoiturage, transport à la demande) ▪ Appui sur le réseau d'associations ▪ Travailler une approche globale, territoriale : santé, mobilité, logement, culture, travail (sortir des silos) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conciliation entre zones d'emploi et zone de vie (rapprocher le travail du lieu de vie)

Mise en commun :

• **Propositions d'ajouts :**

- ⇒ Sur l'IA : enjeu d'objectiver les impacts et contributions : le bruit médiatique est important, comment concilier pour porter une politique structurante ?

• **Points de dissensus éventuels**

- ⇒ Aucun

Groupe 4 : Économie attractive et compétitive – une économie d'innovation et de conception

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Services et santé	Valoriser les compétences du territoire pour relier les besoins aux activités des entreprises	Garder les compétences formées sur le territoire
IA	Aller à la rencontre des jeunes des écoles du territoire sur les métiers qu'ils identifient demain et ce qui ferait qu'ils restent sur le territoire	Cf. point de dissensus
Silver Économie	Étudier la place des seniors demain dans les entreprises, évolution du travail au cours de la vie	Enjeu de réapprendre à faire Société, se réapproprier le rôle et la place de chacun (vivre ensemble)

Mise en commun :

• **Propositions d'ajouts :**

⇒ Des enjeux de clarification sur les notions : que signifie attractif en 2050, quels critères ? Il faudrait récupérer des idées et des pratiques existantes, capitaliser, tester des initiatives sur métiers en tension

• **Points de dissensus éventuels**

⇒ Sur l'IA : cf. plus haut sur l'objectivation des données sur l'impact et les contributions de l'IA pour la prendre en compte dans la manière de penser une économie attractive et compétitive demain

Groupe 5 : Économie attractive et compétitive – Économie de production locale

Objectif	Leviers	Points de vigilance
Définir une politique générale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La sensibilisation de la population sur le sujet de la production locale ▪ L'amélioration des moyens de production locaux et de mise en visibilité de cette production locale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer les citoyens (quelle place ? A quelle échelle territoriale ? Sur quelles décisions ?) ▪ Les divergences politiques de point de vue des communes : il nous faut une approche par l'intérêt général et dépasser les intérêts de chaque commune
Développer la consommation locale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer les achats auprès des producteurs locaux (mieux produire, mieux les valoriser) ▪ Faciliter l'accès (notamment stationnement) ▪ Mettre à disposition des terres agricoles ▪ Développer le bénévolat dans la production agricole ▪ Implanter des jardins de ville partagés ▪ Développer l'utilisation de produits locaux dans les cantines ▪ Organiser des fêtes autour des produits locaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les coûts des loyers commerciaux ▪ La différence de prix (entre le produit local et hors local) ▪ Le temps disponible pour les actifs pour consommer local
Renforcer la compétitivité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer l'apprentissage professionnel dès la 4^{ème} ▪ Créer des formations adaptées aux nouveaux métiers et aux besoins ▪ Développer des lieux d'alternance 	Conserver les compétences sur le territoire

Mise en commun :

• **Propositions d'ajouts :**

⇒ Le logement est un vecteur facilitant l'installation sur un territoire et la compétitivité : il faut l'inclure dans la politique emploi

Conclusion

Lors de la consultation numérique et lors de l'atelier, les participants ont souligné l'intérêt fort à travailler de façon croisée l'ensemble des sujets, en ajoutant lors de l'atelier des contributions sur des enjeux qui leurs paraissent clé pour le travail en 2050 (le logement, la santé, les modes de consommation, etc.).

Les questionnements ont aussi porté sur les notions : que voudra-t-on dire par « travail » en 2050 ? Par « compétitivité » ? Ces questionnements plus profonds ont nourri les échanges sur le besoin de penser d'autres rapports au travail, notamment en contribution avec les enjeux de société et la place de chacun => avoir des formes de travail laissant plus de place à d'autres formes de contributions sociales et sociétales.

Également, la question des technologies et de la place de celles-ci dans le travail a nourri les échanges avec deux éclairages importants. Le premier concerne l'IA et le besoin d'objectiver davantage ses apports et limites en termes de transformation des métiers et du travail. Le second concerne la formation et le parcours professionnels, avec l'enjeu de réfléchir aux modes de développement des compétences tout au long de la carrière, à la place des seniors et des jeunes dans les métiers de demain.

Plus généralement, quelques verbatims illustrent les questions qui restent en travail suite à l'atelier :

« *Qu'est-ce que vivre dignement de son travail ?* » « *Quels critères pour qualifier le travail digne ?* »

« *Quel sens au travail ?* »

« *Quels types de contrats / d'organisations / de changement de travail* »

« *Comment garder le potentiel des futurs travailleurs sur le bassin* »

« *Rendre le travail attractif pour l'épanouissement personnel et avec des liens sociaux* »

Iparralde 2040

Prospective citoyenne et participative

2024-2025

Présentation des travaux au CESE en vue d'une contribution

1 Rue Donzac 64100 Bayonne Donzac karrika, 1 64100 Baiona
05 59 25 38 90 – cdpb@societecivile-paysbasque.com

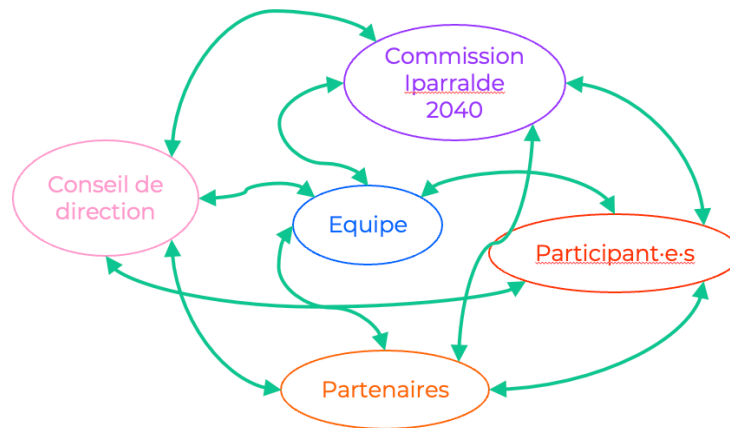
Iparralde2040.eus

Présentation au conseil executif de la CAPB - 2025-11-04

La dynamique Iparalde 2040 s'est déployée tout au long des années 2024 et 2025. Dynamisée par le Conseil de Développement du Pays Basque (CDPB) elle a été soutenue financièrement par la Communauté d'Agglomération Pays Basque et la Région Nouvelle Aquitaine.

Encadrée politiquement par le conseil de direction du CDPB, elle a été organisée et coordonnée par une commission spécifique composée de membres volontaires la commission « Iparalde 2040 », et a été animée et administrée par l'équipe technique du CDPB.

La dynamique s'est organisée et structurée au fil de l'eau de manière itérative, évolutive, collective et ouverte valorisant les interactions entre chacun de niveaux d'acteurs impliqués.



Participant-es : toute personne ayant participé à une des actions déployées par la dynamique Iparalde 2040.

Partenaires : Structures agissant sur le territoire, publique ou privée ayant été consultée sur tout ou partie de questionnements issus de la dynamique.

Le principe choisi en début de démarche d' « **Aller vers** » a permis de toucher une grande diversité d'acteur·rices et d'habitant·es du territoire.

Le choix a été fait d'aller vers des **groupes constitués** pour organiser un temps de réflexion qui rentrait dans leur programme, plutôt que d'organiser des réunions ou des ateliers et d'appeler les habitant·es à y participer. Ce qui a permis de grossir le nombre de partenaires mobilisés sur la dynamique, et de toucher certains publics spécifiques.

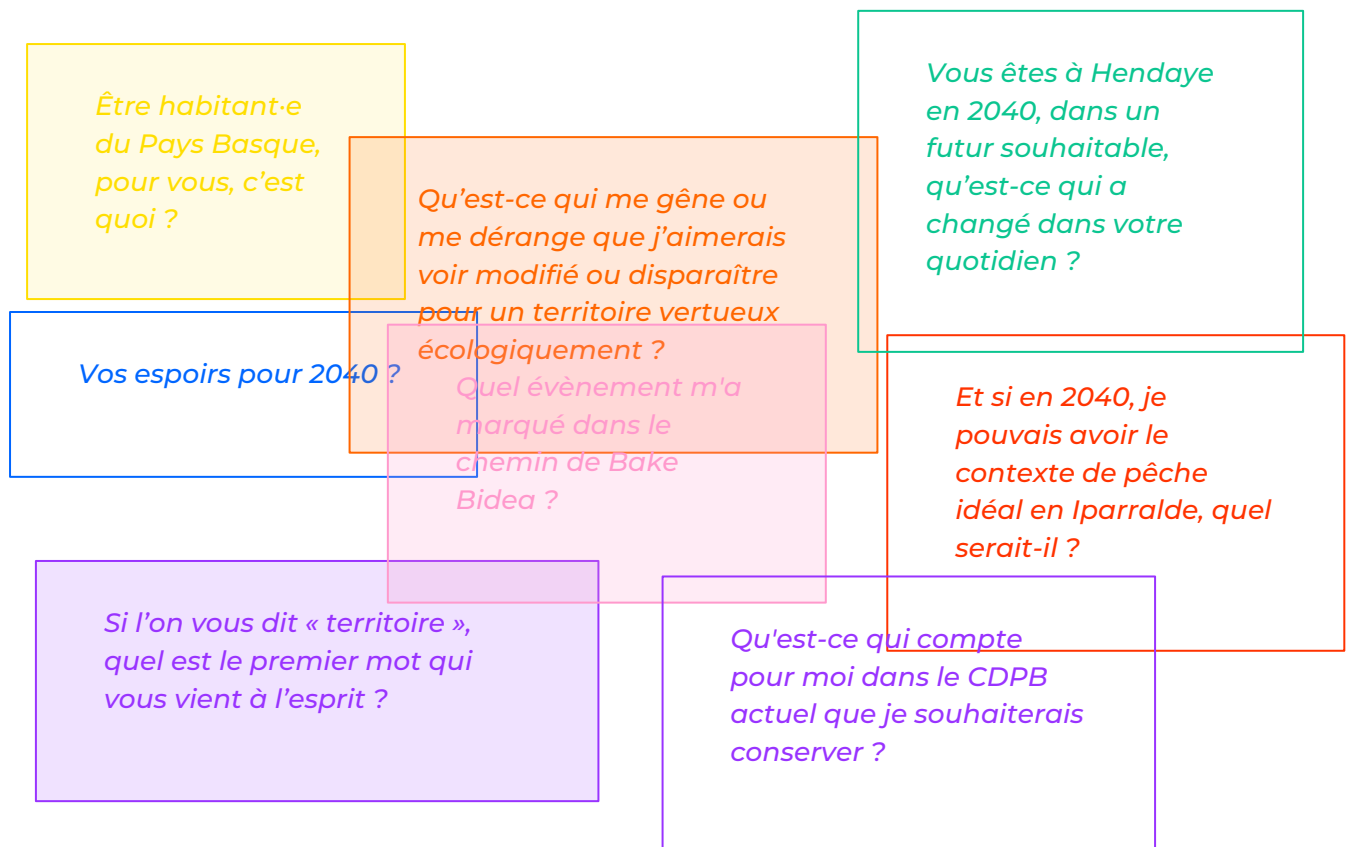
Le questionnement

Les discussions engagées avec les participant-es ont été orientées autour d'un questionnement qui portait plutôt sur **la projection d'un avenir souhaitable – souhaité**. La formulation de questions assez ouvertes incitait à raconter et partager ses visions plutôt qu'à proposer des réponses ou à exprimer des besoins.

Les modalités d'animations n'ont pas fait abstraction des contextes actuels (territoriaux, géopolitiques, relation habitant-es/élu-es et institutions...) ni des projets en cours portés par les acteur-rices, « **sentiers de dépendances** » (géographe Martin Vanier).

Le travail avec des groupes constitués réfléchissant sur des thématiques particulières (Conseil d'administration d'association, parents d'élèves, conseil de quartiers...) a permis de toucher des personnes ayant une **expertise certaine** sur les sujets qui les rassemblent, et également de toucher une **diversité de personnes**, de catégories sociales, d'âge et de localisation.

Des **biais de participation** sont bien entendu à noter, mais ils sont partagés par un grand nombre de processus participatifs ou de concertations. Il est plus facile de toucher les personnes déjà informées et engagées, voire les « expert-es de la participation », que les publics plus éloignés, celles et ceux que l'on n'entend pas. Cependant les méthodes utilisées d'« Aller vers » ont permis de minimiser les effets de ces biais.



Quelques exemples de questions posées lors des ateliers

Les actions

Plus de 100 actions ont été déployées dans tout le territoire. Elles se sont déployées dans 36 communes différentes et ont touché plus 1700 participations. Les participations peuvent être considérées comme uniques, dans la mesure où même si une personne a pu participer à plusieurs ateliers, les raisons pour lesquelles elle y participait et les questionnements qui ont été posés étaient différents.

La diversité des publics touchés est appréciable par chacun grâce aux modalités de rendu choisis qui tracent assez précisément les types d'actions et les publics qui ont été touchés.

69 ateliers

comités des fêtes, conseils municipaux des enfants, habitant·es, acteur·rices de l'agriculture et de l'alimentation, professionnel·les de la santé et du social,

élu·es communautaires, bénévoles et militant·es du secteur associatif, entrepreneur·euses et salarié·es, représentant·es de structures,

parents d'élèves, étudiant·es, acteur·rices culturel·les, du tourisme, **membres du CDPB...**

12 Azoka

Anglet, Barcus, Bayonne, Biarritz, Hendaye, Mauléon, Saint-Palais

4 ateliers d'écriture

Et aussi :

150+ parties du jeu,

260+ ressources collectées,

540+ inscrit·es à la newsletter

Participations à des évènements

6 questionnaires

agriculture-alimentation x2, études supérieures, euskara, frontière, structures membres

440+ réponses

5 contributions de structures

secteurs du numérique, des mobilités douces, de langue basque, du spectacle, de la

Nous tenons à souligner **la qualité de la relation avec la Communauté d'Agglomération Pays Basque**, qui a permis de créer plusieurs temps de croisement avec des élu·es, des agent·es et des partenaires : ateliers ADEME, atelier équipe SGTEPE, élu·es PCAET, Copar Climat, Codir économie, équipe montagne et PNR, équipe tourisme...).

La récolte

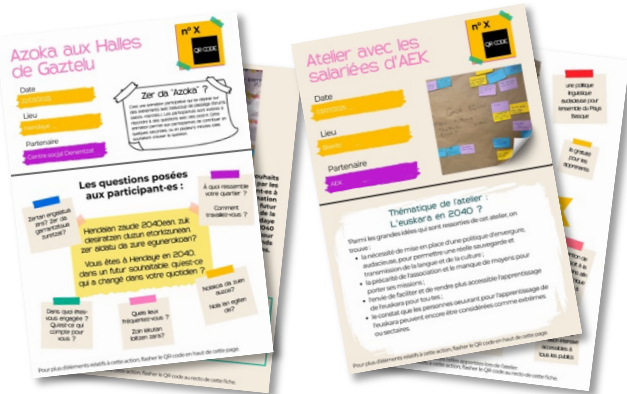
Tout ce travail a permis de récolter **une grande quantité de matériel** (expressions, verbatims...) qui se doit d'être respectée, située et accessible (en respectant des conditions minimales d'anonymat et de confidentialité, lorsqu'elles sont demandées).

Nous proposons une mise en forme des rendus qui tient compte de plusieurs critères :

- qu'ils soient accessible au plus grand nombre
- sans simplifier ou synthétiser les apports
- qui accepte la diversité des regards

Fiches action

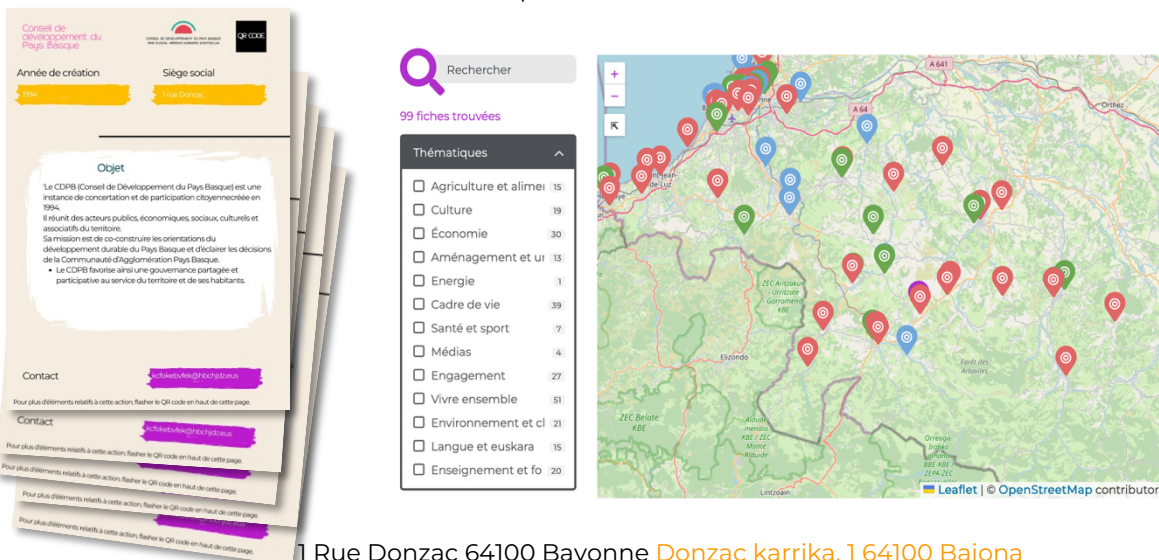
Chaque action fera l'objet d'une fiche qui situe, contextualise et présente la réflexion menée



Chacune de ces fiches donne accès à l'intégralité des éléments récoltés sous forme diverse selon les modalités de déroulé et d'animation de l'activité.

Cartographie des acteurs

Tout au long de la dynamique, de nombreuses structures ont été identifiées, citées, mise en avant... Nous avons donc décidé de rendre visible cette diversité et ce foisonnement d'initiative dans une **carte interactive évolutive** sur le site Iparralde 2040.



1 Rue Donzac 64100 Bayonne Donzac.karrika, 1 64100 Baiona
05 59 25 38 90 – cdpb@societecivile-paysbasque.com

Iparralde2040.eus

Médiathèque

Enfin, comme nous l'avons mis en place dès le début de la dynamique, **le centre de ressources médiathèques du site iparralde 2040** continue à rassembler et à classer les ressources bibliographiques utilisées ou évoquées tout au long de la démarche.

Plus de 260 documents identifiés à ce jour.

Ces outils ont vocation à continuer à évoluer dans l'avenir.

Carte des événements Contribuer Parcourir les ressources Pages thématiques - En savoir plus -



Bibliothèque de ressources

» Proposez une ressource

Toutes les ressources Contributions CDPB Productions CAPB SCOT PNR CESER Nouvelle-Aquitaine

Études Articles et médias Affiches et posters Afficher annuaire

Prospective 2050 : entre crises et transformations, quel avenir pour l'agriculture française ?
Bureau Stratégie & prospective

Charte du Bâtiment Frugal Sud-Aquitain
Bizil

Rechercher

92 fiches trouvées

Thématiques	Nombre
<input type="checkbox"/> Agriculture et alime	77
<input type="checkbox"/> Culture	56
<input type="checkbox"/> Économie	98
<input checked="" type="checkbox"/> Aménagement et t	92
<input type="checkbox"/> Énergie	35
<input type="checkbox"/> Cadre de vie	92
<input type="checkbox"/> Santé et sport	43
<input type="checkbox"/> Médias	34
<input type="checkbox"/> Engagement	63
<input type="checkbox"/> Vivre ensemble	132
<input type="checkbox"/> Environnement et c	92
<input type="checkbox"/> Langue et euskara	64
<input type="checkbox"/> Enseignement et fo	59

Enjeux	Nombre
<input type="checkbox"/> Adaptation et transi	91
<input type="checkbox"/> Précarisation	24
<input type="checkbox"/> Mobilité	48
<input type="checkbox"/> Logement	24
<input type="checkbox"/> Travail	55
<input type="checkbox"/> Liberté	31
<input type="checkbox"/> Solidarité	45
<input type="checkbox"/> Gouvernance	64

Ur edangarrria Euskal Herrian (Iritzia)
Garapen Kontseilua

Transport de marchandises à travers les Pyrénées : enjeux et perspectives pour le Pays Basque
Conseil de développement du Pays Basque

Projet d'agglomération « Réussir ensemble » reconduit pour 2007-2013
Conseil de développement du Pays Basque

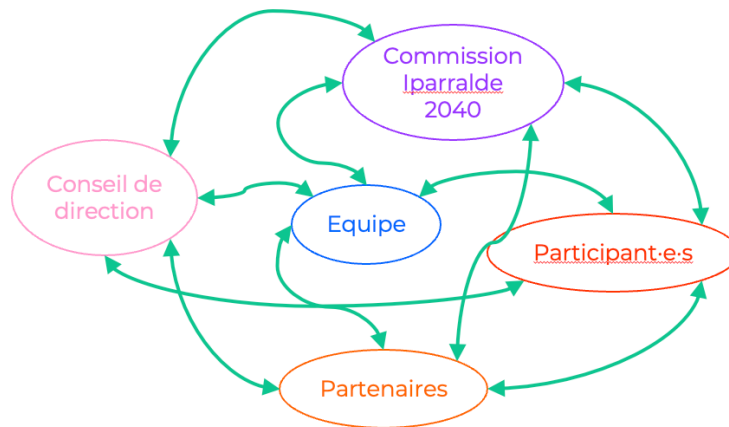
Projet d'agglomération 2001-2007 de la communauté d'agglomération BAB « Réussir ensemble »
Conseil de développement du Pays Basque

Projet 2001 du District BAB
Conseil de développement du Pays Basque

Préfiguration des territoires de développement infra Pays Basque
Conseil de développement du Pays Basque

L'analyse

Tous ces éléments ont permis de déployer un processus d'analyse organisé autour de l'équipe du CDPB, et enrichie par l'ensemble des interactions avec les parties prenantes de la dynamique, tout au long de ces deux années de préparation et de terrain.



Il faut ajouter à ce panorama **le lien avec les recherches contemporaines** en matière de sciences humaines et sociales autour d'Elena Casiriain doctorante en CIFRE au CDPB, et la connexion à des chercheur-euses travaillant sur notre territoire, ou ailleurs.

Le lien avec les réflexions croisées dans **les instances de délibérations participatives** à l'échelle régionale ou nationale, ainsi que de l'autre côté de la frontière est également à souligner.

Nous avons eu recours à des outils d'IA pour naviguer dans la masse de données produite et référencée, et nous permettre de croiser nos réflexions d'acteur-rices de terrain avec les analyses produites par ces outils. Nous nous sommes ainsi rapproché-es [l'association Data For Good](#) pour nous accompagner sur ces questions.

Cela nous permet d'appréhender de façon empirique les impacts de l'utilisation de ce type d'outils, un sujet qui est revenu à de nombreuses reprises dans les ateliers.



1 Rue Donzac 64100 Bayonne [Donzac karrika](#), 1 64100 Baiona

05 59 25 38 90 – cdpb@societecivile-paysbasque.com

Iparralde2040.eus

Le rendu de l'analyse

Nous avons déployé ici deux niveaux de rendu

Un premier niveau qui, au travers de **fiches « ZOOM »** (dénomination provisoire), permet de détailler et de contextualiser des thématiques apparues de manière transversales tout au long de la dynamique. Elles font le lien entre les réflexions issues des ateliers, les ressources identifiées comme étant référentes sur ces questions et les acteur·rices actif·ves sur ces questions.

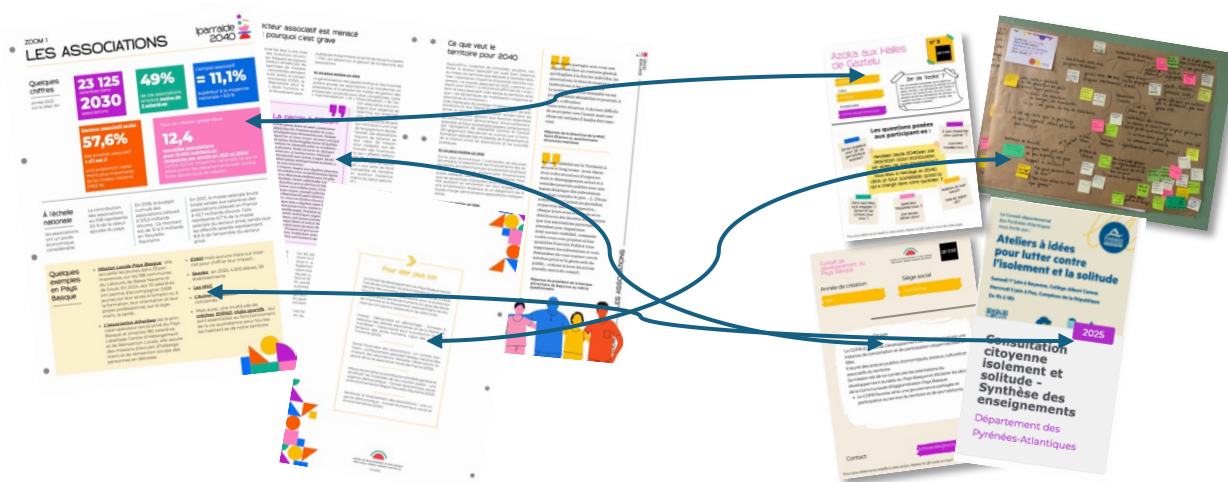
La liste exacte est en cours de finalisation, nous nous autoriserons également à publier des fiches en mode « work in progress » lorsque les sujets abordés ne permettent pas encore de proposer une copie aboutie.

Liste prévisionnelle

La numérotation indique le niveau d'avancement (0 à définir – 6 version publiée)

- | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> 3- Le secteur associatif 3 - Modèle économique solidaire 3 - Participation et vie démocratique 3 - L'isolement 3 - La vieillesse 3 - La santé mentale 3 - Transition écologique et Donut 3 - De la création du CDPB à la CAPB 3 - Agri-alim 3 - Logement / Foncier 3 - Frontière(s) 3 - Aménagement du territoire : SCoT, PLUi 2 - Montagne et PNR | <ul style="list-style-type: none"> 2 – Euskara 2 – Orientation 2 - Médias et territoire 1 - Récit et réflexions sur la paix 1 - La fête 1 - Egalités 1 - La pêche 0 - IA et numérique 0 - Les coopératives et les outils collectifs 0 - Culture 0 - L'eau 0 - Les communs |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Ces fiches seront également partagées en amont pour information à des membres et partenaires concerné·es par les éléments qu'elles rassemblent.



1 Rue Donzac 64100 Bayonne Donzac karrika, 1 64100 Baiona
05 59 25 38 90 – cdpb@societecivile-paysbasque.com

Iparralde2040.eus

Le rendu – le document cadre



Ce document, qui constitue l'élément central de la restitution, sera articulé autour d'une narrative construite autour de quatre verbes préparant au voyage collectif vers 2040. En invitant à la poursuite de la discussion, cette contribution dessine une orientation et invite à entrer dans l'acte de *penser et faire monde commun* :

ACCUEILLIR

HABITER

PRENDRE SOIN

CRÉER

Les postures d'accueil et de « prendre soin » proposées dans cette contribution pour le territoire afin de veiller à l'habitabilité et aux conditions de création pour les collectifs que nous constituons toutes et tous, demandent nécessairement pour l'avenir de continuer à faire vivre deux verbes complémentaires. Ces deux verbes sont des marqueurs fort du territoire, et ont été soulignés dans les ateliers tout au long de la démarche :

S'ENGAGER COOPÉRER

Collectivement nous nous préparons à contribuer au défi de survie sur la terre en commençant par Iparralde, ce bout de terre sur lequel nous évoluons au quotidien.

Mise en forme

Le document enrichi de ressources multimédia servira de guide pour naviguer dans l'ensembles des éléments générés ou mis en lumière par la démarche.

Il est à ce jour en cours de rédaction et mise en forme :

Éléments de contenu

- Éléments historique du territoire
- Descriptif de la démarche
- Contribution au territoire
- Modalités de poursuite du travail

Mise en forme

- Accessible
- Attractive
- Déclinaisons selon public

1 Rue Donzac 64100 Bayonne [Donzac karrika, 1 64100 Baiona](#)
05 59 25 38 90 – cdpb@societecivile-paysbasque.com

Iparralde2040.eus

Accueillir

Qu'entend-t-on par accueillir ?

Cela revient à s'interroger sur la posture que l'on adopte, face aux personnes qui viennent chez nous mais aussi face aux changements auxquels notre société doit faire face.

Adopter une posture d'accueil réciproque

Dans un contexte de territoire attractif, tel que celui d'Iparalde

- Face au nouvel habitant ou à la nouvelle habitante, ou même au touriste (habitant-e éphémère), adopter une posture d'accueil c'est prendre sa place, exister à ses yeux, transmettre > il s'agit de **sortir de la crainte de la perte et du sentiment de menace identitaire**. Puis se rajoute en retour la responsabilité de celui ou celle qui vient, même de façon éphémère, d'**accueillir ce qu'il-elle visite** > respecter ce qui est, ce qu'est le territoire et de rentrer dans une démarche d'échange.

Et en lien avec le caractère de « couloir migratoire »

- Face aux personnes dans l'obligation de quitter leurs chez-soi, se penser comme terre d'accueil et résister aux logiques de contrôle et de fermeture des pouvoirs publics. « Euskal Herria, harrera herria. »

Ainsi, envisager par le prisme de l'accueil les questions démographiques, de tourisme ou de migration nous engage et nous renvoie à notre responsabilité. Comment imaginer des politiques de tourisme ou de logement qui prennent en compte les conditions nécessaires à une réelle posture d'accueil ?

Accueillir le changement comme une forme de solidarité

- accueillir le changement > c'est accueillir **le temps qui passe** (le vieillissement, la mort, des sujets difficiles à aborder) > et se demander comment leur faire une place ? Adopter une posture d'accueil de ces enjeux est lié à une forme de solidarité, et permet d'inclure tout le monde quel que soit son histoire ou son étape de vie.
- accueillir le changement > **accepter les nouvelles générations** et ce qu'elles portent, et en miroir accueillir ce que **les anciennes générations** ont à transmettre, réfléchir à la façon dont les outils collectifs (des structures aux exploitations agricoles) peuvent continuer à se transmettre entre générations.
- accueillir le changement > c'est faire face aux **nouveaux enjeux planétaires** comme le réchauffement climatique, accueillir pour se responsabiliser et agir, dans un contexte où l'habitabilité sur Terre de tous et toutes est remise en question.

Pourquoi accueillir ? Quel est l'enjeu ?

- **Sortir de la logique de la peur et de la défiance/méfiance**, pour promouvoir une société basée sur la confiance et l'ouverture, adopter une posture en faveur de la paix.
- **Faire vivre nos places, nos centres-bourgs, nos quartiers, nos centralités** :
 - ⇒ Comment soutenir la vie dans les centres quand la vie sociale dans les espaces publics est de plus en plus rare ?
 - ⇒ Comment ralentir le rythme de vie des habitant-es et valoriser ces moments d'échanges pour faire en sorte que les frontons et les places soient des espaces de sociabilité et de rencontres privilégiés ?
- **Occuper la place, plaza hartzea** :
 - ⇒ la fête comme un élément inclusif de rencontre et d'échange, un levier de posture d'accueil.

1 Rue Donzac 64100 Bayonne [Donzac karrika](mailto:Donzac.karrika@cdpb@societecivile-paysbasque.com), 1 64100 Baiona
05 59 25 38 90 – cdpb@societecivile-paysbasque.com

Iparalde2040.eus

Prendre soin – Zaintza

Qu'entend-t-on par prendre soin ?

Prendre soin revient à faire les choses avec attention, détail, s'investir dans ce qu'on fait, on propose d'étendre la définition de l'expression.

Prendre soin des soignant-es

- Proposition d'envisager le soin comme fondement des relations de façon générale, et pas des seules relations de vulnérabilité.
- Inverser la perspective et **imaginer la relation de soin réciproque**, prendre soin des soignant-es : les professionnel·les de la santé ; de la culture (qui prennent soin des droits culturels et linguistiques) ; les agriculteur·trices (prennent soin de la terre) ; les associations (prennent soin du tissu social) ; les élu·es (qui prennent soin de la vie de la cité) ; les entrepreneur·euses (qui prennent soin de leurs outils de travail et de leurs collaborateur·rices), les enseignant-es qui prennent soin des jeunes générations.

Investir une nouvelle relation à la nature ?

- Intégrer la notion de Nature et considérer les non-humains dans l'enjeu de « prendre soin » souligne **l'interdépendance entre les différentes formes du vivant**, humains et non-humains.
- **Prendre soin de la terre et des ressources pour qu'elles prennent soin de nous en retour** (ex. de l'alimentation de qualité).
- **Sortir de la relation de domination envers la Nature** (que l'on trouve autant dans l'exploitation excessive des ressources que dans la volonté de préservation).

Pourquoi prendre soin ? Quel est l'enjeu ?

- **Sortir du soin aux vulnérables**, c'est souligner les chaînes d'interdépendance. Le soin concerne tout le monde. C'est aussi penser une société qui permet (et assume) ses vulnérabilités.
- **Faire du « prendre soin » la base des projets collectifs** pour **faire des vulnérabilités un levier de robustesse**, en anticipant notre capacité à y répondre, et rééquilibrer les rapports de domination et de pouvoir.
- **Repenser l'économie au-delà de la seule productivité**, en faisant du « prendre soin » une valeur en dehors de l'espace domestique et non marchand.

En finir avec l'ère des burn-outs humains et non-humains : la terre et ses habitant-es sont trop fatigué-es pour continuer avec le même système.

Habiter

Qu'entend-t-on par habiter ?

Habiter c'est le lieu où on déploie nos habitudes (Thierry Paquot, 2005)

« Une habitation confortable (qui par conséquent vous reconforte !) et un habitat plaisant constituent des atouts pour « habiter », c'est-à-dire construire votre personnalité, déployer votre être dans le monde qui vous environne et auquel vous apportez votre marque et qui devient vôtre » (Paquot, 2005).

Habiter c'est bien plus que loger > c'est une **relation de don/contre-don entre le territoire et ses habitant-es**.

Quels sont les enjeux liés à l'Habiter ? Quel message pour interroger l'avenir ?

- **Se loger et se nourrir : deux besoins vitaux, deux préalables pour s'investir sur son territoire, l'habiter.**
 - penser le logement comme un acte collectif > loger des personnes qui sont habitant-es du territoire, qui ont à donner et à prendre
 - penser l'alimentation comme un acte collectif > garantir l'alimentation pour tou-ttes, mais aussi garantir la vitalité de la terre qui nourrit
- **Habiter pour mieux cohabiter**
 - nécessité de concevoir l'espace, de l'aménager
 - vivre avec les autres, avec des pratiques différentes et qui peuvent se heurter (notion de conflits d'usage)
 - cohabiter avec le non-humain : comment faire de la Nature une alliée pour garantir la vie de tou-ttes ? quelle place laisser à l'IA et aux évolutions technologiques à venir dans cette cohabitation ?
- Habiter c'est mettre l'accent sur la **relation** > habiter un territoire correspond à se situer dans un réseau de relations, habiter avec les autres ou cohabiter ; c'est s'attacher à un territoire, le faire exister ; c'est penser l'habitabilité sur Terre de tou-ttes.
- Face à l'avenir, c'est aussi **souligner la diversité des formes d'habiter** > comment habiter le monde aujourd'hui en tenant compte des réalités et des conditions d'habitabilité qui disparaissent, ici ou ailleurs, ouvrir des possibles pour demain.

→ Vers un nouveau concept territorial ?

> comment penser un modèle de territoire inclusif qui ne s'arrête pas à ses limites fixes actuelles (nécessaires dans le cadre institutionnel)? Un modèle de territoire qui prend en compte les vécus de ses habitant-es, les couches superposées de territoires (vécu, prescrit, projeté) ?

> faire territoire, faire Iparralde > penser un projet collectif, faire communauté avec des frontières souples, mouvantes...

> comment habiter un territoire quand la planète est abîmée ? Tenter une approche qui n'est pas dans la destruction, qui régénère ?

Créer – Sorkuntza

Qu'entend-on par créer ?

Créer c'est mettre la focale sur notre capacité d'agir, c'est échanger et créer le débat. En créant, une personne ou un collectif fait preuve de puissance. Créer garantit en partie les conditions de la démocratie : pour Erich Fromm, "le sort fertile pour l'essor du fascisme : l'insignifiance et l'impuissance de l'individu"

Créer relève de l'exercice de la liberté de penser.

Quels sont les enjeux liés à Créer ? Quel message pour interroger l'avenir ?

Des espaces collectifs pour la création (espace physique ou symbolique)

- L'acte de créer au sein d'une société revient à faire des pratiques artistiques et culturelles, lieux de liberté par excellence, des fondements de notre fonctionnement, et à leur aménager des espaces.
- L'acte de créer c'est aussi imaginer des espaces qui permettent de créer des outils dont le territoire a besoin, grâce à l'intelligence collective (outils alternatifs qui de 92 avec les Rencontres de St Palais CDPB et CEPB, aussi EHLC, Enargia et les tiers-lieux aujourd'hui...).
- L'acte de créer dans une diversité de langues c'est proposer une diversité de regards sur le monde. Enjeu linguistique, trésors du territoire > plus la création se fait dans des langues différentes, plus les créations sont multiples et ouvrent des voies nouvelles, des propositions nouvelles > une société plus libre.

Et si travailler signifiait créer ?

- Penser le travail comme acte de création pour redonner du sens à l'acte de travailler et repenser la façon de travailler afin d'assurer un mieux-être pour les écosystèmes (cf Prendre soin).
- C'est aussi repenser le travail et ses conséquences par le prisme de l'habitabilité de la Terre. Pour l'économiste Kate Raworth : travailler doit contribuer au bien-être collectif et non détruire la planète.
- Penser le travail comme un acte de création c'est aussi dépasser l'intérêt individuel et s'engager dans un projet collectif, c'est venir interroger le concept d'économie territoriale.

➔ Pour une société en capacité de création ?

- Comment aller vers une éducation en faveur de la liberté, une éducation qui permet les conditions des espaces de création ?
- Comment éduquer des esprits capables de se libérer des normes sociales (de genre, de familles...) ?
- En quoi Euskal Herria peut être une terre propice pour la création ?
- Comment garantir les conditions de participation dans une société démocratique ?

Coopérer et s'engager

La coopération et l'engagement sont des piliers de la cohésion sociale et la vitalité d'Iparralde, un territoire profondément solidaire.

Coopérer

- Iparralde fait de la coopération une culture vivante, héritée et réinventée, fondée sur l'auzolan et l'entraide collective.
- Coopérer ici n'est pas seulement une méthode, mais une façon d'être et d'agir ensemble, basée sur la confiance, la coresponsabilité et le sentiment d'appartenance.
- Inspirée de Donna Haraway, la coopération consiste à « devenir-avec » les autres, humains et non-humains, pour construire du commun à partir des différences.

En mêlant héritage, modernité, diversité et innovation, elle façonne une manière singulière de faire territoire, durable et plurielle.

S'engager

- L'engagement est une composante de l'identité collective, se manifestant dans les domaines social, économique, culturel, linguistique, environnemental et éducatif.
- S'engager, c'est **faire confiance** à une cause ou une structure et **se confier**, en déposant une part de soi dans l'action collective.

Pour l'avenir, il s'agit de garantir les moyens d'action, créer des espaces de transmission intergénérationnelle, retisser la confiance et respecter la diversité des formes d'engagement.

Collectivement nous nous préparons à contribuer au défi de survie sur la terre, en commençant par Iparralde, ce bout de terre sur lequel nous évoluons au quotidien.



Iparralde
2040



Bideari ekin
Faisons route
ensemble.



EVENEMENT DE RESTITUTION

13 Décembre

Hélette - Salle Agerraldi

Programme

11h00 : Café d'accueil

11h30 : Restitution Publique

de la prospective participative et citoyenne

13h00 : Buffet



Dynamisé par



Soutenu par



1 Rue Donzac 64100 Bayonne [Donzac karrika, 1 64100 Baiona](#)

05 59 25 38 90 – cdpb@societecivile-paysbasque.com

Iparralde2040.eus

Présentation au conseil executif de la CAPB - 2025-11-04

Consultation de la société civile –

« Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »

Contribution du Conseil Prospectif Territorial (CoDev) des Mauges – IdéÔ Mauges

Introduction

Le Conseil Prospectif Territorial (CoDev) des Mauges, connu sous le nom d’IdéÔ Mauges, est un collectif citoyen et un laboratoire d’idées qui travaille sur les enjeux futurs du territoire des Mauges. Dans le cadre de la consultation du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) sur "« Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 » IdéÔ Mauges présente ses travaux et réflexions prospectives sur trois thématiques clés : l’habitat, la gestion des déchets, et les parcours de vie.

Nom du CESER ou du CoDev :

Conseil Prospectif Territorial (CoDev) des Mauges – IdéÔ Mauges

Nom du représentant ou de la représentante :

████████████████████

Adresse email de contact :

████████████████████

IdéÔ Mauges – 1, Rue Robert Schuman, La Loge – CS 60111, 49602 Beaupréau-en-Mauges Cedex

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

- Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)
 - Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale
-

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

Habitat :

- [Enquête sociologique "Quels modes de vie dans les Mauges ?" \(2024\)](#)
- [Expérimentation sur l'habitat de demain – Présentation du conseil citoyen IdéÔ Mauges \(juin 2025\)](#)

Déchets :

- [Restitution de la saisine sur le futur des déchets \(mars 2023\)](#)

Parcours de vie :

- [Web série "Parcours de vie" en 3 épisodes \(2024\)](#)
- [Présentation des travaux et projections à horizon 2050 \(SCoT\)](#)

Vos contributions sur la base de travaux thématiques (thématiques abordées dans le cadre de vos travaux, dans une optique prospective à échéance 2050) :

Habitat :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun
- Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité
- Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile

Déchets :

- Réflexion sur la réduction, la revalorisation et la gestion des déchets, avec une approche participative (auditions d'experts, acteurs économiques, élus).
- Proposition de moyens incitatifs pour diminuer les déchets et intégrer les enjeux climatiques.

Parcours de vie :

- Analyse des modes de vie, des solidarités, des mobilités, du climat, et de l'esprit d'entreprise à horizon 2050.
- Identification des attentes sociétales et des profils types d'habitants pour éclairer les politiques publiques (SCoT).

Tableau synthétique des travaux par thématique :

Habitat

Objectifs à atteindre en 2050	Quels critères pour des parcours de vie épanouissants ?	Leviers pour y parvenir	Quelles actions déployer dès maintenant ?	Points de vigilance éventuels
Territoire inclusif, adapté aux réalités des habitants, résilient face aux crises	Mixité générationnelle, accessibilité, solidarités, mobilités douces	Concertation citoyenne, enquêtes sociologiques, scénarios prospectifs	Web série, ateliers participatifs, intégration dans le SCoT, enquêtes locales	Déséquilibres territoriaux, vieillissement démographique, pression foncière

Déchets

Objectifs à atteindre en 2050	Quels critères pour une gestion durable des déchets ?	Leviers pour y parvenir	Quelles actions déployer dès maintenant ?	Points de vigilance éventuels
Réduction drastique des déchets, revalorisation maximale, intégration des enjeux climatiques	Participation citoyenne, innovation technologique, partenariats publics-privés	Sensibilisation, audits, incitations financières, filières locales de recyclage	Mise en place d'outils de suivi (ex : "Mon portail déchets"), ateliers participatifs, concertation avec les acteurs locaux	Résistance au changement, coûts de mise en œuvre, acceptabilité sociale ^{35-21,27,33}

Parcours de vie

Objectifs à atteindre en 2050	Quels critères pour des parcours de vie épanouissants ?	Leviers pour y parvenir	Quelles actions déployer dès maintenant ?	Points de vigilance éventuels
Territoire inclusif, adapté aux réalités des habitants, résilient face aux crises	Mixité générationnelle, accessibilité, solidarités, mobilités douces	Concertation citoyenne, enquêtes sociologiques, scénarios prospectifs	Web série, ateliers participatifs, intégration dans le SCoT, enquêtes locales	Déséquilibres territoriaux, vieillissement démographique, pression foncière ^{39-28,29,30,36,37}

Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale :

Habitat :

- **Description** : Réflexion collective sur l'avenir des Mauges à horizon 2050, intégrant les enjeux climatiques, économiques et sociaux, via des ateliers participatifs et des consultations publiques.
- **Sujets critiques** : Précarité énergétique, rénovation du parc immobilier, accès au logement pour tous.
- **Leviers** : OPAH, OPAH-RU, concertation citoyenne, innovation en matière d'habitat.
- **Points de vigilance** : Déséquilibres territoriaux, vieillissement démographique, pression foncière.

Déchets :

- **Description** : Scénario de gestion intégrée des déchets, avec une forte implication citoyenne et une revalorisation maximale, en lien avec les objectifs climatiques.
- **Sujets critiques** : Réduction des déchets, filières de recyclage, acceptabilité des changements.
- **Leviers** : Outils numériques, concertation, incitations économiques.
- **Points de vigilance** : Coûts, résistance au changement, coordination entre acteurs.

Parcours de vie :

- **Description** : Scénario de territoire adapté aux parcours de vie diversifiés, avec une projection à 2050 via des profils types et des enquêtes sociologiques.
 - **Sujets critiques** : Solidarités, mobilités, climat, sentiment d'appartenance.
 - **Leviers** : Web série, ateliers, intégration dans le SCoT, enquêtes locales.
 - **Points de vigilance** : Déséquilibres territoriaux, vieillissement, pression foncière.
-

Avis transverse du CESE : « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »

Trame de contributions des CESER / CoDev – travaux déjà menés

Dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ? Le CESE souhaite associer largement la société civile organisée à la rédaction de son avis transverse

Dans un contexte marqué par le risque géopolitique et de profondes transformations environnementales, politiques, démographiques, géographiques, territoriales et de ruptures technologiques, la société civile aspire à se questionner sur la question suivante : dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ?

C’est pourquoi le CESE a décidé de travailler à un avis transverse, « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 », rapporté par Elodie Martinie-Cousty (groupe de l’environnement) et Patrick Levy-Waitz (groupe Agir autrement pour l’innovation sociale et environnementale). Le CESE souhaite se questionner sur les conditions nécessaires, à horizon 2050, pour :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité ;
- Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ;
- Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ;
- Maintenir la paix dans le monde.

[Lire la note de saisine >](#)

Sur ces questions majeures, il nous a semblé indispensable de **faire de la dimension territoriale un axe central, tout en incluant la société civile organisée** dont nous sommes convaincus qu’elle doit être mieux entendue dans les années à venir. C’est la raison pour laquelle nous nous adressons à vous afin de vous proposer un travail collaboratif.

Vous avez mené un ou plusieurs travaux à dimension prospective ? Faites-nous part de vos réflexions

Ce formulaire vous permet de nous faire parvenir vos contributions, sur la base de travaux déjà menés – que ces travaux soient thématiques ou qu’ils aient visé à construire un scénario de prospective. Ces contributions sont attendues pour le **1^{er} décembre 2025** au plus tard.

A l’issue de cette phase, une journée délibérative réunissant les représentants des CESER et des CoDev aura lieu le **15 janvier 2026**, au CESE. A cette occasion, les scénarios travaillés par la commission vous seront présentés, afin que vous puissiez réagir et contribuer à définir les leviers et conditions permettant d’y parvenir, au regard de vos propres travaux et expériences territoriales.

Vous n’avez pas mené de travaux à dimension prospective ou vous souhaitez approfondir ? Organisez un atelier-relais dans votre territoire

Le CESE met également à votre disposition un kit d’ateliers-relais (composé d’un guide méthodologique détaillant les méthodes d’animation suggérées, des supports d’animation et d’un modèle de compte-rendu). L’objectif : construire collectivement des scénarios territoriaux de prospective, sur la ou les thématiques qui vous intéressent le plus.

Le kit d'ateliers-relais vous a été transmis avec toutes les informations nécessaires à l'organisation de votre propre atelier

Pour toute question sur ces sujets, n'hésitez pas à vous adresser à la direction de la participation citoyenne via l'adresse participationcitoyenne@lecese.fr.

Nom du CESER ou du CoDev :

Grand Angoulême

Nom du représentant ou de la représentante :

[REDACTED]

Adresse email de contact :

[REDACTED]

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

- Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)
- Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale
- Les deux

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

- 2030 : Un engagement citoyen pour un projet de territoire !
[Lien vers l'avis + 6 visuels récapitulatifs](#)
- Avis sur Cartéclima!
[Avis sur le Projet d'Aménagement Stratégique](#)
[Le Codev vous parle de Cartéclima!](#)
[Avis intermédiaire sur la démarche Cartéclima!](#)
- Contribution sur L'après-crisis
[Lien vers la contribution](#)

Vos contributions sur la base de travaux thématiques

Thématiques abordées dans le cadre de vos travaux, dans une optique prospective (à échéance 2050) :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun ;
- Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité ;**
- Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;**
- Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations-Unies et du droit international.

Autre, précisez :

Pour chacune des thématiques, merci de bien vouloir remplir le tableau ci-dessous. (vf Annexe 4 de l'avis sur Angoulême 2030)

Par exemple, sur la thématique « Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive » :

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Quels critères pour une économie attractive et compétitive ?</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
Une cohésion sociale à renforcer	Développer des offres de services adaptés aux différents publics Intégrer des actions de lutte contre toutes les discriminations pour la diversité et la mixité Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques Encourager les solidarités de proximité, de voisinage Logement partagés personnes âgées/ jeunes étudiants Accès à la culture, aux sports, aux loisirs dans l'espace public / Des espaces verts accessibles pour tous, des lieux de rencontre et de convivialité Cité éducative Accueil des habitants du GA / information sur les services Créer une signalétique GrandAngoulême	Tenir compte de l'évolution démographique du territoire : vieillissement de la population, décohabitation, familles monoparentales, la place des femmes... - Développer des politiques pour les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, la petite enfance pour attirer de nouvelles familles - Prendre en compte la précarité et la paupérisation - Prise en compte des quartiers en difficulté - Poursuivre la coordination sur l'offre de santé, l'accès aux soins, la formation de professionnels de santé - Liens entre les CCAS des communes, soutien aux petites communes : mutualisation ? - Travailler sur l'identité du territoire, l'appartenance des habitants au GrandAngoulême - Prise en compte de l'isolement social et géographique
La formation, socle du développement économique et de l'emploi	Expérimenter de nouvelles formes de travail : Télétravail dont arrivée de télétravailleurs dans l'Agglomération, Auto-entrepreneuriat, Intérim, Formation tout au long de sa vie Soutien à l'économie sociale et solidaire et à l'économie circulaire	- Liens besoins en compétences des entreprises du territoire et formation, l'élévation du niveau des qualifications - S'appuyer sur les métiers de demain (services, images, numérique ... - Développer de nouvelles filières : agriculture, maraichage ... -

		<p>Renforcement des liens entre les acteurs de la formation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aider au développement de nos filières spécifiques : image, industrie (mécatronique, énergie...) - Schéma d'enseignement supérieur / spécificités locales - Accompagner la venue des nouveaux arrivants : emploi du conjoint, logement de qualité (logements disponibles à l'achat et à la location-Aider les jeunes à trouver un logement-Encourager la reconstruction des bâtis anciens...)
<p>Vers plus d'équité et d'échanges entre ruralité, urbain, péri-urbain dans les aménagements du territoire</p>	<p>Développer l'autonomie énergétique : fabrikawatt Soutenir les initiatives de prom'haies Prendre en compte et lutter contre la pollution du fleuve Charente Promouvoir l'égalité d'accès des femmes et des hommes dans l'espace public Produire et consommer différemment Mobilisation citoyenne autour des circuits courts alimentaires, jardins partagés, espaces municipaux reconvertis pour produire fruits, légumes ... Prise en compte du bien-être animal Produits bio, zéro-déchets, réparation recyclage... Accès à l'information et à l'accompagnement des jeunes Nouveaux besoins : habitat partagé, créer une plateforme d'échanges Offre / Demande Identifier les besoins, sécuriser les mises en relation Transport solidaire, covoiturage... retour du vélo, recensement des chemins piétonniers.... Accès à des logements adaptés aux familles, aux jeunes, aux plus âgés, de qualité et accessible – lutte contre l'insalubrité</p>	<p>Mettre en place une politique transversale intégrant les transitions écologiques, énergétiques et sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une meilleure équité et échanges dans les aménagements du territoire / urbain-péri-urbain - Urbanisme : investir les centres-villes et centre-bourgs, arrêter l'étalement / Préserver les zones agricoles, les zones nonconstruites / Réhabiliter l'existant, utiliser les friches / Respecter les zones naturelles - Une politique de logement adaptée aux jeunes, aux personnes âgées, accessibilité d'achat pour les jeunes couples - Numérique : accès sur tout le territoire et lutte contre les fractures du numérique - Mobilités – déplacements : continuité de mobilité sur la 2ème et 3ème couronne, schéma de mobilités actives sur le péri-urbain
<p>Un territoire valorisant la coopération et les initiatives citoyennes</p>	<p>Créer un carrefour des initiatives et des énergies citoyennes Faire savoir, connaître les initiatives Annuaire des activités, associations ... locales de GrandAngoulême Favoriser l'éclosion de nouvelles initiatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les coopérations entre collectivités locales, territoriales, acteurs publics et privés autour d'objectifs partagés - Valoriser, accompagner les initiatives citoyennes et associatives dans les secteurs de l'intérêt général Emergence de

	<p>Valoriser le faire-ensemble, l'engagement ; les réseaux Exemples : épicerie coopérative de Ruelle, fabrikawatt, l'autre librairie, jardins partagés, les compagnons du végétal ... Les Cigales : épargne de proximité servant aux financements de projets locaux Valoriser initiatives communales : budgets participatifs, réseaux locaux Renforcer le tourisme local Créer un réseau social local ? Imaginer un chatbot GA ? j'ai 20ans qu'est-ce que je peux faire ce soir ? J'ai 60 ans ... que faire avec mes enfants ce weekend ?</p>	<p>communauté d'actions non institutionnelles - Chercher, susciter les ressources locales - Observatoire local : Repérer et accompagner les mutations du territoire, les nouveaux usages, modes de vie ... tous ensemble acteurs publics, privés, citoyens - Information / communication préalable à l'engagement - Mieux repérer les richesses du territoire et les faire connaître : culture et sport, loisirs, patrimoine... sur l'ensemble de l'Agglomération - Meilleure coopération des acteurs sportifs et culturels, partage des informations - Mieux communiquer sur le GrandAngoulême Parler à tous, « amener » toute la population</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Le groupe APRÈS CRISES a entrepris une méta analyse des effets des crises récentes (gilets jaunes, COVID, crises climatiques) sur les différentes populations du Grand Angoulême. Le groupe s'est attaché à l'observation des conséquences proches et lointaines de ces crises successives. Le groupe s'est interrogé surtout sur les évolutions systémiques des crises pour en tirer des préconisations. Comment et avec quels outils en réduire les impacts négatifs sur l'homogénéité du territoire, sur l'équité territorial et sur l'écoute des citoyens. L'analyse est par nature et transversale et multi dimensionnelle. La complexité du sujet mériterait un suivi dans le temps long pour mesurer la pertinence des réponses si toutefois les avis sont suivis des faits par les politiques publiques du GrandAngoulême

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

Les sujets identifiés représentent tous un facteur de criticité important et il est extrêmement difficile de les hiérarchiser tant leur imbrication est profonde.
La mobilité sur le territoire, par exemple, va toucher autant les familles monoparentales (les femmes pour leur écrasante majorité) que les personnes âgées ou isolées ou en situation d'un ou plusieurs handicaps. Mais pour ces groupes sociaux hétérogènes et souvent imbriqués, la mobilité n'est que l'une des dimensions que nous avons répertoriées. Les sujets ne sont identifiables que dans un parallélisme de situations qui sont toutes critiques et qui s'expriment à différents niveaux. De même, la préconisation ne peut pas être purement sectorielle mais doit être englobante sur des dimensions dépassant très largement des populations univoques. Néanmoins, un consensus de criticité s'est dégagé autour des thèmes suivants.

- *Sur les mobilités
- *Sur la place des femmes

- *Sur la perte du lien social
- *Sur les initiatives citoyennes dans l'espace public

Sur les mobilités : Les analyses statistiques démontrent la faible irrigation des zones péri-rural ou péri-urbaine par les transports en communs. Les auditions des acteurs sociaux pointent les difficultés croissantes des populations précaires comme les personnes âgées ou les actifs sans emploi dans ces zones. Le handicap et l'isolement accélèrent la rupture du lien social et distendent la relation à l'autre. La crise des gilets jaunes montre aussi de manière indiscutable le glissement progressif des classes moyennes basses vers un statut de nouveaux pauvres avec toutes les conséquences que l'inégalité territoriale sur les mobilités va amplifier exponentiellement.

Sur la place des femmes : Elles représentent dans les QPV des forces économiques et sociales en résilience. Ce sont souvent des familles monoparentales et bien que l'homme ne soit pas complètement absent, elles sont le pilier économique des quartiers. Elles exercent des métiers de service au plus bas de l'échelle économique. Les crises les ont durement éprouvées. Pourtant elles continuent à assumer, souvent seules, l'éducation sociale et morale de leur famille. Elles sont la seule force sur laquelle s'appuyer aujourd'hui pour reconstruire le lien social et la participation démocratique dans les QPV et le Grand Angoulême en général. Les associations jouent un grand rôle dans cette remobilisation possible. L'institution publique a perdu en crédibilité au fil des années et est perçue comme un instrument éloigné de leurs préoccupations immédiates.

Sur la perte du lien social : L'une des conséquences majeures des crises successives, c'est la perte du lien social et le repli sur des valeurs d'isolement ou de communautarisme face à un sentiment de maltraitance institutionnelle (à tort ou à raison, mais c'est ce qui émane de la crise des Gilets jaunes par exemple et des mouvements anti vaccin qui ont suivi). L'éloignement progressif du rôle régalién de l'État et des politiques publiques dans la régulation sociale, a eu comme conséquence, durant ces crises, un abandon sociétal marqué et un glissement progressif et continu vers l'anomie. La perte des gardes fous qui conditionnent la relation à l'autre est à nos yeux, l'une des conséquences majeures des crises.

Sur les initiatives citoyennes dans l'espace public : Des structures essentielles au maintien du lien social n'ont pas fait l'objet des considérations adéquates et ont contribué mécaniquement à l'anomie sociale. Les initiatives citoyennes ne manquent pas. Elles ont besoin de la considération des acteurs publics pour que la confiance revienne. Cette considération passe par la coopération, voire parfois par le partage de la gouvernance. Sans l'association des citoyens à l'agora publique, l'anomie sociale ne pourra que s'aggraver en distendant encore le lien aux institutions.

Propositions de leviers à actionner :

Sur les mobilités : Il est nécessaire de réduire rapidement les disparités qui se créent en ce moment même, soit en mettant en place de nouvelles formes de mobilités, soit en associant citoyens et association locale à de nouvelles actions de solidarité, soit en amplifiant drastiquement les outils de cohésion territoriale liés à la mobilité.

Sur la place des femmes : Il faut s'efforcer d'oublier l'injonction technocratique en laissant largement les acteurs de terrains prospérer sur des territoires où la culture démocratique s'est fortement émoussée et en s'appuyant principalement sur les femmes comme promoteur de nouvelles synergies. La promotion de l'éducation populaire par l'intermédiaire de ces acteurs locaux est la seule à permettre l'émergence de nouvelles formes de résilience sociale sur les quartiers défavorisés et sortir de l'anomie qui prévaut actuellement.

Sur la perte du lien social : Les acteurs publics doivent, à chacun des niveaux de compétence qui leur sont propres, travailler à rétablir cette normalité.

Il est urgent que les politiques urbaines accordent à cette problématique des réponses innovantes et exemplaires.

Les pistes sont nombreuses et complexes et pourraient faire l'objet d'une saisine à part entière du Codev en collaboration avec les associations de terrain d'Angoulême.

Il faut associer les citoyens au-delà du seul Codev si on veut voir émerger des solutions acceptées par tous les acteurs, institutions et société civile.

Sur les initiatives citoyennes dans l'espace public : Les initiatives citoyennes doivent être coordonnées, valorisées, promues et sanctuarisées dans le temps et dans l'espace pour servir de point nodal à la reconquête de la cohésion sociale. Le saupoudrage financier doit laisser la place à une coopération inter associative et puissance publique.

Il faut que des plates formes d'initiatives citoyennes, cogérées entre association et collectivités, voient le jour et soient portées conjointement. Les communautés urbaines doivent créer cette convergence entre acteurs et décideurs en fusionnant encore davantage les synergies citoyennes. La représentativité des élus locaux gagnerait en exemplarité et en sens.

Points de vigilance éventuels à souligner :

L'une des difficultés prévisibles des avis et préconisations rendus réside dans la difficile adéquation entre la demande issue des citoyens, les moyens possibles et la volonté politique d'aborder frontalement un potentiel conflit entre démocratie représentative et démocratie participative.

La doctrine technocratique s'accommode mal de la critique de son action et renâcle à lâcher les rênes de ses protocoles et de ses certitudes de bien faire. Il serait bon de se rappeler que « faire sans, c'est faire contre » dans ce rapport aux politiques publiques dont la proximité aux citoyens n'est pas la préoccupation première.

Avis transverse du CESE : « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »

Trame de contributions des CESER / CoDev – travaux déjà menés

Dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ? Le CESE souhaite associer largement la société civile organisée à la rédaction de son avis transverse

Dans un contexte marqué par le risque géopolitique et de profondes transformations environnementales, politiques, démographiques, géographiques, territoriales et de ruptures technologiques, la société civile aspire à se questionner sur la question suivante : dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ?

C’est pourquoi le CESE a décidé de travailler à un avis transverse, « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 », rapporté par Elodie Martinie-Cousty (groupe de l’environnement) et Patrick Levy-Waitz (groupe Agir autrement pour l’innovation sociale et environnementale). Le CESE souhaite se questionner sur les conditions nécessaires, à horizon 2050, pour :

- ❑ Permettre à chacun de vivre dignement de son travail ;
- ❑ Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité ;
- ❑ Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ;
- ❑ Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ;
- ❑ Maintenir la paix dans le monde.

[Lire la note de saisine >](#)

Sur ces questions majeures, il nous a semblé indispensable de **faire de la dimension territoriale un axe central, tout en incluant la société civile organisée** dont nous sommes convaincus qu’elle doit être mieux entendue dans les années à venir. C’est la raison pour laquelle nous nous adressons à vous afin de vous proposer un travail collaboratif.

Vous avez mené un ou plusieurs travaux à dimension prospective ? Faites-nous part de vos réflexions

Ce formulaire vous permet de nous faire parvenir vos contributions, sur la base de travaux déjà menés – que ces travaux soient thématiques ou qu’ils aient visé à construire un scénario de prospective. Ces contributions sont attendues pour le **1^{er} décembre 2025** au plus tard.

A l’issue de cette phase, une journée délibérative réunissant les représentants des CESER et des CoDev aura lieu le **15 janvier 2026**, au CESE. A cette occasion, les scénarios travaillés par la commission vous seront présentés, afin que vous puissiez réagir et contribuer à définir les leviers et conditions permettant d’y parvenir, au regard de vos propres travaux et expériences territoriales.

Vous n’avez pas mené de travaux à dimension prospective ou vous souhaitez approfondir ? Organisez un atelier-relais dans votre territoire

Le CESE met également à votre disposition un kit d’ateliers-relais (composé d’un guide méthodologique détaillant les méthodes d’animation suggérées, des supports d’animation et

d'un modèle de compte-rendu). L'objectif : construire collectivement des scénarios territoriaux de prospective, sur la ou les thématiques qui vous intéressent le plus.

Le kit d'ateliers-relais vous a été transmis avec toutes les informations nécessaires à l'organisation de votre propre atelier

Pour toute question sur ces sujets, n'hésitez pas à vous adresser à la direction de la participation citoyenne via l'adresse participationcitoyenne@lecese.fr.

Nom du CESER ou du CoDev :

CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DE MONT DE MARSAN AGGLOMERATION

Nom du représentant ou de la représentante :

[REDACTED]

Adresse email de contact :

[REDACTED]

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

- Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)
- Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale
- Les deux

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

www.montdemarsan.fr

Vos contributions sur la base de travaux thématiques

Thématiques abordées dans le cadre de vos travaux, dans une optique prospective (à échéance 2050) :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun ;
- Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité ;
- Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;
- Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations-Unies et du droit international.

Autre, précisez :

Pour chacune des thématiques, merci de bien vouloir remplir le tableau ci-dessous.

Par exemple, sur la thématique « Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive » :

Objectifs à atteindre en 2050 <i>Quels critères pour une économie attractive et compétitive ?</i>	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<i>Exemple : Une situation de plein-emploi</i>	<i>Exemple :</i> - Réguler le développement de l'IA - Améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi	<i>Exemple :</i> - La désindustrialisation - Le remplacement des métiers manuels par des machines

Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Avis obligatoire du Codev sur le Projet de Territoire Marsan 2035 – Effectué sur l'année 2022 -

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

Attractivité du territoire

Propositions de leviers à actionner :

Fédérer les communes – Poursuivre le travail de refonte de l'urbanisme et de l'habitat – Privilégier les secteurs économiques existants – Avoir une démarche de marketing territorial

Points de vigilance éventuels à souligner :

Se rendre plus visible aux yeux de l'extérieur

Avis transverse du CESE : « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

Trame de contributions des CESER / CoDev – travaux déjà menés

Dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ? Le CESE souhaite associer largement la société civile organisée à la rédaction de son avis transverse

Dans un contexte marqué par le risque géopolitique et de profondes transformations environnementales, politiques, démographiques, géographiques, territoriales et de ruptures technologiques, la société civile aspire à se questionner sur la question suivante : dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ?

C'est pourquoi le CESE a décidé de travailler à un avis transverse, « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 », rapporté par Elodie Martinie-Cousty (groupe de l'environnement) et Patrick Levy-Waitz (groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale). Le CESE souhaite se questionner sur les conditions nécessaires, à horizon 2050, pour :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité ;
- Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ;
- Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ;
- Maintenir la paix dans le monde.

[Lire la note de saisine >](#)

Sur ces questions majeures, il nous a semblé indispensable de **faire de la dimension territoriale un axe central, tout en incluant la société civile organisée** dont nous sommes convaincus qu'elle doit être mieux entendue dans les années à venir. C'est la raison pour laquelle nous nous adressons à vous afin de vous proposer un travail collaboratif.

Vous avez mené un ou plusieurs travaux à dimension prospective ? Faites-nous part de vos réflexions

Ce formulaire vous permet de nous faire parvenir vos contributions, sur la base de travaux déjà menés – que ces travaux soient thématiques ou qu'ils aient visé à construire un scénario de prospective. Ces contributions sont attendues pour le **1^{er} décembre 2025** au plus tard.

A l'issue de cette phase, une journée délibérative réunissant les représentants des CESER et des CoDev aura lieu le **15 janvier 2026**, au CESE. A cette occasion, les scénarios travaillés par la commission vous seront présentés, afin que vous puissiez réagir et contribuer à définir les leviers et conditions permettant d'y parvenir, au regard de vos propres travaux et expériences territoriales.

Vous n'avez pas mené de travaux à dimension prospective ou vous souhaitez approfondir? Organisez un atelier-relais dans votre territoire

Le CESE met également à votre disposition un kit d'ateliers-relais (composé d'un guide méthodologique détaillant les méthodes d'animation suggérées, des supports d'animation et d'un modèle de compte-rendu). L'objectif: construire collectivement des scénarios territoriaux de prospective, sur la ou les thématiques qui vous intéressent le plus.

Le kit d'ateliers-relais vous a été transmis avec toutes les informations nécessaires à l'organisation de votre propre atelier

Pour toute question sur ces sujets, n'hésitez pas à vous adresser à la direction de la participation citoyenne via l'adresse participationcitoyenne@lecese.fr.

Nom du CESER ou du CoDev :

Conseil de développement de la métropole de Rennes

Nom du représentant ou de la représentante :

[REDACTED]

Adresse email de contact :

[REDACTED]

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

- Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)
- Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale
- Les deux

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

Cycle "Organisons nous à 2050": Partager des imaginaires à l'échelle des organisations dans un monde fluctuant
<https://www.codev-metropolerennes.bzh/au-coeur-de-lactivite/notre-mediatheque/entry/2559/>

Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Les membres du groupe « transition climatique » au Conseil de développement de la métropole de Rennes, et des participants extérieurs au Codev, ont travaillé sur des organisations fictives inspirantes à 2050, sur 5 domaines économiques différents.

Cet exercice de projection à 2050 s'est organisé sur trois séances de travail, avec le questionnement initial suivant :

A quoi ressemblerait le territoire en 2050, à commencer par ses organisations ?

Que seraient les entreprises, associations, collectivités, universités implantées sur la métropole de Rennes ? Comment fonctionneraient-elles ? Et comment auraient-elle réussi à évoluer, à s'adapter, à s'implanter, à innover malgré les crises traversées (climatiques, accès aux ressources, sociales, politiques...) et les conditions de vie chamboulées par des conditions climatiques plus extrêmes et des limites planétaires dépassées ?

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

- Comment anticiper et prendre des décisions dans une organisation, dans un contexte aussi fluctuant ?
- En tant que responsable d'organisation, comment être moteur et inspirant dans un contexte international aussi incertain et tendu ?
- Culture du risque et gestion de crise : comment travailler ces enjeux stratégiques dans et entre ces organisations locales ?
- Comment préserver une relative stabilité sociale dans ce contexte, voire une réelle solidarité territoriale locale, qui sera nécessaire pour permettre le développement d'organisations inspirantes à 2050 ?

Propositions de leviers à actionner :

Les 5 groupes de travail ont tous actionné 5 leviers dans les organisations imaginées :

- Des Formats coopératifs dans la gouvernance de toutes ces organisations
- La participation citoyenne vue comme une ressource alliée
- Les réseaux et partenariats locaux comme gages de résilience
- Prise en compte de la temporalité : saisonnalité, temps long, expérimentations
- Un lien à la collectivité, aux politiques publiques locales, rôle de service public présent dans chaque profil

L'atelier mené par le Conseil de développement lors de la Conférence Locale du Climat 2025 a confirmé par ailleurs :

- les rôles à jouer de la collectivité locale sur le financement ou subventionnement de projets, entreprises et acteurs locaux « vertueux » (terminologie restant à qualifier)
- l'importance de la conduite du changement et des formations pour développer des organisations résilientes d'ici 2050
- la nécessité de mutualiser les biens et compétence, entre acteurs privés, et entre privé/particuliers (équipements de mobilité, compétences RH, bâtiments universitaires et/ou de bureau...)

Points de vigilance éventuels à souligner :

--

Avis transverse du CESE : « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »

Trame de contributions des CESER / CoDev – travaux déjà menés

Dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ? Le CESE souhaite associer largement la société civile organisée à la rédaction de son avis transverse

Dans un contexte marqué par le risque géopolitique et de profondes transformations environnementales, politiques, démographiques, géographiques, territoriales et de ruptures technologiques, la société civile aspire à se questionner sur la question suivante : dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ?

C’est pourquoi le CESE a décidé de travailler à un avis transverse, « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 », rapporté par Elodie Martinie-Cousty (groupe de l’environnement) et Patrick Levy-Waitz (groupe Agir autrement pour l’innovation sociale et environnementale). Le CESE souhaite se questionner sur les conditions nécessaires, à horizon 2050, pour :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité ;
- Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ;
- Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ;
- Maintenir la paix dans le monde.

[Lire la note de saisine >](#)

Sur ces questions majeures, il nous a semblé indispensable de **faire de la dimension territoriale un axe central, tout en incluant la société civile organisée** dont nous sommes convaincus qu’elle doit être mieux entendue dans les années à venir. C’est la raison pour laquelle nous nous adressons à vous afin de vous proposer un travail collaboratif.

Vous avez mené un ou plusieurs travaux à dimension prospective ? Faites-nous part de vos réflexions

Ce formulaire vous permet de nous faire parvenir vos contributions, sur la base de travaux déjà menés – que ces travaux soient thématiques ou qu’ils aient visé à construire un scénario de prospective. Ces contributions sont attendues pour le **1^{er} décembre 2025** au plus tard.

A l’issue de cette phase, une journée délibérative réunissant les représentants des CESER et des CoDev aura lieu le **15 janvier 2026**, au CESE. A cette occasion, les scénarios travaillés par la commission vous seront présentés, afin que vous puissiez réagir et contribuer à définir les leviers et conditions permettant d’y parvenir, au regard de vos propres travaux et expériences territoriales.

Vous n’avez pas mené de travaux à dimension prospective ou vous souhaitez approfondir ? Organisez un atelier-relais dans votre territoire

Le CESE met également à votre disposition un kit d’ateliers-relais (composé d’un guide méthodologique détaillant les méthodes d’animation suggérées, des supports d’animation et

d'un modèle de compte-rendu). L'objectif : construire collectivement des scénarios territoriaux de prospective, sur la ou les thématiques qui vous intéressent le plus.

Le kit d'ateliers-relais vous a été transmis avec toutes les informations nécessaires à l'organisation de votre propre atelier

Pour toute question sur ces sujets, n'hésitez pas à vous adresser à la direction de la participation citoyenne via l'adresse participationcitoyenne@lecese.fr.

Nom du CESER ou du CoDev :

Codev du territoire du Grand Clermont

Nom du représentant ou de la représentante :

Pas de présidence, ni de représentant.

Adresse email de contact :

[Redacted email address]

Dans le cadre de votre CESER/CoDev, vous avez axé vos travaux prospectifs :

- Sur des thématiques précises (travail, protection sociale, environnement, démocratie, géopolitique)
- Sur la constitution de scénarios territoriaux de prospective de façon globale

Les deux

Liste et liens vers les travaux publiés en lien avec les sujets de l'avis transverse (le cas échéant) :

- Saisine des élus : « En 2050, sur le territoire du Grand Clermont, la vie est sobre, avec une belle qualité de vie et la justice sociale est garantie. Sur quels chemins nous engageons-nous dès aujourd'hui pour y arriver ? »
→ réponse du Codev sous forme d'aspirations citoyennes thématiques.

<https://www.legrandclermont.fr/conseil-de-developpement/le-travail-des-citoyens/le-grand-clermont-en-2050/>

Vos contributions sur la base de travaux thématiques

Thématiques abordées dans le cadre de vos travaux, dans une optique prospective (à échéance 2050) :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun ;

Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité ;

- Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;
- Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations-Unies et du droit international.
- Autre, précisez :

Pour chacune des thématiques, merci de bien vouloir remplir le tableau ci-dessous.

Par exemple, sur la thématique « Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive » :

Objectifs à atteindre en 2050	Leviers pour y parvenir <i>Quelles actions déployer dès maintenant pour parvenir à ces objectifs en 2050 ?</i>	Points de vigilance éventuels <i>Quels sont les facteurs à surveiller ou susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs en 2050 ?</i>
<p>Aspirations citoyennes - thématique agriculture et alimentation :</p> <p>En 2050 sur le territoire du Grand Clermont...</p> <p>Au moins 10 000 agriculteurs-ices ont une activité de polyculture et/ou d'élevage résiliente vis-à-vis des conditions environnementales !</p> <p>Les produits alimentaires consommés sont principalement de proximité !</p> <p>L'alimentation est de qualité nutritionnelle et sanitaire élevée, accessible aux consommateurs et rémunératrice pour les agriculteurs-ices !</p>	<p>Attirer des porteurs de projets. Réserver du foncier agricole. Développer les espaces-tests (en collaboration notamment avec Terre de Liens ou Îlots paysans). Soutenir les installations et les projets de diversification. Autoriser la création d'organisations agricoles diverses et collectives. Outiller les producteurs : transformation alimentaire, logistique de stockage et de distribution, etc. Assurer des débouchés pour les produits et une juste rémunération aux producteurs. Encourager l'agriculture urbaine et porter des projets de ceintures vertes, régies de territoire, etc. Sensibiliser toutes les générations au bien manger via des équipements (jardins, cuisines, cours, etc...) et des événements. Rendre accessibles les produits locaux de façon géographique, financière et culturelle.</p>	
<p>Aspirations citoyennes - thématique eau :</p> <p>En 2050 sur le territoire du Grand Clermont...</p>	<p>Inscrire les objectifs de sobriété des différents usages de l'eau dans le prochain SCOT. Restreindre l'utilisation de l'eau potable à son utilisation vitale (hydratation et alimentation) par la généralisation de</p>	

<p>Dans une optique de sobriété et de solidarité, nous avons renoncé à certains usages de l'eau !</p> <p>Grâce à une protection de toutes les eaux (de surface, souterraine et potable) l'eau est de qualité !</p>	<p>séparation des réseaux d'eau potable et d'eau grise.</p> <p>Contrôler et sanctionner en cas de non-respect de la réglementation sur les prélèvements en eau.</p> <p>Instaurer une tarification évolutive, incitative (en fonction des quantités d'eau utilisées)</p> <p>Unifier la gouvernance de la gestion de l'eau potable pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> faciliter l'instauration de la tarification incitative évolutive et solidaire sur l'ensemble du territoire ; favoriser les investissements sur les réseaux (entretien pour limiter les fuites et création d'interconnexions qui permettront de mieux partager la ressource entre les territoires) ; avoir une cohérence stratégique à l'échelle du territoire <p>Soutenir les agriculteurs vers un modèle moins consommateur de produits phytosanitaires.</p> <p>Accompagner la transformation des industries polluantes vers une industrie plus verte.</p> <p>Favoriser l'installation d'industries vertes (technologies permettant de diminuer l'utilisation de molécules issues de la pétrochimie, technologies permettant la filtration dans les stations d'épuration).</p> <p>Préservation des zones de captage en renforçant le cahier des charges sur la qualité des sols aux alentours.</p> <p>Lutter contre la pollution de l'eau et les menaces sur la biodiversité.</p> <p>Poursuivre la renaturation des rivières (végétalisation des berges).</p> <p>Renforcer la réglementation sur la préservation des zones humides.</p> <p>Stopper l'artificialisation des sols qui altère l'épuration naturelle de l'eau.</p> <p>Améliorer le traitement des eaux usées en renforçant la performance des stations d'épuration (filtration des molécules émergentes) via un investissement massif.</p> <p>Engager un débat citoyen sur l'augmentation du prix de l'eau afin de financer les investissements nécessaires.</p>	
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

<p>Aspirations citoyennes - thématique artificialisation</p> <p>En 2050 le territoire du Grand Clermont applique la sobriété globale en ne consommant plus de nouveaux espaces !</p> <p>En 2050 sur le territoire du Grand Clermont...</p> <p>La diversité des formes d'habitat permet à toute personne de vivre dans un logement correspondant à ses besoins !</p> <p>Les bâtiments existants sont réinventés !</p>	<p>Élaborer une politique foncière publique. Proposer une taxation défavorable à l'extension urbaine.</p> <p>Travailler les alternatives à l'étalement urbain : réutiliser le foncier existant, réhabiliter les friches, densifier sans pour autant perdre les respirations végétales existantes, expérimenter des usages transitoires du bâti ou du foncier, foisonner les usages dans le temps, vraiment utiliser les parkings souterrains existants ou les reconvertir, etc.).</p> <p>Actez dès maintenant la fin ou l'abandon des projets routiers hors zones urbanisées.</p> <p>Permettre le développement de nouvelles formes d'habiter (habitat participatif, habitat partagé, autopromotion, cohabitation intergénérationnelle, habitat léger...).</p> <p>Inventer d'autres manières d'habiter le pavillonnaire déjà existant, aux confins de l'individuel et du collectif, pour y accueillir des publics nouveaux : étudiants, touristes, jeunes... et aussi d'autres activités.</p> <p>Lutter contre la vacance des logements. Identifier les bâtiments pouvant être réhabilités à court, moyen et long terme. Reconnaître la spécificité du bâti ancien, la prendre en compte dans les choix de rénovation. Réhabiliter les grands ensembles autrement que par un simple rhabillage d'isolant thermique mais systématiser une approche globale. Former les artisans locaux aux techniques les plus vertueuses (travaux en filières circulaires locales, matériaux biosourcés, réemploi afin de minimiser la consommation de ressources naturelles). Aider financièrement la rénovation des logements privés. Les grandes mutations urbaines sur les friches se font à l'écart des circuits spéculatifs.</p>	
<p>Aspirations citoyennes - thématique biodiversité</p> <p>En 2050 sur le territoire du Grand Clermont...</p>	<p>Organiser une campagne d'éducation au vivant, tout public. Inventorier la biodiversité pour mieux la préserver.</p>	

<p>La biodiversité est sacralisée : les décisions concernant les projets d'urbanisme placent la biodiversité comme une priorité !</p> <p>La biodiversité est sacralisée : elle s'épanouit même dans les zones déjà artificialisées qui se sont adaptées !</p>	<p>Répertorier les trames vertes, bleues, noires et marrons pour les intégrer aux exigences des nouveaux aménagements (prendre exemple sur les exigences des périmètres des bâtiments de France qui imposent des réglementations particulières).</p> <p>Limiter le parc de tondeuses à gazon (remplacer le gazon par de la diversité végétale, des potagers, jachères fleuries, etc.).</p> <p>Laisser une place aux jachères végétales et friches en ville et au-delà.</p> <p>Adapter les bâtiments vitrés aux oiseaux.</p> <p>Aménager les franges urbaines.</p> <p>Rendre utiles pour les habitants les espaces végétalisés (ex. plate-bande légumière et arbres fruitiers).</p> <p>Reperméabiliser les sols, parkings, cours d'écoles.</p> <p>Penser à des continuités végétales favorables à la biodiversité.</p> <p>Accompagnement des citoyens, habitants, propriétaires, etc.</p> <p>Mettre à disposition, sur le même principe que les composteurs, des nichoirs, hôtels à insectes, abris à hérissons, etc.</p>	
<p>Aspirations citoyennes - mobilités :</p> <p>En 2050 sur le territoire du Grand Clermont...</p> <p>Il est plus simple et efficace pour tous de se déplacer autrement qu'en véhicule personnel quel que soit son origine géographique, son âge, son niveau de vie et son niveau d'autonomie (transport en commun, mobilités douces, mobilités actives...) !</p> <p>Chacun peut avoir accès à une solution de mobilité douce ou active, sécurisée et favorable à la santé, avec une continuité sur l'ensemble du territoire !</p> <p>Par des choix d'urbanisme : les distances sont réduites entre les services, l'emploi, les commerces et l'habitat, en les</p>	<p>Gouvernance unique ou coordination entre les autorités organisatrices des transports.</p> <p>Réseaux complémentaires et interconnectés entre les différents modes de transport.</p> <p>Inscrire le but de l'aspiration 2 dans les schémas d'urbanisme.</p> <p>Créer une cohabitation entre les mobilités réduisant les risques.</p> <p>Développer la concertation sur la conception des projets de transports avec les usagers et les professionnels.</p> <p>Pour les villes "actuelles", proposer des axes à sens unique, en alternance : possibilité alors d'ajouter piste cyclable, trottoir élargi (poussette..).</p> <p>Pour les villes nouvelles (ou quartiers), séparer les 2 réseaux (voitures et mobilité douce).</p> <p>Mobilités des services (les services se déplacent vers les usagers).</p>	

<p>connectant par un transport collectif ! aucun lieu d'accueil de la jeunesse n'est impacté par les conséquences liées au transport !</p>	<p>Remettre les services et l'emploi au cœur des pôles de vie. Actions de sensibilisation en direction des parents d'élèves sur les risques de circuler en voiture à proximité des écoles, fermeture des voies d'accès directes aux établissements scolaires, mise en place de pédibus et vélobus, signalétiques pour dissuader l'approche des véhicules (voir les exemples réalisés dans le cadre du design actif (dessins et peinture au sol)).</p>	
<p>Aspirations citoyennes - énergie</p> <p>En 2050 sur le territoire du Grand Clermont...</p> <p>Tous les bâtiments résidentiels et tertiaires existants ont été rénovés pour limiter leur consommation d'énergie !</p> <p>Les faibles besoins en énergie des bâtiments sont remplis grâce à l'énergie renouvelable produite sur le territoire !</p> <p>La sobriété énergétique passe aussi par le multi-usages des bâtiments tertiaires !</p> <p>L'ensemble des activités économiques présente un faible bilan carbone et compense ses faibles émissions localement et immédiatement !</p>	<p>Récupérer et valoriser les énergies fatales.</p> <p>Mutualiser les énergies grâce au développement des réseaux de chaleur et des pompes à chaleur sur boucle d'eau.</p> <p>Dans les zones industrielles et commerciales :</p> <p>Développer la production et l'autoconsommation d'énergies renouvelables</p> <p>Développer la mobilité bas carbone</p> <p>Les espaces verts peuvent être le support de projets de compensation carbone.</p>	

Vos scénarios de prospective à l'échelle territoriale

Description du scénario de prospective réalisé à échelle territoriale :

Sujets identifiés comme particulièrement critiques :

Propositions de leviers à actionner :

Points de vigilance éventuels à souligner :